THE UNIVERSITY OF JORDAN SERIALS DIVISION
مكتبة من الأهل

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15 ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – Nº 14396 – 6 F — VENDREDI 10 MAI 1991 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Modernisation difficile au Brésil

DANS un Brésil engagé sur la voie d'une modernisation difficile, la démission de Mme Zelia Cardoso de Mello, ministre de l'économie depuis l'arrivée au pouvoir du président Fernando Collor de Mello en mars 1976, a beaucoup surpris. Elle intervient en effet dans un contexte politique délicat et représente le premier changement d'importance au sein de l'équipe au pouvoir.

Après deux plans de stabilisation aux résultats précaires et un début de négociation avec les banques et le FMI sur le paiement d'une dette extérieure qui est la plus importante du tiers-monde, ce départ annonce-t-il un changement radical d'orientation ?

UN revirement semble hautement improbable. La volonté affichée par le président Collor a été clairement définie ; il s'agit, selon ses termes, « de conduire le pays sur la voie de la modernité et d'assurer son entrée dans le club des pays développés ». Lutte contre l'inflation, modernisation de l'appareil d'Etat, privatisations et réduction du déficit budgétaire sont les grands axes de cette politique.

C'est assurément plus dans la mise en œuvre du programme du gouvernement qu'il faut rechercher les raisons de ce départ. Menée à coup de mesures provisoires et de façon parfois brutale et autoritaire, la politique de Mme Cardoso de Mello a progressivement suscité l'opposition, puis l'hostilité des principaux acteurs sociaux, économiques et politiques du pays.

La conduite d'une action déterminée nécessite autorité et sacrifices. Encore faut-il qu'elle recueille un minimum d'adhésion auprès de la population et de ceux qui animent la vie économique et financière. Ce n'était plus le cas. L'intransigeance des négociateurs brésiliens concernant la dette extérieure avait profondément indisposé les créanciers et détérioré l'image du Brésil.

QU'UN diplomate, ambassadeur depuis cinq ans à Washington, ait été choisi pour assumer la charge de ce ministère à l'influence grandissante ne doit rien au hasard. L'heure est aujourd'hui plus à la concertation et à la négociation qu'à l'exercice autoritaire des volontés d'un Etat.

La tâche du nouveau ministre, M. Marcilio Marques Moreira, est tout sauf aisée. Les résultats de la lutte contre l'inflation sont encore modestes et la modernisation de l'économie n'a été qu'ébauchée. Quatorze mois après l'accession au pouvoir du président Collor, aucune privatisation n'a été réalisée.

L'ouverture du Brésil à la concurrence internationale – à travers les importations notamment – s'accompagne toujours d'un nombre élevé d'exceptions et de réglementations sectorielles. Quant à la réduction du déficit budgétaire, elle est encore symbolique. Enfin, les effets de la récession se font chaque jour plus criants dans un pays où les défavorisés payent un lourd tribut à la modernisation.

Lire page 3 l'article de DENIS HAUTIN-GUIRAUT

M 0147 - 0510 0 - 6,00 F

Deux étudiants tués à Tunis

Les islamistes affrontent le pouvoir tunisien

Lors de violents affrontements avec les forces de l'ordre, mercredi 8 mai, à l'université de Tunis, deux étudiants ont été tués et trois autres blessés. Depuis une semaine, à l'instigation de militants islamistes, les incidents s'étaient multipliés dans les facultés et quelques lycées. Le consensus qui s'était manifesté entre l'ensemble de la classe politique et l'opinion publique pour dénoncer la guerre du Golfe et l'attitude des Occidentaux semble avoir disparu. Le mouvement islamiste se retrouve seul et divisé.

Hors consensus

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

Plus tristes que jamais, des dromadaires endimanchés se lassent d'attendre, sur la plage de Hammamet, des touristes qui n'en finissent pas de se faire désirer. A cause des suites de la guerre du Golfe. Du coup, sous prétexte d'en combattre tous les effets pervers, la classe politique tunisienne a serré les rangs, alors qu'elle était déjà unanime à dénoncer l'attitude des Occidentaux et de la coalition anti-irakienne, à l'unisson de l'opinion publique, derrière la bannière de l'arabo-islamisme.

Cette idée de consensus avait pris naissance, le 7 novembre 1987, lorsque M. Ben Ali, après avoir destitué pour « *sénilité* » le président Habib Bourguiba, engagea le pays sur la voie du « *changement* » démocratique. Espoirs déçus en dépit de la signature, un an plus tard, par l'ensemble des forces politiques, économiques et sociales, d'un « *pacte national* ».

Le comportement dominateur de l'ancien parti unique, habitué à se croire seul au monde, tout comme l'attitude des partis d'opposition, à la fois timorés et gourmands, firent, en effet, capoter, les unes après les autres, les tentatives d'ouverture politique du chef de l'Etat.

JACQUES DE BARRIN et MICHEL DEURÉ

Lire la suite page 6

Pour venir à bout des milices nationalistes

L'armée soviétique poursuit ses opérations en Arménie

L'armée soviétique a poursuivi, mercredi 8 mai, ses opérations contre les villages arméniens à proximité de la frontière avec l'Azerbaïdjan pour désarmer les milices nationalistes. Ces opérations se déroulent assez violemment, selon de nombreux témoignages, au prix de vies humaines et de destruction de villages. Moscou n'en paraît pas moins déterminé à mener cette action à son terme, tandis que le président de la République d'Azerbaïdjan a exclu, mercredi, toute idée de négociation avec les dirigeants arméniens.

Lire page 4 l'article de DOMINIQUE DHOMBRES

Démission du directeur de la CIA
M. William Webster avait été critiqué à propos de la guerre du Golfe. page 3

Menaces d'épidémies au Bangladesh
Plus d'un million de malades en raison de la pénurie de vivres, d'eau et de médicaments. page 16

Ingérence et aide humanitaire
Les réactions aux propos et propositions de M. Bernard Kouchner. page 2

L'étonnant dynamisme du Sri-Lanka
Un tourisme florissant dans un pays en guerre. page 19

Les violences en banlieue
Aux Ulis (Essonne), trois vigiles ont été blessés par un groupe de jeunes. page 24

La septième chaîne de télévision
Les défenseurs du câble s'opposent à un nouveau réseau hertzien page 20

LIVRES ◇ IDÉES

■ La seconde vie de Max Frisch. ■ Brûlots de francs-tireurs. ■ Asthénie au pays des Helvètes. ■ Les jours comme ils viennent. ■ Rachilde l'ambiguë. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Ils voyagent en solitaire ». ■ Histoires littéraires, par François Bott : « La demoiselle de Georgie ». ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Le mémorial de Gorenstein ». *pages 9 à 15*

AFFAIRES

■ Les géants sud-coréens sont contraints de se spécialiser ; un pays en quête de nouvelles technologies. ■ Marks & Spencer se met à la diète. *pages 21 et 22*

Le sommaire complet se trouve page 24

Les 10 ans du 10 mai

Le dixième anniversaire de l'élection de M. Mitterrand est l'occasion, à gauche comme à droite, de dresser un bilan de l'action du président de la République depuis 1981. Pour sa part, *le Monde* fait le point sur la réalisation des « cent dix propositions » du candidat Mitterrand. Il donne aussi la parole à plusieurs ministres du gouvernement de « cohabitation » et propose un portrait de M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée.

Lire pages 7 et 8 les articles de THIERRY BRÉHIER ANNE CHAUSSEBOURG DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON

La colère des « latinos » de Washington

Depuis qu'une femme policier noire a tiré sur un Salvadorien le quartier hispanique de Washington est en ébullition

WASHINGTON

de notre correspondant

Au coin de la rue, deux femmes policiers, une noire et une blanche. Sac de grenades lacrymogènes accroché à la ceinture, casque à la main, longue matraque de bois pendant au poignet, et bien entendu pistolet sur la hanche, elles sirotent leur coca dans un gobelet en carton. En face, devant le fast food incendié deux jours plus tôt, d'autres policiers, Hernandez et Lopez, « dialoguent » avec un groupe d'habitants du quartier, un dialogue qui les laisse tout en sueur.

A deux pas, un jeune garçon arbore un T-shirt rouge, avec, en grosses lettres noires, une obscénité tout fraîchement peinte : « *Fuck police !* » Un peu plus loin, d'autres T-shirts, en vente ceux-là, et dans un autre style : « *Stop the violence.* » Partout, dans les rues environnantes, des dizaines de voitures de police, des escouades de motards, des cars. Et, bien entendu, aux endroits stratégiques, les équipements des chaînes de télévision.

On ne peut pas dire que l'atmosphère soit vraiment tendue, dans ce quartier hispanique du centre de Washington, en cette belle fin d'après-midi. Mais, dès sept heures de soir, le couvre-feu sera à nouveau en vigueur, et en attendant on continue à ressasser l'incident du dimanche 5 mai.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

LE MONDE diplomatique

Mai 1991

- LE CRI DES CITÉS-BANLIEUES : Jeunes sans avenir, par *Denis Clerc*. – Où donc apprendre encore à maîtriser le sort ? par *Claude Liauzu*.
- PROCHE-ORIENT : La paix, sans les Palestiniens..., par *Samir Kassir*. – A nouveau l'oubli sur les territoires occupés, par *Florence Beaugé*. – La Turquie réclame son dû... à Chypre, par *Christophe Chiclet*.

MÉDIAS, SOCIÉTÉS ET DÉMOCRATIE
un dossier de huit pages

- YOUGOSLAVIE : La fédération est-elle menacée d'éclatement ? par *Catherine Samary*. – Les cicatrices de l'histoire, par *Catherine Lutard*.
- CUBA : Les exilés de Miami pour le dialogue avec la Havane, par *Francis Pisani*.
- ÉCONOMIE : Au nom du libre-échange, Washington à l'assaut du continent latino-américain, par *James Petras* et *Morris Morley*.
- CINÉMA : Des films pour croire en l'avenir de l'Afrique, par *Thérèse-Marie Deffontaines*.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

Cannes 91 Les pièges de David Mamet

« Homicide », troisième film du réalisateur américain ouvre jeudi 9 mai le quarante-quatrième Festival de Cannes

David Mamet aime les risques et les pièges, sociaux, moraux, érotiques, politiques : le vagabond Nicholson séduit jusqu'au meurtre par Jessica Lange (*Le facteur sonne toujours deux fois*) ; la psychanalyste Lindsay Crouse attirée par l'arnaqueur Joe Mantegna (*Engrenages*) ; Mantegna, criminel au petit pied en proie à un accès de générosité, partant avec Don Ameche pour une dernière « perm' » dans les casinos de Lake-Tahoe avant de témoigner dans un procès contre la Mafia (*Parrain d'un jour*).

Homicide est un polar avec une double intrigue : la poursuite d'un trafiquant de drogue et l'enquête sur l'assassinat d'une vieille boutiquière dans les bas-quartiers de Baltimore. Elément crucial : l'homme de terrain dans les deux affaires, le détective Gold (toujours Joe Mantegna), est juif. D'entrée de jeu, par un usage diaboliquement précis de termes tels que « *kike* », ou « *yid* » (« *youtre* », *youpin* »), Mamet épingle l'aisance désinvolte avec laquelle les policiers pratiquent l'insulte ethnique, traduisant une forme de racisme banalement quotidien.

« *Le film est l'histoire d'un homme qui cherche à appartenir à une communauté*, explique Mamet. *Mais pour les non-flics il reste un flic, et pour les flics, un juif. Chaque fois il va trop loin, et, sans s'en rendre compte, trahit toutes les valeurs auxquelles il croit.* »

Avec un dialoguiste du calibre de Mamet, les mots sont d'une importance capitale. « Juif » se traduit en anglais par deux vocables : « Jew », substantif, et « Jewish », adjectif, la terminaison en « ish » étant en quelque sorte modératrice. « *Le poids du mot « Jew » varie à l'intérieur même de la langue anglaise*, explique Mamet. *Le vieil antisémitisme ritualisé de l'ère victorienne permet un usage poli de « Jew » en tant que marque d'opprobe. En Angleterre. Pas aux Etats-Unis. A mon avis, l'absence de « Jew » dans une conversation polie indiquerait que la société dans son ensemble n'estime pas souhaitable que l'on se dise « juif ». Le mot est tabou.* »

Et il est peut-être temps que ça change, estime Mamet, qui cite Spike Lee parmi ses modèles : « *Pour ce film-ci en particulier. Je le lui ai d'ailleurs écrit. J'admire son talent, et je l'admire de faire des films blacks qui ne sont pas destinés à « l'exportation ». Il donne le point de vue d'un Noir sur les Noirs, et se fiche éperdument des stéréotypes...* »

« *Vous ne trouvez pas étonnant qu'il n'y ait pas de statues de héros juifs ?* », poursuit Mamet.

HENRI BÉHAR

Lire la suite page 17

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $

Ingérence et aide humanitaire

Du pain et des jeux

par Xavier Emmanuelli

Les propos de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action *humanitaire, dans l'entretien qu'il* nous a accordé (*le Monde* du 30 avril), ont suscité plusieurs réactions.

TOUT au fond de l'Anatolie, dans les montagnes du Kurdistan, il est une grande vallée dont la crête est en Turquie et les pentes en Irak. C'est là, près du village du Cucurka, que s'est déroulée une représentation d'apocalypse, qui a satisfait, je crois, les spectateurs exigeants. Ils se sont vu offrir des jeux du cirque dignes de ce nom, qui avaient pour thème «le naufrage d'un peuple».

Ce spectacle a été particulièrement bien couvert et commenté par des ténors de haut rang, et c'est à regret qu'on le sent se terminer.

Qu'il soit permis à un témoin oculaire direct de risquer quelques petits commentaires en annexe, en complément d'information en quelque sorte. Cela ne devrait atténuer en rien l'impression de vigueur atroce et de générosité agissante suscitée par de telles images... L'horreur est l'horreur et les hommes ou les femmes politiques français que l'on voit pleurer en direct sur ce fond abominable n'en auront pas moins de chagrin, et cela n'empêchera pas, je l'espère, des déclarations fermes de solidarité, de chaleureuse compassion et d'extrême indignation par les habituels préposés.

Dans la vallée de Cucurka, il y avait les journalistes et les télévisions du monde entier. Prévenantes, les autorités turques, malgré la précarité des routes de la région, avaient tracté jusqu'au village une immense antenne parabolique, et le minuscule poste de ce petit hameau de 4 500 habitants était transformé vingt-quatre heures sur vingt-quatre en centre international de presse d'où l'on pouvait transmettre, en n'importe quel point du monde, par téléphone, télex, téléfax ou télématique; d'où l'on pouvait transmettre du son et bien entendu des images pour la télévision. Celles-ci étaient aussitôt développées, mixées, montées sur la régie aimablement mise à disposition par CNN, et aussitôt envoyées aux rédactions, rapportant le désastre quasi en direct.

Dans la vallée de Cucurka, on filmait la détresse des Kurdes, et l'antenne suivait la course de l'invisible satellite qui les reliaient à la civilisation.

Sous les corolles des parachutes

Deux à trois fois par jour, dans le ciel changeant du printemps, des phénomènes célestes traçaient d'invisibles signaux de solidarité au-dessus des camps, au-dessus des tentes, des voitures et des camions, au-dessus de la petite route de montagne où les convois allaient se succéder; des avions de combat bouclaient d'immenses cercles menaçants et guerriers, ils ne faisaient qu'ouvrir une route de gloire à trois lourds transporteurs Hercules qui, après un lent petit tour de reconnaissance, pondaient au-dessus des camps des objets qui dégringolaient rapidement avant que leur chute ne soit plus ou moins freinée par d'élégantes corolles de parachutes.

Parfois, les parachutes ne s'ouvraient pas, parfois les objets n'avaient pas de parachute, alors ils s'éparpillaient en volées menaçantes et éclataient bruyamment contre les parois de la vallée; parfois, ils tombaient en Turquie et les soldats, vigoureusement, empêchaient le désordre et la ruée... ; parfois, ils tombaient en Irak au milieu de la gigantesque bauge qu'était le camp, et les hommes valides, les adolescents affamés, se précipitaient pour se battre autour des épaves... ; parfois, ils tombaient dans un champ de mines, au loin, alors on était assuré d'entendre tôt ou tard le bruit d'une explosion lointaine, quelque enfant ou quelque audacieux qui avait tenté sa chance et avait perdu.

Il arrivait bien sûr que des palettes écrasent une tente, tuent un malchanceux, mais, malgré cela, elles continuaient sereinement à pleuvoir en parapluies soyeux et majestueux, à tomber sur ce camp accessible par la route, où des autocars entiers de journalistes parvenaient à destination... Elles tombaient, tombaient, écrivant l'odyssée de l'humanitaire, plus symbolique qu'efficace certes... Quelques parachutages de hasard pour 60 000 personnes. Mais lyriques, encourageants, politiques et spectaculaires, en un mot... bienvenus.

On filmait, filmait mosquées et dispensaires, les camps et l'échappée du camp, les parachutes et les familles meurtries aux enfants transis, et on achevait sur un final silencieux dans un cadre particulièrement inspiré...

Les centaines, les milliers de tentes posées sur les flancs des collines portant des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants dressés sur les rocailles au terme de leur exode, cette boue, ce froid, ce sol immonde, gluant de la fonte du printemps, des excréments et des ordures, ce désordre et ces ruées tragiques, bestiales, autour des camions de nourriture et d'eau qui descendaient assiégés de myriades de mains quémandeuses, vers le marécage du bout du camp... Les nuages, les parachutes, l'armée qui clôturait la crête, tout cela formait une prison-cloaque d'où montait une immense détresse.

L'horreur télévisée

Les enfants se vidaient, sciés de coliques, et les hommes farouches, hirsutes, mal rasés, aux vêtements souillés, allaient et venaient, hagards clochards tragiques de la montagne. Les vieux blottis sous les tentes regardaient sans bouger. Et les télévisions transmettaient allègrement, commentaient, disant l'horreur, la boue et la mort des petits enfants, drames qui auraient fait hurler de désespoir et de rage sous d'autres cieux mais qui, là, figeaient en souffrance immobile, muette les silhouettes transies, les visages burinés aux traits tirés de ces exclus et naufragés.

Que l'on ne parle plus d'humanitaire dans ces montagnes, tandis que l'on jette la nourriture comme à des bêtes, que l'on fait se disputer des hommes dans la fange autour des miettes... Que l'on cesse d'en parler avec des trémolos. L'action de secours n'est pas un discours de compassion. C'est une mission pragmatique bien définie, clairement établie, ce sont des équipes de médecins, d'infirmières, de logisticiens, ceux qui portent l'eau, creusent les latrines, évacuent les ordures, procurent des abris... Ce sont les épidémiologistes qui recensent les malades, les dispositifs : tente d'abattage médical pour consulter le maximum de malades, tente de «référence» pour perfuser et nourrir, panser et prendre le temps d'ausculter; tente de troisième niveau pour hospitaliser, et d'énormes moyens, en vivres, en matériel, en couvertures, en médicaments, en abris, ce qui signifie des norias d'avions, de convois de camions, des stocks immenses.

Il faut d'abord assurer l'abri et le chaud, le propre et les soins, la nourriture et l'eau. Cela peut se faire n'importe où, dans le désert, dans la montagne, au pôle Sud si l'on veut, c'est une simple question de savoir-faire et de moyens, mais de moyens solides, réels, normalisés, standardisés, finalisés et déployés selon des procédures et des stratégies.

Ensuite, comprendre l'état nutritionnel, les problèmes sanitaires, l'état des enfants pour les soigner, les vacciner, les réhydrater, les entourer, et ensuite seulement on se préoccupera de savoir s'ils sont «déplacés» ou «réfugiés», ce que sera leur avenir. Aucun gouvernement ne sait faire cela, car il a besoin d'un cadre d'intervention, c'est pourquoi certains se réclament d'un monstre qui n'a jamais existé sinon par le passé, du temps de la canonnière et qui serait le «droit d'ingérence». Plutôt que de l'invoquer pour justifier des spectacles humanitaires prodigieux qui relèvent des jeux antiques du combat et du cirque, que l'on déploie les vrais moyens qui vont empêcher les gens de mourir.

Que l'on cesse de bafouer le mot d'humanitaire. Les soldats ne peuvent pas faire de l'humanitaire pas plus que les politiques. Les soldats sont en mission, ils obéissent avec courage et dévouement, mais ils obéissent. Les politiques ne font que de la politique. S'ils prétendent faire autre chose, ils mentent. Ce sont les organismes non gouvernementaux, à condition qu'ils en aient la force, évaluable, mesurable, décryptable même au profane, ce sont les organismes des Nations unies qui peuvent et doivent intervenir. C'est le savoir-faire et la pudeur, la compétence et le secret qui régissent les rapports de compassion et le mystérieux engagement vers l'autre.

Il ne faut pas se mettre en scène sur la mort des autres, il y va de l'honneur de l'homme, il y va de son respect. Cet horrible désastre n'est pas un spectacle. Il continuera même quand les caméras seront rentrées chez elles... avec encore plus de férocité, plus d'abandon, plus d'amertume.

Je demande que les témoins regardent, bien sûr, mais comprennent que ce sont des solutions de proximité, les mains dans la boue mais des mains expertes qui aident... Je demande qu'ils rendent compte afin de permettre ces actions et de permettre qu'elles durent même quand les médias n'y seront plus et qu'un autre désastre aura remplacé celui-là.

► ***Xavier Emmanuelli est président d'honneur de Médecins sans frontières.***

Eviter la surenchère

par Alain Destexhe

«*IL ne sera plus possible d'assassiner massivement à l'ombre des frontières*», affirme M. Bernard Kouchner.

Aujourd'hui, après avoir assuré la survie de Saddam Hussein, les gouvernements occidentaux, tels des pompiers complices du pyromane, font – à travers les médias, bien davantage que sur le terrain – dans la surenchère humanitaire.

Après trois semaines de mobilisation internationale, avec un taux de mortalité calculé avec la froide rigueur d'une enquête épidémiologique de 1,5 pour 1 000 enfants de moins de cinq ans par jour, 15 % des enfants kurdes dans les camps de Turquie seront morts en trois mois. Des centaines de réfugiés en Turquie souffrent toujours de la soif ; des milliers d'autres en Iran, malgré l'effort des autorités de ce pays, n'ont toujours pas vu l'ombre d'une aide internationale. Bernard Kouchner fonde beaucoup d'espoir sur les médias pour alerter l'opinion. Mais il feint d'oublier que, reflet de l'opinion, ils se lassent très vite des meilleures causes. Le Libéria, quelques jours à la « une » pendant l'été, a brutalement disparu des écrans le 2 août 1990. Au Soudan, 8 millions de personnes sont menacées de mort par la famine. A Sri-Lanka, en Somalie, en Ethiopie, au Mozambique, la famine et la guerre font rage dans l'indifférence quasi générale. Comment croire que demain il puisse en être autrement ?

Et contrairement à l'espoir de M. Kouchner, le vingt et unième siècle pourrait bien être encore plus meurtrier que le vingtième. On le voit avec la multiplication des conflits ethniques et la désagrégation des Etats en Afrique. La fin de la guerre froide supprime la dimension internationale de l'affrontement et enlève toute retenue aux factions en lutte qui ne représentent plus qu'elles-mêmes.

La résolution 688 des Nations unies constitue-t-elle un progrès ? Il semble déjà scandaleux de présenter un tel drame comme une avancée. Fruit de l'émotion, de la culpabilité occidentale et de circonstances exceptionnelles guère reproductibles, cette première ingérence humanitaire des Etats risque bien d'être sans lendemain : selon toute vraisemblance, la souveraineté nationale et son corollaire, le principe de non-ingérence, resteront le fondement du système international.

La « *diplomatie humanitaire* » masque souvent, soit l'incapacité des Etats à assumer devant l'opinion leurs choix politiques (les Etats-Unis à Panama), soit celle de peser sur les conflits régionaux ; c'est le cas de la France en général, particulièrement illustré par les interventions de M. Kouchner au Liban ou en Amérique centrale.

« Droit d'accès aux victimes »

Les organisations non gouvernementales (ONG) n'ont pas attendu les résolutions de l'ONU pour pratiquer le devoir d'ingérence. Toutefois, pour faire progresser le droit humanitaire, il convient d'éviter toute crispation autour du terme ingérence et de poursuivre le travail de reconnaissance, sous la forme juridique d'une coutume, d'un « *droit d'accès aux victimes* », qui n'impliquerait pas pour les Etats une violation de leur souveraineté.

Ce droit d'accès aux victimes serait déjà plus acceptable pour les Etats concernés s'il était mis en œuvre par des organisations non gouvernementales déjà largement reconnues par la communauté internationale, y compris donc par des pays du tiers-monde, comme indépendantes, impartiales et obéissant aux seuls critères d'humanité.

« *Comme pour les droits de l'homme, ce n'est pas l'action humanitaire qui est venue à la politique, mais le contraire* », affirme le secrétaire d'Etat, qui veut faire des Etats la cheville ouvrière d'un nouvel ordre humanitaire international. Mais qui est le plus crédible pour surveiller les droits de l'homme au Maroc ou au Gabon : la France ou Amnesty International ?

Il ne s'agit pas – au contraire – de dénier aux Etats le droit de mener des actions humanitaires, surtout à l'heure où toutes les énergies sont nécessaires, mais de rappeler fermement que celles-ci ne sont jamais ni neutres, ni impartiales, ni même désintéressées, et qu'il convient d'établir une distinction claire entre aide privée et aide gouvernementale.

► **Alain Destexhe est membre de Médecins sans frontières (Belgique).**

Le Kordofan autant que le Kurdistan

par Sylvie Brunel

S'EST-ON aperçu que la mobilisation actuelle en faveur des Kurdes représente le premier élan massif de solidarité occidentale pour un peuple du tiers-monde depuis l'Ethiopie, c'est-à-dire depuis près de cinq ans ? Comme si la famine éthiopienne de 1985-1987 avait étanché de façon durable la compassion du grand public pour les drames du Sud : ni la famine somalienne, ni les charniers de Monrovia, ni le sort tragique des Mozambicains n'ont suscité de vraie réaction des médias, et *a fortiori* du grand public, malgré les efforts désespérés de certaines organisations humanitaires pour alerter l'opinion et mettre en place un mouvement de solidarité.

Bien sûr, il fallait, il faut aider les Kurdes, qui vivent en ce moment une véritable tragédie. Mais force est de reconnaître qu'il existe aujourd'hui de bonnes et de mauvaises victimes. Les bonnes victimes, ce sont celles qui sont proches de nous, en termes géographiques et culturels (les Arméniens, les Roumains, ou même les Soviétique, faussement affamés à la fin de l'année 1990), et surtout en termes affectifs (les enfants myopathes du Téléthon)... Ce sont celles qui nous émeuvent parce que nous nous sentons peu ou prou impliqués dans leur drame : les Kurdes n'ont-ils pas cru que nous soutiendrions leur rébellion contre le tyran de Bagdad après avoir libéré le Koweït, payant tragiquement leur naïveté sur la réalité des intentions occidentales dans le conflit du Golfe ?

Proximité et culpabilité sont devenues les conditions *sine qua non* pour qu'un drame se mue en drame humanitaire. Sans elles, pourquoi réagirions-nous, alors que le discours volontairement catastrophiste de certaines organisations internationales et l'afro-pessimisme ambiant engendrent une banalisation de l'horreur, présentée comme la condition ordinaire de la plupart des peuples du Sud ? Particulièrement lorsque manque une dimension essentielle à l'enclenchement de notre compassion : la mise en scène. Le drame n'émeut que dans la mesure où il devient médiatique. Certaines organisations humanitaires l'ont si bien compris qu'elles se font désormais une spécialité des interventions d'urgence, où les journalistes sont plus nombreux à partir que les médecins.

Certains peuples paient ainsi, malgré eux, le prix de cette perversion médiatique qui fait que l'action humanitaire ne peut survenir que lorsque s'enclenche le mécanisme du don, lui-même subordonné au robinet des images. Après les échecs qu'elles ont enregistrés dans l'appel à la solidarité pour les Libériens, les Somaliens et même les Ethiopiens, les organisations humanitaires espèrent que la tragédie kurde aura eu au moins pour conséquence de relancer la logique du don, d'inciter de nouveau à penser à l'autre, même s'il ne meurt pas sous vos yeux.

La famine va s'aggraver

Car les famines d'aujourd'hui ne sont nullement la conséquence de la fatalité ou de la pauvreté. Peu nombreuses, localisées et circonscrites, elles ne s'expliquent que par la volonté meurtrière de certains régimes, qui laissent volontairement pourrir des situations de pénurie jusqu'à la catastrophe. Voilà pourquoi nous n'avons pas le droit de les tolérer : à l'ère de la surproduction agricole et de la circulation de l'information en temps réel, nous avons les moyens matériels d'étendre la compassion à l'échelle planétaire.

Un drame terrible se noue en ce moment même sous nos yeux sans provoquer de réaction. C'est celui du peuple soudanais. Alors que la junte islamiste au pouvoir refuse obstinément l'aide humanitaire occidentale et toute entrée de journalistes, nous savons déjà que la famine, latente au Kordofan, dans le Darfour et près de la mer Rouge, va s'aggraver de façon dramatique dans les semaines à venir parce que les prochaines récoltes s'annoncent nulles en raison de la sécheresse. Ne pouvant ni migrer ni recevoir l'aide alimentaire, des populations entières du Soudan sont promises à une mort certaine.

Face à cette chronique d'une famine annoncée, nous disposons aujourd'hui d'un outil politique et d'une obligation morale. Cela s'appelle le devoir d'ingérence. Certes, les modalités de sa mise en œuvre restent à affiner, car, comme toute résolution internationale, la résolution des Nations unies, adoptée en 1988, ne sera jamais ratifiée par ceux-là mêmes qu'elle concerne : les Etats coupables d'ethnocide. Et on se doute combien la junte soudanaise fait la sourde oreille face aux pressions diplomatiques, pour l'instant bien discrètes, dont elle fait l'objet.

L'aide humanitaire, paralysée, s'avère impuissante à enrayer le drame. L'AICF, présente au Soudan depuis 1985, reste aujourd'hui la seule organisation française dans ce pays, au prix de concessions permanentes, et ses moyens d'action sont sans cesse entravés par une mauvaise volonté affichée, qui délivre au compte-gouttes et avec des délais ahurissants visas et « travel-permits » indispensables pour circuler dans le pays.

Il est de notre devoir, du devoir de chacun d'entre nous d'appeler nos gouvernants à se mobiliser contre le Soudan, pour les Soudanais. Même s'ils sont autres, lointains et anonymes. La grandeur de la France ne réside plus désormais que dans ce vaste dessein humanitaire qui nous concerne tous et oblige chacun de nous. Il doit nous empêcher de vivre serein jusqu'à ce que les tragédies s'apaisent.

► **Sylvie Brunel est écrivain et vient de publier *Une tragédie banalisée, la faim dans le monde*, Hachette-Pluriel Intervention.**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Le Monde PUBLICITE SA

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Telefax 45-55-04-70 Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 · Tapez LEMONDE ou 36-15 · Tapez LM

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMB. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ____ Prénom : ____

Adresse : ____

____ Code postal : ____

Localité : ____ Pays : ____

111 MON 03

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat directeur de la rédaction
Jacques Guiu directeur de la gestion
Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

ÉTRANGER

ETATS-UNIS

Confronté à un déficit record, le maire de New-York annonce des mesures radicales d'économie

NEW-YORK

de notre correspondant

Des rues plus sombres et plus sales, des services encore moins nombreux dans une ville qui n'en comptait déjà pas beaucoup et une vie plus chère, telle est le visage peu amène que New-York offrira au cours des prochaines semaines à ses habitants et aux millions de touristes qui continuent à lui rendre visite chaque année en dépit de la grave crise qu'elle traverse. Dans une intervention télévisée au ton volontairement dramatique, le maire, M. David Dinkins, a annoncé le 8 mai une série de mesures d'urgence visant à comprimer l'énorme déficit budgétaire de la ville. La plus drastique concerne le licenciement (dès que le conseil municipal aura adopté le prochain budget, en cours de l'été) de 23 000 employés municipaux travaillant à temps complet et d'environ 6 000 vacataires, soit plus de 10 % des effectifs permanents. Dans le même temps, faute de moyens financiers, la municipalité va fermer tous les centres de traitement de drogués qu'elle gérait (alors que la ville compte plus de 500 000 toxicomanes pour sept millions d'habitants), ainsi que la plupart des petits centres d'accueil destinés aux 80 000 sans-abri de New-York et supprimer d'importantes fonctions de santé (les pharmacies hospitalières, les programmes pour lutter contre la mortalité infantile...).

Relèvement des impôts

Dans le domaine culturel, les bibliothèques publiques, qui avaient déjà subi de sévères économies, verront nombre d'entre elles fermer, le budget de la ville consacré à ce secteur devant être réduit de 44 %. Les parcs, jardins et centres de loisirs subiront également les effets de la crise. Ainsi le zoo de Central Park sera fermé, de même que les trente piscines municipales. Enfin, l'éclairage nocturne sera réduit d'un tiers dans les rues (alors que la criminalité est en augmentation constante) et le nettoyage, déjà «allégé», sera encore réduit, tandis que le programme de recyclage des ordures ménagères sera suspendu pour un an.

A côté de ces économies, des recettes nouvelles seront créées par le relèvement des impôts sur le revenu des personnes physiques et des impôts immobiliers (lesquels augmenteront de 15 % à 25 % selon les cas). Cette dernière disposition devrait rapporter un milliard de dollars et le programme d'économies sur tous les services un milliard et demi. Ces mesures, plus les réductions d'effectifs, devraient permettre de faire face à un déficit évalué à environ 4 milliards de dollars pour les quatorze prochains mois – un niveau record dans l'histoire de la ville, a précisé M. Dinkins, qui a pris ses fonctions en janvier 1990.

Cette situation, que connaissent la quasi-totalité des grandes villes américaines, s'explique par la récession économique qui a réduit les recettes et par l'augmentation des dépenses sociales (elles représentent à elles seules près des deux tiers du budget de la ville de New-York). Dans le même temps, M. Bush poursuivait la politique de l'administration Reagan consistant à réduire considérablement les contributions de l'Etat aux villes pour comprimer le déficit budgétaire. Fortement handicapée par ce manque à gagner, la ville ne peut pas compter non plus sur l'aide de l'Etat de New-York, dont l'endettement atteint 6 milliards de dollars. Une situation là aussi commune à plus de trente Etats sur les cinquante que compte l'Union.

A ces facteurs s'ajoute, dans le cas de New-York, la chute de Wall Street : le marasme bancaire et immobilier a entraîné la suppression de dizaines de milliers d'emplois dans le secteur financier. Près de quinze ans après la grave crise fiscale qui avait déjà failli la mettre à genoux, New-York est à nouveau au bord de la faillite. Sans que M. Dinkins, pour timoré qu'il soit, puisse être considéré comme le seul responsable d'une situation, ou plutôt d'un héritage, dont le premier maire noir que la ville ait connu se serait bien passé.

SERGE MARTI

La colère des «latinos» de Washington

Suite de la première page

Tout a commencé lorsqu'une femme policier noire a tiré sur un Salvadorien auquel elle avait déjà passé les menottes (première version), ou bien une seule menotte (deuxième version), ou encore qui la menaçait avec un couteau (troisième version). L'homme était en train de boire dans la rue – c'est un délit aux Etats-unis, mais pourquoi tirer si vite, et à la poitrine, le laissant entre la vie et la mort? Et puis, se faire arrêter par une femme, et pour une vétille, n'est-ce pas un peu trop humiliant pour un «macho», surtout s'il a un coup dans le nez?...

Un incident banal, mais qui, à la surprise générale, a suscité un déferlement de colère dans le quartier. Un quartier essentiellement «latino» mais aussi l'un des rares endroits de la capitale américaine où l'habitat soit racialement mêlé, un quartier plutôt plaisant, infiniment moins «pourri» que beaucoup d'autres, et agréablement animé le soir. On a brûlé des voitures de police, lancé des pierres et cassé des vitrines, pillé un peu au passage (des casseurs, de toutes races, se sont rapidement mis de la partie), et les grenades lacrymogènes et le déploiement policier ne suffisant pas, le maire, Mme Sharon Pratt Dixon, qui a succédé à l'illustre Marion Barry, pris au piège par le FBI alors qu'il fumait du «crack», a imposé un couvre feu de 7 heures du soir à 5 heures du matin.

Pourquoi ce coup de colère? «*Pourquoi la police nous traite-t-elle si mal?*», rétorque un fils d'immigrés du Nicaragua. Au milieu d'explications confuses, une chose ressort, clairement : «*C'est très mauvais pour nous*», et «*Ça fait peur*».

Gâchette facile

Un couple d'Espagnols affirme lui aussi que les policiers – «*les Noirs*», insistent-ils – sont «*trop brutaux*», et, pour ne rien arranger, ils ne comprennent pas les gens du quartier. Question de langue, bien sûr – on peut vivre depuis des années à Washington sans savoir trois mots d'anglais, – de culture aussi. Pourquoi cette rigidité obtuse? «*L'autre jour, il y en a un qui m'a collé 50 dollars de contravention. Je m'étais arrêté une seconde, pour acheter des cigarettes, et ma femme était dans la voiture...*» D'autres prétendent que les «flics» sont aussi durs ici que dans leurs pays d'origine, et qu'ils s'attendaient à autre chose d'un pays qui fait si grand cas de sa justice et de ses lois. Il y a surtout, apparemment, l'insatisfaction, l'amertume de gens qui sont bien souvent des immigrés illégaux, vivant pauvrement, pas du tout «*assimilés*». Et les tensions raciales : à Washington, les «latinos» se plaignent des Noirs, majoritaires dans la ville, la municipalité et bien entendu dans la police. Mais à Miami, où la police est massivement hispanique, la réaction est la même, quand un flic «*cubain*» tue un Noir sans raison bien convaincante : là-bas aussi on brûle des magasins, des voitures, et responsables politiques, sociologues et médias se mobilisent, le temps que l'émotion retombe. A Los Angeles, plus récemment (*le Monde* du 7 mars) c'est un groupe de policiers blancs qui a eu le tort de rouer sauvagement de coups un automobiliste noir coupable d'excès de vitesse. Et partout, il y a cette police qui a la gâchette très facile, passe les menottes pour un oui ou pour un non, et se comporte de manière aussi bruyante et voyante que possible. C'est la norme, plus ou moins admise, mais il y a des bavures, et, parfois, des bouffées de rage.

JAN KRAUZE

La Chambre des représentants adopte une loi restrictive sur les armes à feu

La Chambre des représentants a adopté mercredi 8 mai un texte de loi instituant une période d'attente de sept jours avant de pouvoir acquérir une arme de poing, un changement de position historique à l'égard du puissant lobby de l'Association nationale des porteurs d'armes (NRA). Les représentants ont voté par 239 voix contre 186 le projet de loi Brady, du nom de l'ex porte-parole de la Maison blanche, James Brady, resté infirme des blessures reçues lors de l'attentat commis contre le président Reagan en 1981.

La Chambre avait auparavant rejeté par 234 voix contre 193 un amendement défendu par la NRA requérant simplement «*une vérification instantanée*» sur ordinateur de l'identité de l'acheteur, qui devait n'avoir aucun passé criminel. Une mesure qui n'était applicable à court terme que dans dix Etats et aurait nécessité dans les autres une dizaine d'années avant que son application ne soit effective.

La loi Brady doit à présent faire l'objet d'un débat, qui s'annonce des plus passionnés au Sénat. De son côté, le président George Bush, membre de la NRA, a indiqué qu'il ne souscrirait à la loi Brady que si le Congrès adopte également le projet plus général de loi contre le crime qu'il lui a soumis. – *(AFP.)*

Démission de M. Webster directeur de la CIA

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush a annoncé, mercredi 8 mai, la démission du directeur de la CIA, M. William Webster, qui dirigeait la principale agence de renseignement américain depuis quatre ans. M. Webster n'a pas précisé les raisons pour lesquelles il avait décidé de démissionner, expliquant seulement que «*quelque chose lui disait que c'était le moment de partir*».

M. Webster, qui auparavant avait dirigé pendant neuf ans le FBI, c'est-à-dire la sûreté fédérale, avait été choisi pour remplacer un homme à la réputation tortueuse, William Casey, intimement lié au scandale de l'Irangate. Sa mission était de reprendre en main la maison et de faire en sorte qu'elle ne soit plus tentée d'outrepasser ses fonctions. M. Bush, qui a rendu hommage à l'action du directeur démissionnaire, a d'ailleurs indiqué que son successeur, devrait poursuivre dans la même voie, c'est-à-dire faire en sorte que la CIA «*donne de l'information*», «*et n'essaie pas de promouvoir une politique*».

M. Bush fut lui-même, un temps, directeur de la CIA en 1976, mais dans son administration le directeur de l'agence de renseignement a clairement un rôle subalterne, et M. Webster, s'il voyait très régulièrement le président, n'était pas invité aux réunions des principaux responsables de l'exécutif. Il semble d'ailleurs que sa cote personnelle ait été en baisse ces derniers temps à la Maison Blanche, peut-être parce que ce fonctionnaire sérieux n'avait pas beaucoup de sens politique. Ainsi, à la fin de l'automne dernier, alors que M. Bush penchait de plus en plus manifestement pour une intervention militaire contre l'Irak, M. Webster avait, volontairement ou par maladresse, mis en relief l'efficacité des sanctions économiques. Au mois de janvier, au moment où le Congrès débattait de l'opportunité d'autoriser M. Bush à recourir à la force, le directeur de la CIA reformula son diagnostic, d'une manière qui répondait cette fois aux vœux de la Maison Blanche.

Pas assez d'espionnage «humain»

M. Webster semble être parvenu à remettre de l'ordre dans une maison qui en avait besoin, mais certains estiment que l'agence a désormais trop tendance à s'appuyer sur ses moyens techniques, qui sont impressionnants, et pas assez sur l'espionnage «*humain*». Pourtant, à en croire M. Webster lui-même, le renseignement traditionnel a joué un rôle important pendant la guerre contre l'Irak, et, avant le conflit, la CIA n'a pas manqué d'observer les préparatifs militaires de Saddam Hussein, tout en ne sachant pas s'il allait ou non passer à l'acte. Les performances de l'agence, à la veille de la guerre du Golfe comme avant l'intervention à Panama, ont pourtant suscité quelques remarques acides, y compris au sein de l'administration.

M. Bush n'a pas encore fait connaître son choix pour la succession. Le candidat «naturel», et celui qui est le plus souvent cité, est M. Robert Gates, membre éminent du Conseil national de sécurité, et qui fut lui-même directeur adjoint de la CIA, chargé en particulier de la «couverture» de l'URSS. Mais le président Bush, qui a un goût avéré pour le secret et s'intéresse toujours de près au renseignement, pourrait bien avoir une autre idée en tête.

J. K.

BRÉSIL : première faille dans le gouvernement Collor

Démission surprise du ministre de l'économie, Mme Cardoso de Mello

Le ministre de l'économie brésilien, Mme Zelia Cardoso de Mello, a démissionné dans la soirée du mercredi 8 mai 1991. Le président Fernando Collor de Mello a nommé pour la remplacer l'actuel ambassadeur du Brésil à Washington, M. Marcio Marques Moreira.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

La nouvelle de la démission du ministre de l'économie, Mme Zelia Cardoso de Mello, a surpris jusqu'au quotidien progouvernemental *Globo* qui a modifié, dans son édition du 9 mai, sa «une» en dernière minute pour annoncer ce départ inattendu. Ministre du premier gouvernement Collor, lors de sa prise de fonctions le 15 mars 1990 et âgée de trente-sept ans, Mme Cardoso de Mello dirigeait un ministère qui avait pris au fil des mois une importance de plus en plus considérable. Elle avait successivement conduit la mise en place du premier plan de stabilisation, le 16 mars 1990, du deuxième, un an plus tard, et dirigé les négociations sur la dette extérieure avec, comme premier résultat, l'accord du 8 avril sur le paiement des quelque 8,5 milliards de dollars d'arriérés d'intérêts accumulés auprès des banques commerciales.

La surprise de cette démission est d'autant plus grande que la lutte engagée contre l'inflation connaissait quelques résultats. Le taux mensuel de hausse est passé de 21 % au mois de février à 9 % en mars et 7,5 % pour le mois d'avril. Une accalmie obtenue après trois mois d'un contrôle sévère et d'un blocage des prix et des salaires. A chaque fois qu'avait été évoquée par les commentateurs, ou suggérée par des responsables économiques agacés par la montée en puissance d'un ministère omniprésent, la rumeur d'un proche départ de Mme Cardoso de Mello avait été démentie par la présidence de la République.

Les raisons de ce départ, brièvement évoquées par la presse brésilienne de jeudi, font principalement état d'une dégradation des rapports de Mme Zelia Cardoso de Mello avec l'entourage proche du président, notamment avec le ministre de l'agriculture M. Antonio Cabrera, le secrétaire d'Etat au developpement régional, M. Egberto Batista, l'homme d'affaire Paulo Cesar Farias ou encore le propre frère du chef de l'Etat, Leopoldo Collor.

L'épisode de la romance, devenue publique, de Mme le ministre avec son homologue du ministère de la justice, M. Fernando Cabral – qui avait provoqué la démission de ce dernier en octobre – a aussi été cité comme l'un des motifs «*personnels*» de Mme Zelia Cardoso de Mello.

L'une des principales inconnues de cette démission concerne le sort de l'équipe économique, *a priori* très soudée autour du ministre, qui comprenait outre le directeur de la Banque centrale M. Ibrahim Eris, le ministre de l'infrastructure M. Eduardo Teixeira. L'autre interrogation concerne l'équilibre du gouvernement. Mme Zelia Cardoso de Mello et ses principaux collaborateurs étaient les représentants d'une certaine gauche, dont l'engagement auprès du président Collor de Mello avait surpris à l'origine. La nouvelle volonté «*d'ouverture*» affichée par le chef de l'Etat, tant auprès des parlementaires que des gouverneurs de l'opposition, résistera-t-elle à ce départ? Autant de questions qui restent sans réponse, mais qui influeront sur la politique économique du pays pour laquelle le président n'a, *a priori*, pas annoncé de changement de direction.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

M. Marques Moreira : un diplomate passionné d'éducation

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le nouveau ministre de l'économie et des finances brésilien, M. Marcilio Marques Moreira, âgé de cinquante-neuf ans, marié et père de trois enfants, avait été nommé embassadeur aux Etats-Unis en octobre 1986 par le président José Sarney et maintenu en poste par le nouveau chef de l'Etat.

Fils d'ambassadeur, il a fait des études de droit à l'université du Brésil et de sciences politiques aux Etats-Unis, à Washington. Sa carrière a oscillé entre la politique, comme directeur de cabinet ; l'économie, comme dirigeant d'entreprises publiques ou privées et de banque ; et la diplomatie puisqu'il avait commencé son expérience professionnelle – à Washington déjà entre 1957 et 1963 – comme secrétaire de l'ambassade du Brésil.

Le nouveau ministre met régulièrement l'accent sur la nécessaire formation de la jeunesse ; il affirmait lors d'un entretien publié au mois de novembre 1990 par le *Jornal do Brasil* que le Brésil ne pourrait entrer dans la modernité qu'à partir du moment où la priorité sera l'éducation.

La fréquentation des bouquinistes et l'achat de livres anciens sont l'un des hobbies préférés de M. Marques Moreira qui compte parmi ses amis l'actuel sous-secrétaire au Trésor américain, M. David Mulford. Il fut, lors de ses dernières fonctions, en première ligne en ce qui concerne la renégociation de la dette extérieure.

D. H-G.

A lire absolument. Spécial décennie 81-91
55% ré-é-lu
nous avons refait l'élection de 81 en 91.
Mitterrand fait mieux.
VGE s'effondre et Chirac tient le coup...
Un sondage Louis-Harris France inter
GLOBE

EUROPE

URSS : les opérations militaires en Arménie

Moscou semble être engagé dans une action de longue haleine

Les opérations militaires se poursuivent en Arménie dans ce qui semble être une tentative de longue haleine du pouvoir central pour supprimer toute présence de miliciens nationalistes à la frontière avec l'Azerbaïdjan.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les villages frontaliers qui servent de point d'appui aux nationalistes arméniens sont systématiquement « visités » par les forces spéciales dans des conditions souvent très brutales. Les parachutistes, dans le meilleur des cas, se contentent d'ouvrir d'un coup de pied la porte des maisons et de vérifier qu'il n'y a pas d'arme à l'intérieur. S'il y a la moindre résistance, ces inspections tournent aussitôt très mal. L'armée encercle le plus rapidement possible le village « coupable » et se livre à des tirs d'artillerie pas toujours très professionnels...

Selon un porte-parole de la mission arménienne à Moscou, une cinquantaine de personnes au total ont été tuées depuis le 29 avril. La plupart l'ont été par des tirs d'artillerie. Il y a eu également des centaines de blessés. Un bilan est, de toute façon, impossible à établir de façon précise puisqu'il s'agit d'une région montagneuse au réseau routier déficient et que plusieurs villages sont en outre toujours coupés du reste du monde par la troupe.

Deux d'entre eux, Chournoukh et Arstvachen, situés respectivement du côté arménien et azéri de la frontière, mais uniquement peuplés d'Arméniens, ont été investis mardi. Tous les hommes adultes ont été obligés de quitter Chournoukh. Dans ce dernier village, il semble que les combats aient été assez violents. *(Voir encadré ci-contre.)*

Tass affirme que soixante-six mitraillettes, trente pistolets, onze canons anti-aériens, deux mortiers, dix véhicules militaires et une grande quantité de munitions ont été saisis en quarante-huit heures dans la région. Il est évident que la plupart de ces armes proviennent de casernes où elles ont été volées ces derniers mois.

Les *Izvestia* évoquaient mercredi 8 mai un *« redéploiement »* du dispositif à la frontière entre Arménie et Azerbaïdjan. Les forces dépendant du ministère de l'intérieur seront désormais concentrées dans le Haut-Karabakh et *« à ses confins »*. Celles relevant du KGB seront chargées du maintien de l'ordre dans la région azerbaïdjanaise du Nakhitchevan. L'armée soviétique elle-même s'occupera du reste de la zone. Elle va, en réalité, jouer un rôle nettement plus considérable à l'avenir.

Le général Iouri Chataline, commandant les forces du ministère de l'intérieur, a reconnu que ces changements *« inquiétaient un certain nombre de gens »*. Mais il s'agit seulement, selon lui, d'un problème *« tactique »*. Jusqu'ici, les militaires avaient apparemment pour ordre de ne pas s'impliquer dans les affrontements. Tout au contraire, ils s'efforçaient d'éviter le contact avec les miliciens nationalistes. Cette *« tactique »* a fait son temps. Les militaires sont désormais libres de se montrer ; ils ont surtout pour consigne absolue de répliquer avec leurs armes s'ils sont attaqués.

Destruction de villages

Tass dément *« les informations des mass media selon lesquelles les forces de l'ordre brûlent des villages et tuent sans raison des villageois »*. Il semble cependant à peu près acquis que des villages entiers aient été détruits ces derniers temps et que la population civile, qu'il est de toute façon très difficile de distinguer des miliciens nationalistes, souffre considérablement.

Mme Elena Bonner a évoqué mercredi l'impuissance des forces démocratiques à trouver la réponse aux événements du Caucase. *« Nous nous conduisons d'une manière honteuse »*, a-t-elle déclaré. L'accord du 23 avril entre MM. Gorbatchev et Eltsine *« a délié les mains du centre »* en ce qui concerne la répression des nationalités, estime la veuve d'Andreï Sakharov. Pour le Père Gleb Iakounine, député, il y a *« deux possibilités »*. Soit l'armée est en train d'échapper au contrôle de M. Gorbatchev, et *« dans ce cas il doit démissionner »*, soit il est responsable des massacres en cours.

Le président azéri, M. Aliaz Moutalibov, a déclaré enfin, mercredi, qu'il n'était pas question pour lui de négocier avec son homologue arménien. Depuis le début du conflit, M. Gorbatchev joue Bakou contre Erevan. Les policiers azéris interviennent ainsi en territoire arménien aux côtés de l'armée soviétique avec la bénédiction du pouvoir central.

DOMINIQUE DHOMBRES

□ **Manifestation de soutien à l'Arménie à Paris.** – Mille cinq cents à deux mille personnes ont manifesté, mercredi 8 mai, devant l'ambassade d'URSS à Paris pour protester contre les opérations militaires soviétiques dans les villages arméniens. Les représentants de la communauté arménienne en France ont protesté contre l'appui apporté par M. Mitterrand à M. Gorbatchev au moment-même où se déroulaient ces attaques.

« Ils sont arrivés au petit matin »

« Ils sont venus deux fois. Le matin, ils ont emmené le maire, l'instituteur et le boulanger. Le soir, ils sont revenus et ils ont pris vingt-cinq hommes en otages. » Mercredi 8 mai, les habitants de Chournoukh, petit village arménien à la frontière avec l'Azerbaïdjan, se pressent autour des journalistes, arrivés à bord d'une ambulance parée d'un drapeau blanc, pour décrire l'opération militaire menée la veille contre leur village par l'armée soviétique.

« Ils avaient des peintures de guerre sur le visage et ils ont cassé toutes les vitres de ma maison », ajoute Refik Bachiriants, un septuagénaire d'abord arrêté par les soldats puis relâché en raison de son âge.

Selon les témoignages passionnés des villageois, souvent contradictoires, trois véhicules blindés et un camion de transport de troupes sont arrivés mardi matin très tôt dans ce village de montagne, à une quinzaine de kilomètres de Goris, dans le sud-est de l'Arménie. Les soldats ont aussitôt pris le contrôle du village, forçant les portes des maisons pour y rechercher des armes. Puis ils ont encerclé « l'état-major », une petite maison en haut du village où vivaient trente-six combattants arméniens stationnés à Chournoukh pour *« défendre la frontière »*, selon le postier, Sergeï Oussagoulov.

La plupart de ces volontaires s'étaient enfuis, vraisemblablement prévenus de l'arrivée des soldats. Trois ou quatre d'entre eux qui assuraient la garde ont été arrêtés après que leur état-major eut été partiellement détruit par une explosion.

Les soldats soviétiques sont revenus vers 17 h 30 et, cette fois, ils ont emmené tous les hommes en âge de se battre – sauf ceux qui s'étaient cachés dans les bois. Selon les villageois, 25 personnes ont été prises en otages au total, dont le chef adjoint de la milice du district et deux officiers du ministère arménien de l'intérieur. Selon ce ministère interrogé à Erevan, les otages sont au nombre de trente et un et une attaque menée le même jour contre un relais de télévision à proximité de Chournoukh a fait un mort et deux disparus. – *(AFP.)*

Washington conseille aux Baltes de laisser M. Gorbatchev « sauver la face »

Washington a conseillé aux dirigeants des trois républiques baltes de laisser M. Gorbatchev *« sauver la face »* et de ne pas ouvrir de *« brèche »* dans les relations de M. Bush avec le président soviétique. Cette modération semble liée à la perspective de progrès dans les négociations sur le désarmement.

Juste avant de recevoir, mercredi 8 mai à la Maison Blanche, le président de Lituanie, M. Vytautas Landsbergis, qu'accompagnaient les premiers ministres d'Estonie, M. Edgar Savisaar, et de Lettonie, M. Ivars Godmanis, le président Bush avait donné le ton en déclarant : *« Nous avons une solide et, je pense, une bonne relation avec le président Gorbatchev (...) Je ne veux pas de brèche dans une relation très solide qui nous a été extraordinairement utile »*, notamment pendant la guerre du Golfe.

Comme M. Godmanis l'a rapporté après la rencontre : M. James Baker, secrétaire d'Etat, *« nous a demandé de trouver un mécanisme tel que nous arrivions à l'indépendance tout en permettant à l'URSS de sauver la face »*. Selon un communiqué de la Maison Blanche, M. Bush a réaffirmé que les Etats-Unis n'ont jamais reconnu l'incorporation forcée des Etats baltes dans l'URSS en 1940. Mais il a répété que *« les négociations justes et constructives sont le seul moyen de résoudre le problème complexe entre Moscou et les gouvernements baltes »* et que toutes les parties doivent faire preuve de *« souplesse et de pragmatisme »*.

Washington a fait preuve de la même modération à propos des événements du Caucase. Tout en *« regrettant profondément »* les pertes humaines, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a refusé, mercredi, de caractériser l'intervention des troupes soviétiques contre des villages arméniens, l'absence d'informations ne permettant pas, a-t-il dit, de distinguer s'il s'agit de mesures nécessaires de maintien de l'ordre ou de la répression de mouvements pacifiques.

On apprend par ailleurs qu'une équipe de négociateurs soviétiques se rendra la semaine prochaine à Washington pour tenter de lever les obstacles à la ratification du traité FCE de Paris sur le désarmement conventionnel (l'OTAN accuse Moscou d'avoir violé cet accord en faisant passer plusieurs divisions de l'armée de terre sous le contrôle de la marine). Selon un responsable américain, le chef d'état-major de l'armée soviétique, le général Moisseiev, conduira probablement cette délégation, dont l'envoi a été décidé mardi lors d'une rencontre entre M. Gorbatchev et M. Matlock, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou.

Selon le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, les Etats-Unis ont maintenant *« l'espoir que nous pourrons régler la question »* de ce traité FCE, dont dépendent à la fois la poursuite des progrès vers un traité de réduction des armements stratégiques (START) et la tenue du prochain sommet américano-soviétique de Moscou. Celui-ci doit avoir lieu en principe avant la fin du mois de juin. – *(AFP, Reuter.)*

Fin d'un conflit de neuf semaines

Les mineurs de Sibérie vont reprendre le travail

Les mineurs du bassin du Kouzbass, en Sibérie, ont décidé, mercredi 8 mai, de suspendre leur grève et de reprendre le travail le 10 mai, a annoncé l'agence Tass. Les comités de grève restent toutefois en place et se réservent la possibilité de recommencer la grève dans les deux mois si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

La grève des mineurs soviétiques, entamée début mars, a gravement perturbé l'approvisionnement du pays en charbon, notamment le secteur de la métallurgie. Le travail avait repris progressivement en Ukraine, puis en Sibérie, depuis que le président de Russie, M. Boris Eltsine, avait annoncé un accord avec M. Gorbatchev prévoyant que les mines de Sibérie soient désormais placées sous le contrôle de la Fédération de Russie.

Par ailleurs, dans une interview publiée, jeudi 9 mai, par le *Financial Times*, le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, a annoncé que le président Gorbatchev va prendre la semaine prochaine un décret permettant de poursuivre les grévistes en justice. Ce décret fera partie du *« régime spécial »* dont l'application aux secteurs-clés de l'industrie soviétique était prévue dans la déclaration commune signée le 23 avril par M. Gorbatchev et neuf dirigeants de républiques soviétiques, dont M. Eltsine.

GRANDE-BRETAGNE

La vie de Mme Thatcher « en morceaux »

« Ce qui était la structure de ma vie a été brisé... » C'est une Margaret Thatcher un peu *« désorientée »*, selon la journaliste qui l'a rencontrée, qui a accordé un entretien *« poignant »* au magazine *Vanity Fair* sur les derniers moments de son mandat de premier ministre.

Dans cette interview à paraître le mois prochain, Mme Thatcher affirme que *« toutes les habitudes, toutes les pensées, toutes les décisions, mon équipe, tout cela est tombé par terre et a volé en éclats ; on ne peut pas en ramasser les morceaux »*. *« Quelquefois, je me demande : « Quel jour sommes-nous ? » Cela ne m'est jamais arrivé au Numéro 10 (résidence du premier ministre britannique) »*, ajoute Mme Thatcher.

« Après presque douze ans de pouvoir, tout a disparu avec un préavis de 96 heures », a-t-elle confié à la journaliste en répétant à cinq reprises au cours de l'entretien qu'elle n'avait *« jamais été désavouée par les électeurs »*. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Salman Rushdie refuse de retirer les « Versets sataniques » de la vente.** – L'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie a refusé de retirer de la vente son roman *« Les Versets sataniques »* qui lui a valu une « condamnation à mort » par l'ayatollah Khomeiny et accusé ceux qui doutent de sa reconversion à l'islam de *« se prendre pour Dieu »*. Dans une lettre publiée, jeudi 9 mai, par le quotidien londonien *The Independent*, M. Rushdie affirme : *« Je suis musulman. Cette affaire relève de ma seule conscience et il n'est dans le pouvoir d'aucun être humain d'en douter »*. Cette lettre répond à un groupe de responsables religieux musulmans de Grande-Bretagne qui avait rejeté vendredi dernier la conversion de l'écrivain en estimant qu'il resterait un apostat tant qu'il n'aurait pas totalement renié son livre et retiré tous les exemplaires de la vente. M. Rushdie écrit que le retrait de son livre serait *« une catastrophe »* et violerait le droit à la libre expression.

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
8 F
Mai 1991
SPÉCIAL EXAMENS
LE DERNIER ÉTAT DU MONDE ET DE LA FRANCE
Indispensable pour actualiser ses connaissances
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

YOUGOSLAVIE : le conflit entre Serbes et Croates

L'armée n'obtient pas les pouvoirs spéciaux qu'elle réclamait

La présidence collégiale de la Yougoslavie a pris, dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 mai à Belgrade, une série de mesures destinées à mettre fin aux conflits interethniques, en particulier entre Serbes et Croates. Ces mesures prévoient notamment la démobilisation des réservistes de la police croate et le désarmement des civils. Des pourparlers doivent rapidement s'engager pour résoudre les différends entre les autorités croates et la minorité serbe de cette République. De son côté, l'armée fédérale *« devra empêcher toute unité armée autre que les siennes et celles du ministère de l'intérieur de circuler entre les régions serbes de Croatie et le reste de la République, pendant un mois »*. L'armée n'a donc pas obtenu les pouvoirs spéciaux qu'elle réclamait pour rétablir l'ordre dans le pays. Les mesures de la présidence reprennent celles présentées mercredi par le chef du gouvernement fédéral, M. Ante Markovic, dans une tentative de médiation.

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

Alors que la plus haute instance de l'Etat qui siège depuis trois jours à Belgrade n'arrive pas à décider des mesures à prendre pour enrayer la dégradation de la situation en Croatie, les habitants de cette république ont, mercredi 8 mai, cessé toute activité pendant cinq minutes pour lancer un appel à la paix. A midi, la population est sortie dans les rues des grandes villes et devant les usines pour dédier ces cinq minutes à la Croatie et s'opposer à l'usage de la force et à l'intervention de l'armée. A Zagreb, les klaxons ont retenti pendant quelques instants. *« Nous ne voulons pas la guerre »*, scandaient quelques automobilistes.

En grande majorité, les Croates ont perdu confiance en l'armée yougoslave et la considèrent comme une force d'occupation et une menace pour la souveraineté de la Croatie. Un sondage du quotidien *Vjesnik* montre que 82 % sont hostiles à l'intervention de l'armée ; 72 % estiment que les autorités croates devraient cesser de financer l'armée fédérale, 51 % pensent que l'armée engendre la peur et plus de 80 % s'opposent à l'envoi de nouvelles recrues croates.

Cette opinion coïncide avec celle des milieux politiques de Zagreb. L'Union démocratique croate (HDZ, au pouvoir) et l'opposition s'accordent à dire qu'une intervention militaire et l'état d'urgence provoqueraient la guerre et considèrent que le déploiement des forces armées en Croatie, qui avait pour objectif d'éviter des conflits interethniques sanglants, a entraîné en réalité une radicalisation de la situation : personne ne veut céder, le dialogue est devenu impossible.

Pour M. Perica, député de l'HDZ – parti qui avait remporté une large victoire dans cette république lors des premières élections libres il y a un an – les conflits actuels entre Serbes et Croates sont *« des conflits de civilisation »*. *« Deux mondes et deux cultures s'opposent en Yougoslavie*, dit-il : *un monde catholique, occidental et démocratique, celui des Croates et des Slovènes, et un monde orthodoxe, oriental et autocratique, celui des Serbes. »* Il explique que la Croatie appartient de fait à la « Mittel Europa », et affirme que les Croates essaient aujourd'hui de contenir les forces hégémonistes qui voudraient instaurer un système centraliste et peu démocratique dans toute la Yougoslavie. M. Perica s'en prend aux Serbes, et en particulier à leur président, M. Milosevic. Il accuse le leader de Belgrade d'exploiter et *« sacrifier »* une poignée de Serbes de Croatie, afin de garder le pouvoir dans sa propre République : en provoquant des troubles, M. Milosevic compte, avec l'aide de l'armée, faire perdurer l'hégémonie des Serbes en Yougoslavie. Feuilletant ses dossiers, il rappelle qu'avant les premières élections démocratiques, les Serbes constituaient 75 % de la police croate, 50 % de la police politique et 90 % des gardiens de prison de Croatie. Sur l'univers carcéral, M. Perica en sait long puisqu'il fut condamné en 1975 pour nationalisme par le régime communiste à quatorze ans de prison.

« Une bombe qui peut exploser à tout moment »

A ses yeux, les Serbes de Croatie n'ont aucune raison de se sentir en danger, même si leur participation dans la police a été légèrement réduite. *« Nous sommes*, ajoute-t-il, *pour le dialogue et pour un règlement démocratique de la crise yougoslave, nous ne voulons pas être dominés par un autre peuple (...) mais je crains que ce dialogue ne soit plus possible »*, indique M. Perica. *« Nous sommes contre l'usage de la force, mais la Croatie doit pouvoir défendre sa souveraineté et sa démocratie »*. Il rappelle que la Croatie s'est procuré des armes et qu'elle a récemment créé une garde nationale qui pourra, si nécessaire, se transformer en une armée. Sur l'origine de ces armes, il ne veut pas dévoiler de secrets, cependant, il reconnaît qu'elles ont été achetées grâce à d'importantes aides financières des Croates qui vivent à l'étranger.

Mme Dapcevic-Kucar, porte-parole de l'opposition estime également qu'il ne s'agit pas de conflits ethniques mais plutôt d'une lutte entre le *« totalitarisme hégémoniste du pouvoir serbe »* et le besoin de souveraineté des autres peuples yougoslaves. Il faut *« scandinaviser la Yougoslavie »*, dit-elle, en expliquant que les six Républiques doivent d'abord *« se dissocier »* et affirmer leur propre souveraineté. Ensuite seulement, les Parlements de ces nouveaux Etats décideront librement s'ils veulent ou non vivre ensemble *« comme le fait l'Europe »*. *« Essayer de conserver la Yougoslavie telle qu'elle est*, ajoute-t-elle, *revient à entretenir une bombe qui peut exploser à tout moment. »*

L'analyse de M. Pupovac, leader du Parti social-démocrate, d'origine serbe, mais se déclarant *« Yougoslave »*, met lui la politique de M. Milosevic et celle de M. Tudjman, le président croate, sur le même plan. *« Les deux présidents*, dit-il, *ont mobilisé les masses par une politique d'émotion et d'exaspération des sentiments nationaux, pour ensuite uniformiser la pensée de chacune des nations. Dans ces conditions, des conflits interethniques étaient inévitables, puisque deux souverainetés s'affrontent »*. Il émet des doutes sur la création d'*« Etats-nations »* puisque, dans chaque nouvelle enclave, on retrouverait un échantillon des peuples yougoslaves. La solution du casse-tête yougoslave réside, selon lui, dans l'instauration progressive d'une communauté de citoyens où chaque république jouirait d'une grande autonomie.

FLORENCE HARTMANN

PROCHE-ORIENT

L'annonce du retrait des troupes égyptiennes du Koweït et d'Arabie saoudite

Le président Moubarak manifeste son désaccord avec les pays du Golfe

LE CAIRE

de notre correspondant

L'annonce, faite le 8 mai par le président Moubarak, du retrait des troupes égyptiennes du Koweït et d'Arabie saoudite reflète la déception croissante du Caire à l'égard des pays du Golfe.

Cette déception est tout d'abord due à l'incapacité des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG – Arabie saoudite, Koweït, Emirats, Qatar, Bahreïn et Oman) à concrétiser l'accord de Damas conclu avec l'Egypte et la Syrie en mars. En vertu de cet accord, une force de maintien de la paix dans le Golfe, dont les forces égyptiennes formeraient la colonne vertébrale, devait être formée. Les pays du Golfe s'engageaient en contrepartie à soutenir économiquement Le Caire. L'annonce du raïs est intervenue au lendemain du renvoi *sine die* par le haut comité du CCG de toute décision sur les arrangements de sécurité dans le Golfe.

Par ailleurs, le quotidien cairote officieux *al Ahram*, qui affirme que *« la décision de l'Egypte de retirer ses troupes n'est pas en contradiction avec l'accord de Damas »*, donne de celui-ci une nouvelle interprétation. Le journal indique que l'accord des Huit (CCG, Egypte et Syrie) portait sur *« la constitution d'une force prête à répondre à l'appel des pays du Golfe en cas de besoin »*. La presse égyptienne officieuse avait présenté l'accord de Damas, au lendemain de sa signature, comme portant sur la constitution d'une force permanente chargée de maintenir la sécurité dans le Golfe.

Mais si les Egyptiens sont déçus de l'attitude des pays du Golfe en général, ils le sont plus particulièrement par le Koweït. Ce sont, en effet, les dirigeants koweïtiens qui réclament une présence à long terme de forces américaines. Une présence qui, si elle se confirmait, contredirait les affirmations du président Moubarak selon lesquelles toutes les forces non arabes se retireraient de la région au plus tôt.

La déception égyptienne à l'égard des *« frères koweïtiens »* frise d'ailleurs le ressentiment. La presse officieuse n'a pas, en effet, cessé de souligner que les compagnies égyptiennes n'avaient pas eu leur part du *« pactole de la reconstruction du Koweït »*. Les journaux se sont aussi fait l'écho de plaintes de travailleurs égyptiens *« dépouillés par l'invasion du Koweït »* et qui sont toujours dans l'attente de la *« restitution de leurs droits maintenant que la légalité a été rétablie grâce à l'intervention de l'armée égyptienne »*.

Mais l'annonce du retrait des troupes égyptiennes n'est pas une décision irrévocable. Il faudra en effet trois mois, selon le raïs, pour rapatrier les divisions blindées et mécanisées actuellement au Koweït. Un délai de réflexion amplement suffisant pour trouver un compromis, surtout que les ministres des affaires étrangères des Huit se réunissent en marge de la conférence ministérielle de la Ligue arabe, le 15 mai au Caire.

Reconduction de l'état d'urgence

Par ailleurs, le président égyptien a approuvé, mercredi, le renouvellement, pour trois ans, de la loi sur l'état d'urgence. Cette loi, qui avait été imposée par le président Sadate peu avant son assassinat en 1981, était à l'origine destinée à *faciliter* la lutte des services de sécurité égyptiens contre les maximalistes musulmans. Elle permet notamment à la police de procéder à des gardes à vue de quarante-cinq jours renouvelables à l'égard de toute personne soupçonnée de porter, ou de vouloir porter, atteinte à la sécurité de l'Etat.

L'application de la loi qui concernait à l'origine les extrémistes musulmans, aujourd'hui affaiblis mais pas neutralisés, a été élargie aux trafiquants de drogue. Dorénavant, elle risque d'avoir pour objectif le maintien de la paix sociale après la signature par l'Egypte d'une lettre d'intention avec le FMI où elle s'engage à appliquer une réforme progressive de l'économie, comprenant, notamment, la réduction du déficit budgétaire. Cette annonce a été faite au moment où le prix de l'essence augmentait de 33 % et où une TVA, de 10 % en moyenne, était instaurée...

ALEXANDRE BUCCIANTI

BAHREIN : selon Amnesty International

Des centaines d'opposants seraient incarcérés sans jugement

Dans un rapport rendu public jeudi 9 mai, Amnesty International, accuse le gouvernement de Bahreïn de ne prendre aucune mesure pour mettre un terme aux violations des droits de l'homme qui se poursuivent depuis de nombreuses années. L'organisation humanitaire précise que des centaines d'opposants politiques ont été arbitrairement arrêtés, emprisonnés et fréquemment torturés au cours de cette période. Certains sont *restés incarcérés jusqu'à sept* ans, sans inculpation ni jugement, et ceux qui ont été déférés en justice ont été le plus souvent condamnés à l'issue de procès dont l'inéquité est flagrante.

Plus de cent prisonniers politiques restaient détenus à la fin du mois de mars, quelques-uns depuis près de dix ans. Ils ont été arrêtés en vertu de lois à la formulation si vague que la moindre critique contre le gouvernement peut valoir à son auteur une longue détention. Presque tous les détenus contactés par l'organisation ont affirmé que la torture était systématique pendant les interrogatoires.

Des enfants ont même été incarcérés comme suspects politiques. D'autres ont été emprisonnés avec leur famille pendant plusieurs semaines en 1990. Les pères de ces enfants purgent de lourdes peines d'emprisonnement prononcées pour leur participation présumée à une tentative de coup d'Etat en 1981. Amnesty International, enfin, fait état de six décès de prisonniers, apparemment dus à la torture ou au manque de soins.

□ **M. Pierre Joxe en visite dans les émirats et en Jordanie.** – Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, se rendra, les samedi 11 et dimanche 12 mai, en *« visite de travail »* dans les Emirats arabes unis, où il sera reçu par Cheik Zayed, et en Jordanie, où il aura un entretien avec le roi Hussein. Les Emirats arabes unis ont acheté des matériels militaires à la France, qui avait détaché une assistance technique durant la guerre du Golfe. La Jordanie, qui est sous embargo de l'ONU, n'a pas payé les douze avions de combat Mirage-2000 qu'elle avait commandés et dont la livraison était prévue pour l'été.

A TRAVERS LE MONDE

ESPAGNE

Afflux d'immigrants marocains

Malgré l'expulsion mouvementée, la semaine dernière, de cinq mille Marocains en situation irrégulière, l'Espagne enregistre toujours un afflux d'immigrants marocains *via* le port d'Algésiras, a reconnu, mercredi 8 mai, le gouvernement civil de Cadix.

Un grand nombre de Marocains tentent d'entrer en Espagne avant le 15 mai, date à partir de laquelle les visas seront obligatoires pour les ressortissants du Maghreb. Mercredi, le quotidien marocain *Al Bayane* (opposition pro-communiste) a vivement protesté contre cette mesure qui oblige les Marocains désireux de se rendre à *Ceuta et à Melilla*, enclaves espagnoles en territoire marocain, à être munis de visas. – *(AFP.)*

ÉTHIOPIE

Le gouvernement confirme l'ouverture prochaine de négociations avec la guérilla

La radio nationale éthiopienne a annoncé, mercredi 8 mai, que le gouvernement engagerait *« très bientôt »*, à Londres, sous l'égide des Etats-Unis, des négociations de paix avec tous les mouvements rebelles. Le feu vert d'Addis-Abeba à *la réouverture du dialogue* avec l'opposition armée fait suite à la récente tournée de responsables américains dans la région, venus *« sonder »* les milieux gouvernementaux et rebelles sur les moyens de mettre fin à une guerre civile vieille de plus de trente ans.

Trois mouvements de guérilla, le Front de libération Oromo (FLO), le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) et le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), devraient participer à ces négociations, sous la présidence du sous-secrétaire d'État chargé des affaires africaines, M. Herman Cohen. – *(AFP.)*

□ **PAKISTAN : neuf morts dans un attentat contre un dirigeant du Cachemire.** – L'explosion d'une bombe, mercredi 8 mai, dans une clinique de Rawalpindi a fait neuf morts et plus d'une douzaine de blessés, selon la police pakistanaise. Cette clinique appartient au docteur Farooq Haider, vice-président du Front de libération du Jammu-et-Cachemire, mouvement réclamant la sécession du Cachemire indien. M. Haider était absent de son bureau lors de l'explosion. – *(AP, Reuter.)*

□ **INDONÉSIE : interdiction aux dirigeants de l'opposition de quitter le pays.** – Plusieurs membres du groupe d'opposition Pétition des 50 ont annoncé, mercredi 8 mai, que le gouvernement leur avait interdit de quitter le pays par crainte que leurs critiques ne remettent en cause l'aide internationale.

□ **CHINE : nouvelle libération d'un dissident.** – Pour le deuxième fois en un mois, les autorités chinoises ont libéré un dissident emprisonné à la suite des manifestations du printemps de Pékin, a-t-on appris mercredi 8 mai. M. Li Jinjin, un juriste de trente-*cinq ans qui* avait servi de conseiller à un syndicat libre clandestin, a quitté sa prison à la fin du mois dernier et a été officiellement expulsé de l'université de Pékin. – *(Reuter.)*

ISRAËL

Une Palestinienne a accouché menottes aux poignets

Une détenue palestinienne a accouché menottes aux poignets, dans un hôpital civil israélien, en juin dernier. Mme Intisar Elkak, dix-neuf ans, avait été arrêtée au début de l'année 1990, près du Mur des lamentations à Jérusalem, en possession d'une bouteille incendiaire, et condamnée à quatre ans d'emprisonnement ferme. Elle avait été admise à l'hôpital civil Méir, près de Tel-Aviv, pour donner naissance le 3 juin 1990 à une fille.

Un porte-parole de l'administration pénitentiaire a reconnu, mercredi 8 mai, qu'elle avait été attachée à son lit par des menottes pour l'empêcher de s'échapper. *« A ma connaissance, les menottes n'avaient pas été retirées durant l'accouchement, en raison de l'application trop stricte des consignes »*, a-t-il déclaré. Le Comité international de la *Croix-Rouge (CICR) avait transmis* une plainte de la famille à ce sujet. L'administration pénitentiaire a récemment présenté des excuses au CICR. – *(AFP.)*

Tout en minimisant un incident aérien

M. Bush espère que l'ONU prendra rapidement le relais des alliés dans le nord de Irak

Le président George Bush a minimisé, mercredi 8 mai, l'incident au cours duquel, la veille, la défense anti-aérienne irakienne a pris pour cible un avion américain, mais il a exprimé l'espoir que les forces américaines ne s'éterniseraient pas en Irak et que l'ONU prendrait le relais pour assurer la protection des réfugiés kurdes.

« Nous étudions cet incident; heureusement, ils n'ont touché personne », a déclaré M. Bush lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, soulignant que le Pentagone n'était *« pas particulièrement préoccupé »* : mardi soir, un avion de l'US Navy avait été visé par des tirs de la défense anti-aérienne irakienne, sans être touché. Il s'agissait du premier incident de ce type depuis l'entrée des *troupes alliées dans* le nord de l'Irak, le 21 avril.

Interrogé sur le danger d'un enlisement américain dans le nord de l'Irak, le président Bush a souligné que la mission des alliés n'était qu'humanitaire et visait à *« aider les victimes innocentes de la brutalité de Saddam Hussein »*. Il a souligné qu'il en discuterait jeudi à la Maison Blanche avec le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. *« J'espère que l'ONU pourra faire dans le nord de l'Irak ce qu'elle a fait dans le sud »*, a-t-il dit. Une force de maintien de la paix de l'ONU est en train de prendre le relais des forces américaines à la frontière irako-koweïtienne, mais des problèmes concernant la sécurité des réfugiés kurdes n'ont pas encore *permis* que les Nations unies remplacent les forces alliées présentes dans le nord du pays.

La Mission des observateurs des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (UNIKOM) assumera le contrôle *total de la frontière irako-koweïtienne* à partir de jeudi midi, heure locale, a indiqué, mercredi à Koweït, un porte-parole de cette mission. Les forces américaines devaient achever mercredi soir leur retrait du secteur nord-est de la frontière, et évacueront jeudi matin les secteurs central et sud. Le porte-parole a précisé que les forces irakiennes se sont déjà retirées de cette région où doit être créée une zone démilitarisée contrôlée par 300 observateurs et 700 fantassins de l'UNIKOM. Le mandat initial de cette mission est de six mois. *« Nos postes d'observation sont prêts, nos observateurs militaires sont sur le terrain et nous sommes opérationnels »*, a affirmé un officier. *« Nous devrions prendre totalement en charge* [la zone démilitarisée] *jeudi à midi »*, a-t-il ajouté.

M. Barzani à Bagdad

La zone démilitarisée s'étend sur *les 240 kilomètres* de la frontière irako-koweïtienne. Elle est profonde de 10 kilomètres en territoire irakien et de 5 à l'intérieur du Koweït. La création de cette zone a été décidée par la résolution 689 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a *fixé* les conditions d'un cessez-le-feu.

D'autre part, le chef du Parti démocratique du *Kurdistan (PDK)*, M. Massoud Barzani, a entamé, mercredi à Bagdad, sa troisième journée d'entretiens avec les responsables irakiens sur l'avenir du Kurdistan irakien. Le dirigeant kurde aurait demandé que toutes les régions irakiennes à majorité kurde fassent partie de la province autonome du Kurdistan. En cas de doute, un recensement serait organisé dans ces régions pour définir leur appartenance à la province autonome. Quant à la situation de Kirkouk, ville riche en pétrole revendiquée par les Kurdes et qui constitue un point de litige, elle est toujours en discussion. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Sept militaires turcs tués dans une embuscade.** – L'agence semi-officielle turque Anatolie rapporte que sept *militaires turcs* ont été *tués dans* une embuscade tendue par des *« séparatistes kurdes »*, mercredi soir, près de Bitlis, dans le sud-est de la Turquie. Ces militaires rentraient d'une *« opération »* dans la région, dirigée contre les *« terroristes séparatistes »* qui ont attaqué un convoi de trois véhicules de l'armée avec des lance-roquettes et des armes automatiques. Selon les soldats survivants, les assaillants armés étaient une soixantaine. Aucun d'entre eux n'aurait été blessé dans cette embuscade. – *(AFP.)*

L'ancien ambassadeur de Bagdad à Washington a trouvé refuge au Canada

Le Canada a octroyé une autorisation de séjour permanente à l'ambassadeur d'Irak aux Etats-Unis, M. Mohamed el Machat, qui pourra acquérir la citoyenneté canadienne dans trois ans.

Un porte-parole du gouvernement canadien a annoncé, mercredi 8 mai, que M. Machat et deux de ses proches remplissaient toutes les conditions requises pour être admis au Canada en tant qu'immigrants. Il n'a pas précisé où se trouvait actuellement le diplomate, mais une chaîne de télévision canadienne a dit qu'il avait présenté sa demande d'immigration à Vienne. Agé de cinquante-neuf ans, cet ancien ministre de l'enseignement supérieur de Bagdad avait attiré l'attention internationale en défendant à Washington l'invasion du Koweït par son pays. Il avait quitté son poste après la rupture des relations diplomatiques entre l'Irak et les Etats-Unis, à la fin du conflit du Golfe. Avant d'être nommé ambassadeur à Washington en 1989, il avait rempli la même fonction à Londres, pendant deux ans, et auparavant en France. – *(Reuter.)*

IRAN

UN AN APRÈS L'ASSASSINAT DU PROFESSEUR KAZEM RADJAVI, *GRAND DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME,* PAR LES TERRORISTES DU RÉGIME DE KHOMEINY

LE PARLEMENT EUROPÉEN

CONDAMNE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET LE TERRORISME DU RÉGIME AU POUVOIR EN IRAN

18 avril 1991

Le Parlement européen

A. considérant que différentes alternatives à une conférence des Nations unies sur la paix dans la région du Golfe sont actuellement envisagées, notamment un forum sur le modèle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) tenue en 1975 à Helsinki,

B. reconnaissant le rôle que jouera l'Iran quant à l'équilibre des forces dans un Moyen-Orient « reconstruit » et les tentatives qui sont actuellement faites par ce pays pour s'attirer les faveurs des puissances occidentales,

C. considérant l'ampleur consternante des violations des droits de l'homme qui se commettent encore en Iran, et attirant en particulier l'attention sur
- le rapport d'Amnesty International, publié en décembre 1990, établissant que plus de 5 000 personnes ont été exécutées en Iran au cours des trois dernières années, de nombreuses d'entre elles en raison de leurs convictions politiques,
- l'annonce par la presse officielle iranienne de l'exécution de 637 personnes, voire davantage, en 1990 et de quelque 300 autres entre le 1er janvier et le 1er avril 1991,

D. faisant observer que les exécutions ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Iran, dans la mesure notamment où il est de plus en plus avéré que les agents du régime de M. Rafsandjani ont tenté de commettre au moins 4 assassinats à Genève, à Istanbul, à Cologne et à Vienne,

E. constatant avec tristesse que l'attentat de Genève a eu pour issue tragique la mort de M. Kazem Radjavi, professeur à l'université de Genève depuis de nombreuses années, qui militait sans relâche pour la défense des droits de l'homme en Iran,

F. considérant que Galindo Pohl, représentant spécial des Nations unies s'étant rendu en Iran en octobre 1990, a sévèrement critiqué le climat de peur qui y règne, non sans faire état de nombreuses exécutions et de nombreux cas dans lesquels les procédures judiciaires n'ont pas été respectées,

G. déplorant que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1990 et à l'issue de la 47e session de la commission des droits de l'homme à Genève, en février et mars 1991, sont des textes sensiblement édulcorés par rapport aux premiers projets, très critiques,

1. invite la Coopération politique européenne à mettre l'accent sur les violations des droits de l'homme, nombreuses et courantes, en Iran et à faire en sorte qu'il soit tenu compte de la situation des droits de l'homme dans les États de la région du Golfe à l'occasion de toute négociation qui s'ouvrirait prochainement pour fixer les conditions propres à préserver la paix et à garantir la stabilité au Moyen-Orient ;
2. demande à la sous-commission « Droits de l'homme » et à l'Assemblée générale des Nations unies de dénoncer, dans les termes les plus sévères possibles, la persistance des violations des droits de l'homme, sur une grande échelle, en Iran ;
3. invite le Président en exercice du Conseil à faire, à ces égards, des démarches pressantes auprès de la sous-commission « Droits de l'homme » et de l'Assemblée générale des Nations unies ;
4. charge son Président de transmettre la présente résolution à la sous-commission « Droits de l'homme » et à l'Assemblée générale des Nations unies, ainsi qu'au président en exercice du Conseil.

IRANIAN ACADEMICS IN BRITAIN, BM BOX 2998, LONDON WCIN 3XX

AFRIQUE

TUNISIE : l'agitation islamiste dans les universités

Deux étudiants ont été tués lors d'affrontements avec la police

Deux étudiants ont été tués et trois autres blessés, lors d'affrontements avec les forces de l'ordre survenus dans plusieurs facultés, a annoncé, dans la soirée du mercredi 8 mai, la télévision nationale.

TUNIS

de notre correspondant

Le feu couvait depuis la suspension, voici un peu plus d'un mois, des activités de l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE), le syndicat estudiantin de sensibilité islamique, accusé par le pouvoir de se préparer à des actions terroristes. Depuis une semaine, les incidents se sont multipliés dans les facultés et quelques lycées : appels à la grève des cours, affichage de tracts jugés *« subversifs »*, dégradation de locaux, attaques à coups de pierres et de cocktails molotov des postes de garde installés à l'entrée des établissements (*le Monde* daté 5-6 mai). Cette montée de l'agitation a entraîné des réactions de plus en plus énergiques des forces de l'ordre.

Mercredi matin, sur le campus universitaire de Tunis, à la périphérie nord de la ville, les heurts étaient particulièrement violents. Les autorités ont reconnu la mort de deux étudiants – on ignore exactement dans quelles conditions. Trois autres jeunes gens ont été blessés et hospitalisés, ainsi que sept policiers (dont deux sont dans un état grave).

Pour les autorités, il n'y a aucun doute : les étudiants *« extrémistes »* et *« terroristes »* qui se sont livrés à ces *« actions planifiées »*, appartiennent au mouvement islamiste Ennahdha, comme l'auraient confirmé ceux d'entre eux qui ont été arrêtés. Les jeunes contestataires, qui ne cachent pas leurs sympathies islamistes, s'inscrivent en faux contre ces affirmations. Ils déclarent avoir été *« provoqués »* par la police, alors qu'ils s'apprêtaient à tenir *« dans le calme »* une assemblée générale pour réclamer le rétablissement de leur syndicat dans ses activités. Selon eux, le nombre des arrestations atteindrait au moins la centaine.

Ces violences revêtent une gravité jamais atteinte dans la vie universitaire, pourtant tumultueuse, depuis plus de deux décennies. Elles interviennent à la veille du procès d'une vingtaine de cadres et militants du mouvement Ennahdha, inculpés pour l'attaque d'un local du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, le parti au pouvoir), le 17 février à Tunis, et alors que les chefs islamistes en exil multiplient, depuis Alger ou Paris, les appels à la révolte.

M. D.

Hors consensus

Suite de la première page

Aux reproches de ses adversaires, qui ont longtemps accusé le pouvoir de vouloir les piéger, M. Ahmed Karoui, premier ministre, a récemment répliqué : *« Ils nous ont fait perdre beaucoup de temps dans notre démarche démocratique, notamment en boycottant les élections municipales de juin 1990 alors que nous avions, à leur demande, mâtiné de proportionnelle le mode de scrutin majoritaire. »*

La guerre du Golfe aura eu au moins pour « mérite » de rouvrir ce dialogue que les calculs de la politique politicienne avaient étouffé. Hier, de part et d'autre, on polémiquait ; aujourd'hui, on fait assaut d'amabilités. Ainsi, fin février, trois jours seulement après le déclenchement de l'offensive terrestre, cinq des *six partis* de l'opposition légale adressaient au président Ben Ali une lettre confidentielle pour l'assurer de leur disposition à *« relancer le processus démocratique »*.

« Une cure d'amaigrissement »

Sans mettre les points sur les i, pour ne pas braquer le pouvoir – en évitant, par exemple, d'évoquer le rôle du parti-Etat, – les signataires de cette lettre rappelaient au président Ben Ali les conditions minimales qui, à leurs yeux, doivent permettre d'engager le pays, sans faux-semblant, sur la voie d'une véritable démocratie : financement de leurs activités, accès régulier aux médias officiels, protection des libertés publiques. *« Le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), aujourd'hui aux commandes, doit comprendre*, estime M. Mohamed Harmel, secrétaire général du Parti communiste tunisien, *qu'il est dans l'intérêt de tous, et notamment dans le sien, de se montrer moins boulimique, de faire en quelque sorte une cure d'amaigrissement. »*

Le chef de l'Etat a en main les conclusions rédigées à son intention par les trois émissaires qu'il a dépêchés au reçu de la missive des cinq partis d'opposition. Sans leur répondre directement, M. Ben Ali, dans le discours prononcé, le 20 mars, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de l'indépendance, a souhaité que *« l'esprit d'entente et de coopération »* qu'ils avaient manifesté pendant la guerre du Golfe puisse perdurer, ouvrant ainsi la voie à d'autres discussions autour de l'idée de consensus que chacun voit encore de sa porte.

Encouragés par les réactions d'une opinion publique avec laquelle ils se trouvaient en phase, par la force des choses, pour la première fois depuis bien longtemps, ces partis d'opposition sans grande audience ont donc sauté le pas. D'autant plus facilement que, comme l'admet M. Abderrahmane Tlili, secrétaire général de l'Union démocratique unioniste, qui refuse de *« se laisser éblouir »* par l'exemple algérien, *« nous sommes dans une impasse car il n'est pas question d'affronter le pouvoir »*. Et M. Mohamed Harmel d'ajouter : *« Le pays traverse maintenant une période délicate et il est nécessaire de créer un front intérieur solide. »*

Si ses adversaires politiques ont quelque intérêt à renouer le dialogue, le pouvoir ne peut lui aussi qu'y trouver son compte. En effet, trois ans et demi après son arrivée aux affaires, M. Ben Ali n'apparaît pas encore comme *« l'homme du changement »* qu'il aspirait à être, dans la mesure où manquent nombre de signes extérieurs d'une démocratie vivante : pas de presse d'opposition et un Parlement monocolore. Le premier ministre, qui est aussi vice-président du RCD, semble s'en désoler : *« Nos troupes*, explique-t-il, *ne peuvent pas militer contre du vent et n'ont que les islamistes à se mettre sous la dent. »*

Ces opposants, hier qualifiés de *« salonards »* dans les allées du pouvoir, bénéficient aujourd'hui, dans ces mêmes milieux, d'un préjugé favorable. *« Ils ont trop attendu de gestes de notre part et ont maintenant compris qu'ils devaient aller sur le terrain*, souligne-t-on. *Ils reconnaissent leurs limites et leurs faiblesses, et se disent prêts à collaborer sans vouloir tout détruire. Le président est donc animé de très bonnes dispositions à leur égard. »*

Distribution d'enveloppes

Ainsi, le gouvernement, qui l'avait déjà fait très discrètement et très confusément dans le passé, a accepté d'aider financièrement les partis d'opposition. Faute de pouvoir définir des critères d'attribution de ces subsides sur la base d'une représentativité électorale qui reste floue, par la faute des uns et des autres, et qui risque de le rester longtemps car le prochain scrutin n'est pas prévu avant novembre 1994, il a décidé d'allouer, à chaque formation, une enveloppe forfaitaire de 80 000 dinars.

L'opposition vient, en outre, de participer à la première réunion du Conseil supérieur du plan pour y exprimer des vues qui ne concordent pas toutes avec la politique économique et sociale tracée par le pouvoir. Elle sera représentée au sein des conseils régionaux. Elle a aussi reçu l'assurance que la radio et la télévision, qui l'ignoraient superbement, rendront compte de ses activités et l'associeront aux grands débats qu'elles organiseront.

Pas question, pour autant, de lui offrir le pouvoir sur un plateau. *« L'alternance n'est pas pour demain*, reconnaît M. Chedli Neffati, secrétaire général du RCD. *Nous ferons tout pour nous maintenir au pouvoir dans le cadre de la légalité. »* Ces propos militants n'ont apparemment, dans le contexte actuel, pas de quoi choquer les partis d'opposition, qui n'ont pas la prétention de vouloir s'affronter à plus fort qu'eux.

S'en tiendra-t-on à une sorte de *« démocratie-spectacle »*, comme le redoute M. Moncef Marzouki, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), telle qu'elle est pratiquée avec subtilité dans le royaume chérifien ? A tout le moins, le président Ben Ali semble avoir réalisé à quel point les effets de la guerre du Golfe et la situation régionale risquaient de fragiliser son pouvoir.

La Tunisie doit, en effet, faire face à une chute de ses recettes, notamment touristiques, et de ses aides extérieures, en particulier américaine, koweïtienne, et saoudienne, avec les répercussions sociales qu'elles peuvent entraîner, alors que le chômage est déjà préoccupant. Elle doit aussi s'efforcer de dissiper auprès de ses amis traditionnels les malentendus nés de ses positions prises pendant la crise du Golfe et jugées *« mal comprises »* en haut lieu.

D'autant que certains opposants en exil, comme M. Mohamed Mzali, ancien premier ministre – M. Bourguiba l'avait limogé, en 1986, au profit de M. Ben Ali, – ne se privent pas de desservir à l'étranger ceux qui, aujourd'hui, la gouvernent. Sans compter les interrogations que suscitent les prochaines élections législatives en Algérie et les craintes d'une éventuelle victoire des islamistes.

Issue de secours

Mais ce danger islamiste que *« le gouvernement réprime avec dureté »*, selon M. Marzouki, ne vient-il pas de surgir en Tunisie même, où une fraction d'Ennahdha (la Renaissance) a fini par verser dans la violence au point de pousser certains de ses dirigeants à s'en écarter ? C'est le cas du plus en vue de ses fondateurs, M. Abdelfattah Mourou, qui dénonce avec éclat *« ce glissement vers des actions terroristes »* et déplore la *« position trop avancée »* prise par M. Rached Gannouchi, le président du mouvement, qui avait appelé à la guerre sainte aux côtés de Saddam Hussein.

A la recherche d'une *« issue de secours »*, Mᵉ Mourou, qui se targue d'être suivi par de nombreux cadres du mouvement, *« offre la possibilité au gouvernement de changer d'attitude vis-à-vis des islamistes »*. Il se dit prêt à entrer dans le jeu politique en respectant la loi qui organise les partis, en en créant donc un *« d'où la notion d'islamisme sera absente »*.

« J'ai tué mon fils, j'ai tué Ennahdha pour démontrer mes bonnes intentions », lance Mᵉ Mourou, qui se contenterait, pour lui et les siens, *« d'une petite place, mais pas d'une place de figurant »* sur l'échiquier politique. Il est clair, en effet, que, dans cette hypothèse, les militants islamiques ne seraient disposés à le suivre en nombre que si l'avenir montre qu'il n'a pas fait un marché de dupes.

Même si des manœuvres d'approche sont en cours, les milieux gouvernementaux affichent une prudence de serpent : *« J'observe et je cherche à comprendre »*, affirme M. Neffati, sans vouloir en dire davantage. Mᵉ Mourou, que l'on accuse de pratiquer le double langage, le pouvoir, sans vouloir lui claquer la porte au nez, s'en méfie. Bien que cet habile avocat aime à citer Montesquieu et Voltaire beaucoup plus que le Coran, qui, selon lui, *« n'est pas un livre de recettes »*.

Quoi qu'il advienne des petites et grandes manœuvres du pouvoir comme de l'opposition, la guerre du Golfe, qui n'y est pas étrangère, aura au moins démontré que, sans *doute pour la première fois*, il fallait aussi compter avec l'opinion publique. La classe politique a dû en tirer la leçon à chaud. C'est déjà mieux que rien.

JACQUES DE BARRIN at MICHEL DEURE

□ **ANGOLA : nouveaux bombardements sur Luena.** – Les rebelles de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ont repris, depuis trois jours, les bombardements contre la ville de Luena (est), a indiqué, mercredi 8 mai, l'agence de presse ANGOP à Lisbonne. Le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, avait affirmé, lundi, avoir donné l'ordre à ses forces de réduire leurs actions contre Luena, à la suite de la signature des accords d'Estoril, qui prévoient la cessation des hostilités à partir du 15 mai et la signature d'un cessez-le-feu à la fin du mois. – *(AFP.)*

AFRIQUE DU SUD : au cours d'un entretien de six heures

MM. De Klerk et Mandela ont discuté des moyens de mettre fin à la violence

Après quatre heures d'entretien, mardi 7 mai, avec le chef du parti Inkatha à *dominante zouloue*, M. Mangosuthu Buthelezi, le président Frederik De Klerk a rencontré, pendant six heures, mercredi après-*midi*, le vice-président du Congrès national africain (ANC), *M. Nelson Mandela*. Le chef de l'État, qui est décidé à n'épargner ni son temps ni ses efforts pour poursuivre le processus de négociation engagé le 2 février et que dix mois de violences ont dangereusement fragilisé, aurait accepté certaines des conditions posées par l'ANC.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les combats qui faisaient rage dans la province du Natal, entre militants de l'Inkatha d'une part et membres du Front démocratique uni (UDF) et de l'ANC de l'autre, ont essaimé dans les ghettos de la région de Johannesburg, après la deuxième rencontre officielle entre l'ANC et le gouvernement, le 6 août dernier. M. Buthelezi – ostensiblement soutenu par une partie du pouvoir et de nombreux militants de l'extrême droite blanche, anxieux de n'avoir d'autre interlocuteur que l'ANC – continue de se battre bec et ongles pour obtenir une place à la table des négociations.

Sur le terrain, ses *impis* (régiments) zoulous, toujours prêts à en découdre avec les militants de l'ANC, ont investi les *hostels* (résidences pour travailleurs migrants célibataires) du Reef, chassant les autres occupants. En quelques mois, ces *hostels* sont devenus des bases retranchées, d'où l'Inkatha lance ses attaques sur les zones résidentielles des ghettos. Le parti zoulou a également pris sous sa coupe les conseillers municipaux noirs élus avec la bénédiction de Pretoria.

En dépit de la trêve, signée le 29 janvier par MM. Mandela et Buthelezi, et d'une seconde rencontre entre les deux hommes, les heurts n'ont cessé de se multiplier. Depuis le 1ᵉʳ mai, plus de 120 personnes ont été tuées, principalement à Soweto, que les autorités avaient pourtant longtemps présenté comme une sorte de « town-ship-modèle ». Selon le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, plus de 760 personnes sont mortes, victimes d'affrontements, au cours des quatre premiers mois de l'année.

De « sérieux progrès »

C'est pour obtenir du gouvernement de réelles mesures contre la violence que M. Mandela avait rendu public, le 5 avril, une « lettre ouverte » au président de la République et au gouvernement. Cet ultimatum en sept points devait expirer jeudi 9 mai, à minuit, les responsables de l'ANC menaçant de se retirer des négociations si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. D'où l'importance de la rencontre de mercredi entre MM. De Klerk et Mandela.

Aucune information n'a filtré sur ce que se sont dit les deux hommes. Au cours de la soirée, le chef de l'État s'est simplement réjoui des *« sérieux progrès »* réalisés. De son côté, M. Mandela a annoncé que deux des trois dernières exigences de l'ANC avaient été satisfaites : M. De Klerk aurait donné son accord à la fermeture des *hostels* ou à leur transformation en habitations familiales. Il aurait aussi admis que toutes les armes (à l'exception des lances et des gourdins, considérés comme des armes traditionnelles par les Zoulous) soient désormais interdites dans les réunions publiques.

Mardi, M. De Klerk avait annoncé, à l'issue de son entretien avec M. Buthelezi, que *« les plus strictes mesures »* seraient appliquées dans les *« zones de troubles »*, pour juguler la violence. *« Ces mesures incluent des dispositions spéciales concernant les armes traditionnelles dangereuses »*, avait prévenu M. De Klerk. Le plan concernant ces *« zones de troubles »* a été révélé, mercredi soir, par M. Vlok, alors que le président de la République et le dirigeant de l'ANC étaient encore réunis.

Des renforts de police et de soldats ont été déployés dans les cités noires du Witwatersrand – la région de Johannesburg, – notamment à Soweto, Alexandra, Tembisa, Tokoza, Katlehong et Vosloorus, a précisé le ministre. Des barrages routiers, des fouilles systématiques et un couvre-feu de 21 heures à 4 heures, ainsi que l'interdiction de toute réunion publique, figurent en bonne place dans la panoplie présentée par M. Vlok. *« La police est prête à toute éventualité et réagira sévèrement contre tout fauteur de violence »*, a-t-il souligné.

FREDERIC FRITSCHER

□ **GUINÉE-BISSAU : feu vert au multipartisme.** – L'Assemblée nationale populaire (Parlement) de Guinée-Bissau a adopté, mercredi 8 mai, la loi autorisant l'instauration du multipartisme, a-t-on appris de source officielle à Bissau. Les quatre partis d'opposition déjà constitués ne seront pas autorisés à manifester publiquement tant qu'ils ne seront pas enregistrés et reconnus par la Cour suprême, a-t-on précisé de même source. – *(AFP.)*

□ **RWANDA : liberté provisoire pour le rédacteur en chef de *Kanguka*.** – Le rédacteur en chef du bimensuel rwandais indépendant *Kanguka*, M. Vincent Rwabukwisi, a bénéficié, mardi 7 mai, d'une mise en liberté provisoire, a-t-on appris mercredi 8 mai à Kigali. M. Rwabukwisi, emprisonné en juillet dernier, avait été condamné à dix-sept ans de prison pour *« subversion »* et *« atteinte à la sûreté de l'État »*. Le journaliste, qui a fait appel, devra comparaître à nouveau devant la Cour de sûreté de l'Etat. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

Visite à Paris du ministre tchécoslovaque des affaires étrangères

A la veille de la remise du prix Charlemagne au président Vaclav Havel par le président François Mitterrand à Aix-la-Chapelle, le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, a achevé, mercredi 8 mai, une visite de travail de deux jours en France, au cours de laquelle il s'est entretenu avec son homologue français, M. Roland Dumas, et le secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, M. Thierry de Beaucé.

MM. Dienstbier et Dumas ont évoqué les problèmes de la sécurité européenne, un domaine dans lequel la diplomatie tchécoslovaque se montre très active, face au vide créé par la disparition du Pacte de Varsovie, déserté par la quasi-totalité de ses membres. Prague, qui héberge désormais le secrétariat permanent de la CSCE, accueillera en juin les assises de la Confédération européenne, à l'initiative de M. Mitterrand. M. Dienstbier est favorable à une *« dimension transatlantique »* de la sécurité européenne et à la participation de l'URSS au processus *« paneuropéen »*.

La France et la Tchécoslovaquie ont, d'autre part, entamé la préparation d'un traité d'amitié et de coopération, du type de celui qui a été signé lors de la visite du président polonais Lech Walesa à Paris en avril. Paris entend signer un traité similaire avec la Hongrie. Pour les nouvelles démocraties d'Europe centrale, qui, à l'exception de la *Roumanie, ont jusqu'ici refusé* de signer le projet d'accord de coopération proposé par l'URSS à cause de dispositions trop contraignantes, ce genre de traité avec la France, au contenu assez symbolique, permet de confirmer leur ancrage en Europe. Un traité d'amitié germano-tchécoslovaque était aussi au menu des entretiens que M. Havel a eus mercredi à Bonn avec le président von Weizsacker.

M. Dienstbier a également abordé avec M. Dumas la question de la vente de chars tchécoslovaques à la Syrie et à l'Iran, contre laquelle les Etats-Unis ont formellement protesté. M. Dienstbier a fait valoir que son pays était tout à fait ouvert aux éventuelles propositions occidentales de reconversion de l'industrie de l'armement, mais que, pour l'instant, cette industrie employait 80 000 ouvriers en Slovaquie que, compte tenu de la situation sociale très tendue, il n'était pas envisageable de mettre au chômage. Enfin, le chef de la diplomatie tchécoslovaque a rencontré des industriels français et le secrétaire général de l'OCDE.

S. K.

Selon les Soviétiques

La Chine et l'URSS ne représentent plus une menace l'une pour l'autre

Au lendemain de la visite en Chine du ministre soviétique de la défense, le maréchal Dimitri Yazov, l'ambassade d'URSS à Pékin a publié, jeudi 9 mai, un communiqué indiquant que les deux pays ne représentaient plus une menace l'un pour l'autre : *« Les deux parties ont déclaré que la Chine n'était plus une menace pour l'URSS et que l'URSS n'était plus une menace pour la Chine. »*

Le porte-parole de l'ambassade a souligné qu'il s'agissait de la première déclaration de ce genre, deux ans après la normalisation officielle des relations sino-soviétiques. *« La frontière de 7 500 kilomètres* (entre la Chine et l'URSS) *doit être une frontière de coopération et d'amitié »*, a-t-il ajouté. – *(Reuter.)*

M. Rocard s'est rendu à Londres pour « faire connaissance » avec M. Major

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a rencontré à Londres son homologue britannique, M. John Major, pour la première fois, mercredi 8 mai, au cours d'un déjeuner de travail essentiellement consacré à l'Europe.

« Il était urgent de faire connaissance », a déclaré M. Rocard à sa sortie du 10, Downing Street. Interrogé sur les perspectives de changement dans l'attitude britannique vis-à-vis de l'Europe depuis le départ de Mᵐᵉ Thatcher, le premier ministre français a répondu : *« Mᵐᵉ Thatcher a été un très grand premier ministre. Parfois des changements de personnes permettent de faire des pas en avant. »* Mais, a-t-il dit, *« la Grande-Bretagne reste une île et les Britanniques sont en pensée différents des continentaux »*. – *(AFP.)*

□ **PACIFIQUE : l'Australie et la Nouvelle-Zélande protestent contre le dernier essai nucléaire français.** – Les gouvernements australien et néo-zélandais ont protesté, mercredi 8 mai, contre la dernière explosion nucléaire française dans le Pacifique, qui a eu lieu mardi 7 mai vers 17 heures. La protestation néo-zélandaise intervient une semaine après la visite de M. Michel Rocard à Wellington, où il était venu normaliser des relations ternies depuis 1985 par l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*. – *(UPI.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SANS VISA

LES 10 ANS DU 10 MAI

Le président vu de droite

Seconds rôles de la cohabitation, les membres du gouvernement de M. Jacques Chirac ont gardé du chef de l'Etat l'image d'un grand manipulateur politique

Après avoir comparé les décennies présidentielles du général de Gaulle et de M. Mitterrand, dressé le bilan politique, économique et diplomatique des dix dernières années et présenté deux des plus proches collaborateurs du président de la République, Mme Elisabeth Guigou et M. Hubert Védrine, qui appartiennent au « vivier » de l'Elysée (*le Monde* des 7, 8 et 9 mai), nous donnons aujourd'hui le point de vue de plusieurs ministres du gouvernement Chirac, qui ont côtoyé le chef de l'Etat de 1986 à 1988, et traçons le portrait de M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, qui fut lui-même l'un des principaux artisans de la cohabitation.

« Glacial ». Cinq ans après, tous les ministres de la cohabitation utilisent le même qualificatif pour caractériser le climat de ce premier conseil à l'Elysée, le samedi matin 22 mars 1986. Chacun garde en mémoire le cliché : M. François Mitterrand *« pâle et hiératique »*, selon M. Robert Pandraud, sans le moindre *signe sur le visage*, évitant de croiser le regard de tous ces nouveaux venus regroupés autour de M. Jacques Chirac, son adversaire de la veille. *« Ce jour-là,* se rappelle M. Georges Chavanes, *M. Mitterrand m'est apparu au bout du rouleau. En rentrant chez moi, j'ai dit à ma femme : il ne passera pas le week-end ! »* Un seul, finalement, garde un souvenir *« cocasse »* de cette insolite matinée, M. Alain Madelin : *« J'étais le seul à me marrer. Tous les autres faisaient une tête d'enterrement. J'avais bien conscience que la comédie venait de commencer. »*

Bien que le modus vivendi eût été établi au préalable entre MM. Mitterrand et Chirac, chaque ministre conservait du président de la République l'image du chef de la gauche et de l'adversaire obstiné de tout ce qu'ils représentaient eux-mêmes. *« Nous avions gardé de lui,* raconte M. Pierre Méhaignerie, *l'image du mensonge du programme commun et celle de l'absurdité économique de 1981-1983. »* Sur ses terres de Charente, M. Chavanes avait maintes fois entendu louer *« le grand homme de la région »* qu'était M. Mitterrand. Le mariage d'un de ses cousins avec une sœur du futur président avait tissé, même, quelques liens personnels, mais, sur le plan politique, le nouveau ministre gardait toujours, en 1986, *« l'image négative d'un champion de la démagogie »*.

M. Pandraud avait, une fois, entendu la voix de M. Mitterrand. Il raconte : *« Le 1er novembre 1954, de permanence au cabinet du secrétaire d'Etat à l'air, je reçois un coup de téléphone du ministre de l'intérieur lui-même, me demandant de mettre à sa disposition des avions pour transporter d'urgence des CRS en Algérie. Voilà comment j'ai, à la fois, appris le déclenchement de la rébellion et entendu la voix de M. Mitterrand. Jamais depuis il ne m'a téléphoné. »* M. François Léotard garde un souvenir plus détendu de sa première rencontre avec le président de la République. Reçu comme député du Var, en 1982, au fort de Brégançon, résidence estivale des chefs de l'Etat, que M. Mitterrand découvre ce jour-là, il se souvient que la première question de l'hôte de ces lieux fut : *« Savez-vous où se trouve le salon ? »*

« Des leçons au premier ministre »

Au fil des mois, ce climat glacial du premier jour s'est, peu à peu, dégelé, mais sans jamais vraiment se réchauffer. *« Il est toujours resté sur la réserve »*, affirme M. Pandraud, qui explique : *« Il donnait l'impression de nous soupçonner de ne pas tout lui dire et de lui cacher des choses. C'est faux ! On lui en disait autant qu'à ses prédécesseurs, mais, par exemple, en matière de police, il avait l'impression de ne jamais en savoir assez. En somme, c'était une situation de paix armée plus que de lutte politique. »* Une observation partagée par beaucoup de ses collègues. *« Les seuls problèmes,* ajoute encore l'ancien ministre délégué à la sécurité, *ont concerné les nominations de hauts fonctionnaires. Il fallait les négocier avec lui. Cela a entraîné du retard, et nous n'avons pas pu toujours nommer qui nous voulions, notamment dans la police. »*

M. Léotard n'a pas le même souvenir. *« M. Mitterrand,* dit-il, *a beaucoup contribué lui-même à apaiser le climat, en acceptant les nominations décidées par Matignon ou en s'exprimant, à chaque fin de conseil, sur les relations extérieures, la défense, ce qui était une façon habile d'administrer, en quelque sorte, des leçons au premier ministre. » « Petit à petit,* confirme M. Hervé de Charette, *on a vu le président retrouver non seulement ses marques, mais sa marge de manœuvre. »*

En fin de compte, tous les ministres de la cohabitation avouent avoir été impressionnés par la technique politique de M. Mitterrand, qui, pourtant, devait souvent s'exercer à leur détriment. *« Habileté », « duplicité », « ruse »*, les mêmes mots reviennent. *« Il a un sens de la manœuvre au millimètre près qui est sidérant »*, convient M. de Charette. M. Méhaignerie parle de *« son côté tacticien excessif »* ; M. Alain Juppé d'*« un dirigeant politique habile, qui supportait mal la situation qui lui était imposée, mais qui cherchait à en tirer profit par tous les moyens »* ; M. Madelin d'*« un grand manipulateur politique, d'un immense savoir-faire à jouer et à jouir des passions et des petites vanités des uns et des autres »*. Et même M. Léotard a découvert chez le président *« ce cynisme tranquille, ce plaisir gourmand à faire affronter les uns avec les autres »*.

« Je ne dissoudrai pas l'Assemblée nationale »

Ils l'ont vécu pendant les conseils des ministres. MM. Pandraud et de Charette sont du même avis : *« C'était d'une duplicité totale. M. Mitterrand parlait rarement, mais ce qu'il disait était toujours préparé pour être diffusé à la presse par ses propres porte-parole. » « On avait l'impression,* explique M. Chavanes, *de se faire rouler dans la farine tout le temps. De semaine en semaine, on le voyait devenir de plus en plus gaillard. »* M. Juppé, à l'époque porte-parole du gouvernement, est bien placé pour le savoir. Chaque mercredi, il lui fallait, à la fois, rendre compte des travaux du conseil et répondre à certaines déclarations du président rendues publiques. L'exercice devenait impossible.

Ils l'ont vécu, aussi, en voiture, en hélicoptère et en avion, à l'occasion des voyages. Les souvenirs ne manquent pas. M. Pandraud : *« Il mettait à l'aise, était courtois et agréable pour parler de généralités, d'histoire, de géographie, de littérature, mais jamais d'affaires de gouvernement. » « C'était, alors, l'homme le plus charmant de la terre »*, n'hésite pas à dire M. Chavanes. M. Bernard Bosson, qui, ministre délégué aux affaires européennes, a multiplié les voyages avec le président : *« Il avait l'art d'ouvrir et de fermer, devant vous, la porte. »* M. Méhaignerie se remémore un voyage en Allemagne : *« Il y avait chez lui une curiosité naturelle et désintéressée, une capacité à trouver les bons mots pour vous séduire en multipliant, par exemple, devant moi, les hommages appuyés à Robert Schuman, l'un des pères de la démocratie chrétienne. »* M. Juppé et M. Madelin affirment, en revanche, n'avoir guère été séduits par le charme de ce genre de conversation, contrairement, disent-ils, à certains de leurs collègues, tels MM. Alain Carignon, Michel Noir, Gérard Longuet, Léotard ou de Charette.

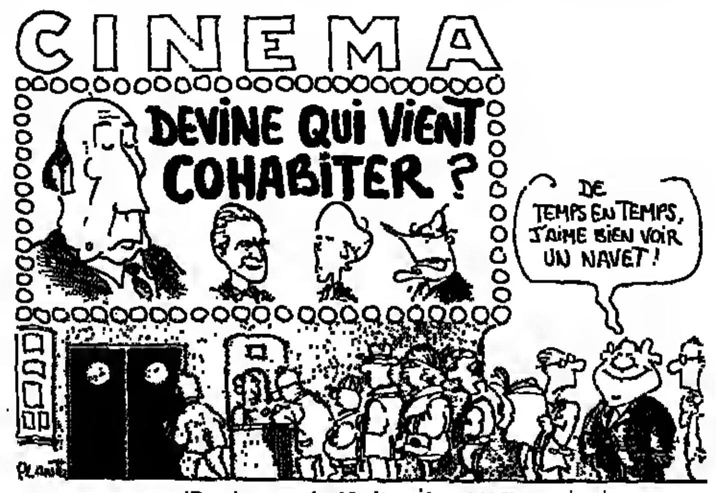
La situation de ce dernier, ministre délégué à la fonction publique et au Plan, était, somme toute, particulière. Parce qu'il était député de la Nièvre en mars 1986 et proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Mitterrand trouvait de bonnes raisons de le privilégier dans l'espoir, admet lui-même l'intéressé, de le « débaucher ». M. de Charette se souvient de leur dernière rencontre à l'Elysée, en novembre 1987. *« M. Mitterrand,* raconte-t-il, *cherchait déjà comment il conduirait les affaires s'il était réélu en 1988. Il se préparait à toutes sortes de choses, et notre dernière conversation fut ébouriffante. « Voilà,* m'expliqua-t-il *: si je suis candidat à nouveau, je serai élu. Je ne dissoudrai pas l'Assemblée nationale. Je gouvernerai avec la majorité qui s'y trouve. Je chercherai des hommes comme vous, qui, tout en étant dans l'opposition, pourront s'entendre avec moi. »*

« Nous étions piégés »

Trois mois plus tard, M. Pierre Bérégovoy expliquait publiquement le contraire. Le 22 mars, M. Mitterrand rendait sa candidature *« explicite »*. M. Madelin se souvient que certains de ses amis libéraux étaient pourtant persuadés qu'il ne le ferait pas. *« Ils avaient eu de longs tête-à-tête avec lui. Il leur avait expliqué que, rarement, il avait vu une équipe comme celle de la « bande à Léo », aussi méritante, qu'il ne tenait pas à se représenter, et, le plus fort, c'est que chacun l'avait cru. »* Ce 22 mars-là, M. Mitterrand avait attaqué violemment M. Chirac et ses *« bandes »*. *« Dès le lendemain,* raconte M. Méhaignerie, alors chef de file de la campagne barriste, *M. Mitterrand avait tenu à me rassurer. « Bien sûr,* m'expliqua-t-il, *ces propos ne vous étaient pas adressés. » Par la suite, il allait, pourtant, jouer admirablement de nos critiques contre l'Etat-RPR, les privatisations, sur l'impartialité de l'Etat, etc. Nous étions piégés. »*

Nourris d'une telle expérience, tous ces anciens ministres sont-ils, aujourd'hui, disposés à revivre une cohabitation ? Chacun, en réalité, réagit selon la voie politique qu'il a empruntée depuis 1988 et, bien sûr, selon son tempérament. Si M. Pandraud affirme que *« cela ne l'amuserait plus, car être ministre est devenu un pouvoir d'apparence »*, en revanche, M. Juppé constate, mais sans conclure, que *« la cohabitation n'a pas entravé l'action du gouvernement Chirac, même si elle a pu la ralentir »*. L'un d'eux, en tout cas, est prêt à retourner à l'Elysée le mercredi, mais, cette fois, en tête de la petite troupe : M. Edouard Balladur, qui juge la cohabitation *« incontournable »*.

DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON



(Dessin paru le 12 décembre 1985)

Le « vivier » de l'Elysée

L'itinéraire singulier de Jean-Louis Bianco

Il est des hommes qui bâtissent leur carrière ; il en est d'autres qui laissent faire les circonstances et s'y adaptent à ce point que toute leur vie antérieure, quels qu'en soient les aléas, paraît n'avoir servi qu'à les préparer à occuper le poste qu'en fait seul le hasard leur a confié. Jean-Louis Bianco est de cette race-là. Il est devenu à ce point l'archétype du parfait secrétaire général d'une présidence de la République mitterrandienne que nul ne parvient à imaginer qu'un autre puisse remplir aussi bien ce rôle. Pas même, semble-t-il, le chef de l'Etat.

N'étonne pas qu'un fils de communiste italien, ayant fui le fascisme, se retrouve à quarante-huit ans au sommet de l'Etat français. Ne surprend pas vraiment qu'un produit de l'ENA soit le bras droit d'un homme qui se méfie de l'énarchie. Ne déconcerte pas non plus – bien au contraire – qu'exerce une telle responsabilité quelqu'un qui puisse se vanter de ne jamais emporter de dossier chez lui, son « président » lui en ayant donné l'exemple.

Adieu aux moutons

Il est, en revanche, plus insolite qu'un enfant de la « deuxième gauche » soit le collaborateur d'un homme qui en fut l'adversaire historique, qu'un militant obstinément rétif à toute adhésion au PS soit à ce point associé à l'exercice d'un pouvoir dominé par les socialistes.

L'itinéraire de Jean-Louis Bianco a pourtant de quoi subjuguer ceux qui croient à la logique dans le déroulement d'une vie. Son enracinement familial à gauche a survécu tant aux horreurs du stalinisme qu'à la fréquentation des collèges des beaux quartiers de l'Ouest parisien. Sa brillante réussite dans la filière qui permet d'agréger les meilleurs produits de l'élitisme républicain et ceux de la bourgeoisie ne lui a jamais fait oublier son origine sociale. Pouvoir prétendre au faîte du pouvoir administratif (sorti dans la botte de l'ENA, il choisit le Conseil d'Etat) ne l'a pas convaincu que c'est d'en haut qu'il aiderait au mieux les autres.

A la gestion des affaires de l'Etat, Monsieur le maître des requêtes au Conseil d'Etat préfère l'ouverture de « boutiques de droit » pour les immigrés perdus dans les méandres de l'administration française. A la préparation de bonnes lois, il préfère l'action dans le quartier populaire du onzième arrondissement de Paris où, hier comme aujourd'hui, il a choisi de vivre. A la direction de puissantes administrations, il préfère le militantisme associatif, quand il permet d'améliorer la vie quotidienne, de faire naître des espaces verts, d'éviter que la spéculation ne chasse les plus pauvres. A la rédaction de circulaires parfaites, le haut fonctionnaire socialisant préfère le « terrain », comme le préconisent les GAM (Groupes d'action municipale) d'Hubert Dubedout et de Robert de Caumont, pendant que les orthodoxes ne rêvent que de conquérir le pouvoir central. Et quand ces marginaux du socialisme se décideront à rejoindre le PS officiel, Jean-Louis Bianco refusera de franchir le pas, rebuté par « le procès inquisitorial » instruit par les socialistes de son quartier contre l'un de ses amis.

Lorsque ce serviteur de l'Etat pas comme les autres accepte d'accéder à la haute administration, ce n'est pas pour entrer dans un grand ministère prestigieux. Il jette son dévolu sur celui qui est de tout temps regardé avec dédain par ceux qui pensent à « leur carrière » : l'action sanitaire et sociale, où il s'occupe de la famille et de l'enfance.

Encore que l'appel d'une autre vie ait été le plus fort : pendant deux ans, il est chargé de mission du syndicat intercommunal de Durance-Bléone, dans les Alpes-de-Haute-Provence, et s'intéresse aux difficiles conditions de vie des ruraux accrochés à leurs montagnes aussi attachantes qu'improductives.

Il fallut le 10 mai 1981, et l'insistance de Jacques Attali, pour qu'il abandonne les moutons. Jacques Attali convainc son condisciple du lycée Janson-de-Sailly – qu'il avait déjà fait travailler dans le groupe des experts économiques du PS – de participer à l'aventure de la gauche au pouvoir. Cet homme que son passé aurait pu pousser dans les bras du rocardisme, ce fonctionnaire qui n'avait jamais approché les hautes sphères de l'Etat, devient vite un rouage essentiel de l'Elysée. Au point que, lors du départ du secrétariat général de Pierre Bérégovoy, en juin 1982, ses « camarades » font savoir qu'il leur paraît plus apte à lui succéder que Jacques Attali.

L'apprentissage de la politique

Jamais François Mitterrand n'a paru regretter ce choix. Jean-Louis Bianco dispose d'un cerveau capable de fonctionner comme un ordinateur : il enregistre toutes les données d'un problème, les trie, les analyse, les classe pour ressortir, avec une froideur informatique, toutes les solutions possibles, assorties des avantages et des inconvénients de chacune. Le président n'a plus qu'à trancher en toute connaissance de cause. Son second le dispense même des séances de brainstorming, qui l'agacent. Pendant la crise du Golfe, Jean-Louis Bianco se livrait tous les matins, entouré des principaux collaborateurs des « politiques » concernés, au petit jeu des « et si... » et des « au cas où... ».

L'ordinateur à visage humain sait aussi – et surtout – s'échapper du froid raisonnement pour déceler, bien avant d'autres, les évolutions de la société. Lui aussi, à l'imitation du maître qu'il sert, a gardé ses « réseaux », fruits de son expérience personnelle. C'est avec Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet de Michel Rocard, qu'il hante les concerts de rock. C'est parce que sa femme, Martine, les déteste qu'il fuit les « dîners en ville » et les réceptions officielles.

C'est Martine qui organise de « petites bouffes » avec les amis de toujours, elle qui maintient le lien avec les militants des mouvements associatifs de leur jeunesse, elle qui l'entraîne pour les vacances et quelques week-ends dans leur maison de Montfuron, retrouver ceux avec qui ils avaient travaillé à l'avenir de la haute Durance.

Sortir de la cage

Grâce à tout cela, il réussit à échapper au poids du pouvoir et aux raisonnements tout faits dont se contentent habituellement les dirigeants. Aussi, lorsque quelques jeunes gens issus de l'extrême gauche imaginent de mobiliser la jeunesse contre l'extrême droite, ils trouvent vite un soutien précieux auprès de Jean-Louis Bianco pour créer, avec lui, SOS-Racisme.

La cohabitation, dont il a été l'un des ingénieurs puisque tous les rapports Elysée-Matignon passaient par lui, a fait découvrir les plaisirs de la politique intérieure à celui qui continue à penser que la politique politicienne est « amusante et drôle plus qu'intéressante ». Il en est devenu orfèvre en préparant, longtemps à l'avance, par des contacts discrets, l'« ouverture » des débuts du deuxième septennat. Aujourd'hui encore, les dirigeants centristes trouvent auprès de lui une oreille complaisante.

Politique intérieure ? Politique étrangère ? Il se refuse à juger l'une plus « intéressante » que l'autre. La crise du Golfe, cette « épreuve de vérité », qui lui a permis d'« apprendre sur les hommes », l'a confirmé dans l'impression que le ballet diplomatique est « lassant », et qu'il ne faut pas croire que l'on peut « changer le destin du monde ». Il est déjà considérable de réussir à « juste peser un peu ».

Une telle efficacité, jointe à tant de modestie, font de lui le collaborateur idéal pour François Mitterrand. Au point que le président pourrait avoir du mal à se priver d'un majordome qui lui passe si agréablement ses pantoufles. Et pourtant Jean-Louis Bianco sait que son propre bail élyséen touche à sa fin. Aucun autre secrétaire général n'est resté aussi longtemps en place sous la Ve République. Mais contrairement à ses prédécesseurs, il n'est guère tenté par la direction d'une grande entreprise publique. Il préférerait fonder quelque chose par lui-même.

Comme lorsque, avant le 10 mai, il envisageait, avec Robert Lion, devenu depuis président de la Caisse des dépôts et consignations, et Bernard Brunhes, qui fut conseiller social de Pierre Mauroy, de créer une société de conseil pour les pays du tiers-monde.

Il envisagerait bien de devenir enseignant, de retourner sur les bords de la Durance, d'écrire un livre de science-fiction, pour lequel il se contente actuellement de lancer quelques idées, quelques amorces de phrases sur des feuilles de papier. Assuré de ses capacités, passionné par une foule de choses, il ne doute pas qu'il aura l'embarras du choix.

Il a envie de changer. Jamais il n'est resté aussi longtemps dans la même fonction. Il maîtrise tellement son « job » qu'aujourd'hui, privé du plaisir de l'apprentissage et de la surprise, il commence à en être las.

Objectif, il reconnaît que son débouché le plus probable, « c'est la politique », ajoutant : « Soit le président m'y pousse vraiment, soit j'y vais tout seul. » Deux fois déjà, un ministère lui a été proposé : lors de la composition du gouvernement Fabius, en 1984, puis lorsque Michel Rocard a été nommé à Matignon, en 1988.

Bien que le président lui ait donné le sentiment de le laisser libre, il a préféré refuser, non pas, assure-t-il, à cause des postes qui lui étaient offerts, mais parce qu'il se sentait plus utile à l'Elysée. Il est facile de comprendre, à demi-mots, qu'aujourd'hui un autre choix le tente. Ainsi, le ministère de la ville l'aurait « passionné »... mais on ne le lui a pas proposé.

Pour s'échapper de la cage, il faut toutefois que le maître des lieux ouvre la grille. François Mitterrand estimera-t-il que « son » ordinateur à visage humain, cet homme dont le caractère et la carrière peuvent attirer les centristes, rassurer les héritiers de la deuxième gauche, séduire les écologistes, et qui a montré ses capacités à gérer les affaires de l'Etat, peut lui être plus utile ailleurs que dans un bureau proche du sien ? Qu'il peut l'aider, dans un rôle plus politique, à insuffler « ce nouvel élan » qu'il appelle de ses vœux ? Le hasard n'est plus seul maître de la destinée de Jean-Louis Bianco.

THIERRY BRÉHIER et ANNE CHAUSSEBOURG

DEMAIN

La génération Mitterrand au pouvoir, par ERIK IZRAELEWICZ et PATRICK JARREAU. Têtes d'affiche, par THIERRY BRÉHIER.

LES 10 ANS DU 10 MAI

Cent dix promesses partiellement tenues

Le 24 janvier 1981, à Créteil, le congrès extraordinaire du Parti socialiste, réuni pour désigner M. François Mitterrand, adopte les 110 propositions que le candidat des socialistes fera siennes.

En janvier 1986, M. Laurent Fabius, alors premier ministre, publie un document sur la mise en œuvre de ce programme. Cinq ans après l'élection de M. Mitterrand, le *Chemin parcouru* (titre donné à ce récapitulatif établi par les services de Matignon) assure que cent trois propositions ont été *« réalisées totalement ou partiellement »*. Chiffre étonnant, puisque M. Mauroy et M. Mitterrand lui-même évaluent ce nombre, aujourd'hui, à un peu plus de quatre-vingt-dix (*le Monde* des 8 et 9 mai).

Les deux ans de cohabitation (1986-1988) ont défait des décisions prises au cours des cinq premières années du septennat... M. Mitterrand réélu et ses amis bénéficiant d'une majorité relative à l'Assemblée nationale, elles n'ont pas toutes revu le jour. Ainsi des nationalisations. La loi du 11 février 1982 prévoyait la nationalisation de cinq sociétés industrielles, de trente-six banques et de deux compagnies financières. Des textes spécifiques décideront ultérieurement du sort de six autres groupes. Le gouvernement de M. Chirac prévoyait une dénationalisation touchant soixante-cinq entreprises (industrie, banque, assurances et communication), y compris celles qui figuraient dans le giron de l'Etat depuis 1945 (comme la Société générale) ; il aura réglé la question pour quatorze (dont TF 1). Après 1988, le gouvernement a préféré laisser les choses en l'état, conformément à ce que M. Mitterrand écrivait dans sa *Lettre à tous les Français* (*« laissons s'apaiser les bouillonnements que le va-et-vient nationalisations-privatisations ne prolongerait pas sans dommage »*).

Il n'en a pas été de même pour l'audiovisuel : en 1982, la gauche crée la Haute Autorité de la communication audiovisuelle ; la droite la remplace, en 1986, par la Commission nationale de la communication et des libertés à laquelle sera substitué, en 1988, le Conseil supérieur de l'audiovisuel. De même, la législation sur le logement fait partie des domaines où l'alternance a joué dans les deux sens. Ce que la gauche avait fait a été corrigé par la droite avant que la gauche revenue ne l'aménage à son tour : loi Quilliot, loi Méhaignerie, loi Besson.

La double alternance ne s'est donc pas traduite par des retours à l'identique. C'est aussi le cas, bien qu'il y ait forte ressemblance entre le départ et l'arrivée, de l'impôt sur les grandes fortunes, créé en 1882, supprimé par le gouvernement Chirac en 1886, puis réintroduit par le gouvernement Rocard sous le nom d'impôt de solidarité sur la fortune.

Il y avait dans les cent dix propositions des mesures qui ne relevaient pas – et de loin – de la seule volonté politique du président de la République et de ses gouvernements. En tête des promesses, figurait *« l'exigence du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan »*. Le chef de l'Etat a effectivement réclamé à plusieurs reprises ce retrait... devenu effectif au début de 1989. Etaient également mentionnés : *« Paix au Moyen-Orient par la garantie de la sécurité d'Israël dans les frontières sûres et reconnues ; droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie ; unité du Liban... »* Il s'agissait de vœux ; il s'agit encore aujourd'hui de vœux. Nul ne saurait rendre responsable M. Mitterrand du fait qu'ils ne se sont pas concrétisés.

Des résultats non mesurables

Plus mesurables sont le respect ou le non-respect de certaines clauses du contrat que le candidat Mitterrand entendait passer avec les Français. La gauche généreuse souhaitait que l'aide publique de la France au tiers-monde soit telle qu'elle serve de modèle aux pays développés et avait fixé sa contribution à 0,7 % de son PNB (pourcentage retenu comme référence par les Nations unies). Bien qu'elle se situe à un niveau supérieur à beaucoup de ses partenaires, l'aide française au développement n'a été que 0,54 % de son PNB, en 1989 (*le Monde* daté 31 mars-1er avril).

Autre objectif affiché mais non atteint : *« Les taux de la TVA seront ramenés au taux zéro pour les produits de première nécessité. »* Autre engagement non tenu : *« L'outil de travail – la terre – sera protégé contre la spéculation et contre la surexploitation par la création d'offices fonciers cantonaux où les représentants de la profession seront majoritaires. »* Mais là, les raisons tiennent à la prudence du président face à ces revendications des socialistes qui apparaissaient, alors, quasi révolutionnaires et à la baisse d'acuité de la question de la maîtrise foncière, tout au long de ces dernières années.

Nombre de promesses concrètes ont été tenues : de l'abrogation de la peine de mort à la décentralisation, en passant par l'abaissement de l'âge d'ouverture des droits à la retraite. Celle qui porte le numéro 49 aussi : la moralisation de la vie publique a commencé à être inscrite dans la loi dès 1986. Mais que dire des deux suivantes qui affirment, d'une part, que *« la justice sera appelée à faire toute la lumière sur les affaires dans lesquelles ont été mises en cause des personnalités politiques »* et, d'autre part – bien qu'un projet de réforme, modeste, soit en route, – que *« l'indépendance des magistrats sera assurée par une réforme du Conseil supérieur de la magistrature »* ?

Sont aussi restés lettre morte la réduction à six mois du service militaire, la limitation du vote bloqué au Parlement, ou encore le droit de vote aux élections municipales accordé aux immigrés résidant depuis cinq ans en France... Le temps, les circonstances ont arrêté en cours de route la mise en œuvre d'autres engagements comme la réduction à trente-cinq heures de la durée du travail hebdomadaire, toujours réclamée par M. Mauroy. D'autres enfin n'ont pas pu être tenus. Le principal concerne la constitution d'*« un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale »* qui a mobilisé une opposition dont la tâche avait été facilitée par les excès des ultras de la laïcité. L'échec a été suffisamment désastreux et cuisant pour que cette bombe soit détruite en 1984.

Sept ou cinq ans ?

Sujet moins sensible, la réduction du mandat présidentiel de sept à cinq ans, renouvelable une seule fois (la quarante-cinquième proposition suggérait également l'hypothèse d'un mandat de sept ans non renouvelable mais la *Lettre à tous les Français* de 1988 ne retenait que la réduction), reste d'actualité. M. Mitterrand ne veut pas en prendre l'initiative. Il la laisse au gouvernement et au Parlement.

A la lecture, dix ans après, les cent dix propositions apparaissent pour ce qu'elles sont, un programme électoral. Un zeste pour faire rêver, une once de réalisme, une goutte de concret et une pointe d'idéalisme. *« Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent »*, dit souvent M. Chirac. Beaucoup des électeurs de M. Mitterrand ont cru que la réalisation de ce programme changerait la vie.

Ses adversaires ont voulu n'y voir qu'un catalogue aussi fourre-tout que ceux diffusés par les sociétés de vente par correspondance. Tout en les jugeant irréalisables, ils ne manquaient pas de crier au loup dès que l'une d'entre elles était mise en œuvre. Les cent dix propositions ne méritaient ni ces excès d'espoir, ni ces manifestations d'horreur.

ANNE CHAUSSEBOURG

M. Marchais : « Une déception profonde »

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a affirmé, mercredi 8 mai, que le bilan de M. François Mitterrand à l'Elysée *« n'est pas un bilan positif »* mais celui *« d'engagements non tenus, qui provoque une déception profonde parmi ceux qui avaient tant d'espérances en 1981 »*.

Selon M. Marchais, qui s'exprimait sur France-Inter, *« force est bien de constater »* qu'il y a *« un million de plus de chômeurs »*, que *« les inégalités sociales se sont aggravées dans tous les domaines avec le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, les problèmes qui touchent à l'école, à la santé et au logement »*.

Le secrétaire général du PCF a toutefois estimé qu'au cours des deux premières années de M. Mitterrand à l'Elysée, il y a eu *« des acquis »*, *« des mesures positives qui restent »*. Mais *« elles sont maintenant attaquées »*, a-t-il ajouté, citant notamment la retraite à soixante ans qu'on *« cherche à remettre en cause »*.

M. Marchais a néanmoins souligné que les ministres communistes avaient eu raison de ne pas quitter le gouvernement dès *« le tournant de 1982 »*. *« Nous avons fait ce qui était notre devoir, nous avons travaillé avec l'espoir d'un rassemblement des forces de gauche dans le pays (...) afin qu'on ne renonce pas aux engagements pris »*, a-t-il déclaré. Réaffirmant que la stratégie du programme commun d'union de la gauche avait été *« une erreur »*, M. Marchais a toutefois ajouté que son parti ne *« renonce pas à l'alliance avec le PS »* mais pas dans les mêmes conditions.

Pour sa part, M. Charles Fiterman, partisan, dès 1982, du départ des communistes du gouvernement, a estimé, mercredi soir, sur FR 3, que M. Mitterrand avait été *« un des responsables du déclin du Parti communiste »*. L'ancien ministre des transports a toutefois ajouté : *« En ne faisant pas ce que nous avions à faire au gouvernement dans les domaines essentiels, nous lui avons facilité la tâche »*.

□ **Sondage : 51 % des Français sont « satisfaits » de M. Mitterrand.** – Une majorité de Français (51 %) se déclarent satisfaits de l'action de M. François Mitterrand entre 1981 et 1991, alors que 38 % se disent insatisfaits du président de la République depuis son entrée à l'Elysée, selon un sondage CSA que publie *le Parisien* du jeudi 9 mai. Invités à classer dix mesures ou lois prises ou votées dans cette décennie, les sondés estiment que la plus positive est la retraite à soixante ans (une *« bonne chose »* pour 81 %), devant la semaine de trente-neuf heures (80 %), l'ISF, impôt de solidarité sur la fortune (77 %) et le RMI, revenu minimum d'insertion (72 %). En bas du classement, l'abolition de la peine de mort obtient 41 % d'opinions favorables (50 % sont contre) devant la privatisation de TF 1 (40 % contre 34 %) et la politique de grands travaux (34 % contre 47 %). Ce sondage a été réalisé les 25 et 26 avril auprès de huit cents personnes.

Dans « El Pais »

« Quelques échecs indéniables »

« La dernière partie de l'ère Mitterrand (...) est entachée de quelques échecs indéniables », estime un éditorialiste du quotidien espagnol *El Pais* (édition du 7 mai). *« Ces années-ci, le Parti socialiste se trouve dans un de ses pires moments de cohésion interne et de désarroi idéologique. Ses principaux dirigeants s'affrontent dans le combat pour la succession. La morale publique de la classe politique, et particulièrement de la classe dirigeante socialiste, est au niveau zéro après les scandales liés au financement des partis et les accusations d'ingérence du gouvernement dans l'action de la justice. Certains problèmes comme le chômage, le malaise des banlieues où la xénophobie se sont installés comme des maux endémiques »*. (...)

Mais, ajoute l'éditorialiste, *« les sentiments et les complexes anti-européens, si ancrés à droite et à gauche, ont été neutralisés, précisément grâce à la ténacité de Mitterrand, l'un des hommes politiques les plus engagés dans l'idée d'une Europe unie. Et surtout, vingt-trois ans après ce mai parisien de toutes les illusions, et vingt ans après la recomposition du Parti socialiste, la société française est aujourd'hui mieux préparée à aborder l'avenir qu'en cet autre mai d'il y a dix ans »*.

POLITIQUE

Cinq ans après la mort de l'ancien maire

Marseille célèbre la mémoire de Gaston Defferre

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Plusieurs personnalités, dont deux membres du gouvernement, ont assisté, mardi 7 mai, à Marseille, aux manifestations organisées à l'occasion du cinquième anniversaire de la mort de Gaston Defferre. Le président de la République, M. François Mitterrand, a assuré la veuve de l'ancien maire de Marseille, Mme Edmonde Charles-Roux, de son *« affectueuse sympathie »* et a rendu hommage, dans un autre message adressé à l'actuel maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, à *« l'action »* que Gaston Defferre avait *« menée, sans répit, tout au long de sa vie, pour la justice, contre l'exclusion sous toutes ses formes et pour le bien de ses concitoyens, à commencer par les plus humbles »*.

M. Defferre avait prévenu, en 1977, qu'il ne souhaitait pas que son patronyme fût donné, après sa mort, à une rue ou à une place de Marseille. Pour perpétuer son souvenir sans trahir sa volonté, la ville a choisi de baptiser de son nom les vastes plages des quartiers sud, qu'il avait fait aménager sous son dernier mandat. M. Vigouroux a dévoilé une plaque apposée sur un bloc de calcaire. Marcel Maréchal a dit le poème d'Eluard, *Liberté*, que Gaston Defferre conservait toujours sur lui, et un air de Rameau a été chanté par la chorale arménienne de Marseille. Mme Edwige Avice, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, et M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, assistaient à cette cérémonie, de même que Mme Yvette Roudy et M. Georges Fillioud, anciens ministres, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS.

G. P.

Le Front national et l'élection présidentielle

M. Michel de Rostolan animera le « comité de soutien » de M. Le Pen

La Lettre de Jean-Marie Le Pen, bimensuel d'information du président du Front national, annonce, dans sa livraison datée du 1er mai, que M. Michel de Rostolan (quarante-cinq ans) a été choisi pour animer le comité national de soutien à la prochaine candidature présidentielle du dirigeant d'extrême droite.

« Actif militant antimarxiste au quartier Latin [à Paris] *et à Rouen, dans les années 65 »*, précise cette publication, M. de Rostolan, conseiller municipal de Saint-Michel-sur-Orge, conduira, dans l'Essonne, la liste du Front national aux élections régionales de 1992. *« La perspective première de ce comité est la constitution d'une liste de personnalités à présenter aux maires qui seront sollicités pour donner leur signature pour la candidature de Jean-Marie Le Pen aux présidentielles »*, indique l'intéressé, qui siège au comité central du FN.

La nomination de M. de Rostolan avait été annoncée aux cadres du Front national lors du conseil national du parti d'extrême droite réuni, à huis clos à Paris, le 9 mars.

Avant d'adhérer, en 1973, au Centre national des indépendants et paysans (CNIP) dont il devint, dix ans plus tard, membre du bureau national, le comte Michel de Rostolan avait milité au mouvement d'extrême droite Occident, dissous en 1968. Elu à l'Assemblée nationale, en 1986, sur la liste soutenue par M. Le Pen dans l'Essonne, il avait fait du non-remboursement de l'avortement un de ses chevaux de bataille.

Se présentant comme un *« ardent défenseur de la liberté de religion »* et se revendiquant *« catholique romain »*, M. de Rostolan est l'un des représentants en France de la secte Moon, tout comme M. Pierre Ceyrac, autre membre du comité central du Front national et député européen. Président et fondateur du cercle culturel Renaissance, il ne cache pas, depuis le début des années 80, ses liens avec la Ligue anticommuniste mondiale.

O. B.

□ **M. Le Pen et les régionales.** – Interrogé, dans *le Figaro* du jeudi 9 mai, sur le lieu que pourrait choisir M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, pour se présenter aux élections régionales de 1992, M. Bruno Mégret, délégué général du parti d'extrême droite répond : *« Il peut décider, le moment venu, de prendre appui dans un département pour mener la campagne nationale (...) : les Alpes-Maritimes, un département de l'Ile-de-France ou du Languedoc-Roussillon. L'ambition de Jean-Marie Le Pen ne se situe pas au niveau régional, elle est d'être le prochain président de la République. »*

M. Marquié est nommé préfet de l'Ardèche

Sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a nommé préfet de l'Ardèche, mardi 7 mai, M. Jean-Pierre Marquié, préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon, en remplacement de M. Christian Pellerin, admis au bénéfice du congé spécial (*nos dernières éditions du 8 mai*).

[Né le 6 mai 1938 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Jean-Pierre Marquié est affecté en juin 1965 au ministère de l'agriculture, puis détaché, en août 1967, comme directeur du cabinet du préfet du Cantal. Sous-préfet de Saint-Jean-d'Angély en avril 1971, secrétaire général de l'Indre en juillet 1974, sous-préfet d'Avranches en juin 1977, il est affecté, au mois d'août suivant, au ministère de l'intérieur. Nommé secrétaire général du Var en avril 1980, de la Côte-d'Or en juillet 1982, sous-préfet de Palaiseau en mars 1986, M. Marquié avait été nommé préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon le 14 décembre 1988.]

EN BREF

□ **La célébration du 8 mai.** – M. François Mitterrand a présidé, mercredi 8 mai, à l'Arc de triomphe à Paris, les cérémonies commémoratives de la victoire des forces alliées sur le nazisme, le 8 mai 1945. A cette occasion, le président de la République a célébré le cinquantième anniversaire de la campagne d'Erythrée et du « serment de Koufra » prononcé par le colonel Leclerc et ses hommes, le 2 mars 1941. *« Nous ne nous arrêterons que quand le drapeau français flottera aussi sur Metz et Strasbourg »*, avaient-ils déclaré au lendemain de la prise de l'oasis libyenne. M. Mitterrand a déposé une gerbe de roses rouges sur la tombe du soldat inconnu et décoré huit anciens combattants de la seconde guerre mondiale. M. Michel Rocard, premier ministre, M. Pierre Joxe, ministre de la défense, et l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, assistaient à ces cérémonies.

□ **M. Soisson : *« Le refus de l'affrontement partisan. »*** – M. Jean-Pierre Soisson a prôné, mercredi 8 mai, à Orléans (Loiret), *« l'apaisement »* et *« une certaine idée de la France fondée sur le refus de l'affrontement partisan »* et qu'on *« a appelé l'ouverture »*. *« Je crois à une France où chacun demeure ce qu'il est avec ses convictions, mais où chacun respecte l'autre »*, a précisé le ministre du travail, qui présidait les fêtes de Jeanne d'Arc. *« Il faut constamment jeter un pont entre les deux rives du fleuve, entre la majorité et l'opposition, pour permettre à des hommes venus d'horizons différents de travailler ensemble. »*

□ **HAUTE-CORSE : attentat contre la maison d'un commerçant italien.** – Une explosion, revendiquée au nom du FLNC (Front de libération nationale de la Corse), a gravement endommagé, mardi soir 7 mai, la maison en cours de construction d'un commerçant italien, à l'Ile Rousse (Haute-Corse). Deux charges, évaluées chacune à 5 kilos d'une substance non encore déterminée, étaient reliées à des bouteilles de gaz. Leur explosion a provoqué de graves dégâts matériels au pavillon situé dans la « Résidence des îles » et appartenant à un Milanais, M. Giacomo Melano.

□ **Un candidat autonomiste à Belfort.** – M. Ferdinand Moschenross, président du mouvement autonomiste alsacien Elsass-Lothringischer Volksbund, a annoncé, mardi 7 mai, sa candidature à l'élection législative partielle dans la seconde circonscription du Territoire-de-Belfort, prévue pour le 2 juin prochain, afin de convaincre les électeurs belfortains de *« construire avec les Bas-Rhinois, les Haut-Rhinois et les Mosellans une grande région, dotée d'un statut européen fédéraliste »*. – (Corresp.)

□ **Les sociétés anonymes de crédit immobilier.** – L'Assemblée nationale a adopté définitivement à une large majorité, mardi 7 avril, le projet de loi tendant à réformer l'organisation et le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI), organismes d'habitation à loyer modéré et établissements de crédit. Les députés des groupes PS, UDF et UDC ont voté « pour », tandis que le groupe RPR s'abstenait et que les communistes votaient « contre ». Ce projet facilite l'adaptation des SACI aux règles du secteur bancaire et au marché européen.

□ ***Le droit de pêche.*** – L'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, mardi 7 mai, après avoir modifié le texte du Sénat, le projet de loi de M. Jacques Mellick, ministre délégué à la mer, destiné à rendre plus efficace le système de contrôle des *« capacités de capture »* de la flotte de pêche maritime professionnelle. Ce texte va être examiné par une commission mixte paritaire (Sénat-Assemblée).

□ **Deux conventions internationales.** – L'Assemblée nationale a adopté, mardi 7 mai, deux conventions internationales, l'une visant à éviter la double imposition en matière de transports aériens avec la République populaire et démocratique d'Ethiopie, l'autre portant sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, avec la République fédérale du Nigéria.

□ **Les activités sociales des salariés.** – Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux, a annoncé, mardi 7 mai, que son groupe déposera des amendements au projet de M. Jean-Pierre Soisson sur les activités sociales pour les salariés. L'un d'entre eux précise que, dans les entreprises de plus de cinquante salariés, en l'absence de comité d'entreprise, la gestion des œuvres sociales serait confiée aux délégués du personnel. Un autre amendement prévoit que, dans les entreprises de plus de cinquante salariés, l'absence de comité d'entreprise ou de délégués entraînera une *« pénalité dissuasive »*, équivalant à 0,4 % de la masse salariale, en faveur des œuvres sociales.

□ **Adoption définitive de la saisine pour avis de la Cour de cassation.** – Le Sénat a adopté définitivement, mardi 7 mai, le projet de loi instituant une saisine pour avis de la Cour de cassation par les juridictions de l'ordre judiciaire, présenté par M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice. Inspiré d'une loi de 1987 qui autorise un tribunal administratif ou une Cour administrative d'appel à saisir pour avis le Conseil d'Etat, ce texte, qui tend à accélérer la procédure, permettra aux juridictions de l'ordre judiciaire, sur une question de droit nouvelle présentant une difficulté sérieuse et se posant dans de nombreux litiges, de saisir pour avis la Cour de cassation. Seuls les communistes se sont opposés à cette réforme.

□ **Les droits des associations d'anciens combattants.** – Le Sénat a adopté à l'unanimité, mardi 7 mai, une proposition de loi présentée par M. Yves Guéna (RPR, Dordogne) et cosignée par cinquante-six sénateurs du RPR, tendant à permettre aux associations d'anciens combattants régulièrement déclarées d'ester en justice pour ce qui concerne *« les délits de diffamation ou d'injures ainsi que les dégradations ou destructions de monuments et les violations de sépultures »*. M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, a exprimé le souhait que cette proposition de loi soit inscrite, *« dans les meilleurs délais »*, à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée, a fait la même demande au président de celle-ci.

Le Monde

LIVRES • IDEES

La seconde vie de Max Frisch

Une nouvelle traduction de Stiller, *grand roman de l'amour-névrose*

Une nouvelle traduction de *Stiller*, de Max Frisch, pareît chez Grasset. La résurrection de l'un des grands romans des ennées 50, resté objet de culte pour le petit nombre de ceux qui l'avaient lu à l'époque, est un événement littéraire considérable. Conscient que son livre n'avait pas trouvé en France le même public qu'en Allemegne, en Scandinavie, eux Etats-Unis, en Amérique letine, dans les pays de l'Est européen, et même en Italie, tous pays où *Stiller* est tenu depuis longtemps pour un clessique de le littéreture universelle, Max Frisch evait souheité qu'il soit mieux traduit s'il devait un jour figurer dans une collection de poche. L'euteur, qui eurait fêté ses quatre-vingts ens le 15 mai 1991, est mort le 4 evril. Il avait pu prendre conneissance de cette très remarquable traduction. Le public français, pour qui Max Frisch e surtout été un drameturge, d'ailleurs un peu oublié, va pouvoir découvrir *Stiller* et relire aussi le romen qui l'e suivi, *Homo Faber*, autre classique de l'époque.

STILLER
de Max Frisch.
Traduit de l'allemand
par Eliane Kaufholz-Messmer.
Grasset, 382 p., 120 F.

Pourquoi un homme disparaît-il, quitte-t-il sa vie ? Pourquoi revient-il ? Pourquoi nie-t-il être celui que chacun, dans sa ville, reconnaît en lui ? Pourquoi avoue-t-*il* contre toute évideoce avoir assassiné sa femme ? Pourquoi Stiller feint-il l'amnésie ?

Pour assister en étranger à sa vie, du dehors, sans y être impliqué, pour ne pas être pris dans un filet, une prison, une peau dans laquelle les autres vous enferment en voulant que vous soyez vous-même une fois pour toutes. Une image immuable. Max Frisch a donné figure à un fantasme que connaissent tous ceux qui vivent mal dans leur peau, étouffent dans leur vie, rêvent d'en changer. En Suisse, ils étaient des centaines, chaque année, à s'engager dans la Légion étrangère. Parce que le pays leur tapait sur les nerfs. On n'a pas les chiffres présents. Mais en France, ils sont des milliers aussi, annuellement, à disparaître. Et cela se passe pareillement dans les pays les plus favorisés du monde. Comment un *homme, un ingénieur*, raisonnable, Walter Faber, en arrive-t-il à s'éprendre de sa fille et à coucher avec elle, à causer sa mort, sans savoir qu'elle est sa fille *(Homo Faber)* ? La *fatalité* ? Comme chez les Grecs ? Max Frisch, romancier, a donné figure à des questionnements sans fin.

Son Stiller, cet bomme défait, artiste insatisfait, époux insuffisant, amant lâche, ancien combattant de la guerre d'Espagne où il o'a connu que des écbecs personnels, voyageur, conteur, humoriste douloureux qui a raté son suicide, voilà bien un béros typique de l'après-guerre, un anti-héros fraternel, et *probablement une des plus grandes* représentations de névrosé de la littérature.

Il faudrait raconter comment on a lu un tel livre. A quel moment de sa vie. La première fois, en Suisse, quand on était au début d'un mariage, et que ce livre, *Stiller*, *vous avait paru dire jusqu'au bout* la vérité vraie sur l'amour entre un homme et une femme qui s'aiment et n'arrivent pas à s'aimer et sont rivés l'un à l'autre par cette commune impuissance. Il faudrait dire aussi ce long sanglot, à la fin, ces rires surtout, provoqués par cet humour unique en son genre, l'humour de Frisch (que l'on décrit très approximativement si on le situe entre l'humour juif et l'humour britannique). Et puis cette jubilation à cause de la façon dont la Suisse, comme entité morale, y était critiquée avec une féroce ironie. On savait, bien sûr, en le lisant, que c'était un cbef-d'œuvre, aussi fort, aussi irrécusable que *la Montagne magique*, de Thomas Mann (le livre tutélaire), que *l'Enfant brûlé*, de Stig Dagerman, qu'*Au-dessous du volcan*, de Malcolm Lowry. On voyait que *Stiller*, comme ces grands livres intelligents (inoubliables pour qui les a lus, et donc *vécus*), n'était pas sans défauts. Il faudrait dire encore que ce n'était pas du tout ce qui comptait, mais bien vous : votre rapport à ce livre, votre rapport à votre vie, à la femme que vous aimiez, à travers ce livre ; vous, comme une révélation, comme un abîme et une dérision. Il faudrait relater la seconde lecture, vers trente-cinq ans, quand votre vie a pris ce tour, difficile.

En 1976, vu par le photographe allemand Robert Lebeck.

Et celle d'à présent, la cinquantaine passée, les mêmes larmes, à la fio, et cette distance ironique, mais quand même cette proximité, par rapport aux années 50, vos années 50, la guerre froide, toute celte ancienne histoire dont on se réveille. On ne peut pas, pas ici. Seulement l'évoquer, pour être véridique, fidèle à un livre qui est d'abord cela : un engagement à être vrai. Ce qui pourrait être une définition du roman existentialiste, si quelque chose comme le roman existentialiste existait, pour le public français, en dehors ou au-delà de ce que les romans de Sartre ont dessiné. *L'existentialisme*, n'est-ce pas, parle de vous.

C'est un homme dans la quarantaine qui écrit *Stiller*. Il a fait des études de lettres, interrompues, il a été journaliste, un ami fortuné lui a payé des études d'architecture, il a ouvert un bureau, construit notamment une piscine à Zurich, sa ville natale : on connaît cette photo de lui avec Brecht, sur le chantier).

Il a écrit et fait représenter des pièces de théâtre, publié deux romans, un *Journal* des années *1946-1949*. Un homme qui sait comment va le monde, qui a voyagé, qui connaît le mariage, et qui ne se pardonne rien. « *On peut tout raconter, sauf sa vraie vie : c'est cette impossibilité qui nous condamne à rester tels que nous voient et nous reflètent nos compagnons, eux qui prétendent me connaître, eux qui se disent mes amis, qui n'admettent pas que je puisse changer et détruisent tout ce qu'il y a de merveilleux (que je ne peux raconter, l'inexprimable que je ne peux prouver) – uniquement pour pouvoir dire : « Je te connais.* »

Tel est le problème de Frisch, alors : donner une forme extrême à sa vie, par le roman. Ce sera *Stiller*, publié en 1954. Friedrich Dürrenmatt, le cadet de Frisch, a d'emblée reconnu la grandeur de ce roman et son originalité : « *Pour Frisch, le problème se posait comme une contrainte existentielle : d'un côté ne pas pouvoir se détacher de soi, de l'autre côté ne pas pouvoir vivre sans créer une forme, sans se représenter. L'honnêteté personnelle et la nécessité artistique se faisaient face.* »

Il résout le problème par un jeu de formes narratives où l'identité se fuit, se poursuit, entraîne le lecteur dans le jeu romanesque, fausse autobiographie et biographie fictive : un Américain nommé White, en prison préventive, est accusé d'être Stiller.

Michel Contat

Lire la suite page 15

★ La quasi-totalité des livres de Max Frisch est traduite chez Gallimard, notamment *Homo Faber*, qui vient d'être porté à l'écran par Volker Schlöndorff, avec Sam Sheppard et Julie Delpy dans les rôles de Walter Faber et de Sabeth.

Brûlots de francs-tireurs

Jouhaud, Pastoureau et les joyeux iconoclastes d'Alter Histoire, *ou comment cultiver le gai savoir*

LA MAIN DE RICHELIEU OU LE POUVOIR CARDINAL
de Christian Jouhaud.
Gallimard, coll. « L'un et l'autre »,
190 p., 99 F.

L'ÉTOFFE DU DIABLE
de Michel Pastoureau.
Le Seuil, coll. « La librairie du XXe siècle ». 190 p., 82 F.

ALTER HISTOIRE essais d'histoire expérimentale
dirigé par Daniel S. Milo et Alain Boureau.
Les Belles Lettres, 236 p., 135 F.

Il se passe décidément de drôles de choses sur le territoire de nos historiens. Après les grandes fièvres impérialistes et médiatiques de la nouvelle histoire, après les empoignades, somme toute fort civiles et parlementaires, suscitées par la célébration du Bicentenaire de la révolution française, on pouvait croire la situation paisible à l'intérieur et sur les frontières de la république historienne. L'Histoire est un Etat prospère, sagement dirigé par quelques despotes assez éclairés pour laisser ouverts aux nouvelles générations quelques chemins vers le pouvoir. Le parti dominant y est assez assuré de sa puissance et de son organisation pour tolérer, ici et là, les manifestations d'une opposition par ailleurs divisée. Avec les nations voisines – la sociologie, la géographie, l'ethnologie, l'archéologie, les sciences politiques, – ce n'est pas tont à fait la paix, des revendications territoriales allument encore, de temps à autre, des soulévements, quelques raids de pillards; mais la *pax historica* s'est massivement imposée au continent des sciences humaines.

Et voilà que surgit un petit groupe qui ne se contente pas d'une contestation polie et académique, mais pratique ouvertement le terrorisme. Ecoutons l'un de ses leaders, Alain Boureau : « *Depuis quelques années, un petit agrégat d'historiens s'est formé, irrégulier dans ses réunions, inconstant dans ses fidélités, changeant dans ses projets, mû cependant par une obsession : exalter l'imagination libre de l'historien, admirer la force du possible, intervenir en vue d'accroître le désordre, faire jouer le passé dans le présent. Cette obsession libertaire entraînait des attitudes polémiques : refus de la reconstitution historique et de l'aliénation culturaliste du passé, rejet de l'autorité des spécialistes et des techniciens (refus de l'autorité, mais non des techniques que nous étions prêts à subtiliser), méfiance des systèmes de description et d'explication, agacement devant les tropismes interdisciplinaires, vite chargés d'assumer seuls la réflexion historienne.* » Ce groupe de joyeux dynamiteurs, *sans doute* trop franc-tireur pour se donner une forme, même élémentaire, de discipline, n'a pas, de ce fait, été capable – pour le moment – de créer une revue qui cristallise ses révoltes, ses réflexions et ses convulsions. Il se contente de publier un recueil de discussions et de controverses, à mi-chemin du manifeste et de la nébuleuse, sous le titre d'*Alter Histoire* et le sous-titre paradoxal d'*Essais d'histoire expérimentale*. Pour ajouter au jeu et à la provocation, il propose ce brûlot, placé sous le triple parrainage de Nietzsche, de Groucho Marx et d'Aristote, sous la couverture des très classiques éditions des Belles Lettres.

Cinq images de Richelieu

Canular? Pas le moins du monde, même si l'article d'ouverture de Daniel S. Milo étonne par sa verve iconoclaste. Il s'agit de réagir contre une vision structuraliste de l'histoire qui dépossède totalement les sujets de l'bistoire – les hommes, qu'ils soient «grands» ou «petites gens», – de leurs actes et de leurs intentions. Or cette vision, affirment les protagonistes d'*Alter Histoire*, n'est pas la description d'une réalité, mais le seul résultat de l'activité des historiens.

Christian Jouhaud, qui a participé aux discussions d'*Alter Histoire* – son article s'intitule *De l'histoire à l'historien : métaphore incertaine, métaphore implicite*. – nous propose avec *la Main de Richelieu ou le pouvoir cardinal* une assez étourdissante démonstration historique sur la puissance et l'ambiguïté de la *métaphore* en histoire. Son livre n'est pas un ouvrage sur Richelieu, une tentative évidemment vaine pour «expliquer» le cardinal, son pouvoir, la manière dont il l'exerçait, mais tout au contraire, serait-on tenté de dire, une déconstruction, une fragilisation allant jusqu'à l'anéantissement, de ce que les historiens savants de Richelieu ont pu construire comme preuves et comme schémas explicatifs de l'autorité immense du cardinal sur un royaume et sur un roi dont il n'était que le sujet.

Jouhaud, qui est aussi un bon écrivain, rapide, subtil, coloré, habile à mettre en scène la surprise, mène son jeu de sape autour de cinq images, cinq manières d'inventer Richelieu, d'éliminer la personne pour ne saisir qu'une «énorme abstraction» : le pouvoir-Richelieu. L'histoire du crâne de Richelieu, dont l'hypertrophie cérébrale «prouvait» le génie particulier, le célèbre portrait du cardinal par Philippe de Cbampaigne, comme manière de montrer et de dissimuler en même temps – la *métaphore* même du *pouvoir*, – l'affaire de l'abaissement du duc d'Epernon, la mise en scène organisée par Richelieu lors de la capitulation de La Rochelle, enfin une visite à Richelieu (Indre-et-Loire) et au château – surchargé de signes d'un orgueil rayonnant – que le cardinal-duc y fit construire et qu'il n'habita jamais. Jouhaud ne montre pas seulement comment Richelieu lui-même a construit, très consciemment, très attentivement, sa propre image pour qu'elle lui serve à l'exercice du pouvoir; il montre, de manière plus neuve, comment la métaphore active, efficace, mise au point par le ministre de Louis XIII a été acceptée comme réalité, relayée, adoptée comme principe explicatif par d'autres bistoriens, à d'autres époques, et pour servir à d'autres fins politiques. Le livre de Jouhaud, sa réflexion qui court-circuite sans cesse les relations de la surface et de la profondeur, de la réalité et de sa lecture, sa manière de surprendre tous les «jeux» de l'histoire – dans le sens où un mécanisme «a du jeu», – sont un régal intellectuel. Au point qu'on se prend à se méfier de leur séduction. Mais c'est encore rendre hommage à Jouhaud que de dire qu'il nous enseigne la méfiance.

Pierre Lepape

Lire la suite page 13

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Ils voyagent en solitaire

Jecques-Pierre Amette, enquête sur Hölderlin et sa « folie ». Avec tant de sympathie et d'intuition qu'il parvient à voir le monde à travers le regard tremblé du poète. Christophe Donner e traversé l'Europe de l'Est boulevarsée. Il en e rapporté une chronique sens complaisence. Où l'*impertinence le dispute* à le drôlerie.

Page 10

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La demoiselle de Georgie

Geneviève Brisac feit une étonnente peinture à l'aquerelle de Flennery O'Connor qui avait « l'imeginetion du désestre »

Page 10

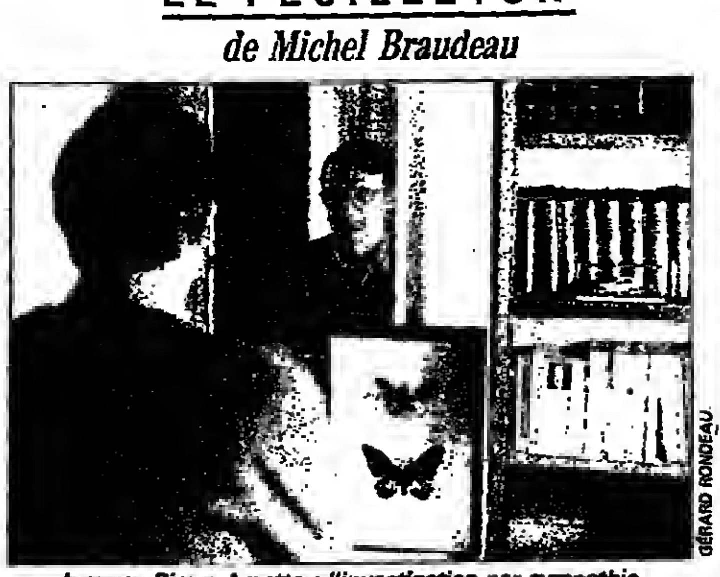
L'ADIEU A LA RAISON
de Jacques-Pierre Amette. Grasset, 136 p., 76 F.

APRÈS NOUS, précédé de LA WALDSTEIN
de Jacques-Pierre Amette. Gallimard, 124 p., 78 F.

L'EUROPE MORDUE PAR UN CHIEN
de Christophe Donner. L'Ecole des loisirs, 220 p., 94 F.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



GÉRARD RONDEAU

Jacques-Pierre Amette : l'investigation par sympathie.

Ils voyagent en solitaire

LE silence chez certains écriveins prend le plece d'une œuvre mystérieuse, incomparable, comme si l'ebsence aveit autant de force que l'écrit, plus de force même, lui donnait un surcroît de profondeur, ce qui ne menque pas de fasciner en retour d'autres écrivains. Il nous semble impensable que les années d'aventures africainee de Rimbaud soient tout à feit étrangères à se poésie. Et le « folie » de Hölderlin – suivons l'usage vivement recommandé per Jacques-Pierre Amette des guillemets pour désigner cet état inexplicable et insaisissable – paraît le point sublime, la perspective infinie de son art.

Dans une pièce qui devrait trouver bientôt un théâtre et des comédiene, *Après nous*, Amette met en scène un écrivein hanté per Hölderlin, en train d'écrire sur celui-ci un romen dont il entretient son entourage, sa femme Elizabeth et son ami Jacques, psychanalyste déboussolé ; un roman plus qu'une biographie, très proche, on le suppose, de cet *Adieu à la raison* que consacre Amette au voyage du poète allemand en France.

Pourquoi Hölderlin ? Parce qu'on sait très peu de choses du destin triste d'un des plus purs poètes du romantisme européen et qu'il laisse ainsi assez de libertés aux auteurs qui s'intéressent à lui. Qu'il naquit en 1770 à Lauffen-sur-le-Neckar en pays souabe, qu'il fut orphelin de père à deux ens, élevé par sa mère ; qu'il étudia la théologie eu séminaire de Tübingen où il eut pour condisciples Hegel et Schelling, tous les trois partageant le même enthousiasme pour le Révolution française ; qu'il fut amoureux de le femme d'un benquier, Suzette Gontard, comblé, puis désespéré à la mort de celle-ci ; qu'il voyagea en France, à pied, de décembre 1801 à mai 1802, pour un poste de précepteur à Bordeaux, périple où se révélèrent ses premiers troubles mentaux, à la suite desquels il s'enferma dans une tour à Tübingen, chez le menuisier Zimmer, et y demeura quelque trente-sept ans sous le nom de Scardanelli.

AMETTE s'empare donc de ce spectre illustre et l'investit de ses propres fantesmes, de ses rêveries, dialogue avec Schelling ou Hegel avec ses propres mots, enfile la veste du grand homme fêlé et regarde le monde par ses yeux, un monde qui est du même coup un peu le sien, avec ses couleurs claires du Nord, ses pluies et ses éclaircies soudaines, cette lumière liquide qui beigne *Jeunesse dans une ville normande*, par exemple. C'est une méthode d'investigation que l'on pourrait dire *par sympathie* autant que par intuition, tout à fait légitime en littérature. En courtes peges, par petites touches pénétrantes, Amette épouse le « folie » de Hölderlin, nous le rend peu à peu sensible, présente, non par des indices désignant directement le démence, mais à travers le regerd tremblé du poète sur le monde.

Depuis longtemps, ses emis, semble-t-il, l'ont prévenu, surtout Schelling (« *Tu ne t'intéresses pas aux gens eutour de toi. Tu préfères ta propre vulnérabilité, tes douleurs d'enfance, tu préfères rejoindre tes muses. Tu baises les muses ? Elles sont en plâtre, tes muses, Hölderlin !* »), qui, par ailleurs, lui donne un excellent conseil : « *Tes œuvres ne tomberont pas en poussière si tu t'amuses. Toujours dire oui à la jeune fille.* » Mais rien n'y fait, on n'enraye pas une pareille dérive. L'inspecteur Amette fait preuve eu cours de son enquête de dons éclatants, d'une grande force poétique, d'une émotion maîtrisée à la hauteur de son génial sujet ; mais il nous l'evait bien dit, ni lui ni personne n'e le fin mot sur ce qui e pu déclancher l'adieu à la raison de Hölderlin pendant son séjour français. Tout eu plus peut-on risquer une hypothèse, celle de la schizophrénie politique. Hölderlin a beaucoup cru à 1789. Quend il passe par Lyon en 1801, « *la ville vit dans une éternité bizarre, l'éternité du mutisme. Il y e eu une révolution ici, huit ens plus tôt, mais il n'y en a plus. Un fleuve passait ici, des murs sans jardinets, l'eau morte de ruines laissées par quelques jacobins. Hölderlin sent que les rues mentent. Au fil des quais et des arches, Hölderlin flaire une tromperie universelle. Une ville frappée d'emnésie, une pétrification, l'automatisme d'un ordre et d'un système* ». Si l'exercice du pouvoir peut rendre fous les gouvernants, le mensonge et l'échec d'un rêve collectif peuvent tout eutant briser nos vies individuelles au plus intime.

LE plus sage, dira-t-on, est de ne pas trop espérer si l'on veut éviter d'être déçu. De ce côté, celui de la désillusion, on peut dire que Christophe Donner était fin prêt en montant avec quatre cent quatre-vingts étudiants et quelques journalistes à bord du « Train de le démocratie » qui traversa l'Europe peu après les événements qui ont bouleversé les pays de l'Est. Un train affrété pour fraterniser avec les populations, leur apporter notre soutien, nos vieilles couvertures, nos livres invendus, et du chocolat, dont les vertus antidépressives sont bien connues.

Donner e publié à l'époque son premier roman d'amour blessé, *Giton*, et décide d'écrire en toute liberté tout ce qu'il voit, entend, éprouve dans ce voyage. Ecrivain public, en quelque sorte, bien que la plupart de ces pages ne reflètent que l'humeur très privée de l'auteur qui, par bonheur, est un sale gosse, un impertinent et un teigneux. Les journalistes, ceux de FR3 notamment : un tas de frimeurs douillettement planqués dans l'ettente du scoop. Les étudiants : en majorité des veaux qui prennent en photo leur train de veaux, sans compter les pires de tous, les trotskistes en charentaises. C'est sûr, avec Donner, les organisateurs avaient trouvé le client idéal.

On sent que tout ce qu'on nomme laidement le charity-business le dégoûte, pour ce qu'il suppose de bonne conscience pas chère, de double jeu, de farce honteuse, et dans le domeine intellectuel ou politique, comme c'est le cas ici, de fraternel mépris. Donner n'a pas les dispositions du missionnaire. A-t-il raison ou tort ? Ses compagnons de voyage vont détester ce livre désopilant, mais ils l'ont peut-être mérité après tout. Et les populations d'indigènes ébaubis, à qui on venait apporter la démocratie comme un merveilleux vaccin mis au point dans notre bel Occident, ne sont pas mieux traitées.

IL n'y e que les enfants des quartiers pauvres de Leipzig qui trouvent grâce aux yeux de Donner qui dit tout haut et sans gêne ce que pas mal d'autres pensent lâchement. Que la libération a un goût bizarre, que les nouveaux chefs ressemblent beaucoup eux anciens, qu'il y a des têtes de ministres auxquelles on ne peut pas croire, que le martyre de Timisoara jette un curieux malaise, que c'est intéressant de voir au cimetière des victimes de la révolution, à Bucarest, la pelleteuse continuer à dégager le terrain vague comme si on attendait d'autres victimes. Il n'aime pas la famille roumaine qui l'héberge, il n'est pas fou des Tchèques non plus : « *Ils se croient malins en face de l'argent comme s'ils avaient inventé une manière de ne pas y toucher. Ils se croient le peuple le plus doué de la Terre parce qu'ils viennent d'être libérés. Insoutenable prétention.* » C'est très drôle, pas vraiment gentil et ça fait beaucoup de bien. Le talent, sans doute, toujours ce vieux truc.

LOIN DU PARADIS FLANNERY O'CONNOR
de Geneviève Brisac. Gallimard, coll. « L'un et l'autre ». 148 p., 89 F.

ROMANS ET NOUVELLES
de Flannery O'Connor. Préface de Roger Grenier. Gallimard, coll. « Biblos ». 974 p., 160 F.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La demoiselle de Georgie

BÉRÉNICE CLEEVE

IL existe une catégorie de jolis monstres délicats. Ces femmes ne prennent pes longtemps pension sur la planète. Elles ont la spécialité de disparaître assez tôt. Mourir jeune, c'est la Légion d'honneur de la littérature, et les manuels scolaires saluent très volontiers ce genre de *performance*. Il y eut d'sbord l'Angleise Emily Brontë. Au siècle dernier, elle fit semblant de vivre entre 1818 et 1848. Sss lointaines cousines d'Amérique, Carson McCullers, Flannery O'Connor et Sylvie Pleth, furent aussi des demi-psnsionnaires de l'existence. Elles étaient presque contemporeines. Du moins sont-elles mortes è la même époque, entre 1963 et 1967. Elles aveient, toutes les trois, ressenti des lassitudes à la mesure de leurs premières espérances. Les titres qu'elles ont donnés è leurs romsns en disent long sur le meuveise opinion qu'elles avaient ds l'espèca humaine et de l'univers en général : *Le cœur est un chasseur solitaire*, pour Mrs McCullers ; *le Cloche de détresse*, pour Miss Plath ; *Et ce sont les violents qui l'emportsnt*, pour Miss O'Connor...

Flsnnery, Gensviève Brisac vient d'en fairs un portreit, at l'on réédite aes romans et nouvelles dsns la collection « Biblos », avec une préface de Rogar Granier. C'était une demoiaelle de *Georgie*, comme Csrson McCullers. Née le 25 mars 1925, à Savanneh, Miss O'Connor allait s'étsindre le 3 août 1964, soue le soleil « *trop pâle* ou *trop rouge* » de son pays natal, après trente-neuf ans d'une vie fort ingrate. L'essai de Geneviève Brisac est rempli d'idiots étemels, de crinolines défraîchies et de nostalgies sans remède. On y perçoit l'écho de la célèbre fureur et du fameux bruit. On y rencontre de misérables campegnards métaphysiciens, qui se demandent ce qu'est devenu le Sud des plantations, des maisons blanches et des colonnedes. *Gone wirh the wind*... Les tragédies s'accomplissent dans des voitures « *à 75 dollars* », qui terminent leur cerrière eu fond des ravins. C'est l'univers de Flannery O'Connor. Nous sommes entraînés, dit Roger Grenisr, « *au cœur d'un monde vieillot où Blencs et Noirs sont plus arriérés que dans un roman de Celdwell* ». Le même Roger Grenier fait veloir que la faillite historique du Sud a engendré se réussite littéreire. Les écrivains affectionnent les époques qui se décomposent.

Flannery se prénommait auesi Mary. Dens le Sud, les « *doubles prénoms* », June Star, Annie Meud ou Sarah Mee, se portaient comme des titres de noblesse. Ils trahisseient les « *ambitions maternelles* », et Geneviève Brisac les compare joliment aux « *robes du dimanche* » que lee mères confectionneient religieusemant pour leurs fillse. Lorsqu'slle ressuscita les émois de Miss O'Connor, Geneviève Brisac emploie souvsnt la première personns au lieu da la troisième, semblant ainsi ss confondre evec ls personnage qu'elle nous dépeint.

Et l'on soupçonne ce portrait de déguiser parfois un autoportreit. Flannsry O'Connor et Geneviève Brisec, on dirait deux intimes. On est presque sûr qu'elles ont pris le thé ensemble, et que lsur conversation a duré jusqu'è dss heures fort indécises. Toutss les heures sont incertaines, mais c'est seulement eu pstit mstin qu'elles font des eveux.

GENEVIÈVE BRISAC fait une étonnante peinture à l'equerelle, où se mélangent l'âpreté, le malheur, l'humour et le magie. Quand elle était petite, on montrait à Flannery des orphelinats, afin qu'elle se rendît compte de le chance qu'ells avsit. Il ns faut pas trop encourager les rêveriss de l'enfance, car Miss O'Connor « *s'imagina* (très vite) *orphelina* ». Et elle avait raison. Dévoré par cette maladie du sang que l'on appelle le lupus érythémateux, et qu'elle surnommerait « *le Loup rouge* », son père alleit bientôt « *mourir en traître* ». La mort est toujours une traîtrise. Même lorsqu'elle prévisnt, elle s'errange pour avoir l'air d'une perfidie.

Flannery O'Connor se révolta contre la méchanceté divine. Elle voulut « *boxer son enge gardien* ». Déjè, Ernest Hemingway pratiquait ce genra de sport, le *shadow boxing*. Il donnait à son ombre des directs du droit. Miss O'Connor renoncerait rapidement à cette sorte de pugilat, car pereonne, même Ray Sugar Robinson, ne connaît ou ne connaissait l'art de l'esquive autant que les angee. Seul Jean Cocteau devinait peut-être leurs feintes.

Et puis Flannery avait en elle trop de « *défaitisme* ». A seize ou dix-sept ans, elle pressentait l'amertume, la heine et la cruauté que comporte la nature humeine. Les jeunes filles d'Amérique ont souvent des « *âmes de vétéran* ». Nous le savons depuis Ring Lardner et Jerome David Salinger.

Pour célébrer ses vingt ans, Flennery O'Connor fit une « *tentative d'évasion* ». Elle alle suivre des cours de journelieme et d'écriture à l'université d'Iowa. C'est là qu'elle rédigea ses premières nouvelles. Mais le Sud et la maladie « *rattrapent* » très vite les *demoieelles de Georgie*. A le fin de 1950, Mise O'Connor rentre définitivemsnt chez sa mère, sa « *sainte mère* », se mère « *parfaite* », sa mère « *impossible* », sa mère immobile, qui evait « *uns âme de propriéteire* » st qui, sans connaître Kafka ni Dostoïevski, se doutait qu'il s'agisseit de mauvaises fréquentations.

Cette dame attendait sa fille. Elle vit revenir une « *petite vieille* ». Certains vlsages se lisent comme des livres à la fois très clairs et très secrets. Douze ans après son père, Flannery était victime du « *Loup rouge* ». Elle rentrait evec son premier roman, *la Sagesse dans le sang*. C'est einsi que les jeunes filles d'Amérique désignent la mort, quand elles ont des « *âmes de vétéran* »... Ensuite, Flennery O'Connor ne quitterait plus Andalusia, la ferme de sa mère, en Georgie. Elle s'aiderait d'une canne pour se déplacer et, en 1955, elle serait contrainte d'avoir des béquilles. Elle se comparerait, dit Genavième Brisac, à « *un grand singe anthropoïde* » qui se mêlait de raisonner selon saint Thomas.

MALGRÉ l'infortune et le dérisoire de son existence, Miss O'Connor restait et resterait catholique, à l'intérieur d'un monde d'évengélistes, d'illuminés ou de prophètes. Elle pensait que sa religion « *protégeait le mystère de l'âme humaine* ». Et elle demandait à ses livres d'accomplir la même besogne. Elle a forcé les traits de ses personnages. Elle avait « *l'imagination du désastre* » et le goût de « *l'extrémisme* ». Ses prophètes sont des violents et des grotesques. Mais elle était leur semblable, cer ils se posent les questions de l'enfance sur la signification de la vie. Féroce, fenatiqua et souvent cocasse, le monde qu'elle inventait avait l'épaisseur ou la profondeur que réclame le secret des gens et des choses.

Dans la ferme de sa mère, Flannery élevait des paons. Ses visheurs lui demandaient pourquoi elle s'intéresseit à ces volatiles et pourquoi elle écrivait des « *histoires horribles* ». C'étaient deux questions fort indiscrètes. Néanmoins, le demoiselle de Georgie répondait qu'elle écriveit ce qu'elle pouvait, et que les paons et les ertistes appartenaient à le même espèca, celle des « *monstres paisibles* ».

مكتبات الامل

ROMANS

Les jours comme ils viennent

Les personnages de Patrick Lapeyre regardent la vie « par transparence ». Une tragédie morose... délicieusement drôle

LUDO ET COMPAGNIE
de Patrick Lapeyre.
P.O.L., 201 p., 89 F.

« Mais les idées qu'on a perdues s'inquiète-t-il tout à coup, qu'est-ce qu'elles deviennent ? »

Inquiétude fugace et vite oubliée car dans *Ludo et Compagnie*, le troisième roman de Patrick Lapeyre, il n'y a pas de suite dans les idées ni dans les heures vécues : elles sont toujours perdues. La pensée de ce qu'elles deviennent, les personnages le laissent tomber en cours de route, préférant le jour le jour au souci du devenir des choses.

Il était une fois une montagne invisible. Tout pour croire à l'envolée d'un conte de fées, d'autant plus qu'ils sont quatre à s'y trouver, deux jeunes filles et deux jeunes garçons. Mais déjà, c'était mal parti : les lieux invisibles ne présagent rien de bon pour fixer des rendez-vous. Et ça ne rate pas : pour Ludo et les autres, les rencontres surgissent à l'improviste et disparaissent sans laisser d'adresse. On se trouve, on se perd, on n'y pense plus malgré les quelques picotements d'une conscience du désespoir.

Au commencement, donc, ils étaient quatre : Ludo et Samy, Catherine et une Hollandaise se croisent par hasard, au pied d'une montagne que le brouillard rendait invisible ; de quoi faire un bon début pour un roman sans histoires. Seulement Ludo et Samy n'ont d'yeux que pour Catherine et la Hollandaise s'efface. Quatre moins un égalent trois, autant dire deux car Ludo et Samy ne font qu'un. Avec des faux-airs de Jules et de Jim, ils rêvent à une vie à trois dans une grande maison. Catherine serait leur fiancée. *« De l'enfance, elle a gardé l'impatience, les taches de rousseur sur le nez et un léger écartement entre les dents de devant qu'ils présument être un passage qui mène à l'esprit. »*

Catherine les mène surtout à la baguette, dans les rues de Turin, décide des pauses chocolat chaud ou, soudain, se fait porter des médicaments, raconter des histoires et expliquer les musées parce qu'elle a la grippe, abrège les histoires parce qu'elles sont trop longues et les musées parce qu'il est temps d'aller dormir, exige deux chambres parce que les garçons d'un côté, la fille de l'autre, et puis un grand lit pour trois parce que pourquoi pas, c'est dans la nature des choses et Ludo et Samy approuvent : ils ne savent pas dire non. Pour eux, tous les caprices sont bons à prendre parce qu'elle a de très jolies jambes, des collants couleur prune et qu'elle fait tourner sa jupe. Un jour, Catherine est partie, avec juste un petit mot : *« Merci pour tout ! »* à la réception de l'hôtel. Quand Ludo, seul, la retrouve, ce n'est plus pareil. Quelque chose tracasse Catherine. *« Samy*, lui souffle-t-elle, *j'ai l'impression, maintenant qu'il n'est plus là qu'on va commettre un inceste. »*

Ludo suit sa mélancolie. Catherine redisparaît. Samy réapparaît, tous enfourchent les jours comme ils viennent, sans lendemain, sans souvenirs, sans nostalgie, dociles et consentants, presque absents, un peu perdus mais jamais pour longtemps, pleins de bonne volonté, toujours bons joueurs et conciliants, sur les marges mobiles du quotidien.

Voilà un livre délicieusement drôle, où les phrases toujours prêtes à vous chatouiller, à l'affût de toutes les dérisions, tendent des guet-apens aux moindres attitudes susceptibles de s'y prêter. Espiègles, comme saupoudrées d'épices incongrus, elles entraînent les fous rires, parfois jusqu'aux hoquets, dans tous les recoins de cette tragédie morose. Ce roman très fin, très malicieux, si habile à parsemer d'éclairs poétiques la vanité terne du quotidien et le doux désœuvrement de notre belle époque, sait jouer d'un humour subtil qui accompagne pas à pas, l'air de rien, les commentaires sur la vie qui passe.

La vie, ils la regardent *« par transparence »*, sans jamais être dupes, derrière les monceaux d'anecdotes et de petits riens qui fabriquent leur existence. Pour témoin complice et moqueur, un narrateur omniprésent qui les suit partout avec une sympathie amusée et se prend au jeu des remarques taquines ou caustiques qui renvoient le monde à son absurdité.

Absurde, sympathique ou tragique, notre cher monde ? Ludo et les autres ne se posent pas franchement la question, mais il y en a un qui frémit en regardant un documentaire sur les insectes, où l'on voit les femelles dévorer leur mâle avant de courir se cacher dans des feuilles de salade. *« Si je m'attendais à ça »*, songe Ludo.

Marion Van Renterghem

Insidieux naufrages

LA VIE INDIRECTE
d'Anne Lagardère.
Seuil, 160 p., 79 F.

Trois existences dont le rythme peu à peu s'immobilise ; trois êtres qui, successivement, se recherchent sans s'atteindre, tandis que leur vie devient *« aussi insaisissable qu'un objet brûlant »* : Roberto, Pierre, Geneviève. On les voit tour à tour, à la force de l'âge, perdre leur prise sur le réel, s'enfoncer dans la *« seule vie possible, indirecte et fidèle »*.

D'abord Roberto. Il a décidé à vingt-quatre ans d'interrompre ses études pour aller vivre dans une villa laide – *« informe »*, choisie au hasard. Seul lien avec son passé, ses lettres à son ami Pierre. Lorsqu'il rencontre Silvia, si paisible, si silencieuse, il découvre une inquiétude tendre *« comme l'envers même du bonheur »*. Il partage avec elle l'attente d'une naissance, l'accompagne jusqu'à la chambre d'hôpital où leur histoire reste en suspens, inachevée.

La « stupeur des choses »

Pierre est avocat. Pendant des années, il a entassé sans même les ouvrir les lettres de Roberto. Mais lorsqu'il cesse d'en recevoir, il s'inquiète et part rechercher la trace de l'ami d'autrefois. Délaissant son métier, sa femme, Geneviève, il s'attarde dans la ville où a habité Roberto, trouvant dans un modeste hôtel tenu par deux vieilles dames, Catherine et Lison, la paix d'une vie neutre, fade et douce. Se dépouillant ainsi que Roberto des objets, des habitudes, il éprouve comme lui *« tous les sentiments liquides qui sont au-delà du bonheur »*, en accompagnant l'une des deux vieilles femmes dans sa maladie, son agonie à l'hôpital, avant de se suicider.

Il reste à Geneviève, la femme de Pierre, à retrouver Roberto dans l'*« annexe »* où on le soigne depuis sa sortie de l'asile. Pour essayer de mettre en place les pièces manquantes, d'imaginer Pierre et Silvia, leurs disparus, de comprendre tous ces insidieux naufrages dans la *« stupeur des choses »*.

Monique Pétillon

BIOGRAPHIE

Rachilde l'ambiguë

Anticonformiste et bourgeoise, elle illustra jusqu'à la démence l'imaginaire pervers de la Belle Epoque

RACHILDE
de Claude Dauphiné.
Mercure de France, 414 p., 165 F.

« Mademoiselle Baudelaire » pour Barrès, *« Mademoiselle Salamandre »* selon Jean Lorrain, *« Reine des décadents »* aux yeux d'Ernest Gaubert, Marguerite Eymery, dite Rachilde, née en 1860, morte en 1953, est une des plus curieuses figures de la littérature « fin de siècle ».

Enfant, elle court les bois et dévore la bibliothèque familiale, Voltaire et le marquis de Sade, notamment. A quatorze ans, on la fiance, elle proteste, se jette à l'eau. On l'en sort. Elle a déjà son monde privilégié ; ses récits, nouvelles, romans qui vont paraître dans les journaux locaux, avant qu'elle ne gagne Paris. Là, elle fréquente la bohème littéraire, passant du Chat Noir aux « Hydropathes », écrit ici et là, manie l'épée et le pistolet, demande à la préfecture l'autorisation de porter le costume masculin et brandit ses cartes de visite : *« Rachilde, homme de lettres »*.

Cette trépidante petite personne, au parler franc et à la main leste, fait sensation dans un cercle restreint. Avec la publication de son deuxième roman, *Monsieur Vénus*, qui paraît à Bruxelles en 1884, elle en sort au prix du scandale.

En racontant l'étrange liaison de Raoule de Vénérande, une belle et excentrique dominatrice, et de Jacques Silvert, un ouvrier fleuriste qu'elle féminise pour consentir à l'amour, elle jette un défi scabreux aux rapports établis entre les deux sexes. Le parquet de Bruxelles ordonne la saisie, la justice belge le condamne à deux ans de prison et à une lourde amende, la police parisienne perquisitionne à son domicile.

Dans l'importante production romanesque qu'elle va donner, au fil des décennies, Rachilde va ainsi explorer et illustrer, avec intrépidité, mais sans vulgarité, les déviances, vices, perversions ou excentricités de la nature humaine : le sadisme (*la Marquise de Sade*), la nécrophilie (*la Tour d'amour*), le vampirisme (*le Grand Seigneur*), l'homosexualité masculine et féminine (*les Hors-Nature, Madame Adonis*), la gérontophilie (*A Mort*), la zoophilie (*l'Heure sexuelle*), etc.

S'ajoutent aux particularismes de ces œuvres des évocations

Verlaine l'appelait « ma bonne petite bourgeoise »...

J.-L. CHARMET

historiques, de féroces satires sociales, des tableaux cruels des mœurs provinciales inspirés par sa terre natale, ou des milieux littéraires. Un monde de sang, de stupre et de larmes, où l'on torture moralement et physiquement, où l'on se suicide, où l'on viole, où l'on flagelle, hanté de protagonistes insolites jusqu'à la démence, pris au piège de leurs obsessions jusqu'au grotesque, otages de situations dramatiques jusqu'à l'invraisemblance.

Vite établie

Mais qu'on ne s'y trompe pas, cependant. Rachilde n'a rien d'une tribade, d'une amazone ou d'une messaline. *« Ma bonne petite bourgeoise »*, l'appelait Verlaine, qu'elle avait recueilli un temps entre deux misères, et Lorrain, son ami, d'ironiser gentiment sur cette *« chaste qui a tout désiré, tout rêvé et puis, méfiante, a préféré s'en tenir là »*.

Au reste, mariée en 1889 à Alfred Valette, le fondateur du Mercure de France, Rachilde est une femme vite établie. A l'occasion de ses fameux « mardis », elle reçoit le Tout-Paris des lettres – cénacle brouillon, remuant, un peu bohème où les jeunes littérateurs font leurs gammes, – le *« guignol Rachilde »* observe méchamment Léautaud du fond du cagibi qui lui sert de bureau. Rendant compte des romans, elle confirmera ses choix, ses goûts et ses incompréhensions (de Loti à Proust) avec la même gaillarde pétulance.

Rachilde, en tant que femme, n'est pas à une contradiction près : sociable, elle avoue ne pas aimer l'humanité ; soucieuse d'échapper à la férule mâle, elle est anti-féministe ; cette *« très vieille libre-penseuse »* est cocardière, antisémite, anti-*Front populaire* ; cette amie de nombreux homosexuels qui, à soixante-dix ans, fréquente des boîtes, entourée de jeunes gens équivoques, stigmatisera les mœurs de Gide... Imprévisible Rachilde ! Intrépide ou... bornée !

Les Années folles marqueront le début d'un lent déclin. L'influence de la *NRF* supplante celle du Mercure qui passera en d'autres mains. Rachilde, solitaire, continuera de publier, de moins en moins lue. En 1947 paraît son dernier livre, *Quand j'étais jeune* : elle y revivait l'époque à laquelle elle restait fidèle, allergique aux formes les plus neuves de l'art, comme le cubisme ou le surréalisme. Le livre de Claude Dauphiné, précis, rigoureux, très documenté, rend justice à cet auteur trop oublié.

Pierre Kyria

AU FIL DES LECTURES

par Florence Noiville

La nostalgie irlandaise d'Anne Pons

DARK ROSALEEN
d'Anne Pons.
Grasset, 266 p., 89 F.

Il faut sans doute avoir la nostalgie des bals, des parties de chasse, des promenades à cheval ou en De Dion-Bouton et des *« conversations persillées de latin »* pour se laisser prendre vraiment au dernier roman d'Anne Pons, *Dark Rosaleen*. Il faut aussi être sensible aux brusques scrupules de Lady Fingall, la généreuse châtelaine de Dunlean, dont le destin s'esquissait dans *la Villa irlandaise* (1).

Nous sommes en Irlande, au tournant du siècle : sous la pression de la misère sociale, la majorité des Irlandais, derrière Parnell, réclame l'autonomie. Certains exigent même l'indépendance. Lady Fingall, certes, n'a pas la prétention d'imprimer sa marque sur le cours de l'histoire. Elle se demande plus simplement – *plus naïvement ? – ce que peut faire une dame de la* haute aristocratie pour soulager la souffrance de son pays. N'a-t-elle pas déjà donné *« la moitié de sa garde-robe (...) pour les femmes des taudis »* et *« offert sa parure de diamants »* pour la création d'un journal féminin ?

On se demande si les aspects un peu dérisoires du personnage sont toujours bien voulus par l'auteur. Et malgré l'intérêt du cadre historique, le luxe de détails dans les descriptions, le charme des paysages irlandais... on regrette de ne pas croiser plus longtemps les silhouettes d'un Yeats, d'un Oscar Wilde ou d'un James Joyce, qui apparaissent ici ou là dans le livre et dont l'esprit et l'humeur eussent donné quelquefois plus d'élan à ces pages.

(1) Grasset.

La famille selon Madeleine Chapsal

ON ATTEND LES ENFANTS
de Madeleine Chapsal.
Fayard, 288 p., 98 F.

« Que ça devait être délectable, autrefois, la supériorité sociale, du seul fait qu'on avait de l'argent ! Des « moyens », comme on disait. Maintenant, tout le monde est moyen et le sera de plus en plus. » Les préoccupations de Madeleine Chapsal dans ce seizième roman sont, on le voit, à l'inverse de celles d'Anne Pons.

Une maison de famille à Saintes, un cadre sorti d'un magazine de décoration : Margot, cinquante ans, et son père attendent les enfants. Ils doivent venir coucher cette nuit : *« Cela fait six mois qu'on en parle. »* Où dormiront les petites ? Quelle robe portera la grand-mère ? Et l'arrière-grand-père, est-il assez bien rasé ? Bien entendu, les enfants ne viendront pas ou passeront en coup de vent. Margot est cruellement renvoyée à ses doutes : à son âge, seule, à quoi, à qui peut-elle servir ?

Tout y passe : la difficile relation mère-fille, l'infidélité dans le couple, le divorce et même la sexualité des vieillards ! Un peu de psychanalyse facile sur fond de tourisme en Saintonge et tout est bien qui finit bien : Margot se découvrira finalement une vocation de *« gardienne du bonheur »* et veillera – avec quel calme et quelle mesure ! – sur sa couvée retrouvée.

★ Signalons également la parution de *l'Ami chien*, trente histoires de chiens, de Madeleine Chapsal, Acropole, 204 p., 98 F.

Les mille et une nuits d'Isabel Allende

LES CONTES D'EVA LUNA
d'Isabel Allende.
Fayard, 336 p., 98 F.

Il était une fois une femme qui vivait du commerce des mots, une *« petite perverse »* dont rien ne laissait soupçonner les rêves torrides, une *« sainte »* qui savait rééquilibrer à sa manière la balance du destin... Ainsi commencent les récits d'Isabel Allende, qui, par-dessus tout, savoure le plaisir de raconter des histoires et inspire celui de s'en laisser conter.

Des histoires sur mesure, fourmillantes de péripéties, des fables en tout genre, un peu comme celles de Belisa Crepusculario, la vendeuse de mots du début du livre, qui, *« pour 5 centavos, récitait des vers par cœur, pour 7, améliorait la qualité des rêves, pour 9, écrivait des lettres d'amour, et pour 12, inventait des insultes destinées aux ennemis irréconciliables »*.

Après *la Maison aux esprits, D'amour et d'ombre* et *Eva Luna* (1), voici, rassemblés dans *les Contes d'Eva Luna*, vingt-trois courts récits qui forment comme un condensé d'Amérique du Sud : un patchwork de miracles et de superstitions, d'histoires de sainteté et de malédictions, de carnavals, de guerres civiles, de rébellions..., où flotte l'odeur du sang et de la poudre. Il faut s'autoriser quelquefois le droit de s'abandonner au seul plaisir du récit, et se laisser porter par la verve de cette conteuse charmeuse, à la prose facile mais agréablement rafraîchissante.

(1) Fayard.

Suzanne Prou à huis clos

CAR DÉJÀ LE JOUR BAISSE
de Suzanne Prou.
Albin Michel, 176 p., 89 F.

Dieu, la maladie, la mort. Deux femmes et un vieillard dans un appartement retranché du monde : c'est le huis-clos imaginé par Suzanne Prou dans son dernier roman, *Car déjà le jour baisse*. Adrien, vieux et presque invalide, vit entre Blanche la futile et Mathilde la dévouée. Le temps coule, rythmé par quelques dialogues bien sentis (*« Il demande : Quel jour sommes-nous ? Elle répond : Nous sommes samedi. Il dit : Déjà... »*), quelques interrogations décapantes (*« Est-ce que la viande est trop sèche ? Les carottes sont pourtant cuites à point. La blanquette serait mieux passée... »*) et un certain nombre de considérations de poids, parfois à la lisière du bon goût, que le respect du roman interdit de déflorer ici.

Souhaitons au lecteur de voir dans ces pages *« la retenue et la justesse de ton admirables »* qu'évoque l'éditeur. Pour les autres, les esprits chagrins qui chercheraient en vain la marque de ces qualités et le signe de *« l'œuvre majeure »*, qu'ils se rassurent : si *« le jour baisse »*, demain est un autre jour.

ESSAIS

LA PHILOSOPHIE

par Roger-Pol Droit

Comprendre Kant

CORRESPONDANCE D'IMMANUEL KANT
Gallimard, coll. « Bibliothèque de philosophie ». 910 p., 350 F.

DE KÖNIGSBERG A PARIS
La réception de Kant en France (1788-1804)
de François Azouvi et Dominique Bourel. Vrin, coll. « Bibliothèque d'histoire de la philosophie ». 290 p., 198 F.

CEUX qui lui écrivent attendent des semaines et des mois, une réponse qui parfois ne vient jamais. Son frère pasteur lui reproche sa *« désinvolture »*. Lui-même parle de sa *« négligence »*. La régularité – légendaire, mais aussi réelle – d'Immanuel (1) Kant ne semble donc pas s'étendre à sa correspondance. Encore faut-il s'entendre sur les termes.

Ce n'est pas quelque frivolité fantasque qui rend irrégulières les lettres venant de Königsberg. Il suffit de les lire, dans la belle édition française traduite et annotée impeccablement par une pléiade de spécialistes (2), pour se convaincre que tout est subordonné chez Kant à la nécessité de la réflexion suivie, du fil à ne pas perdre, du plan à terminer avant de mourir. Ce qui risquerait de le disperser ou de le distraire de sa tâche se trouve écarté. L'homme pourtant converse volontiers et se plaît à la compagnie, mais l'écriture, elle, n'est que pour l'œuvre.

A certaines périodes, notamment dans la dizaine d'années où s'élabore la *Critique de la raison pure*, Kant ne rédige guère plus de quelques lettres par an. Leur fréquence ensuite s'intensifie lentement. Mais quelles lettres ! Le voilà attentif, précis, disert, dès qu'il s'agit d'écarter un contresens, d'aplanir une difficulté de lecture, de fournir un éclaircissement théorique. Ce ne sont plus alors des missives utilitaires ou polies qu'il confie aux postes, mais bien des appendices construits, des compléments à l'œuvre, presque de petits traités quelquefois. Bref, ses difficultés épistolaires tiennent aussi à son exigence de rigueur.

CE fort volume – plus de neuf cents pages, pour quelque cinq cents lettres échelonnées de 1749 à 1803, dont une bonne moitié seulement est de Kant – jette par endroits une vive lumière sur la manière dont, peu à peu, la philosophie critique s'est comprise elle-même. En 1766, dans une lettre au mathématicien Lambert, le projet d'ensemble est déjà nettement formulé : *« Il est incontestable que, s'il y a une science qui doit être élaborée de manière méthodique et être clarifiée, c'est bien la métaphysique. »* Mais tout reste à construire, pierre par pierre. Kant découvre à mesure l'âpreté de ce qu'il appelle son *« champ rocailleux »*.

Longtemps après, à la fin de 1773, il écrit à Marcus Herz : *« Vous n'imaginez qu'à peine ce que cela réclame d'efforts et de temps que de mettre sur pied la méthode, les classifications, la terminologie rigoureuse et appropriée. »* A cet ancien élève devenu ami fidèle, philosophe et médecin, Kant se confie toujours plus librement qu'à d'autres. Il dit ses espoirs : *« donner pour longtemps à la philosophie une autre allure »* et *« terminer cette œuvre pour Pâques »*. Ce qu'il pensait donc voir achevé en 1784 ne le sera, sous une forme encore à remanier, que sept ans plus tard. Ce qui frappe dans l'attitude de Kant, dès qu'est publiée la première édition de la *Critique de la raison pure*, c'est la conjonction d'une humilité lucide et d'une certitude confiante. Il sait avoir fait son travail, avoir trouvé ce qu'il cherchait, et que cela tient. Son avenir posthume, visiblement, ne le tourmente guère. Mais il sait aussi combien son propos est neuf, difficile pour ses contemporains. Il n'ignore pas que sa langue peut paraître rébarbative, et ses développements obscurs. Mais il a cherché à penser juste plutôt qu'à plaire. Au fond, y être parvenu suffit à le rendre serein. La diffusion de ses idées, leur popularisation, il en abandonne le soin à d'autres, bien qu'il ne cesse de rêver y contribuer. En bref : Kant a compris Kant ; la tâche est accomplie.

MAIS l'histoire du kantisme commence, faite de malentendus, de polémiques, de divergences radicales d'interprétation. En rassemblant des dizaines et des dizaines de lettres adressées à Kant par des penseurs qui incarnent presque toutes les facettes de l'époque – de Hamann à Fichte, de Mendelssohn à Lavater, de Salomon Maimon à Schiller, – cette édition constitue une mine d'informations considérable sur la vie intellectuelle allemande à la fin du dix-huitième siècle. Mais elle renseigne surtout d'abondance sur les manières qu'on eut de comprendre Kant, chez lui, en son temps. *« Il est à peine croyable que vous ayez été si souvent mal compris »*, lui écrit le fidèle Schütz en 1786, avant d'ajouter : *« Il y a quelques semaines, deux étudiants se sont battus en duel, parce que l'un avait dit à l'autre qu'il ne comprenait pas votre livre. »*

Pour autant qu'on sache, on ne mania pas le sabre pour de tels motifs dans l'université française. Mais on s'agita beaucoup, et très tôt, autour de l'intelligibilité des textes de Kant, de leur contenu et de leur portée. C'est l'histoire mal connue de cette toute première réception que restituent en détail François Azouvi et Dominique Bourel, avec autant de précision que de vivacité. Truffée de documents rares, *De Königsberg à Paris* est une enquête passionnante pour qui s'intéresse à l'histoire des relations intellectuelles entre l'Allemagne et la France.

On y apprend comment Kant eut pour la première fois les faveurs de la presse sous le Directoire. Considéré comme penseur républicain à cause de son *Projet de paix perpétuelle* (3), il ne tarda pas à intriguer les Idéologues, qui pressent les Allemands de leur exposer son système. En 1798 a lieu une rencontre étonnante entre Destutt de Tracy, Cabanis, Laromiguière, Sieyès et, pour leur faire entendre Kant, Wilhelm von Humboldt. Peu après, ce dernier adresse à Schiller une lettre admirable, où on lit notamment : *« S'entendre réellement est impossible. [...] Non seulement ils n'ont aucune idée, mais encore pas le moindre sens, de quelque chose qui est hors des apparences : la volonté pure, le bien véritable, le moi, la pure conscience de soi, tout ceci est pour eux totalement incompréhensible. Lorsqu'ils se servent des mêmes termes, ils les prennent toujours dans un autre sens. »*

DE républicain qu'il était, Kant devient en France, à la charnière du siècle, un esprit « allemand », entortillé, impénétrable, inaccessible à cette « clarté » française qui entend juger de tout aisément et rapidement. Bonaparte lui aussi cherche à comprendre. Marchant sur l'Italie avec la Grande Armée, il s'exclame à Genève, en mai 1800 : *« Ici non plus, on ne comprend pas Kant ! »* Et le Premier Consul demande à Charles de Villers de lui résumer son ouvrage. François Azouvi et Dominique Bourel montrent comment la très remarquable tentative de Villers pour présenter la pensée kantienne aux Français fut vite étouffée, éclipsée par un fade éclectisme qu'on trouva de meilleur aloi.

Il semble que nous soyons fort éloignés de ces temps. Dira-t-on que ces livres sont à considérer comme des lambeaux d'archives, témoins érudits, pittoresques ou touchants, d'un passé à jamais révolu ? Voire. Dans les lettres de Kant et celles de ses correspondants, comme dans les perplexités de ses premiers lecteurs, les histoires qui se jouent sont plus retorses qu'on ne pense. On aurait tort de les croire toutes achevées.

(1) Les responsables de cette édition française de la correspondance du philosophe ont voulu rétablir son prénom allemand (Immanuel), contre l'usage, qui prévaut en français depuis deux siècles, de prénommer Kant « Emmanuel ».

(2) Cette volumineuse correspondance a été traduite de l'allemand par Marie-Christine Challiol, Michèle Halimi, Valérie Séroussi, Nicolas Aumonier, Marc B. de Launay et Max Marcuzzi. Les lettres de Kant déjà traduites par Jacques Rivelaygue pour l'édition des *Œuvres philosophiques* de Kant sous la direction de Ferdinand Alquié (Gallimard, « La Pléiade », trois volumes) ont été reprises sans modification.

(3) Ce texte vient d'être réédité avec d'autres dans la collection de poche GF-Flammarion (traduction et notes de Françoise Proust.)

Actualités kantiennes

Toujours abondantes, les études kantiennes ont donné lieu, ces derniers mois, à des publications encore plus nombreuses. Parmi bien des titres, signalons :

– *Emmanuel Kant, avant/après*, de Jean Grondin. Cette mise en perspective de la « révolution kantienne » et de ses prolongements divers jusqu'à nos jours s'adresse intelligemment à un large public (Ed. Critérion, coll. « La création de l'esprit », 204 p., 89 F).

– *Leçons sur l'analytique du sublime*, de Jean-François Lyotard. Expliquant pas à pas les § 23 à 29 de la *Critique de la faculté de juger*, ces leçons aboutissent à l'idée que le sentiment du sublime signale à la pensée le surgissement d'un violent différend entre ses pouvoirs (Galilée, 302 p., 185 F).

– *Kant, le ton de l'histoire*, de Françoise Proust. Loin de vouloir constituer, par un « retour à Kant », une « philosophie de l'histoire », l'analyse se propose, dans le prolongement de celles de Hannah Arendt, de trouver chez Kant les éléments d'une « acoustique » de l'histoire, sachant rendre sensible à ce que chaque événement possède d'unique et de libre (Payot, « Critique de la Politique », 352 p., 170 F).

– *Kant et l'avenir de la culture*, de Monique Castillo. Qu'en est-il de l'idée de culture chez Kant ? Un examen serré des textes, et la traduction, figurant en annexe, de nombreux fragments des manuscrits posthumes, met en lumière son rôle central pour le progrès non seulement des droits de l'homme mais de l'espèce humaine (Presses universitaires de France, « Philosophie d'aujourd'hui », 300 p., 195 F).

– *Kant et la fondation architectonique de la métaphysique*, de Frank Pierobon. Prenant au pied de la lettre les consignes insistantes de Kant sur le caractère déterminant de la systématicité dans la *Critique de la raison pure*, cette lecture, techniquement très exigeante, renouvelle l'approche de l'œuvre (Jérôme Millon, coll. « Krisis », 448 p., 198 F).

– *La Folie dans la Raison pure, Kant lecteur de Swedenborg*, de Monique David-Ménard. Kant fut intrigué, voire attiré, par les voyances de Swedenborg, auquel il consacre, en 1766, les *Rêves d'un visionnaire expliqués par des rêves de la métaphysique*. Dans quelle mesure cette étrange rencontre, et à travers elle le débat de Kant avec la question de la folie, peuvent-ils permettre d'éclairer des thèmes essentiels de la *Critique de la raison pure* ? Telle est la question ici élucidée en confrontant, avec mesure et finesse, la démarche de la philosophie à celle de la psychanalyse (Vrin, Bibliothèque d'histoire de la philosophie, 254 p., 198 F).

R.-P. D.

★ Signalons enfin le dernier numéro de la *Revue internationale de philosophie* (n° 4, 1990), intitulé : « Kant : Critique du jugement (1790-1990) (1re partie) », distribuée par les PUF.

Retour de l'Auteur

Dans les années 70, on l'a prétendu mort Force est de constater qu'il vit encore

L'AUTEUR ET LE MANUSCRIT
sous la direction de Michel Contat. PUF, 209 p., 98 F.

Avec les écrivains, rien n'est jamais simple. Certains détruisent leurs manuscrits ; d'autres les dispersent, d'autres encore – à cours d'argent – les vendent. Les plus précautionneux conservent tout, jusqu'à leurs notes de blanchisserie. A quelles motivations répondent ces diverses attitudes ? Une même logique peut-elle en rendre compte ? Et quelle est, en dernière analyse, la valeur d'un manuscrit, ce qui fait son prix pour les chercheurs ou – comme on dit aujourd'hui – pour les *« généticiens du texte »* ?

Ces questions inspirèrent un séminaire organisé par le CNRS en 1984, d'où est sorti le livre collectif que nous offre aujourd'hui Michel Contat, et dans lequel on retrouve, entre autres, les signatures d'Alain Robbe-Grillet, Philippe Lejeune, Danièle Sallenave, Jacques Roubaud, Alain Viela ou Louis Marin.

Les « mystères » de la création

D'un côté, donc, des écrivains qui s'interrogent sur le rapport complexe unissant le vécu à l'écrit, et plus précisément au manuscrit, dont les reprises et les ratures témoignent assez de la difficulté de transformer la matière biographique en écriture, voire en fiction.

De l'autre, des théoriciens qui s'interrogent sur le statut – social, littéraire, juridique – du manuscrit ; des critiques qui, comme Michaël Werner à propos de Heine ou Eric Marty à propos de Gide, s'efforcent de montrer l'intérêt que peut offrir, pour qui veut explorer les « mystères » de la création, l'étude des états successifs par lesquels est passé un texte avant de devenir livre imprimé.

De ces explorations croisées, interdisciplinaires, il est trop tôt, comme l'a bien vu Contat, pour dégager une conclusion définitive. Les bases d'une « théorie de l'écriture » sont encore loin d'être claires. Le seront-elles même un jour ? Certains discours critiques, en revanche, ont pu depuis vingt ans être peu à peu rectifiés.

Un vécu personnel

Si les thèses de Jean Ricardou, par exemple, sur l'auto-engendrement de l'écriture, sur le texte comme machine formelle, ne convainquent plus grand-monde sous cette forme radicale, c'est sans doute parce que les représentants du nouveau roman, de Robbe-Grillet à Nathalie Sarraute, ont fini par avouer que, pour eux comme pour les autres, il n'est pas de travail d'écriture qui ne prenne d'abord comme matière première un vécu personnel.

Du coup, les déclarations de Roland Barthes (1968) ou de Michel Foucault (1969) sur la *« mort de l'auteur »* sont aujourd'hui sérieusement révisées. L'auteur existe bien, non seulement dans sa chair, mais surtout dans cette *« chair de sa chair »* que représentent ses manuscrits. Le travail d'écriture ne saurait se réduire à la mise en œuvre mécanique de certains procédés ; et même chez un adepte de l'Oulipo comme Georges Perec, l'importance du rôle joué par les contraintes formelles n'est jamais parvenue à effacer la part de l'autobiographie (qui resurgit d'ailleurs, et avec force, dans *W ou le Souvenir d'enfance*). Bref, contrairement aux prévisions prématurément pessimistes, l'auteur a encore de beaux jours devant lui. Qui s'en plaindrait ?

Christian Delacampagne

ARTS

Légendes dorées

Giorgone, Rubens et Uccello par Pleynet, Muray et Antoine : les écrivains contemporains ne quittent plus les musées d'art ancien

GIORGIONE ET LES DEUX VÉNUS
de Marcelin Pleynet. Moeght Editeur, 114 p., 120 F.

LA GLOIRE DE RUBENS
de Philippe Muray. Grasset, coll. « Figures ». 286 p., 118 F.

LA CHAIR DE L'OISEAU
Vie imaginaire de Paolo Uccello
de Jean-Philippe Antoine. Gallimard, coll. « L'un et l'autre ». 232 p., 120 F.

Quand il sera temps de composer l'histoire intellectuelle de la fin du siècle, il se pourrait qu'il apparaisse que, dans cette période, l'art dit moderne a, peu à peu, perdu ses alliés les plus substantiels et les plus nécessaires, les écrivains. Ces derniers ne visitent plus guère les ateliers, ils préfèrent le commerce serein et voluptueux des musées. Ils préfèrent l'art « ancien », comme l'on dit, et trouvent dans les œuvres d'autrefois matière à penser et à jouir plus sûrement que dans celles qui se font de nos jours. Désaffection et détournement d'importance : Baudelaire étudiait son contemporain Delacroix ; Apollinaire, son contemporain Picasso. Serait-ce qu'il n'est désormais ni Delacroix ni Picasso qui méritent attention et que la plupart des artistes, travaillant en autarcie, ne font plus écrire ?

S'il n'en était ainsi, pourquoi Marcelin Pleynet, poète et théoricien tout à la fois, l'un des fondateurs de Supports/Surfaces et celui qui a le plus travaillé à maintenir liées littérature et peinture actuelles, publierait-il un essai à propos de Giorgione et de son énigmatique *Tempête* ? Disciple inattendu de Panofsky et de Chastel, Pleynet se révèle bon iconologue, lecteur de Marsile Ficin et de Pietro Bembo et fort amateur de fables, mythologies et allégories.

Son analyse du néoplatonisme vénitien, différent du néoplatonisme florentin, et son interprétation de la Mère à l'Enfant, que Giorgione a assise sur un talus dans l'angle droit de son tableau, entraînent la conviction. On admet volontiers avec lui que Vénus, sacrée et profane, soit la divinité favorite d'un peintre qui veut allier connaissance et beauté et a peint un tableau dénommé *les Trois Philosophes*. Dans la Venise du seizième siècle, Pleynet s'entretient de métaphysique et de poésie avec de grands peintres morts, à défaut, peut-on croire, de se livrer à ce plaisir avec des vivants.

Mausolée pour un titan

La Gloire de Rubens a été écrite pour satisfaire une nostalgie plus violente encore, celle d'un art de jouissance et d'aisance, peinture des splendeurs de la vue et de la chair, peinture naturelle et fluide que Muray oppose à toute l'histoire de l'art, qu'il voit corrompue par la mélancolie et le regret de la faute, et à l'époque actuelle, nauséeuse et sournoisement moralisatrice. Son apologie de la beauté rubénienne, corps tordus et pâmés, étoffes et nuages tournoyant à l'entour, ne manque ni d'arguments ni de fièvre.

Le meilleur du livre tient dans quelques descriptions, de *la Petite Pelisse* et de *l'Enlèvement des filles de Leucippe*. Mais il y a trop de bourre entre ces morceaux de bravoure, d'effets d'éloquence répétitifs, trop d'exécutions sommaires et d'insultes dérisoires. Célébrer le génie de Rubens ? L'entreprise est assurément juste et salubre. Mais pour édifier un mausolée à la taille de ce titan il ne sert à rien de prétendre abattre les tombeaux de Titien, du Caravage, de Velazquez, de Hals et de Poussin au nom d'un tort à réparer, d'une justice posthume à rendre. Moins de rhétorique exaltée vaudrait mieux.

Jean-Philippe Antoine, dont *la Chair de l'oiseau* est le second livre, s'interdit à l'inverse toute généralité, toute orchestration théorique et tout pathos. A la manière d'un chroniqueur, pastichant Vasari par places, il conte la vie de Paolo Uccello. Aux archives disparues, il substitue historiettes et anecdotes très adroitement glissées entre des éléments plus certains. Il faut, pour goûter cet ouvrage délectable, avoir pénétré, avant de le commencer, dans l'intimité de Brunelleschi et connaître Florence par cœur. Aussi se destine-t-il aux happy few, n'ayant rien de commun avec les grosses machineries biographiques au goût du jour, couturées de citations et de notes. Antoine, qui écrit juste et net, préfère donc l'ironie et l'allusion à la pesanteur et à la logorrhée critique. Autant de vertus.

Philippe Dagen

مكتبة الأهرام

ESSAIS

Asthénie au pays des Helvètes

Dans un brillant pamphlet, Jean-Luc Hennig compare la Suisse à un sanatorium pour déprimés à vie...

LETTRE OUVERTE AUX SUISSES, SI BONS, SI GROS, SI TRISTES
de Jean-Luc Hennig.
Albin Michel, 198 p., 75 F.

Max Frisch avait annoncé avant sa mort qu'il ne participerait pas aux festivités du 700ᵉ anniversaire de la Confédération helvétique (1291-1991). En termes cinglants, il décrivait son pays comme un *« club de paranoïaques »* pourri par les métastases de l'excès de richesses. Quant à son ami Friedrich Dürrenmatt, il se moquait encore, peu avant sa mort, du mythe de la neutralité, si chère à ses compatriotes : *« Cette volonté acharnée de rester neutre,* disait-il, *me fait penser à une vierge qui gagne sa vie dans un bordel, mais veut rester chaste. »* Enfin, chacun se souvient de la définition que Jean-Luc Godard a donné du drapeau suisse : le sang des autres sur lequel on fait une croix...

Et voici qu'en cette année de ferveur patriotique un Français, Jean-Luc Hennig, envoie une *Lettre ouverte aux Suisses, si bons, si gros, si tristes,* dans le style des éructations de Thomas Bernhard sur l'Autriche. A l'opposé de Jean Ziegler, Hennig ne réserve pas ses coups à l'establishment politique, mais prend pour cible le Suisse moyen, métamorphosé pour l'exercice en catégorie métaphysique. Il n'est pas sûr que ce dernier soit sensible à cet honneur.

Lettre d'amour déçu

Après avoir fustigé les *Français de la honte,* Jean-Luc Hennig s'était installé en Suisse, pays qu'il imaginait, par je ne sais quelle aberration mentale, tout à la fois calviniste et rousseauiste, vertueux et poétique, opulent et généreux, oubliant que le drame des petits pays, c'est la petitesse – du cœur comme de l'esprit. Huit ans plus tard, après avoir bousculé les habitudes de la radio romande, il déchante et écrit aux Helvètes cette lettre d'amour déçu, un peu à la manière d'un réformateur qui aurait vu en Suisse les résultats de l'application de sa réforme. L'Helvétie suscite la rage des utopistes : de loin, elle ressemble à Cythère, de près, c'est un trésor dans une tabatière, une utopie étriquée, un rêve nain.

Il n'y a pas pire cauchemar que celui de la femme idéale. Or la Suisse a quelque chose qui tient de la femme idéale un peu gênée aux entournures. On rêve de la Suisse comme on rêve du bonheur au couvent des Oiseaux : un cadre enchanteur évoquant le lait, l'opulence, la bonté (dont Hennig remarque qu'elle est la valeur suisse par excellence), le respect d'autrui, la santé, la neutralité. Et l'on découvre qu'en Suisse le bonheur, c'est la fidélité de l'asile et que s'il y a un paradis, c'est celui de la schizophrénie.

Quant au respect des autres, Ramuz y a répondu d'avance : *« Les Suisses seraient de braves gens qui ne s'occuperaient pas d'autrui, à seule fin d'éviter qu'autrui ne s'occupe d'eux. Seulement, il n'y a pas besoin d'étendre beaucoup la signification de ces mots pour voir à quoi ils aboutissent et à quelle singulière restriction de sa propre vie ce refus de participer, ne serait-ce qu'émotivement, au drame universel condamne le peuple qui s'y résout. »*

La Suisse souffre d'un mal qui la rend inapte à séduire : elle ne génère pas l'ambiguïté. Elle refuse le métissage, elle est synonyme de cloisonnement, elle prône la mesure et, pire que tout, elle pratique la *« haine de la pensée »* avec componction. La Suisse est devenue le pays de la *« cruauté déprimée »,* des *« voyous écrémés »,* du *« salaud mou ».* Un pays où, si l'on ne vous endort pas, on vous expulse ; un pays, enfin, où tous les instincts sont jugulés par la décence. *« Les Suisses n'aiment pas le succès,* note Hennig. *C'est contraire à leur utopie d'égalitarisme. Ils n'aiment pas non plus l'échec : ça leur donne une trop grande idée du malheur. Ils n'aiment que cette vie de cloportes. »*

La vie d'un Suisse, remarque encore Hennig, est traversée de ces *« petits éclairs blancs qui lui donnent je ne sais quel air lézardé, peut-être est-ce tout simplement de la mélancolie. »* La Suisse a le génie de la syncope. C'est un pays qui meurt de n'avoir pas explosé, qui agonise faute d'avoir provoqué des déflagrations. C'est un film où le metteur en scène aurait décidé de ne filmer que les temps morts, un *Shock Corridor* sans violence, *Last Exit* vers l'apathie. *« La Suisse,* écrit Jean-Luc Hennig dans cette *Lettre ouverte* qui restera aussi comme un hommage à Fritz Zorn, *est une tache de blancheur dans un monde détruit, mais cette blancheur est épouvantable. C'est le territoire des disparus. »*

Charles-Ferdinand Ramuz notait qu'il n'y a pas d'entreprise plus accablante que d'expliquer un peuple, surtout quand il n'existe pas. Jean-Luc Hennig mériterait d'être promu Suisse d'honneur pour y être parvenu.

Roland Jaccard

La Terre et sa dynamo

LA GENÈSE DES CONTINENTS ET DES OCÉANS
d'Alfred Wegener
traduit de l'allemand
par Armand Lerner
Bourgois 272 p., 100 F.

LES PROFONDEURS DE LA TERRE
de Jean-Paul Poirier.
« Cahiers des sciences de l'univers », Masson.
140 p., 140 F.

Ce qui est fascinant dans la grande époque de la science classique, c'est le rôle des théoriciens, capables de construire un faisceau cohérant d'hypothèses à partir d'une intuition, et de donner corps à une nouvelle vision du monde. C'est tout le mérite de la collection « Épistémè classique » des éditions Christian Bourgois de les faire revivre. La dernière réédition est celle de la genèse des continents et des océans, d'Alfred Wegener, dans sa version de 1928. Wegener devait mourir trois ans plus tard, en mai 1931, au cours d'une mission au Groenland, dont il cherchait à établir la translation par rapport à l'Europe, en mesurant de façon précise les longitudes à plusieurs années d'intervalle. Il lui fallait la preuve irréfutable, la rigoureuse démonstration de sa théorie, face à ses détracteurs. Celui qui est considéré maintenant comme le fondateur de la géophysique moderne rencontra en effet de son vivant une hostilité assez générale dans la communauté scientifique internationale.

« La première idée des translations continentales me vint à l'esprit dès 1910, écrit-il. *En considérant la carte du globe, je fus subitement frappé de la concordance des côtes de l'Atlantique, mais je ne m'y arrêtai point tout d'abord, parce que j'estimai de pareilles translations invraisemblables... »* Tout le livre est une recherche de la rationalisation de cette intuition, et une volonté, que Wegener tient de Humboldt et de l'école géographique allemande du dix-neuvième siècle, de *« recherche dans chaque observation, chaque phénomène local l'expression d'une loi générale »,* comme l'écrit José Achache dans la préface de cette réédition.

Dans l'enseignement des années 50, on se contentait de mentionner « la théorie de Wegener », en insistant sur son point faible, qui est l'incertitude sur les forces susceptibles d'expliquer la translation. Ce n'est qu'en 1965 que des chercheurs anglais, américains et canadiens reformuleront l'idée de translation des continents sous une forme un peu modifiée : la tectonique des plaques. La question suscite maintenant un renouveau d'intérêt avec la réflexion sur le volcanisme. Le Bureau des longitudes (qui fêtera dans quatre ans son bicentenaire) a pris l'initiative de la création d'une collection de « Cahiers des sciences de l'univers », dont le premier volume, dû à Jean-Paul Poirier, traite des *Profondeurs de la Terre.*

Plaques en mouvement

Le but de l'auteur est de montrer que ce qui se passe dans la pellicule de surface où nous vivons est le résultat d'une dynamique interne et d'échanges énergétiques qui intéressent tout le globe, depuis le noyau jusqu'à l'atmosphère. Les théories spéculatives de la Terre de l'époque classique ont ouvert la voie au modèles de Terre actuels, que, malgré leur complexité, Jean-Paul Poirier expose de façon simple et claire.

Les plaques en mouvement, qui portent des océans ou des continents, incluent la croûte et la partie supérieure du manteau. Lorsque les frontières entre ces plaques sont divergentes (dorsales océaniques), elles sont le siège d'intenses phénomènes volcaniques (les neuf dixièmes des chaînes volcaniques sont sous-marines). Les laves qui sont émises s'aimantent en se refroidissant. Le noyau de fer de la Terre est à une température trop élevée pour être aimanté, mais, comme il est liquide et conducteur d'électricité, il s'y produit des courants qui inversent, à des intervalles de temps variables (de l'ordre du million d'années), le champ magnétique terrestre.

A la différence des planètes mortes, comme la Lune ou Mercure, la Terre est manifestement active, nous dit Jean-Paul Poirier : elle est secouée de tremblements, elle expulse violemment des matières en fusion, ses continents sont entraînés dans une lente dérive, et enfin elle recèle en son noyau la dynamo qui engendre le champ magnétique dont elle est baignée. C'est vraiment un endroit où l'on ne s'ennuie pas.

Yves Guermond

Un destin si modeste...

SI DIEU ÉTAIT SUISSE
de Hugo Loetscher.
Traduit de l'allemand
par Gilbert Musy.
Fayard, 146 p.

LE MODÈLE SUISSE
de Fabien Dunand.
Payot, 310 p., 130 F.

Si les Suisses, disait Carl Spitteler, avaient créé les Alpes, elles ne seraient pas si hautes. Dieu eût-il été suisse, il aurait appris au moins une vertu essentielle : la modestie. Il n'aurait pas été suffisant au point de se faire l'inventeur des péchés capitaux. Le vaillant peuple helvétique lui aurait enseigné de se détourner des extrêmes.

Hugo Loetscher imagine ainsi ses compatriotes en train de donner des leçons de modération au Tout-Puissant : *« Les péchés capitaux sont des péchés radicaux. Notre affaire, ce sont plutôt des péchés véniels, petits mais alors nombreux, parce que même quand nous péchons, il convient que nous respections l'autonomie régionale et communale. »*

Si Dieu était suisse, il accomplirait son devoir avec plus de soin et de compétence. Si Dieu était suisse, il serait toujours en train d'attendre le moment favorable de créer le monde. Mais si Dieu s'était mis à temporiser, il n'y aurait pas eu de Suisse. Et voilà qui serait tout de même dommage.

Dommage surtout parce qu'il nous aurait privés de l'excellente littérature que quelques Suisses consacrent à leur pays. Dommage parce qu'ils nous aurait privés du regard mi-moqueur mi-cruel que Hugo Loetscher pose sur la Suisse, cette tragi-comédie sur fond de carte postale.

En vingt-cinq tableaux, Hugo Loetscher dissèque le cadavre de ses ancêtres. La Suisse, note-t-il, ne cultive l'ironie qu'à condition qu'elle s'accompagne d'une note en bas de page. La Suisse ne tolère pas qu'autrui possède ce dont elle n'a même pas envie. La Suisse croit être ouverte au monde parce que l'écriteau « Prière de ne pas entrer » est écrit en quatre langues. La Suisse vit dans la peur d'être à l'origine d'une catastrophe, à l'image de cette fillette bernoise qui, devant les ruines de Carthage, pleurniche et dit : *« C'est pas moi qui l'ai cassé ! »*

Comment se faire l'ethnologue de sa propre tribu sans se livrer à l'exercice de haine ordinaire ? Comment écrire sur son propre pays en étant un observateur de l'intérieur et un témoin goguenard ? Hugo Loetscher est un implacable portraitiste d'une Suisse dont toute la tragédie vient de n'avoir ambitionné qu'un destin très modeste...

Elle n'est plus, en tous cas, cette « démocratie témoin » qu'évoquait dans un livre illustre André Siegfried. Même le président de la Confédération, Arnold Koller, disait en 1990 : *« Longtemps, nous avons passé pour un modèle. Au moment où ce modèle devrait se réaliser sur une large échelle, j'ai parfois un sentiment de stérilité. »*

Politologue et directeur de *24 heures,* un des meilleurs quotidiens suisses de langue française, Fabien Dunand scrute *le Modèle suisse* d'un œil averti, souvent ironique et parfois complice. Admirablement documenté, son livre pose avec rigueur la question cruciale : la Suisse est-elle condamnée à l'heure de l'Europe ?

R. J.

Brûlots de francs-tireurs

Suite de la page 9

La séduction de Michel Pastoureau est d'un tout autre ordre. Ce médiéviste, spécialiste de la symbolique des figures et des couleurs, et notamment de l'héraldique, ne remet pas en cause le livre des lois de la longue durée. Il braconne au contraire, avec un succès certain, dans les sous-bois de l'anthropologie structurale et de l'étude des systèmes de représentation. Mais sur son chemin, il a rencontré une figure étrange, longtemps pourvue par les hommes d'une charge négative : la rayure. *L'Etoffe du diable,* histoire des rayures et des tissus rayés, est une première esquisse, riche d'infinies promesses, de ce que pourrait être une histoire des fonctions symboliques en Occident. Réduit à son squelette, le petit livre si vif, si pénétrant de Pastoureau a la forme d'une énigme : pourquoi la rayure, notamment dans le vêtement, a-t-elle si longtemps possédé une connotation péjorative, voire maléfique ; et pourquoi, de nos jours, a-t-elle perdu ce caractère systématiquement négatif – il existe de « bonnes » rayures, marquant l'élégance, le dynamisme, la fraîcheur – sans toutefois complètement l'abandonner ? La rayure est encore, symboliquement sinon réellement, la marque des domestiques, des forçats, des malfrats et des saltimbanques ; et elle continue à signaler l'interdit.

L'intérêt de *l'Etoffe du diable* est moins dans les réponses, très prudentes et toujours formulées sous la forme d'hypothèses, de directions de recherche, qu'esquisse Pastoureau, que dans les chemins qu'il emprunte pour traquer la rayure. Nous y voyons à l'œuvre, au Moyen Age et aujourd'hui, deux manières profondément différentes de lire la réalité quotidienne et de voir le monde qui nous entoure. Ici une lecture strictement ordonnée où toute surface, naturelle ou fabriquée, est toujours support de signes classificatoires, et où le fond – l'unité, l'immuable, l'ordre éternel – doit être clairement distingué de la surface, du mouvant, du changeant, de l'éphémère, de l'humain. D'où le rejet de la rayure qui rompt la différenciation du fond et de la surface.

Mémoire longue

A cette lecture médiévale semble s'opposer la nôtre, en crise permanente, où le sens des signes ne cesse de s'inverser, où la valeur est dans le renouvellement, la mode, le mouvement permanent et non plus dans une éternité associée à la mort. Mais l'ordre médiéval et sa symbolique négative de la rayure subsistent encore, comme enracinés dans une mémoire longue de notre histoire, comme la nostalgie d'un ordre ancien où le bien et le mal, le divin et l'humain, le noble et le vil, le normal et l'excentrique se distinguaient à l'œil, immédiatement.

Avec Pastoureau comme avec Jouhaud, l'histoire gagne à se faire joueuse, à s'affranchir de ses traditionnels réseaux explicatifs, à réhabiliter les images et l'imagination. Il souffle un méchant petit vent pervers et anarchiste qui décoiffe les vieilles perruques et rappelle qu'aucun progrès, en science comme ailleurs, ne se fait sans liberté, voire sans licence. Et le plaisir des lecteurs a tout à espérer de ces manières de cultiver le gai savoir et l'érudition ludique et irrespectueuse.

Pierre Lepape

★ Pour continuer, après Michel Pastoureau, de parler chiffons, signalons la réédition du célèbre livre de Gaëtan Gatian de Clérambault, médecin, psychiatre, ethnophotographe et professeur de drapé à l'Ecole des beaux-arts de Paris (1922-1930), sur *la Passion érotique des étoffes chez la femme* (les Empêcheurs de penser en rond, diffusion Ulysse, 144 p., 84 F.)

★ Sur Richelieu, une étude de facture très classique de J. H. Elliott, *Richelieu et Olivares,* qui tente un parallèle entre les méthodes de gouvernement du cardinal et celles de son rival espagnol (P. U. F., 220 p., 155 F.)

ACTUALITÉS

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE

AZIZ AHMED : *La Sicile islamique.* – Remarquablement traduit, un essai historique vivant et érudit (treize pages de bibliographie) mettant en valeur la destinée bigarrée de cette île gréco-latine qui fut aussi trèe marquée par les Arabes et par les Normands arabisés. Traduit de l'anglais par Yves Thoraval. (Publisud, 145 p., 85 F.)

GÉRARD CHALIAND, JEAN-PIERRE RAGEAU : *Atlas des diasporas.* – Les auteurs soulignent d'entrée le *«caractère exploratoire»* de leur entreprise, tant s'est révélée ardue la recherche de sources à la fois fiables et complètes. Cette présentation, historique et géographique, ne se limite pas aux diasporas les plue anciennae et les mieux connues – juive, tsigane, arménienne, chinoise – mais s'étend également aux plus récentes, libanaise, palestinienne, vietnamienne... Soixante cartes en couleurs et de nombreuses illustrations d'époques diverses font de cet atlas aussi bien un ouvrage de référence qu'un album riche en découvertes iconographiques. (Editions Odile Jacob, 183 p., 220 F.)

BERNARD MARCK : *Le Dernier Vol de Guynemer.* – Une enquête serrée sur le disparition de «l'As des As», le 11 septembre 1917, au cours d'une patrouille dans le ciel des Flandres. «Disparition», car le corps de Guynemer *ne fut jamais retrouvé, pas plus que les débris de l'appareil.* Une occasion aussi d'explorer la personnalité attachante du jeune aviateur, à qui la gloire valut bien des conquêtes féminines, parmi lesquelles celle d'Yvonne *Printemps. (Ed. Acropole,* 211 p., 98 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

BELLA COHEN : *Albert Cohen, mythe et réalité.* – Deuxième livre de la veuve de l'auteur de *Belle du Seigneur* destiné à rétablir une vérité qu'elle estime avoir été traitée avec trop de légèreté, notamment par Gérard Valbert et Nathalie de Saint-Phalle ; vérité qui concernait la vie amoureuse d'Albert Cohen dans les années 1920-1930. C'est sans doute davantage sous le rubrique «vie privée» qu'il faudrait ranger ce livre, qui, du point de vue littéraire, ne semblait pas s'imposer. (Gallimard, 218 p., 110 F.)

RELIGIONS

PIER CESARE BORI : *L'Interprétation infinie. L'herméneutique chrétienne et ses transformations.* – Professeur de philosophie morale à Bologne, Pier Cesare Bori analyse la fortune que la formule classique de Grégoire le Grand – *«l'Écriture grandit avec ceux qui la lisent»* – connut dans l'herméneutique biblique des Pères de l'Église au dix-neuvième siècle. Traduit de l'italien par François Vial. (Cerf, 148 p., 120 F.)

CLAUDE GILLIOT : *Exégèse, langue et théologie en islam (l'exégèse coranique de Tabari).* – Par un des plus éminents arabisants de l'université de Provence, une somme d'érudition et de réflexion sur l'un des grands moments de la littérature théologique de l'âge d'or mahométan. Egalement, la première description en français de celui qui fut l'un des plus fameux savants médiévaux de Bagdad, Abou Jaffar Mohamed El Tabari (838-923). (Librairie philosophique Vrin, 320 p., 252 F.)

ROMAN

MONIQUE SAFA : *Le Violoniste au Couvent de la lune.* – Ce premier roman au titre évocateur de Chagall – mais qui n'est que la traduction de l'arabe *Deir-el-Kamar*, nom d'une cité libanaise perchée à l'orient de Beyrouth – se passe à la fin des années 40. Une chronique débonnaire entre four à pain et moulin à paroles, qui a caché trop longtemps aux Libanais la jungle fatale de l'Orient. (Stock, 230 p., 89 F.)

SOCIOLOGIE

NORBERT ELIAS : *Qu'est-ce que la sociologie ?* – Dans ce livre paru une première fois en français il y a dix ans, l'auteur de *la Société de cour*, qui est mort l'an dernier, plaide pour une sociologie plus scientifique que politique. Traduit de l'allemand par Yasmin Hoffmann. (Ed. de l'Aube, 224 p., 95 F.)

DANIEL SIBONY : *Entre-deux. L'origine en partage.* – Entre homme et femme, entre immigré et autochtone, entre identités, langues et cultures multiples, le concept de différence ne suffit plus, selon l'auteur, philosophe et psychanalyste, pour comprendre ce qui se passe. Il doit faire place à l'*«entre-deux»*, c'est-à-dire *«l'espace où les deux termes semblent convoquer l'origine pour s'expliquer avec elle et pour que puisse s'élaborer un passage entre deux»*. (Le Seuil, 402 p., 150 F.)

Leipzig : une foire moribonde

Allées désertes, stands non utilisés : fin avril, la Foire de Leipzig n'était plus la Foire de Leipzig, celle qui, il y a deux ans encore, faisait se rencontrer deux mondes, celle qui attirait en foule des lecteurs avides de livres, de nouveautés, de liberté.

Le monde de l'édition dans son ensemble ne s'était pas dérobé, mais le public n'était plus au rendez-vous. Ambiance morose, scepticisme, frustration, perte de temps et d'argent...

Quelques incidents (l'attribution du Prix de la critique Alfred-Kerr aux pages littéraires de *Neues Deutschland*, le quotidien du PDS, dont la remise fut différée pour cause d'inopportunité), des mouvements surprise dans l'édition (mise à la retraite du directeur de la maison Volk und Welt) et toujours l'opacité des privatisations dans les nouveaux Lander (Aufbau, le «Gallimard» de la RDA, n'a toujours pas été racheté...) rappelaient l'épaisseur du passé socialiste encore si proche.

La présence discrète, mais réelle, du Börsenverein de Francfort, qui tenait table ouverte au Café Baum, naguère haut lieu des privilégiés du régime, était la manifestation la plus tangible du changement : un peu plus que des observateurs, pas encore des décideurs, les représentants du Syndicat des libraires et des éditeurs de l'Allemagne unie tenaient des propos apaisants, presque optimistes, d'où l'on retirait la conviction qu'il se passerait à nouveau quelque chose à Leipzig en 1992.

Parmi les hypothèses pour l'avenir : prendre modèle sur le Salon du livre de Paris (mise en valeur des fonds éditoriaux), une fête du livre régionale pour maintenir en perspective les quarante années de RDA, une spécialisation. C'est vers cette dernière hypothèse que semblent pencher les responsables du Börsenverein, lesquels envisagent la création à Leipzig d'une grande manifestation européenne, voire mondiale, consacrée au livre scolaire, ce qui dans leur esprit, permettrait une meilleure pénétration des marchés de l'Est.

Bernard Genton

Genève sous le signe du livre

Le cinquième Salon a obtenu un excellent succès public. Au prix d'une curieuse conception de l'animation culturelle...

GENÈVE

de notre correspondante

Les organisateurs du cinquième Salon international du livre et de la presse de Genève crient victoire : cette manifestation a accueilli 123 000 visiteurs, soit 5 000 de plus que l'an passé. Cependant, ni le public, ni les exposants, ni les auteurs n'étaient vraiment heureux et les participants aux débats encore moins : ce Salon destiné en principe à encourager la lecture s'était, sur certaines surfaces, transformé en «bastringue», en raison du *«match d'improvisation»* organisé par un quotidien populaire romand.

Quelque 70 responsables de grandes maisons d'édition ont, en vain, protesté auprès de la direction du Salon, laquelle leur a rétorqué que, sans cette *«animotion»*, on n'aurait guère compté plus de 10 000 visiteurs...

La très belle exposition de l'œuvre gravé de Bruegel l'Ancien accueillit 7 000 visiteurs et celle qui remémorait l'affaire Dreyfus, organisée par la fondation Claude-Bellanger, attira des dizaines de milliers de curieux, surtout des jeunes, qui purent ainsi prendre connaissance du numéro de l'*Aurore*, où figurait l'inoubliable lettre ouverte «J'accuse» adressée par Emile Zola au président de la République Félix Faure. Dans d'autres secteurs du Salon, l'enfant fut roi et la BD reine. Il y en avait pour tous les goûts, même pour ceux des amateurs de dictée. Un jury d'enfants de dix à douze ans remit le prix *Enfantoisie* à *la Chanson d'Anna*, de Jean-Paul Nozières (Nathan).

Le stand Pierre-Yves Gabus de vente aux enchères fit un coquet chiffre d'affaires, bien que sa pièce maîtresse, un manuscrit de George Sand – le premier jet des *Beaux Messieurs de Bois-Doré* – estimé à plus de 400.000 francs français, n'ait pas trouvé acquéreur. En revanche, un incunable du quinzième siècle a atteint 600 000 francs, tandis que les *Histoires naturelles*, de Jules Renard, illustrées par Toulouse-Lautrec, sont parties à plus de 200 000 francs et un *Rabelais* illustré par Derain à plus de 12.000 francs.

Les organisateurs d'un «Village alternatif» – réalisation la plus généreuse du Salon, – groupant trente-sept mouvements placés sous la devise «Une autre Suisse pour un autre monde», étaient bien décidés à *«transformer cette grande foire commerciale de pages remplies en une formidable kermesse des idées»*, ce qui n'est pas toujours si facile...

Isabelle Vichniac

Le mécénat culturel selon la Fondation Armleder

Doté de 140 000 francs français par la Fondation Armleder, le prix Colette a été attribué pour la troisième fois, vendredi 3 mai, lors du salon du livre de Genève. Il est revenu à Marc Lambron pour son deuxième roman, *la Nuit des masques*, publié chez Flammarion (*le Monde* du 21 septembre 1990).

La Fondation Armleder (du nom de la famille propriétaire de l'hôtel Richemond, à Genève, depuis 1875) a été créée en 1988 par Mme Geneviève Armleder, qui la préside. «*Cette fondation est l'outil de mécénat de la famille,* explique-t-elle. *Nous croyons en l'utilité de cette forme d'action, qui n'est pas assez développée en Suisse. J'ai tenu à engager mes fils sur cette voie-là. La fondation Armleder, toute jeune encore, se donne un triple objectif : culturel, scientifique et humanitaire.*» Pour ce qui concerne la recherche scientifique et l'aide humanitaire, qui demandent de gros mouvements de fonds, la Fondation n'en est encore qu'au stade de la recherche des financements.

«*En revanche, le mécénat culturel est déjà bien engagé,* précise Mme Armleder. *Outre le prix Colette – Colette a séjourné au Richemond en 1946 et 1947, – qui couronne un ouvrage de fiction écrit en langue française, nous soutenons la création d'un Musée Colette à Saint-Sauveur-en-Pusaye, le village natal de l'écrivain. Nous finançons aussi une leçon de chant, en liaison avec une école d'opéra, nous subventionnons le Centre d'art contemporain de Genève et le Grand Théâtre. Nous militons, en outre, pour un projet qui permettrait de réunir toutes les fondations culturelles de Genève et de faire reconnaître le mécénat pour ce qu'il est, c'est-à-dire bien autre chose qu'une pure opération de promotion personnelle ou d'entreprise, comme on a encore trop souvent tendance à le penser.*»

Quand la mode est à faire croire qu'on s'intéresse à la culture et à la vie de l'esprit en appelant un champagne «Marquis de Sade» ou un vin «Rimbaud», il faut évidemment se battre pour faire du véritable mécénat. Mme Armleder y semble bien décidée. Le prix Colette, sur lequel elle a concentré ses efforts depuis trois ans, n'a pas à rougir de ses lauréats – François Sureau, Hervé Guibert, Marc Lambron. Les autres projets sont plus difficiles à mener, mais Mme Armleder semble compter en tout premier lieu sur son obstination, une qualité dont on doute qu'elle puisse lui faire défaut.

Jo. S.

BANDES DESSINÉES

Femmes traîtres, femmes trahies

VACANCES FATALES
de Vittorio Giardino.
Casterman, 111 p., 85 F.

JAMAIS DEUX SANS TROIS
de Floc'h et Fromental.
Albin Michel, 56 p., 69 F.

MÉMOIRES D'UN AVENTURIER tome II : «Ariane»
de Hé et Dimberton.
Glénat, 48 p., 52 F.

CORPS DIPLOMATIQUE
de Daniel et Paule Ceppi.
Humanoïdes associés, 64 p., 75 F.

BILLIE HOLIDAY
de Munoz et Sampayo.
Casterman, 62 p., 52 F.

Billie Holiday vue par Munoz et Sampayo

VITTORIO GIARDINO est un auteur de bandes dessinées exquis, l'un de ces «petits maîtres» italiens qui cisèlent des dessins à la fois précis et langoureux, illustrant des intrigues florentines peuplées de jeunes femmes au visage pur et d'aventuriers au sourire cannibale. Vittorio Giardino était jusqu'ici apprécié de quelques amateurs qu'ont ravis les tribulations de son espion-gentleman, Max Frydman, en Europe centrale et à Constantinople (*Rhapsodie hongroise* et *la Porte d'Orient*, éditions Glénat). Les courtes nouvelles du premier album qu'il a donné à son nouveau havre éditorial, Casterman, tiennent à la fois d'Umberto Eco, pour la construction du récit, et d'Alberto Moravia, pour la cruauté de la leçon. Chacun des récits de *Vacances fatales* s'achemine vers une trahison que commettent des femmes au regard de madone, mais qui n'hésitent pas à tuer quand il s'agit de sauver le mafioso qu'elles aiment ou à payer les services d'une comparse quand il faut assassiner leur mari volage.

LA parution de *Jamais deux sans trois*, l'album concocté par Floc'h et Fromental, était très attendue. Hélas, la finesse du dessin – pas un bouton de porte ou de commode ne manque à cette description des intérieurs grand-bourgeois des années 30 – et les dialogues parfois brillants des personnages sont desservis par un scénario indigent, une variation sur le thème classique de l'adultère. N'est pas fitzgeraldien qui veut, et les femmes-traîtres imaginées par ce talentueux duo manquent singulièrement d'épaisseur.

On pourrait croire, s'il n'y avait Iago, que la trahison est un apanage proprement féminin lorsqu'on parcourt le second épisode des *Mémoires d'un aventurier*. Ici, on est dans Jules Verne, l'image de la traîtresse en plus. L'écrivain nantais fait d'ailleurs une brève apparition dans ces ultimes aventures de Pierre de Saint-Fiacre. Elles mènent le jeune aristocrate au Tonkin, où la guerre coloniale fait rage, l'obligent à frayer avec des photographes émoustillés à l'idée de rapporter en métropole des clichés de territoires inconnus et avec des officiers obtus de l'infanterie de marine. Tout cela pour qu'il découvre que celle qui a trahi et assassiné son père n'est autre qu'Ariane, sa demi-sœur. La belle a d'ailleurs quelque raison, si l'on peut dire, de vouloir occire sa famille.

La misogynie feutrée qui émane de ces bandes dessinées pourrait rebuter lectrices (et lecteurs) auxquels ne suffiraient pas la splendeur méditerranéenne des dessins de Giardino ou le rythme trépidant que donnent Dominique Hé et son complice Dimberton à la vie de Pierre de Saint-Fiacre. Qu'ils se rassurent. Daniel Ceppi et les duettistes Munoz et Sampayo sont là pour relever l'honneur féminin.

La nouvelle héroïne inventée par Daniel Ceppi pour son album *Corps diplomatique* s'appelle Léocadie Lulla. C'est une jeune fonctionnaire suisse de la CNUCED, habilitée à négocier de gros contrats entre les pays membres. Plongée dans une intrigue politico-policière, la jeune femme a fort à faire avec un inspecteur entêté, des espions de l'Est et un amant inconstant.

A travers *les Aventures de Stéphane*, Daniel Ceppi suivait pas à pas les dérives post-hippies des années 70, voyages exotiques en Inde ou en Turquie à la clé. Son héros d'alors, Stéphane, avait le menton mal rasé, n'hésitait pas à fumer des joints et portait des fringues plutôt que des habits. Léocadie, elle, est une fille des années 80 : indépendante, amateur de dessous fins et de tailleurs, elle n'a pas sa langue dans sa poche quand il s'agit de dire ce qu'elle pense de l'amour et des hommes. L'histoire, racontée en noir et blanc dans une Genève décrite sous un jour étonnant, est pleine de chausse-trapes et de rebondissements.

LE couple Munoz et Sampayo, auteur des somptueuses bandes dessinées qui narraient les déboires de leur héros Alack Sinner, avaient disparu de la scène. Ils sont de retour avec leur version – superbe et douloureuse – de la vie de la grande chanteuse Eleanora Holiday, dite Billie Holiday ou Lady Day. Elle fut, selon le préfacier de l'album, Francis Marmande, «*l'actrice majeure de cette tragédie musicale* [...] *que l'on nomme le jazz*». Violée, vendue à la drogue, exploitée par la scène et les hommes qu'elle aima, cette grande dame, morte à quarante-quatre ans, a surtout connu, de la vie de star, les coups et les injures. Jusqu'au bout pourtant, elle resta fidèle à sa race, ses racines et ses amis dont le grand Pres Lester Young. Alors, traîtresses, les femmes ?

Yves-Marie Labé

EN BREF

□ **Attribution du prix de l'Assemblée nationale et du prix de Thèse.** – Le prix de l'Assemblée nationale a été attribué à Albrecht Betz pour son ouvrage *Exil et Engagement*, traduit de l'allemand par Pierre Rusch (Gallimard) tandis que le prix de Thèse a été décerné à Claire Andrieu pour *la Banque sous l'Occupation* (Presses de la fondation nationale des sciences politiques). Ces prix, qui seront remis par le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, le 14 mai, récompensent, chaque année, des ouvrages, écrits en langue française ou traduits, qui traitent de l'évolution des rapports politiques et sociaux dans la société contemporaine.

□ **Le rendez-vous de Soleure.** – Les treizièmes journées littéraires de Soleure, qui sont le rendez-vous annuel des écrivains, critiques, éditeurs et lecteurs de toute la Suisse, se déroulent du 10 au 12 mai. Des lectures, des débats, des concerts, des expositions (cette année, des œuvres picturales et des manuscrits de Friedrich Dürrenmatt) font le programme habituel de ces rencontres, qui invitent aussi des écrivains étrangers. La présence d'Ismaïl Kadaré est prévue le 12 mai. (Rens. 19 41 1 521 96 00.)

□ **La mort de Peter Manns.** – Spécialiste de Luther, le professeur Peter Manns est mort le 23 avril. Né en 1923, fils adoptif du général Raymond Schmittlein, Peter Manns fut ordonné prêtre en 1951. Assistant, puis successeur de Joseph Lortz à la tête du département d'histoire religieuse de l'Institut d'histoire européenne de Mayence, il fut le traducteur de Fénelon et reçut à Mayence de nombreux chercheurs et étudiants français.

هكذا من الأصل

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le mémorial de Gorenstein

LA PLACE (Mesto)
roman politique tiré de la vie d'un jeune homme
de Friedrich Gorenstein.
Traduit du russe
par Anne Coldefy-Foucard.
De Fallois - L'Age d'homme,
800 p., 195 F.

FRIEDRICH GORENSTEIN a, dans la littérature contemporaine, une place à part. Peut-être pas enviable, mais éminente, considérable. Dérangeante aussi. Emigré sans avoir été un dissident, sans avoir fait partie de l'Union des écrivains, sans avoir été publié en URSS (à part un récit), ignoré des éditions de l'émigration, il vit à Berlin (ouest). Modestement, discrètement, poursuivant une œuvre féconde, secrète, non pas difficile, mais exigeante et si personnelle que, depuis *Psaume*, superbe méditation sur les malheurs qui frappent la Russie, il a ses lecteurs fanatiques. Même s'il n'a pour ainsi dire pas encore été publié en russe. Même s'il n'a pas été reconnu à son heure, notamment par un Alexandre Tvardovski, qu'il nomme drôlement *« le saint Pierre de notre littérature, celui qui ouvrait les portes. Et qui les fermait à la littérature »* ... et qui lui refusa ses manuscrits. Vingt-cinq ans plus tard, Gorenstein en tire sa morale : *« Peut-être que c'était bien, finalement, parce que si j'avais été publié, je serais peut-être devenu un écrivain officiel soviétique. Ce que je voulais devenir. Il n'est pas sûr qu'alors j'aurais écrit* Psaume, la Place *et d'autres. Je me serais sans doute efforcé d'écrire des choses publiables. Alors qu'une fois rejeté, je me suis mis à travailler d'une façon un peu insensée. Car écrire des choses comme* Psaume *à l'époque, une explication du monde à la lumière de la Bible, c'était plutôt de la folie. »*

L'enfance et la jeunesse de Gorenstein ressemblent à celles de milliers d'enfants qui n'ont pour ainsi dire pas connu leurs parents. Il est né en 1932 à Kiev ; son père, professeur d'économie, est arrêté en 1935 après l'assassinat de Kirov, et fusillé ; sa mère, arrêtée également, mourra en 1941, peu de temps après sa libération. En cachant l'histoire de ses parents, il réussit à truquer sa biographie pour entrer à l'Institut des mines de Dniepropetrovsk puis, « réhabilité », il vient à Moscou en 1962, publie sa première nouvelle, *la Maison à tourelles* (1964), sa seule publication en URSS, et devient scénariste pour les plus grands réalisateurs : Nikita Mikhalkov (*l'Esclave de l'amour*), Ali Khamraïev (*la Neuvième Balle*), Andrei Tarkovski (*Solaris*). En 1979, exclu de l'Union des cinéastes, sans perspectives, il part pour Berlin. En dix ans, il a écrit une vingtaine de romans, essais, nouvelles, pièces de théâtre. Il travaille actuellement à une pièce sur Ivan le Terrible et a terminé un scénario sur Tamerlan que réalise en Italie le metteur en scène ouzbek Ali Khamraïev.

La Place, c'est le temps de Nikita Khrouchtchev. La vie poststalinienne vue par les yeux d'un exclu de la société. Une période de libéralisation, d'ouverture des prisons et des camps, de déstalinisation, qui ne fait pas que des heureux. 1958-1959... Une année de la vie de Gocha Tsvibychev, à la recherche non du temps perdu, mais d'une place dans la société. Et pas n'importe laquelle puisque notre personnage, tout en bas de l'échelle sociale, n'a pas d'autre ambition que de diriger la Russie ! En effet, Gocha, *« adolescent vieillissant »* de vingt-huit ans, a de lui la plus haute opinion : *« Il m'arrivait, quand j'étais seul, de saisir un miroir et de m'y contempler, un sourire énigmatique aux lèvres. Je pouvais rester longtemps ainsi, à me fixer dans les yeux. Un secret amour-propre et la certitude profonde d'une sorte d' « incognito » masquant ma réelle valeur me donnaient du cœur au ventre – et cela d'autant plus que je prenais de l'âge – et m'empêchaient de céder au désespoir. »*

FILS d'un « ennemi du peuple », comme l'auteur, Gocha n'a pour tout logis qu'une place-couchette qu'il occupe illégalement dans un foyer de travailleurs de machines du bâtiment, d'autant plus raisonneur, rageur et discutailleur qu'il n'y a aucun droit. Cachant avec un soin maladif son passé familial, il s'est inventé un père et une mère héros de la grande guerre patriotique pour compenser les humiliations que lui font subir les autres ouvriers, les femmes de ménage, les surveillantes. Pour compenser la vulgarité de la chambrée, la laideur de tout ce qui l'entoure, la grossièreté, la terrible solitude... Quand il apprendra officiellement que son père, *« mort d'un arrêt du cœur »* à Magadan en 1938, avait été réellement un héros, *« un grand général de corps d'armée »*, il va relever la tête, traitant tous ses persécuteurs d'*« ordures staliniennes »*, revendiquant avec la fureur du désespoir le remboursement impossible de tant de vies sinistrées (*« Il me fallait, pour m'affirmer, moins la complète reconnaissance de mes droits et de mes besoins que la satisfaction permanente de mon caprice furieux ; il me fallait d'incessantes demandes de pardon, que je rejetterais. »*) Sans qu'il cesse de se sentir à tout moment humilié et offensé. Frustré de n'avoir jamais été serré dans les bras de son père, de ne pas même connaître son

A Krivoï-Rog, en 1956.

D.R.

visage (*« Si vous avez une photo de lui, je vous prie de me la retourner. – Entendu, acquiesça l'employé. Rappelez-le-moi par téléphone. Et revenez dans une semaine. »*)

Quand la peur le quitte, la politique va être pour lui, « fils de réhabilité », une forme de vengeance des humiliations qu'il a subies. Dans l'espoir aussi que la société finirait par reconnaître ses fautes. (*« Je n'arrive pas à m'imaginer un homme heureux qui se consacrerait à la politique,* dit-il. *La politique, c'est une façon de régler ses comptes avec la vie. »*) Il va s'affilier à un groupe terroriste aussi antikhrouchtchévien qu'antistalinien qui a planifié un attentat pour assassiner, en plein centre de Moscou, conspirant dans une répétition parodique des *Possédés*, le ministre des affaires étrangères à la retraite, Molotov. Il dresse la *« liste de (ses) ennemis »*, se lance dans quelques bagarres politiques individuelles contre ceux qui lui ont voulu du mal comme contre ceux qui lui ont voulu du bien, contre tous ceux qui, malgré la condamnation officielle du « culte », continuent à répéter que *« tout allait mieux du temps de Staline »*.

Gocha parcourt la ville en traquant les remarques favorables à Staline, mais sans réagir aux détails (*« Sous Staline, rien n'était cher et les prix baissaient » ; « Sous Staline, il n'y avait pas tous ces voleurs ni cette racaille » ; « Staline voulait exiler tous les juifs dans le Grand Nord et il avait raison : là ils feraient moins de trafic » ; « Sans Staline, la Russie aurait perdu la guerre »*, etc.), mais il n'est pas question pour lui de soumettre tous ceux-là, de tous les milieux, de tous les âges, à ses *« tabassages idéologiques »*. Qui n'a pas entendu, du temps de Brejnev, aujourd'hui encore, ces considérations nostalgiques de Soviétiques qui regrettaient le temps de Staline ? *« En fait,* vous explique très sérieusement Gorenstein, *le peuple russe ne s'est jamais senti aussi libre qu'au début des années 50. Excepté les juifs et les intellectuels, naturellement. Pour une minorité, c'était les années les plus noires, mais pour les masses, c'était une fête. C'est pour ça que les gens ont tellement pleuré la mort de Staline. Je m'en souviens. »*

CES divers groupes clandestins, staliniens et antistaliniens, unis parfois par un pacte du sang digne d'un mouvement scout, se croisent, se connaissent, se reconnaissent, ceux qui portent des fleurs aux statues de leur grand homme, ceux qui veulent établir un national-socialisme russe, ceux qui préparent des actions violentes (où la paire de gifles peut remplacer parfois avantageusement le sang répandu), ceux qui attisent les révoltes populaires dans les provinces, ceux qui mouchardent plus ou moins régulièrement au KGB. Friedrich Gorenstein restitue bien ce climat de suspicion générale qui sévit dans tous les groupuscules ; on ne sait jamais qui dénonce qui, qui est dénoncé par qui. Tous antijuifs cependant, contre ces *« youpins qui ruinent la Russie »* et qui, pogrome ou pas pogrome, ont toujours été le bouc émissaire de toute la misère russe. Sauf cette minuscule société de lutte contre l'antisémitisme où milite Macha, la femme qu'aime Gocha, dont tous les juifs sont exclus, pour qu'on ne soupçonne pas ses quatre ou cinq membres de manquer d'objectivité !

Est-il juif, Gocha ? Rien ne nous le dit. Rien ne dit le contraire. Mais il sait nous persuader qu'il n'y aura plus de place pour les juifs en Russie. Est-il prophète, lorsqu'il ne voit plus que le « mécontentement populaire » maître de la rue ? Il lui appartient, à lui, le témoin, de quitter le monde de l'action, de cesser de chercher sa place dans la société, parmi les appelés ou les serviteurs, de ne plus lutter pour une place qui lui revenait de droit. Fils prodigue, enfin illuminé par la nécessité de transmettre des écrits politiques, *« fussent-ils prématurés, rédigés par la main vivante, charnue, d'un homme d'aujourd'hui »*, il va parier sur la longévité et devenir écrivain. Retrouver Dieu. *« Car le véritable écrivain n'est autre qu'un ancien homme d'action, pécheur désormais paralysé auquel Dieu a conservé, ou plutôt accordé, le don de la parole. »*

La Place, roman politique tiré de la vie d'un jeune homme, est sans aucune doute le roman le plus important, le plus attachant, le plus épais aussi, qui nous soit offert en traduction du russe depuis longtemps. Ecrit en URSS entre 1969 et 1972, revu et complété en 1976, ce qui est stupéfiant. *« Nous avons besoin de la liberté d'opinion, fût-elle tronquée »*, dit un des personnages qui réclame la *« tyrannie modérée »* et *« la glasnost »*, *« le fait de rendre public un certain nombre de choses, la santé d'une société »* ... A croire que l'auteur, en voulant parler de l'époque de sa jeunesse, a prédit la perestroïka et les problèmes qui la minent : le désespoir de ceux qui croyaient à la révolution prolétarienne et qui ne croient plus à rien, le dilemme des intellectuels opposants modérés, debout, la corde au cou sur un tabouret, les rapports insolubles entre les Russes et les Polonais, les Russes et les Ukrainiens (s'élargissant internationalement, jusqu'à la prédiction absurde d'un problème négro-slave !), la haine antijuive, les conflits de générations, les enfants déçus par les pères, le ras-le-bol devant la pénurie et l'absence de perspectives, le climat de guerre civile en gestation, les révoltes. Le chaos.

L'ART du romancier-témoin-prophète-mémorialiste consiste à nous immerger, nous baptiser, comme pour nous laver du péché d'ignorance, dans une réalité obscure et contradictoire, sous la mitraille nourrie des faits et des détails, puisque *« ce sont les détails, et non l'ensemble, qui font la force des autobiographies et mémoires des grands hommes. Car même eux sont incapables de conclure vraiment »*. Gorenstein dresse son mémorial. Pour qu'on se souvienne du futur. A la fin de ces huit cents pages (serrées, serrées, serrées), on ne sait plus si l'on doit s'extasier devant l'étonnante intuition de l'auteur ou devant l'ampleur et la puissance (virile, et même plutôt misogyne) de sa démonstration. Ou bien s'interroger devant notre ignorance crasse de la vie réelle du peuple soviétique, de notre aveuglement sans cesse renaissant devant la vraie nature des Russes et de la Russie. Comprendra qui voudra.

★ Œuvres traduites en français : *Psaume, Roman-méditation sur les quatre fléaux du Seigneur* (Gallimard, 1984), *le Rachat* (Gallimard, 1988), *Compagnons de route* (Editions De Fallois).

La seconde vie de Max Frisch

Suite de la page 9

Il écrit à la demande de son avocat commis d'office, honnête *Suisse* imperméable à l'humour et très susceptible dès qu'on touche aux vertus de son pays, un rapport sur sa vie, afin de prouver qu'il n'est pas le sculpteur Stiller, parti sans laisser d'adresse, mêlé peut-être à une affaire d'espionnage au profit des Soviétiques.

Ce Stiller, il l'invente d'après ce qu'on raconte de lui. Il raconte-invente aussi ce qu'a vécu son procureur, le mari de sa maîtresse. Le jeu de miroirs, le jeu sur les pronoms devient de plus en plus complexe et subtil, et suscite le plaisir de ce texte tout traversé d'une anxiété kierkegaardienne, d'une interrogation lointainement inspirée de Heidegger sur l'authenticité (à laquelle Stiller donne la figure d'un ange, incarnation de la folie du vrai et de sa terreur – c'est d'ailleurs là, me semble-t-il, que le roman dérape, et Frisch se débarrassera par la suite de ce type de méditation religieuse...).

En vérité, Stiller aime-bait toujours Julika, son épouse aux beaux cheveux roux, sa statue de cristal ; *il lui est attaché* par une faute irrémissible, celle de n'avoir réussi à se faire aimer d'elle, de n'avoir pu être son rédempteur (cette volonté absurde, douloureuse, cette volonté de l'impossible qui est la marque même de la névrose) ou de n'avoir pu accepter son amour parce qu'il ne peut s'accepter lui-même. Leur histoire continue donc en prison et se poursuivra jusqu'à sa mort à elle, une fois que le tribunal a condamné Stiller à sa propre identité et qu'il l'admettra, s'ad-*mettra suisse*, pour finir dans la résignation, la sagesse, la foi, on ne sait, *en tout cas dans* la solitude (et toute la fin, piétinante, répétitive comme la névrose elle-même, aurait quand même gagné à être écrite sous la forme courte d'un épilogue flaubertien).

Stiller apparaît ainsi comme le grand roman de l'amour-névrose, où chacun tente de consoler l'autre du mal qu'il lui fait et se mure davantage dans sa propre douleur. Mais, plus encore, c'est une tentative grandiose de poursuivre l'œuvre des plus grands : Mann, on l'a dit, pour tout l'épisode de Davos, où Julika, ce très beau personnage romanesque, protège son mal comme son unique défense, son unique arme contre son mari, mais Kafka aussi (celui du *Journal*, celui des nouvelles), et Hemingway, et Strindberg, et Pirandello. Ecrire, pour lui, pour eux, c'est *« communiquer avec l'inexprimable »*.

Frisch, certes, écrit une littérature protestante. *Stiller* est un roman de la faute, de la torturante inquiétude. Il illustre parfaitement cette définition de l'effet de lecture que donnait Sartre à propos du roman moderne : *« Une courte névrose provoquée. »* Pour qui une référence cinématographique parle peut-être plus qu'une référence littéraire, on situera ce roman entre les films de Rossellini avec Ingrid Bergman, *l'Arrangement*, d'Elia Kazan (film et roman), et les films graves et drôles de Woody Allen. Un roman puritain, à contre-courant aujourd'hui d'une littérature écrite ici par des gens très contents d'eux-mêmes, pas mécontents de l'état des choses, et jouissant de la vie avec un appétit de libertin, de moinillon ou de prélat.

Michel Contat

L'hymne révolté de Sayd Bahodine Majrouh

Le dernier texte de l'écrivain afghan assassiné voilà trois ans au Pakistan

LE RIRE DES AMANTS, EGO MONSTRE II
de Sayd Bahodine Majrouh.
Préface et texte français
de Serge Sautreau.
Ed. Phébus, 309 p., 148 F.

Trois ans après son assassinat, un soir de février 1988 à Peshawar au Pakistan, Sayd Bahodine Majrouh ne cesse d'être présent et, par son œuvre, d'agir. Intellectuel afghan de haute stature et de tranquille courage, il avait choisi l'exil et la résistance, mais sans jamais dévoyer le sens de son engagement. Pour vaincre les bourreaux, il n'entendait pas devenir bourreau à son tour. Pour anéantir le credo infantile et sanglant des communistes de Kaboul, il n'entendait pas user du prêche borné et tout aussi sanglant des musulmans fanatiques. Il était, de manière exemplaire, un combattant de la liberté. Il demeure, souverainement, un écrivain de la liberté. Ses meurtriers n'avaient sans doute pas prévu cette seconde vie autrement plus redoutable, cette seconde vie, définitive et insensible aux balles.

Avec *le Rire des amants*, son texte ultime, Majrouh a en effet légué un livre d'universelle résonance et de permanente actualité, un livre limpide, inspiré, tout entier gouverné par l'intelligence du cœur. On devrait en prescrire la lecture dans toutes les églises, mosquées, écoles ou casernes, dans toutes les officines de conditionnement, dans tous les cercles de pouvoir. Car ces pages renferment le plus puissant, le plus tonique antidote contre la tyrannie, l'obscurantisme et chacun de leurs subterfuges renaissants. Ici s'accomplit l'implacable décryptage des mécanismes de la terreur, la mise au jour des manipulations, des lâchetés, des reniements.

Il s'agit pourtant d'un *récit* formé d'une succession de contes, de fables, de séquences versifiées, et non d'un *essai* didactique. La « pédagogie » ne s'y glisse que par surprise, la morale par effraction, la pensée par révélation soudaine ou éclat de rire. Majrouh a pratiqué Diderot autant que *les Mille et Une Nuits* : il sait philosopher chemin faisant, méditer mine de rien, prophétiser à l'occasion, écouter les enfants et, toujours, aimer l'amour. A son sujet, Serge Sautreau parle très justement dans sa préface de *« modernité soufie »*, indiquant par là combien Majrouh s'impose, au milieu du sectarisme ambiant, comme un être unique, singulier, téméraire, et combien il semble l'égal de celui qu'il nomme le Voyageur de Minuit, l'égal de son héros.

Celui-là qui dans un livre précédent (1) n'avait cessé d'annoncer l'approche des ténèbres et de l'infamie se retrouve donc à partager avec son auteur les expériences de l'exil. Et c'est une quête plus vertigineuse encore qui s'ouvre, une avancée plus risquée, une perdition plus douloureuse. Le Voyageur découvre que l'ombre portée du monstre – quelle que soit l'identité dont il se pare : dragon, grand conquérant ou chef illimité – ne se connaît pas de frontières, et que l'oppression, la haine, la bêtise sont pareillement à l'œuvre chez les expatriés, les bannis, les déracinés.

« Bientôt la longueur du poil fit loi, et quiconque ne s'affublait pas de l'ostensible et sacro-sainte barbe se voyait mis à l'index, mauvais homme et mauvais croyant, indigne de faire partie de l'intransigeante et pure cohorte des Frères ennemis de Satan.

» Il y eut évidemment une chasse aux mécréants. Ceux qui tenaient à leur liberté intérieure furent dénoncés. Il fallut se taire, ou bien prendre la fuite – ou se résoudre à être enlevé en pleine nuit... Il y eut, évidemment, des disparitions sans cause apparente, et des meurtres sans assassins. »

Le secret des cœurs libres

Si la tragédie afghane sert de trame aux épisodes et aux intrigues du livre, elle n'en constitue pas tout le cadre. Majrouh a le regard aigu, attaché aux détails, aux signes concrets des êtres et des choses, mais il s'invente une visée plus vaste. Il évoque des destinées précises, des conflits repérables, sans jamais pourtant les inscrire nommément, permettant par là leur passage immédiat du côté de l'emblème et du mythe. L'histoire-titre, celle des amants insoucieux et sublimes, se développe d'emblée dans cet au-delà du temps qui semble d'immémoriale mémoire. La rencontre de Delazad et de Gulandam apparaît ainsi comme la plus simple et la plus pure approche du coup de foudre.

Cet amour naissant et déjà absolu, cet amour de pleine lumière enchante le Voyageur de Minuit. Il veut croire à cette force sans ombre qui ne se mesure qu'à la foi, à la beauté, à la vie fervente. Il écoute Delazad, qui lui révèle le secret des cœurs libres, des cœurs qui, contre tout, contre tous, se donnent la liberté d'aimer et de rire. Le prix d'une telle légèreté, d'une telle insolence, sera terrible : rameutés par les sinistres Frères ennemis de Satan, les réfugiés en viendront à lapider les amants. Et le Voyageur de Minuit, le seul à les secourir, clamant son horreur et sa répulsion, connaîtra un nouvel exil parmi les exilés.

Majrouh avait été témoin d'une pareille ignominie, à Peshawar, et en avait gardé l'irrémédiable blessure. Il compose ici un hymne révolté, un lamento violent, qui dénonce et transfigure le meurtre des innocents, et suggère d'où sortiront les agents de sa propre mort... Il ne pouvait d'ailleurs en aller autrement pour celui qui citait en modèle le sage qui avouait : *« Au lieu de consolider la foi, j'éveillais à la recherche. Au lieu de fortifier une raison, un principe, je poussais à l'esprit critique, au doute méthodique, à la lucidité. »*

Telle est bien en effet la marque de Sayd Bahodine Majrouh : la lucidité intrépide et souriante, accueillante et irréductible, la lucidité qui arrache au monstre ses masques, mais sans omettre d'explorer par quelle acceptation intime, par quel vertige commun s'affirme, en chacun, la tyrannie. Et précisément, dans la version française qu'il nous offre, Serge Sautreau restitue admirablement d'un seul souffle l'ambition métaphysique et les élans libertaires. Avec l'évidence virtuose du conteur, il préserve la saveur et le sens de ce noble et simple chef-d'œuvre.

André Velter

(1) *Le Voyageur de Minuit, Ego Monstre I*, Phébus 1989.

▶ **Un débat sera consacré à Majrouh le lundi 13 mai à 17 h 30, à la FNAC-Etoile, avenue de Wagram, Paris.**

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Au synode des Réformés

Le pasteur Monsarrat propose la réunification des Eglises protestantes de France

Le synode annuel de l'Eglise réformée de France – la plus grande des Eglises protestantes avec environ 400 000 fidèles – s'est ouvert, mercredi 8 mai, à Orthez (Pyrénées-Atlantiques), pour quatre jours. Environ 150 délégués, pasteurs et laïcs, ont entendu leur président, le pasteur Jean-Pierre Monsarrat, proposer la réunion des quatre principales Eglises du protestantisme français : l'Eglise réformée de France, l'Eglise évangélique luthérienne de France, l'Eglise réformée d'Alsace et de Lorraine, l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine.

Ce n'est pas la première fois que dans le protestantisme français, on se prend à rêver au modèle allemand de l'Eglise évangélique unique. En Italie aussi, les petites Eglises vaudoise, méthodiste et baptiste sont en train de réunir leurs maigres troupes. Dès les années cinquante en France, des conversations s'étaient ouvertes, entre les quatre grandes Eglises, en vue d'une unification. A l'assemblée générale du protestantisme de Montbéliard en 1960, un vœu avait été voté en ce sens. A celle de Colmar, six ans après, une confession de foi commune avait même été esquissée.

Puis, peu à peu, la routine des appareils ecclésiastiques avait repris le dessus. En 1968 et dans les années 70, l'engagement politique à gauche d'un certain nombre de pasteurs, chez les Réformés plus que chez les Luthériens, a fait peur aux couches modérées du protestantisme, qui ont alors freiné le processus d'unification, réduit à une instance appelée Comité permanent luthéro-réformé. La dynamique est aujourd'hui relancée par le pasteur Jean-Pierre Monsarrat. Le président de l'Eglise réformée de France se garde bien de vouloir prendre l'initiative : *« Les Réformés sont souvent perçus comme marqués par une certaine suffisance*, dit-il. *Il nous est reproché de sous-estimer l'originalité et la pertinence du témoignage propre des autres Eglises protestantes. »*

Mais les raisons qui militaient dans les années 60 en faveur d'une unification sont encore plus valables aujourd'hui : situation de diaspora du protestantisme sur l'ensemble du territoire ; crise du recrutement des pasteurs (70 postes sont vacants chez les Réformés pour un nombre de 470 paroisses) ; désaffection des fidèles pour la vie de leur Eglise ; faiblesse de la catéchèse, l'école du dimanche ne regroupant plus chez les Réformés que 18 000 enfants, etc.

« Sortir de nos ornières »

C'est surtout au nom de la diversité des ministères (pasteurs-laïcs) et des besoins de la mission que le pasteur Monsarrat propose la voie de la réunification : *« Il faut nous arracher à nos habitudes, nous sortir de nos ornières*, a-t-il déclaré à Orthez, *pour nous aider à vivre dans la souplesse et l'imagination au service de l'Evangile »*. Il a notamment cité l'exemple des Réformés de l'Est, qui collaborent de plus en plus avec les Luthériens d'Alsace et de Lorraine, puis est allé droit au but : *« Cette dynamique ne va-t-elle pas nous conduire à remettre en cause, à l'échelon national, le statu quo ecclésiastique du protestantisme français ? A proposer, notamment aux Eglises du Conseil permanent luthéro-réformé, de transformer nos entreprises communes actuelles, dans la formation permanente des pasteurs et la catéchèse, en un partage complet du service de l'Evangile ? »*

Le synode national d'Orthez devait se pencher sur les relations de l'Eglise réformée de France avec les autres traditions protestantes, mais aussi sur son appartenance au Conseil œcuménique des Eglises à Genève. Cette participation internationale n'est évidemment pas menacée, mais au fil des années, un mécontentement s'exprime sur le centralisme du Conseil œcuménique, ses interventions, sans concertation, ni justification théologique, sur les sujets les plus politiques. Après les événements de l'Est et la chute du marxisme, le COE paie aujourd'hui un certain militantisme marqué à gauche. Le synode d'Orthez devait ainsi entendre deux rapports critiques, rédigés par deux pasteurs, Jean-Marc Prieur et Jean-Daniel Caussé : *« Je souhaite un Conseil œcuménique*, écrit notamment le pasteur Caussé, *qui veille à ne pas poser d'autre fondement que Jésus-Christ seul et donc, qui ne situe pas l'engagement socio-politique dans l'ordre de la confession de foi »*.

HENRI TINCQ

A l'initiative de chercheurs britanniques

Une souris change de sexe

Elle est stérile, mais elle présente tous les attributs de la virilité. En injectant le gène qui détermine le sexe mâle dans un embryon de souris femelle, deux chercheurs britanniques ont réussi, pour la première fois, à changer génétiquement le sexe d'un mammifère.

Publiés dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique *Nature*, les travaux de Robin Lovell-Badge et de Peter Goodfellow, respectivement chercheurs au Conseil de recherche médicale (MRC) et à la Fondation impériale de recherche sur le cancer (ICRF) de Londres, viennent couronner des années de compétition internationale. L'objectif : identifier le gène de « la petite différence », responsable de la détermination du sexe et porté, chez les mammifères, par le chromosome Y.

En juillet 1990, les mêmes chercheurs britanniques annonçaient l'avoir identifié chez la souris. Découverte confirmée quelques mois plus tard par une équipe française CNRS-INSERM Centre de recherche de biochimie macromoléculaire (Montpellier), qui publiait dans la revue *Nature* (du 29 novembre 1990) une étude apportant pour la première fois la preuve formelle de l'identité de ce gène essentiel. Appelé SRY *(sex determining region of the Y)*, sa présence ou son absence chez l'embryon, affirmait-on alors, induit par une cascade d'événements le développement des testicules ou des ovaires.

Preuve aujourd'hui bien vivante, la souris des chercheurs londoniens, conçue femelle, est née avec toutes les caractéristiques physiques d'un mâle. La taille, le poids et le comportement : *« Elle s'est accouplée quatre fois en six jours avec deux femelles »*, précisent les chercheurs. Seule anomalie apparente, le rongeur est stérile. Mais l'expérience, précise le Dr Robin Lovell-Badge, prouve déjà que *« toute l'information génétique qui oriente l'embryon vers un développement masculin est contenue dans un seul gène »*. Une confirmation qui ouvre la voie, selon le Dr Peter Goodfellow, *« à la compréhension de la série complexe d'accidents génétiques qui déterminent l'évolution de l'embryon, et qui pourrait éclairer certains dysfonctionnements de croissance comme le cancer »*.

Ca. V.

Une expérience originale dans le Languedoc

L'exploitation d'une mine de bauxite relancée grâce à des handicapés

M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés, a visité fin avril une mine de bauxite de l'Hérault dont la réouverture a été rendue possible par l'emploi de handicapés.

VILLEVEYRAC

de notre envoyé spécial

Il faut s'aventurer sur des chemins boueux, en pleine garrigue, pour atteindre le front de taille de la mine de bauxite de Villeveyrac, entre Béziers et Montpellier. Le convoi officiel constitué à l'occasion de la visite du secrétaire d'Etat aux handicapés, M. Michel Gillibert, dérape, cahote, puis s'arrête devant un bâtiment. C'est la cabine de pesée des camions de minerai. Le responsable de cette opération, dont dépendent les facturations ultérieures, est un handicapé mental qui ignore les calculs élémentaires. Pourtant, grâce à une calculette, il accomplit sa tâche à merveille. Ils seront bientôt trente handicapés à travailler comme lui sur cette exploitation minière.

S'agit-il d'une des nombreuses institutions plus ou moins charitables et subventionnées ? Nullement ! C'est une société anonyme avec son capital, sa concession en bonne et due forme et déjà dix ouvriers (et demain une cinquantaine). En 1991, elle produira 100 000 tonnes de bauxite, versera 150 000 F de redevance au budget communal et compte bien dégager des bénéfices.

Or, ici même, il y a dix-huit mois, tout paraissait compromis. Villeveyrac – un village de 1 700 âmes perché sur un promontoire au milieu des vignes – avait vécu confortablement pendant longtemps du « gros rouge » et de la bauxite. Mais pour échapper à la mévente, les vignerons avaient dû planter de nouveaux cépages et produire une appellation contrôlée, les coteaux du Languedoc. Puis, à son tour, la mine allait lâcher la bourgade. Les trois sociétés concessionnaires du gisement – Pechiney, Alscan et Alusuisse – renonçaient à extraire un minerai devenu trop coûteux.

Villeveyrac gardait tout de même un atout : la nouvelle équipe municipale élue en 1989 et menée par M. Guy Bosc, un professeur d'éducation physique de cinquante-cinq ans qui n'admet pas la « fatalité ». Il va trouver le dernier carré des mineurs qu'Alusuisse se prépare à licencier définitivement. Leur chef, M. Robert Courtieu, est aussi président d'une association locale de parents d'enfants handicapés (1). Entreprenant, il a monté en 1986 une société, la SODICAPEI, qui a pour objectif de créer des emplois pour les infirmes et de commercialiser leur production (2). C'est de lui que vient la formule miracle. La bauxite du Languedoc ne convient plus aux producteurs d'aluminium, mais elle devrait intéresser les fabricants de ciments spéciaux, de matériaux réfractaires, de colorants et de produits pharmaceutiques. Une condition : qu'elle soit triée, calibrée, parfois broyée, présentée en lots homogènes et de composition chimique constante. Impossible d'obtenir cela avec des machines. Pourquoi ne pas essayer avec des handicapés ?

L'équipe municipale hésite, discute, puis accepte de se lancer dans l'aventure. La commune achète le site, les installations et le matériel de la dernière exploitation. On retape les bâtiments pour y installer un atelier de triage. Investissement : près d'un million de francs. Une institution spécialisée (3) apporte son concours financier pour adapter les postes de travail aux besoins des handicapés.

D'autres projets

Le conseil général de l'Hérault paie le déplacement d'une ligne électrique et d'une route pour permettre l'exploitation du meilleur filon. La SODICAPEI obtient une concession et, pour commencer, embauche sept mineurs et deux handicapés. La production démarre et, déjà, arrive à peine à satisfaire la demande. M. Courtieu, le nouveau patron, envisage d'engager encore onze autres mineurs et une trentaine de handicapés. Bref, la mine est repartie grand train. Commentaire de M. Pinet, directeur d'Alusuisse : *« Je regrette de ne pas y avoir pensé moi-même. Vous nous avez montré la voie pour l'avenir. »*

Déjà le maire échafaude de nouveaux projets. A côté de la mine, il offrira bientôt 30 hectares viabilisés pour des entreprises spécialisées dans le traitement des minéraux. A 8 kilomètres d'une sortie de l'autoroute – la Languedocienne – et 19 kilomètres des appontements minéraliers de Sète. Il rêve d'un musée de la bauxite, mais aussi d'un chai de dégustation de son cru des coteaux du Languedoc. Villeveyrac qui s'endormait n'en revient pas de ce réveil en fanfare. En quittant la mairie, Michel Gillibert a lancé au maire : *« Vous voyez, avec les handicapés, on ne s'ennuie jamais et, en supplément, ils vous donnent des idées. »*

MARC AMBROISE-RENDU

(1) L'Association des parents d'enfants inadaptés (APEI) de Frontignan (Hérault).

(2) La Société d'industrialisation et de commercialisation de l'Association des parents d'enfants inadaptés (SODICAPEI), société anonyme au capital de 800 000 F, créée en 1986, domiciliée rue des Lierles, La Peyrade, 34 110 Frontignan, exploite aussi un atelier de confection et fait travailler au total vingt-trois personnes.

(3) L'Association de gestion des fonds pour l'insertion des personnes handicapées (AGEFIPH).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
sans visa

CATASTROPHES

Après le cyclone, la tornade et les inondations

Le Bangladesh sous la menace des épidémies

Après le cyclone tropical du 30 avril qui a ravagé la côte orientale, et après la tornade du 7 mai qui a balayé une ville située au nord de Dacca, ce sont des inondations dues aux crues subites de trois cours d'eau qui ont fait, le 7 mai, quelques nouvelles victimes et de nouveaux dégâts, cette fois dans l'extrême est du Bangladesh, aux environs de la ville de Sylhet. *« C'est un feuilleton tragique où un fléau sévit après un autre »*, a commenté M. Waliul Islam, responsable du district de Dacca.

M. Mohammed Essafi, coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO), a estimé, au terme d'une visite de trois jours, qu'une aide internationale massive était indispensable. Pour le gouvernement du Bangladesh, cette aide est chiffrée à 1,4 milliard de dollars, dont 670 millions pour les secours d'urgence destinés aux 4 millions (d'autres sources parlent de 8 millions) de sans-abri menacés par la famine et la recrudescence massive des maladies endémiques liées à l'eau polluée (le choléra et les diarrhées en tout premier lieu) et 740 millions pour la reconstruction. Selon la presse locale, plus d'un million de personnes seraient malades en raison de la pénurie de vivres, d'eau et de médicaments. De plus, les épidémies pourraient être favorisées par les milliers de cadavres d'animaux qui sont maintenant en état de décomposition avancée mais que personne ne veut ensevelir.

Pour le moment, le Bangladesh a reçu des promesses d'aide de divers pays, d'un montant total de 356 millions de dollars. M. Essafi a précisé que, parmi les besoins les plus urgents, figuraient les hélicoptères indispensables pour porter les secours dans les zones difficiles d'accès. Le largage des vivres et des médicaments par avion est peu adapté : nombre de colis « explosent » en tombant de trop haut sur le sol. Pour le moment, les autorités bangladaises disposent de seize hélicoptères du Bangladesh, de l'Inde et du Pakistan ; il en faudrait sans doute vingt de plus.

Il est malheureusement sûr que plusieurs des îles touchées par le cyclone n'ont pas encore reçu la visite d'équipes de secours. De même, on est toujours sans nouvelles de dizaines de milliers de pêcheurs qui devaient être sur les quelque deux mille barques portées disparues. – *(AFP, AP, Reuter.)*

EN BREF

□ **Un cas de rage dans la Somme.** – Quatorze personnes ont reçu un vaccin antirabique, après la mort le 29 avril, à Amiens, d'un chien contaminé avec lequel elles avaient été en contact. L'animal, un husky, avait été griffé à la truffe, en février à Saint-Ouen près d'Abbeville (Somme), par un chat qui n'avait pas reçu de vaccin. Le chien appartenait à un Amiénois qui a été mis en observation, mardi 7 mai, au CHR pendant quelques heures, tout comme son épouse et sa fille. Le propriétaire du chat et sa famille ont subi les mêmes examens.

□ **Un appelé écroué pour insulte au drapeau.** – Un appelé du 7e régiment de commandement et de soutien à Besançon, M. Chérif Diffalah, vingt ans, a été écroué, mardi 7 mai, pour *« avoir outragé le drapeau et la patrie »* et *« peut-être pas seulement par provocation »*. Pendant la guerre du Golfe, le jeune soldat avait fait l'apologie de M. Saddam Hussein devant le drapeau français et il avait frappé un de ses supérieurs. Examiné par des psychiatres sur décision du tribunal de Besançon qui n'avait pas ordonné son incarcération, M. Diffelah avait été laissé en liberté dans l'attente de sa comparution le 17 mai prochain. Mais la cour d'appel a estimé que l'attitude de cet appelé était inadmissible, et elle a demandé son incarcération.

□ **Football : finale aller de la Coupe de l'UEFA.** – L'Inter de Milan a pris une sérieuse option sur la victoire finale, après son succès (2 à 0) sur l'AS Roma, mercredi 8 mai, en match aller de la finale de la Coupe de l'UEFA. En début de seconde mi-temps, l'international allemand Matthäus transformait un penalty, puis l'Inter creusait définitivement l'écart à la 64e minute par un but de Nicolas Berti.

SCIENCES

Un livre du ministère de l'industrie sur l'énergie nucléaire

Questions sans réponse

« L'électricité que nous exportons est-elle bradée ? » « La Hague, poubelle nucléaire de l'Europe ? » « Y a-t-il davantage de cancers autour des centrales nucléaires ? » « L'erreur humaine est-elle vraiment prise en compte ? » Ce sont quelques interrogations choisies au hasard sur la centaine que contient *l'Energie nucléaire en questions*, opuscule que vient de faire paraître aux éditions du Cherche-Midi le ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

Articulé en chapitres courts, abondamment illustré, ce petit livre dresse en effet un panorama très clair des enjeux techniques et économiques de cette filière énergétique.

Mais l'on s'étonne d'y voir affirmer que *« le nucléaire n'est plus un sujet tabou »*, tant certaines questions, plus « chaudes », restent sans réponse.

Imprécisions

Le mercredi 30 avril, le service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) annonce à toutes les agences de presse le passage du nuage sur le sud-est de la France », lit-on ainsi à propos de l'accident de Tchernobyl, survenu le 26 avril 1986.

Or, on s'en souvient, il fallut attendre plus de deux semaines pour apprendre que ce nuage radioactif avait survolé, le 1er mai, la majeure partie du territoire français (*le Monde* du 13 mai 1986).

Et pour que M. Madelin, alors ministre de l'industrie, mette en place une cellule d'information à l'usage des médias (*le Monde* du 15 mai 1986). Même manque de précision pour ce qui concerne la récente polémique sur les décharges nucléaires du Bouchet et de Saint-Aubin (Essonne).

A la question *« Comment explique-t-on qu'on découvre des décharges de déchets radioactifs ? »*, l'ouvrage rappelle sobrement, sans même nommer ces deux sites, que *« l'existence de ces décharges remonte à la fin des années 50, au tout début du programme nucléaire, à une époque où* [elles] *ne faisaient pas forcément l'objet de réglementations particulières »*.

Il évoque le *« temps de Marie Curie et des pionniers du nucléaire »*... et omet de préciser que la décharge de Saint-Aubin, de l'aveu même du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), fut utilisée au moins jusqu'en 1973 pour le stockage de déchets radioactifs (*le Monde* du 2 novembre 1990).

Nulle trace enfin, au chapitre de la sûreté nucléaire, de l'incident survenu, le 14 avril 1984, sur la tranche n° 5 de la centrale de Bugey (Ain) et révélé par *le Canard enchaîné* le 21 mai 1986.

Un incident jugé à l'époque, selon un rapport interne du CEA, *« d'une gravité encore jamais rencontrée jusqu'ici sur les réacteurs français à eau pressurisée »*. Ainsi que le précisait le ministère de l'industrie lors de sa présentation, cet ouvrage a pourtant réuni *« un comité de rédaction dont la tâche était de répondre aux questions sans les dénaturer et sans les éluder »*.

Il ne reste plus qu'à croire qu'elles étaient mal posées.

Ca. V.

► « L'énergie nucléaire en questions », le Cherche Midi, édit., 174 p., 49 F.

La prochaine mission de la navette américaine

Méduses en apesanteur

Décidément, rien n'est trop bon pour étudier l'adaptation de l'homme à l'apesanteur. Pas même les méduses : elles seront 2 400 à accompagner les sept astronautes qui mèneront, à partir du 22 mai, la prochaine mission de la navette spatiale américaine Columbia. Une population digne d'un film d'épouvante à laquelle s'adjoindra – la NASA l'a précisé mercredi 8 mai – une trentaine de rats blancs.

« Les rats seront emmenés dans des cages, les méduses dans des bocaux, et nous évaluerons les métamorphoses de ces animaux dans un environnement sans gravité », a indiqué M. Ronald White, chef du service Sciences humaines de l'agence spatiale américaine. Déjà, mouches, abeilles, araignées et poissons avaient subi les lois de l'apesanteur pour les besoins de la science, mais jamais les méduses. *« Leur développement arrivant à terme en cinq ou six jours, elles conviennent pourtant parfaitement à ce type d'expériences »*, précisent les chercheurs. On espère notamment comprendre, grâce à elles, pourquoi les astronautes perdent régulièrement du calcium au cours de leurs vols. – *(AFP.)*

CULTURE

DANSE

Au bord du vide

SANKAI JUKU
au Théâtre de la Ville

Ushio Amagatsu, seul maître à bord, après Bouddha, de la compagnie Sankai Juku composée de quatre danseurs hommes, devient, spectacle après spectacle, un adepte de plus en plus fervent d'un buto minimaliste, propice à la méditation et à la délivrance de l'esprit : ainsi en est-il de *Omote ou la Surface effleurée*, au Théâtre de la Ville.

Qu'il parle des origines de la vie, donc de la mort (*Graines de cumquat*), de l'art préhistorique (*Jomon sho*), du vide comparé à l'espace plein comme un œuf (*Unetsu*), de l'empreinte du corps sur le lisse du sable (*Shijimo*), Amagatsu nous raconte la même histoire : celle des forces contraires qui en s'affrontant engendrent tout autant la vie que la mort.

Omote, hymne à la terre, se construit sur une idée forte : les couleurs primaires qui successivement colorent le sol, à la manière des monochromes fluorescents de James Tyrell. On pense aussi aux à-plats colorés de Donald Judd pour le *Newark* de Trisha Brown.

La puissance des couleurs détermine les états et les mouvements des danseurs, le rouge nous vaut un numéro d'Amagatsu *en castafiore!* Un peu simple, d'accord... Le spectacle ne l'est pas, il s'en faut, et le travail des corps reste d'une grande beauté plastique.

COLETTE MASSON/ENGUERAND

DOMINIQUE FRÉTARD

▶ *Omote*, création mondiale, jusqu'au 17 mai. Shijima (reprise), pièce créée en 1988, du 21 au 25 mai. Théâtre de la Ville. 20 h 30. Tél. 48-87-54-42.

CINÉMA

Trop belle pour eux

Le réalisateur du « Grand Chemin » déclenche une bagarre d'hommes autour de Catherine Deneuve

LA REINE BLANCHE
de Jean-Loup Hubert

Gamins ils furent deux copains, inséparables, inséparablement rivaux dans leur amour pour Lili. A vingt ans, l'un a épousé la belle, élue reine du carnaval de Nantes, l'autre est parti naviguer. En 1960, date à laquelle se passe le film, l'un est devenu Richard Bohringer, plombier de Saint-Nazaire, bon bougre tête de lard comme on sait – toujours jaloux. L'autre est devenu Bernard Giraudeau, clodo exotique de retour au pays avec une épouse martiniquaise et trois enfants – toujours amoureux. Lili est devenue Liliane, femme au foyer lasse des lessives de ses quatre loupiots, des cuites de son vieux papa Carmet, de la routine conjugale.

Lili, Liliane, Deneuve. Pour elle, les deux hommes vont recommencer à se bagarrer comme des mômes. Elle, l'épluche-patate en mains, rumine son mal-vivre avec celui qu'elle a épousé, ses rancœurs contre celui qui était parti. Liliane est mal dans sa peau, Catherine Deneuve aussi. Dans *le Lieu du crime* de Téchiné, elle imposait dès la première image son personnage de mère de famille au bout du rouleau sentimental. Ici, dans sa cuisine en formica, elle semble en visite. Sans doute parce que le réalisateur ne la filme pas pour ce qu'elle est aujourd'hui, une femme superbe et une grande actrice dans la quarantaine, mais pour ce qu'elle a été. Il fait la même erreur que ses personnages, paralysés par le souvenir de leur dulcinée d'antan.

Jean-Loup Hubert, il l'a prouvé avec *le Grand Chemin* et *Après la guerre*, est adroit à retrouver les us et coutumes d'une époque. *La Reine blanche* bénéficie du même apparat de brocanteur scrupuleux. Pour peu qu'il dispose des comédiens *ad hoc*, Jean-Loup Hubert sait aussi retrouver une forme de présence populaire dont le cinéma français est avare. Richard Bohringer – c'est sa troisième collaboration avec le cinéaste – est l'homme de la situation, et Jean Carmet se met aisément au diapason. Mais Bernard Giraudeau, pas plus que Deneuve, n'est naturellement dans le ton, et de grasseyements en encanaillements, il ne le trouvera pas. Une virée au claque de deux fêtards ne reconstitue pas si facilement le duo Gabin-Belmondo d'*Un singe en hiver*.

Laborieusement, le mécanisme d'une intrigue dont on croit entendre cliqueter les rouages déroule la ronde des coups de gueule entre les deux hommes, des confidences de Lili et des commentaires de la jeune génération. Une petite réussite, un grain d'à peu-près... Hubert, qui puise beaucoup dans ses propres souvenirs, se réfugie dans la convention dès que la situation ne sonne pas juste d'elle-même. De révélations attendues en chamaillages, il multiplie les gros plans explicatifs. Peut-être l'influence de son commanditaire, Francis Bouygues, qui fait avec *la Reine blanche* ses débuts comme producteur de cinéma, mais que l'on soupçonne de n'être pas indifférent à la finalité télévisuelle de l'entreprise.

Aussi, malgré un scénario aux sous-entendus incisifs – critique de la fierté macho jusqu'à l'imbécillité, tragédie d'une femme enfermée par le regard des autres sur sa beauté, nouveaux métissages des années 60 qui commencent – longtemps le film patauge dans les rages symétriques des deux types, sous le regard navré de leurs rejetons. Ce qui fait bouillir Liliane-Deneuve. Au dénouement, le cinéaste, qui sait faire vibrer la corde de l'émotion, déclenche de grandes réconciliations qui sauront tirer les larmes des spectateurs. Mais ils ont attendu longtemps, et plus.

JEAN-MICHEL FRODON

La fille perdue

La dérive sentimentale d'une jeune fille entraînée par ses rêves d'amour

L'HOMME IMAGINÉ
de Patricia Bardon

« C'est intéressant, l'histoire des gens ? » demande Jacques Spiesser. Son personnage pense que non, ne répond pas aux questions qu'on lui pose, ne dit rien de lui-même, apparaît et disparaît dans la vie de la jeune fille que son silence absent et doux a séduit. Patricia Bardon, réalisatrice de *l'Homme imaginé*, son premier long métrage, pense que oui, l'histoire des gens est intéressante. Elle s'attache aux regards, aux attentes, aux faux mouvements de ladite jeune fille (Marie Carré), certaine de retenir l'attention par la seule force d'un quotidien un peu las, un peu rêveur.

L'homme est passé et a aimé la jeune fille, puis il a disparu sans un mot. On croise un voisin, un copain, une autre fille qui a une histoire tumultueuse avec son petit ami. La « jeune fille numéro un » attend, divague, songe au suicide. Regarde la rue par la vitrine des cafés, s'ennuie à son travail. C'est intéressant, l'histoire de ces gens telle que la filme Patricia Bardon ? Par moments, par éclats. Sûrement pas vingt-quatre fois par seconde.

J.-M. F.

MUSIQUES

Homère à la Belle Époque

Un opéra de Fauré presque jamais représenté dans une production pleine d'inventions

PÉNÉLOPE
à Nantes

Le décor est monumental : quatre paires de colonnes rouge antique, noires et vieil or s'élancent d'une terrasse ; au fond, trouant la façade, deux rideaux rouges encadrés d'un listel noir et blanc. Les servantes de Pénélope sont habillées de robes droites et vaporeuses, aux couleurs sourdes – safran délavé, rouille, gris-bleu, mauve éteint, – parsemées de discrets fils d'or et d'argent.

Pour cette création nantaise de *Pénélope* de Gabriel Fauré, le décorateur Thierry Leproust, la costumière Claude Masson, le metteur en scène Christian Gangneron et son assistant Xavier Ricard ont choisi le parti de la fidélité scrupuleuse aux indications du livret que René Fauchois a tiré de *l'Odyssée* d'Homère. Cependant, à mesure que les servantes, les courtisanes, les prétendants, Euryclée puis Pénélope entrent en scène, lieu, époque et personnages se décalent.

Ce palais, ces robes et ces coiffures qui nous paraissaient si fidèles au lever de rideau seraient-ils une reconstitution de la façon dont les premières années du vingtième siècle se représentaient la civilisation hellénique et préhellénique à travers le renouveau des Jeux olympiques, les fouilles de Schliemann et Dörpfeld à Troie, les reconstitutions audacieuses d'Evans à Cnossos ? Cette souple danseuse aux pieds nus ne serait-elle pas Isadora Duncan ? Raquette de tennis à la main, ample chemise et pantalon taille haute, les prétendants ne sont-ils pas les danseurs ambigus de *Jeu*, le ballet de Debussy et Nijinsky créé, en 1913, la même année que l'opéra de Fauré ? Et la grande robe de mousseline blanche, le port altier de Pénélope, son chignon ne lui donnent-ils pas l'allure d'Emma Bardac ? Avant de devenir la seconde épouse de Debussy, cette femme du monde reçut de Fauré l'hommage de *la Bonne Chanson*, en 1892. Et sans doute davantage.

Gangneron et son équipe ont donc choisi de faire se croiser les destins de Pénélope, d'Ulysse avec l'époque qui a vu la création de cet opéra. Il est simplement dommage que la direction d'acteurs ne soit pas toujours assez serrée. Si ce metteur en scène sait mettre en place la foule qui emplit le palais, s'il sait faire « bouger » les chanteurs, il a plus de difficultés à habiter l'immobilité du second acte. Rien de bien gênant, au demeurant.

La musique de Fauré est splendidement agencée, forte et intime à la fois, difficile à chanter, certes, mais le compositeur avait une grande connaissance des voix. La distribution réunie les 3, 5 et 7 mai dernier au Théâtre Graslin était dominée par Mark Baker, jeune ténor américain qui prêtait sa voix vaillante et subtile, sa prononciation française presque impeccable (comme celle de tous les chanteurs de cette production) à Ulysse, par Vincent Le Texier, baryton irréprochable en Eumée. Voix un peu fatiguée, Jocelyne Taillon compose une Euryclée émouvante, déterminée, attendrie.

Reste Isabelle Vernet. Cette jeune chanteuse de vingt-quatre ans imite Régine Crespin, dont elle est l'élève (1). Tout y passe, le port de tête, les accents, le souffle, le vibrato, la justesse d'intonation toute relative, l'interprétation (en revanche, elle n'a pas de grave). Sa performance ne manque pas d'allure, de crédibilité. Comme lorsque Patrick Sébastien imite Bourvil à s'y méprendre.

Dans la fosse, malgré les attentions de Jean Périsson, l'Orchestre des Pays de la Loire se distingue une fois de plus. Ses cuivres sont en dessous de tout. Particulièrement le trompettiste qui *canarde à chaque fois que* Pénélope chante : tout le temps.

ALAIN LOMPECH

(1) La soprano française a enregistré *Pénélope* sous la direction d'Ingelbrecht (bande radio rééditée en 2 CD chez Rodolphe). Plus récemment (1980), Jessye Norman a incarné au disque l'héroïne antique sous la direction de Charles Dutoit (Erato).

▶ Cette production doit être reprise à Ludwigshafen, en Allemagne, en décembre 1991. *Pénélope* y sera donnée pour la première fois dans ce pays.

Le chemin droit de Noir Désir

Sur scène, sur disque, le groupe français ne s'écarte jamais de son rock incorruptible

NOIR DÉSIR
à l'Elysée-Montmartre

C'était à Grenoble, en avril dernier. Noir Désir avait déjà pris la route depuis plusieurs semaines, avant même la sortie de *Du ciment sous les plaines*, son dernier album. Au Summum de Grenoble, belle salle, un peu grande, un peu froide au goût du groupe, Bertrand Cantat (chant), Serge Vidalenc (basse), Frédéric Teyssot-Gay Serge (guitare) et Denis Barthe (batterie) se sont vidés de toute leur énergie, incapables de faire moins que le maximum, en volume, en puissance, en émotion. Pour finir, comme d'habitude, par une version interminable (parce que jamais Noir Désir n'entrevoit la fin de sa musique) du *Helter Skelter* des Beatles.

Noir Désir a commencé sa tournée très vite, comme pour se lancer à corps perdus dans les nouvelles chansons, comme pour éviter de s'attarder trop sur la phase d'autopromotion qui suit la mise en place d'un nouveau disque. Avec *Rendez l'âme à ceux à qui elle appartient*, son deuxième album, le quatuor bordelais a été, en 1988, dans la nouvelle génération du rock, le premier groupe français à prouver que l'on pouvait vendre cette musique au delà des 20 000 exemplaires. Noir Désir, qui a signé dès 1987 chez Barclay, n'a pas emprunté les chemins pris par la Mano Negra, les Satellites ou OTH. Aujourd'hui, presque tous les groupes issus de la vague alternative ont regagné le giron des majors, Noir Désir n'a plus d'excuses à présenter. Au contraire, ses relations tumultueuses avec Barclay contrastent avec la sérénité de l'idylle Mano Negra-Virgin.

La bagarre a commencé au moment où le groupe a vu *Aux sombres héros de la mer* (Bertrand Cantat est assez amateur de jeux de mots affligeants) grimper au Top 50 et a dû se battre pour ne pas participer aux grands « 20 h 30 ». Depuis, tout l'état-major de Barclay a changé, et, jusqu'à nouvel ordre, la nouvelle équipe bénéficie d'une méfiance raisonnable de la part du groupe, qui tient toujours à contrôler ses activités jusqu'au moindre détail, sur scène, en studio, dans les médias. Après le concert, ils parlent à quatre : *« Nous venons de renégocier notre contrat chez Barclay. Nous nous sommes demandé si l'indépendance, la création d'un label à nous serait plus efficace, et nous avons répondu par la négative. »* C'est une déclaration d'indépendance sans cesse renouvelée, un refus de refaire la même chose (le disque est plus dur, plus compact, impénétrable que *Rendez l'âme*), mais aussi un témoignage de fidélité à un univers défini par le nom même du groupe : *« Le noir, c'est le pessimisme, mais c'est aussi le drapeau de l'anarchie. Je ne crois pas que le dernier disque marque un recul du désir ; au contraire, j'y vois plus un regain de combativité, la volonté de ne plus supporter certaines choses »*, dit Bertrand Cantat.

Sur scène aussi, le groupe essaie toujours de naviguer entre les contradictions. Après avoir rempli l'Olympia il y a deux ans, il aurait dû logiquement, sinon tenter le Zénith, du moins essayer de renouveler son séjour boulevard des Capucines. En fait, Noir Désir se produira une semaine durant à l'Elysée-Montmartre, salle rock en passe de conquérir (enfin) ses lettres de noblesse, depuis que tentures et pièges à son y ont rendu l'acoustique convenable.

Devant la scène, il y aura des lycéennes attirées par la grâce et la fureur de Bertrand Cantat, descendant irréfutable de Jim Morrison, et un peu plus loin, les fidèles des débuts. Ceux qui ont trouvé dans ce rock sombre et incorruptible l'écho de la fin du siècle, des grands écroulements de Tchernobyl à Tokyo, et des petites lueurs.

THOMAS SOTINEL

▶ Du 9 au 17 mai (sauf le 12), à 19 h 30, à l'Elysée-Montmartre, 72, bd de Rochechouart, Paris 18e.

THÉÂTRE

Royal de Luxe est de retour

S'il existe une troupe française connue dans le monde, c'est certainement Royal de Luxe, saltimbanques magnifiques qui, sur les places et dans les rues, montent leurs estrades, leurs machines infernales et jouent – gratuitement – pour des foules de plus en plus nombreuses. Ils sont connus partout parce qu'ils jouent partout. En 1990, c'était en Amérique latine, en 1991 en Nouvelle-Zélande, en Australie, aux Philippines, au Japon, en Corée. Les voilà revenus à leur base, Nantes, où ils sont installés depuis deux ans, où ils ont commencé les 8, 9, et 10 mai, une tournée de *la Véritable Histoire de France*, qui durera six mois, en France et en Europe.

Un vieux rêve

Ce n'est pas tout. Le Royal de Luxe, soutenu par la municipalité, souhaite affréter un cargo qui partirait en février prochain pour parcourir l'Amérique latine – ce sera le 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Ils emmèneraient plusieurs troupes françaises, dont trois feraient la totalité du voyage : Royal de Luxe, bien entendu, Mano Negra et le chorégraphe Philippe Découflé. *« C'est un projet démesuré, mais nous avions en tête un vieux rêve : une tournée d'un an en bateau, en s'arrêtant de port en port. L'opération est sur les rails, bien que le montage financier ne soit pas entièrement bouclé »* ... Les dispensateurs de subsides sont prévenus. Ils ne peuvent pas laisser capoter une telle aventure.

C. G.

Le grand voyage du jeune Noir

Où l'on retrouve l'esprit du néo-réalisme

PUMMARO
de Michele Placido

Kwaku, qui a obtenu son diplôme de médecine au Ghana et veut aller s'établir au Canada, vient en Italie pour retrouver son frère, Job, cueilleur de tomates – de là vient son surnom de Pummaro – dans la région de Naples. Mais le garçon, vraie tête brûlée en difficulté avec la Mafia et la police, s'est enfui. Du sud au nord de l'Italie, de la chaleur et du soleil à la grisaille, au froid, à la pluie, Kwaku suit sa trace. Ce long voyage lui fait découvrir la condition des gens de couleur immigrés dans des régions dont les mœurs et les problèmes varient avec le climat. Et, si au cours d'une longue halte à Vérone, Kwaku a une liaison avec une institutrice blanche, il va apprendre à ses dépens que l'amour n'efface pas les préjugés et le racisme ordinaire.

Michele Placido, comédien passé à la réalisation, a présenté *Pummaro* l'an dernier au Festival de Cannes dans la section Un certain regard. Il s'est réclamé d'un film néo-réaliste de Pietro Germi, *le Chemin de l'espérance*, et c'est bien, en effet, le néo-réalisme social intelligemment reconsidéré qui fait l'intérêt et la qualité de cette œuvre humaniste, parfaitement servie par la vérité de ses interprètes.

J. S.

Les pièges de David Mamet

Suite de la première page

Le réalisateur cite la première réplique d'une de ses pièces, lancée par un vétéran de la seconde guerre mondiale à sa fille : *« Il n'y a pas de rue Goldberg. Il y a des rues Rybka, O'Malley, Smith, mais pas de rue Goldberg. »* La pièce s'appelle bien entendu *Goldberg Street*.

Dans les films hollywoodiens, dit Mamet, on rencontre le juif drôle, le boutiquier, le Tevye du *Violon sur le toit*, avec chants, danses, calottes et repas de Pâques ... *« ou alors le déporté. Quel que soit le cas de figure, la notion même du juif américain est constamment oblitérée par celle du juif européen. Certes, se disaient les cinéastes hollywoodiens, nous utilisons de « bons » stéréotypes... Je ne sais pas si ça existe, un « bon » stéréotype. »*

Être d'abord juif ou Américain ? Selon Mamet, c'est le dilemme des quadragénaires : *« Nous sommes la première génération post-Holocauste, et américains de seconde génération. Ce sont nos grands-parents qui ont immigré, ils parlaient le yiddish, étaient relativement orthodoxes, débarquaient dans le Nouveau Monde. Mes parents, eux, savaient ce qu'ils voulaient, et surtout ce qu'ils ne voulaient pas être : une masse de transplantés. Ma génération se retrouve entre deux chaises : nous n'avons pas choisi de nous assimiler, nous avons grandi dans un milieu fait pour l'assimilation. »*

Produit hors studios par deux indépendants, Michael Hausman et Edward Pressman, adapté dans un premier temps de *Suspects*, roman d'un ancien flic de New-York (*« mais au bout de trois ou quatre ans, il n'en restait plus rien »*), *Homicide* est pour Mamet une affaire de famille. *« Mon héros, comme celui du livre d'ailleurs, est inspiré par mon cousin, Eddie Mamet, capitaine dans la police new-yorkaise. »*

Et puis, David Mamet a confié un des rôles du film à son père, Bernie. *« Le problème a moins été de le convaincre que de le retenir d'en faire trop. Il est avocat, donc depuis toujours acteur amateur. »*

HENRI BÉHAR

□ RECTIFICATIF. – Un incident technique a rendu incompréhensible le premier paragraphe de notre article sur *le Voyage du Capitaine Fracasse* (*le Monde* du 8 mai). Il fallait lire : *« Le théâtre est tout-puissant. Il transforme les gueux en seigneurs. Et il va transformer un seigneur en acteur. Sigognac prend la route avec la troupe »*...

Le Monde
est en vente
le soir même
à Cannes
pendant la durée
du Festival
9-20 MAI 1991

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
sans visa

SPECTACLES

JEUDI 9 MAI

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

L'ARTOT
Atelier des enfants.
Jusqu'au 20 mai 1991.

ANDRÉ BRETON. Grande galerie - 5e étage. Jusqu'au *26 août 1991.*

CAPITALES EUROPÉENNES DU NOUVEAU DESIGN. Galerie du Cci. Jusqu'au 27 mai 1991.

FRANK O. GEHRY. Projets en Europe. Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin 1991

MOUVEMENT 1 ET 2. Galeries contemporaines. Jusqu'au 16 juin 1991.

LE MYTHE W. EUGÈNE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin 1991.

CLAUDE VIALLAT : DESSINS. *Salle* d'art graphique Mnam. Jusqu'au 3 juin 1991.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé *le lundi.*

AFFICHES : LE CIRQUE. Exposition-dossier. *Entrée* · 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 7 juillet 1991.

GEORGE N. BARNARD : PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION. Exposition-dossier. · Espace photographies arts graphiques 1er et 2e. Entrée · 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

DESSINS DE CARPEAUX. · Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin 1991.

DESSINS NÉO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet 1991.

PHOTOGRAMMES DES FRÈRES LUMIÈRE. · Espace naissance du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin 1891.

RENÉ PIOT (1966-1934) *DÉCORS* **DE THÉÂTRE, DÉCORS MONUMENTAUX.** *Exposition-dossier. Entrée :* 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au *26 mai* 1991.

LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1791-1914). Exposition-dossier. · 5e, 4e, 3e étages · Pavillon *Amont.* Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE. *Hall Napoléon.* Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 *juin* 1991.

JOOS VAN CLEVE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

DESSINS ESPAGNOLS : MAITRES DES XVIe ET XVIIe SIÈCLES. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 22 juillet 1991.

REPENTIRS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 *juin* 1891.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall *Napoléon.* Entrée : *30 F (possibilités de* billets couplés avec celui du musée). *Jusqu'au* 17 *juin* 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. Le musée sera fermé les 9, 9, 19 et 20 mai.

PIERO MANZONI. Entrée : 30 F (possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 28 *mai* 1991.

PINO PASCALI, ***ETTORE*** **SPALLETTI.** Entrée : 20 F (possibilité de billet *groupé : 35 F). Jusqu'au 30 juin* 1991.

Grand Palais

Av. W.-*Churchill, pl. Clemenceau,* av. Gal-Eisenhower.

DE COROT AUX IMPRESSIONNISTES. DONATIONS MOREAU-NÉLATON. (42-89-23-13). T.l.j. sf mer. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 22 juillet 1891.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages. (42-88-54-10). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

SEURAT (1999-1891). Galeries nationales (42-89-23-13). T.l.j. sf mar. *de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à* 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15 mer. à 21 h 15). *Entrée* : 37 F, sam. 24 F. Jusqu'au 12 août 1991.

MUSÉES

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES, 2 SESSION. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité · mezzanine sud, 21, boulevard Morland (42-76-28-53). T.l.j. sf lun, de 10 h 30 à 18 h 30, dim, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 8 juin 1991.

ROSSELLA BELLUSCI. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-28). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Fermé les 8, 9, 20 et 21 mai. *Jusqu'au* 25 mai 1991.

CAO HUI. *Musée* Kwok *On, 41, rue* des Francs-Bourgeois (42-72-89-42). *T.l.j. sauf sam.,* dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Du 13 mai 1991 *au* 31 *mai* 1991.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre 1991.

CAMILLE **CLAUDEL.** Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.*l*.j. sf lun. *de* 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 20 h. Fermeture des *caisses* 30 *mn avant.* Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

JAN DIBBETS. Centre *national* de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du *Président*-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

DONS DE LA FAMILLE DAVID-WEILL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 30 juin 1991.

LA FAIENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts *africains* et océaniens, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf *mar. de* 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 *juin* 1991.

HORST. 80 ans de photographie. *Musée des arts de la mode,* 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre 1991.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F, dim. : 8 F. Jusqu'au 29 juillet 1991.

MAGIES D'ANGKOR. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

RICHARD MEITNER, VERRE CONTEMPORAIN. Musée des arts *décoratifs, galerie* d'actualités, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 26 mai 1981.

LE MONDE DE PROUST, PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Caisse nationale des monuments *historiques,* orangerie de l'hôtel de Sully · 82, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. de 11 h à 19 h. Jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 19 F. *Jusqu'au 20 mai* 1991.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES. *Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard* (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1er *novembre* 1891.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'homme, palais de Chaillot, *place du* Trocadéro (46-53-70-80). T.l.j. sf mer. et fêtes de 8 h 46 à 17 h 16. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre 1991.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la *photographie,* Palais de Tokyo, 13, av. du Président-*Wilson* (47-23-36-53). T.l.j. sf *mar.* de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du *musée).* Jusqu'au 20 mai 1991.

PARCOURS DU DOUBLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-74). T.l.j. sf mar. de 9 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 20 mai 1891.

LA PHOTOGRAPHIE AU BAUHAUS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. *Jusqu'au* 13 mai 1991.

POMME DE TERRE ET BONHOMME DE FER. Par Biagio Pancino *et Ulysse Renaud. Jardin d'Acclimatation,* musée en Herbe, bois de Bou*logne,* boulevard des Sablons (40-67-97-66). T.l.j. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 18 h. Entrée : 13 F. Jusqu'au 29 septembre 1881.

POUPÉES D'HIER, CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar, de 12 h 30 à 18 h, dim, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre 1991.

LA **PROPAGANDE PAR L'AFFICHE.** Histoire de l'affiche politique *en France 1450-1990, Musée* d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-55-30-11). T.l.j. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Fermé les 8 et 9 mai. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

TECHNIQUES DISCRÈTES, LE ***DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-*** **1990.** Musée des arts décoratifs, gale*rie d'actualité,* 107, *rue de Rivoli* (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre 1991.

TRÉSORS DE BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre 1991.

TRÉSORS DU MUSEUM ET TRÉSORS MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Muséum d'histoire naturelle, galerie de minéralogie et de géologie, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-79-30-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F, 6 F (chaque exposition). Jusqu'au 30 juillet 1991.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE, LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le grand prix Imetal Hommage à Bernard Palissy. Musée des arts décoratifs, 107, *rue de Rivoli* (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h 30 à 18 h. *Entrée* : 20 F. *Jusqu'au 23 juin* 1991.

HENRI-GEORGES VIDAL. Musée Bourdelle, 16, rue *Antoine*-Bourdelle (45-48-87-27). T.l.j. sf lun. et jours *fériés* de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 mai 1891.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre 1991.

LES TEMPLES D'ANGKOR, DESSINS D'ARCHITECTURES. Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot (40-70-01-65). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 18 mai 1991.

GEORG TRAKL. Maison de la *poésie,* terrasse du Forum des Halles, 101, rue *Rambuteau* (42-36-27-53). *T.l.j. sf lun.* de 13 h à 19 h. Jusqu'au 14 août 1991.

GUDRUN VON LEITNER. Berlin et *Hambourg,* l'Allemagne et moi. Goethe Institut, galerie Condé, 31, rue de Condé (43-26-09-21). T.l.j. sf sam. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 7 juin 1991.

ADOLF WOLFLI. Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf lun. et mer. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 mai 1991.

CENTRES CULTURELS

A LA DÉCOUVERTE DE PALMYRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 juin 1891.

CALLIGRAPHIE CONTEMPORAINE DE MARI IMAI. Espace Japon, 9, rue de *la Fontaine-au-Roi* (47-00-77-47). T.l.j. sf dim. et lun. de 12 h 30 à 20 h, sam. *de 12 h 30 à 18 h.* Du 11 mai 1991 au 25 mai 1991.

CHANGEMENT DE DIRECTION. Fondation nationale des arts. Hôtel des arts, 11, rue Berryer (45-63-90-56). T.l.j. sf mar. de 11 h à 19 h. mar. de 11 h à 20 h. Jusqu'au 27 mai 1991.

COLLECTION CONTEMPORAINE BNP. École nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai *Malaquais* (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. de 13 h à 18 *h.* Jusqu'au 2 juin 1991.

LA DENTELLE A TRAVERS LE MONDE. *Passion, technique et tradition.* Bibliothèque Forney, hôtel de *Sens,* 1, rue *du Figuier* (42-79-14-60). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Ouverture exceptionnelle dim. 2 juin 1981 de 14 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 juin 1991.

LES DONS ET LEGS A PARIS. Hôtel de Ville, salon d'accueil, 28, rue de Rivoli. T.l.*j.* sf dim. et fêtes de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 15 juin 1991.

KILIMS ANATOLIENS **: UN ART ANCESTRAL.** Institut du monde arabe, 1, *rue des Fossés-Saint-Bernard* (40-51-39-39). T.l.j. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 28 juin 1991.

FERDINAND KULMER. Paris Art Center, 39, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1 juin 1981.

LA **PHOTOGRAPHIE ET L'IMAGINAIRE.** Institut néerlandais, 121, rue *de Lille* (47-05-85-98). T.l.j. sf *lun. de* 13 h à 19 h. Jusqu'au 19 mai 1991.

SCULPTEURS EN LIBERTÉ. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaunord, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 8 septembre 1981.

ANSELM STALDER. Centre culturel suisse, 38, rue *des Francs*-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf lun. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 29 mai 1991.

KEIICHI TAHARA. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 *h* à 19 h, sam., *dim.* jusqu'à 18 h. Entrée : 10 F. Du 13 mai 1891 au 13 juin 1881.

GALERIES

AFTER DUCHAMP. Galerie 1900-*2000,* 8, *rue Bonaparte* (43-25-84-20). Jusqu'au 1 juin 1991.

GILLES AILLAUD. *Galerie de France,* 52, rue de la Verrerie (42-74-39-00). *Jusqu'au* 19 *mai* 1991.

JEAN-MICHEL ALBEROLA, BERTRAND LAVIER, JEAN LE GAC. Jean-Pierre Raynaud. Galerie Daniel Templon, 1, impasse Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 29 mai 1991.

PHILIPPE APELOIG. Galerie Impressions 1900-1950, 43, rue de Verneuil (42-61-01-74). Du 14 mai 1991 au 30 juin 1991.

DIETER APPELT. Galerie Bouqueret-Lebon, 69, rue de Turenne (40-27-92-21). Jusqu'au 1er juin 1991.

MAURICE ASSELIN. Galerie de la Poste, 21, passage Véro-Dodat (42-36-88-60). Jusqu'au 30 mai 1991.

ALAIN BALZAC. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 18 mai 1991.

JÉRÔME BASSERODE. *Galerie Claudine* Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-99-80). *Jusqu'au 25 mai* 1991.

XANTE BATTAGLIA. Galerie Heyram-*Mabel* Semmler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 31 mai 1991.

JOACHIM BONNEMAISON. Galerie *Michèle* Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-82). Jusqu'au 11 mai 1991.

BURATTONI, DUFOUR. Galerie Gulharc Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 1er juin 1991.

POL BURY. Galerie Artcuriel, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 8 juin 1991.

CHAIX. Galerie des Orfèvres, 66, quai des Orfèvres, pl. Dauphine (43-28-81-30). Du 14 mai 1991 au 1 juin 1991.

HYUNSOO CHOI. *Galerie* Leif Stahle, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 18 mai 1991.

CLAISSE. Galerie Denise René, 198, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 15 mai 1991.

LYNNE COHEN, THOMAS STRUTH, CHRISTOPHER WILLIAMS. Galerie Samia Saouma, 18, rue des *Coutures-Saint-Gervais* (42-78-40-44). Jusqu'au 1er juin 1991.

JEANNE COPPEL. Galerie Franka Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). *Jusqu'au 18 mai* 1891.

MARINA COX. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du *Pont-Louis-Philippe* (42-77-38-24). Jusqu'au 1er juin 1891.

ENZO CUCCHI. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). *Jusqu'au 29 mai* 1991.

ANNE DEGUELLE : HISTOIRE DE GALERIE. Galerie du Génie, 24, rue Keller (48-08-90-90). Jusqu'au 20 mai 1891.

MARCO DEL RE. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 1er juin 1981.

DIDIER DEMOZAY. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 19 mai 1981.

DESSINS ***ESPAGNOLS.*** *Galerie Gismondi,* 20, rue Royale (42-60-73-89). *Jusqu'au 25 mai* 1991.

DUBUFFET. Galerie Baudoin Lebon, 39, rue *Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie* (42-72-09-10). Jusqu'au 25 mai 1991.

DAN FLAVIN. *Galerie Karsten Grève,* 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 21 mai 1991.

GAINES. Galerie Lavignes-Bastille, 5, rue de Charonne (47-00-74-40). Du 14 mai 1991 au 13 juin 1991.

JEAN-MARC GAUTHIER. Galerie l'Œil-de-bœuf, 59, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 31 mai 1991.

JOCHEN GERZ. Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-39-87). *Jusqu'au 19 juin* 1991.

CLAUDE GILLI. Galerie Jousse-*Seguin,* 32-34, *rue de Charonne* (47-00-32-35). Jusqu'au 4 juin 1891.

MARCIA HAFIF. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 29 mai 1991.

HERVÉ ET RICHARD DI ROSA. **Trois façons de voir les choses... les lieux.** Galerie Intersection 11-20, 38, *rue des Amandiers* (43-66-84-81). *Jusqu'au 15 juin* 1991.

EVA HESSE. Galerie Renos Xippas, 108, *rue Vieille-du-Temple* (40-27-05-55). Jusqu'au 1er juin 1991.

IVAN. Galerie Horloge, 23, rue Beaubourg - passage des Ménétriers (42-77-27-81). Jusqu'au 25 mai 1991.

ALFREDO JAAR. Galerie Gabrielle Maubrie, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-78-03-97). Jusqu'au 19 mai 1981.

ELVIRE JAN. *Galerie la Pochade,* 11, rue Guénégaud (43-54-89-03). Jusqu'au 18 mai 1891.

PIERRE KELLER. Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2e étage, escalier 8 (42-74-56-39). Jusqu'au 31 mai 1991.

PASCAL KERN. *Galerie Zabriskie,* 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 23 *mai* 1991.

KISLING. Centenaire. Galerie Daniel Malingue, 26, av. Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 12 juillet 1992.

VICTOR LAKS. Galerie Olivier Nouvellet, 19, rue de Seine (43-29-43-16). Du 14 mai 1981 au 31 mai 1991.

MARK LUYTEN. *Galerie Laage-Salomon,* 57, rue du Temple (42-78-11-71). *Jusqu'au 25 mai* 1991.

RAFAEL MAHDAVI. Galerie Michel Gillet, 54, avenue la *Bourdonnais* (47-53-72-73). Jusqu'au 27 mai 1991.

KAREL MALICH. *Galerie Lamaignère* Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 19 mai 1991.

MARELLES. Canetti Larue, Nac*cache,* **Madonia, Pelloille.** Galerie Bercovy-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Du 14 mai 1991 au 29 juin 1991.

MECHTILT. LOUIS-THOMAS D'HOSTE. Espace MAC 2000, 59, rue des Mathurins (47-42-05-41). Jusqu'au 2 juin 1991.

MINGOIS CHINOIS. Galerie Jacques Barrère, 36, rue Mazarine (43-26-57-61). Jusqu'au 30 juin 1991.

BERNARD MONINOT. *Galerie* Montenay, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). *Jusqu'au 1er juin* 1991.

LAILA MURAYWID. Galerie Chris*tine Marquet* de Vasselot, 18, rue Charlot (42-78-00-31). Jusqu'au 14 juin 1991.

RAMEH NICOLAS. Galerie Samagra, 52, rue Jacob (42-86-86-19). Jusqu'au 31 mai 1991.

PIERRE NIVOLLET. Galerie Jacqueline Felman Bastille, 9, rue Popincourt (47-00-87-71). Du 14 mai 1991 au 28 juin 1991.

POINT DE VUE. Ballet, Ben, Boeno, Bourget, Faust, Fulton, Varini. Galerie des Archives, 46, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 21 mai 1991.

PASCAL-HENRI POIROT. Galerie Caroline Corre, 14, rue *Guénégaud* (43-54-57-67). Du 14 mai 1991 au 15 juin 1991.

MICHEL POTAGE. Galerie Philippe Boulakia, 20, rue Bonaparte (43-26-58-79). Jusqu'au 7 juin 1991

ALBERT RAFOLS-CASAMADA. Galerie Clivages, 5, rue Sainte-Anastase (42-72-40-02). *Jusqu'au 19 mai* 1991.

CHARLES RAY. Galerie Claire Burrus, 16, rue *de Lappe* (43-55-36-90). Jusqu'au 18 mai 1991.

RECENT WORKS. *Peter Fischli,* **David Weiss, Andreas Gürsky, Boyd Webb.** Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-60-81) Jusqu'au 7 juin 1991.

HENRI REN. Galerie Carole Brimaud, 25, *rue de Penthièvre* (42-56-40-90). Jusqu'au 1er juin 1991.

DENIS RIVIÈRE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Du 14 mai 1991 au 29 juin 1991.

DAVID ROBBINS. Galerie Claire Burrus, 16, rue de Lappe (43-55-36-80). Du 11 mai 1991 au 8 juin 1991.

ROHMER. Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob (42-60-86-31). Jusqu'au 31 mai 1991.

SOLOMON ROSSIN. Galerie *Sabine* Herbert, 86 bis, rue Vieille-du-Temple (42-72-67-66). Jusqu'au 15 juin 1991.

MIMMO ROTELLA. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Jusqu'au 26 mai 1991.

GEORGE ROUSSE. Galerie *Farideh-*Cadot, 77, rue des Archives (42-79-08-36). Jusqu'au 25 mai 1991.

SALEVOR. Galerie d'art noir contemporain, 35, rue Hermel (42-62-62-85). Du 13 mai 1991 au 1 juin 1991.

PETER SAUL. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Du 14 mai 1991 *au* 13 *juillet* 1891.

ANTONIO SAURA. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Du 14 mai 1991 au 29 juin 1991.

PHILIPPE SEUX. Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (43-54-58-79). Du 14 mai 1991 *au* 1er *juin* 1891.

KOUMASSO SHIIBA. Galerie Peinture fraîche, 29, *rue* de Bourgogne (45-51-00-85). Jusqu'au 26 mai 1991.

CHARLES SIMONDS. Galerie Baudoin Lebon, 38, rue *Sainte-Croix-de-la-*Bretonnerie (42-72-08-10). Jusqu'au 25 mai 1991.

RAY SMITH. Galerie Thaddaeus *Ropac,* 7, rue *Debelleyme* (42-72-99-00). Jusqu'au 11 mai 1991.

ETTORE SPALETTI. *Galerie Anne de* Villepoix, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Du 11 *mai* 1991 *au* 1er *juin* 1991.

HAIM STEINBACH, ANDRES SERRANO. Galerie Yvon Lambert, 109, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33) Jusqu'au 14 mai 1991.

THEBAULT. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-89-88). Jusqu'au 19 mai 1991

ARTHUR UNGER. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28) Jusqu'au 1er juin 1991.

BRAM VAN VELDE. Galerie Lucette Herzog, passage Molière · 157, *rue* Saint-Martin (48-87-39-94). *Jusqu'au* 31 mai 1891.

GIL WOLMAN. *Galerie de Paris,* 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). *Jusqu'au* 11 *mai* 1991.

XIAO XIA. Galerie Isy Brachot, 35, *rue Guénégaud* (43-54-22-40). Jusqu'au 11 mai 1991.

PÉRIPHÉRIE

BOULOGNE-BILLANCOURT. **Icônes et Icônes brodées de la Sainte Russie. XVIe et XVIIe siècles.** *Centre* culturel de Boulogne-Billancourt, 22, *rue* de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h *Jusqu'*au 11 *mai* 1991.

BRÉTIGNY-SUR-ORGE. Eléments de réflexion pour la constitution d'une collection d'art. Contemporain. Galerie d'art contemporain de l'espace Jules-Verne, rue Henri-Douard (60-84-40-72) T.l.j. sf dim. de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 18 mai 1991.

CLAMART. Hommage à Jean Arp. Fondation Jean-Arp, 21-23, rue des Châtaigniers (45-34-22-63). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 15 F. Du 10 mai 1991 au 15 septembre 1991.

LA DÉFENSE. ***Kowalski.*** *Espace* art Défense · Art 4, 15, place de La *Défense* (49-00-15-96). *Jusqu'au 2 juin* 1991. **Un musée retrouvé.** ***Maquettes de l'ancien musée des*** travaux publics, Espace art Défense · *Art* 4, 15, *place de La Défense* (49-00-15-98). Jusqu'au 2 juin 1991.

HERBLAY. ***Jean-Sylvain Bieth,*** **Stille Nacht.** Galerie d'art contempo*rain du centre* Saint-Vincent, 40, rue du Général-de-Gaulle (39-78-93-83). T.l.j. sf dim. et lun. de 16 h à 19 h. Jusqu'au 21 mai 1991.

IVRY-SUR-SEINE. 8 Bourses d'art monumental de la ville d'Ivry-sur-Seine, Francisco Nicolas Parra et l'Atelier de BuenosAires. Centre d'art *contemporain,* 83, av Georges-Gosnat (46-70-15-71). Jusqu'au 2 juin 1991.

MEUDON. Camille Claudel. Musée Rodin, villa des Brillants · 19, av. Auguste-Rodin. Jeu., ven., sam., dim. de 13 h 30 à 19 h. Jusqu'au 29 septembre 1991.

MONTREUIL. Francis Marshall. Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle (42-87-08-66). T.l.j. *sf dim. de* 14 h à 21 h, sam. de 10 h à 14 h. Du 13 mai 1991 *au* 13 *juin* 1991.

PANTIN. 100 ans d'affiches automobiles. *Centre international de l'automobile,* 25, rue d'Estienne-d'Orves (48-43-79-14). T.l.j. *de* 10 *h* 30 à 18 h 30, nocturne le mardi jusqu'à 22 h. Entrée : *40 F. Jusqu'au 31 mai* 1991.

PONTOISE. Louis Hayet. ***L'œuvre néo-impressionniste et la théorie des*** **couleurs 1883-1895.** Musée Tavet-*Delacour,* 4, rue Lemercier (34-43-34-77). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 *h et* de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 août 1981. **Œuvres impressionnistes et post-impressionnistes des collections. Des musées de Pontoise.** Musée Pissarro de Pontoise, 17, rue du Château (30-38-02-40). T.l.j. sf lun., mar. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 18 août 1991.

SAINT-DENIS. Paul, Max et les autres... Le surréalisme dans les collection du Musée de Saint-Denis. Musée d'art et d'histoire, 22 *bis,* rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). T.l.j. sf mar. de 10 *h* à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Visite commentée sur rendez-vous. Entrée : 15 F. *Jusqu'au 27 mai* 1991.

VERSAILLES. Aquarelles et dessins de Versailles par François-Ma*rius Granet.* ***Musée Lambinet,*** 54, boulevard de la Reine (39-50-30-32). T.l.j. *sf lun. de* 14 *h à* 19 *h. Fermé* les 1er, 9 et 19 mai. Jusqu'au 30 juin 1991.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 10 MAI

« *Promenade dans le quartier chinois* de Paris », 10 h 30, métro Porte-de-Choisy (P.-Y. Jaslet).

« La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis parisiens », 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autrefois).

« Exposition Camille Claudel », 13 h 30, Musée Rodin, entrée de l'exposition près de la caisse (D. Fleuriot).

« Exposition « Le trésor de Saint-Denis » au Louvre », 14 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des *antiquaires.*

« Visite de l'hôtel de Lauzun, suivie d'*une promenade dans* l'île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Connaissance de Paris).

« De la villa du duc de Morny à la maison de Bon Repos, séjour d'Elvire à Viroflay », 14 h 30, hôtel de ville de Viroflay, 2, place du Général-de-Gaulle (Office de tourisme de Versailles).

« Rues et maisons du Moyen Age autour de Saint-Paul », 14 h 30, métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).

« *La cathédrale Notre-Dame, histoire* et symboles de l'architecture et de la sculpture gothiques », 14 h 30, devant le portail central (Arts et caetera).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« *Le quartier* Latin : *de la naissance* de l'Université et des collèges au Moyen Age à la Sorbonne d'aujourd'hui », 14 h 30, devant la fontaine, place Saint-Michel (M. Pohyer).

« *Le thé en l'hôtel Rambouillet, ou la* vie raffinée des femmes du Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« Voir et comprendre Picasso à l'hôtel Salé » (trente personnes), 14 h 45, 5, rue de Thorigny.

« La Villette *contemporaine* : de la « cité du sang » à la « cité des sciences » et au parc », 15 heures, sortie métro Corentin-Cariou, côté numéros pairs (Monuments historiques).

« Chapelle, grand amphithéâtre et salons de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Les Invalides interdits au public : de la crypte des Gouverneurs à l'église Saint-Louis », 15 heures, voûte d'entrée, côté esplanade (Paris et son histoire).

« Autour du pont Neuf : Henri IV *urbaniste* », 19 *heures, pont Neuf,* statue d'Henri IV (Paris historique).

CONFÉRENCES

30, avenue George-V, 13 heures : « Last Sailors 1 », film de N. Hollander et H. Mertàe (1987) ; 14 h 30 : « Une science dans le vent : la météorologie », film de M. Larriaga ; 16 heures : « Ghosts of Cape Horn », film de K. Critchlow, v.o. (Espace Kronenbourg Aventure).

Centre associatif Mesnil-Saint-Didier (grande salle), 25, rue Mesnil, 14 h 30 : « Ile de Pâques : des yeux qui regardent le soleil », par C. Vanderhaeghe ; 16 *h* 30 : Naples : de Parthénope à Néapolis, une cité de Grande Grèce », par J. Thebule (Le Cavalier bleu).

11 bis, rue Keppler, 20 h 15 : « Tentation et danger des pouvoirs psychiques ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
sans visa

ÉCONOMIE

BILLET

A quand la fin de la récession américaine ?

La chômage a baissé aux Etats-Unis en avril et les familles américaines ont nettement repris confiance. Les stocks de l'industrie sont peu importants, les taux d'intérêt baissent et Wall Street se porte mieux. Les éléments d'une reprise existent donc outre-Atlantique. Il n'empêche que la consommation reste faible, que les achats de logements et d'automobiles ne sont pas suffisants pour relancer l'activité. Alors ?

La situation américaine est à bien des égards sans précédent. Le marasme actuel est dû en grande partie à un endettement trop important des entreprises, des particuliers et de l'Etat lui-même. Les trois acteurs de la vie économique ne peuvent donc plus emprunter, et les banques elles-mêmes sont plus réticentes pour prêter.

L'entrée en récession de l'économie américaine a elle aussi été inhabituelle. Généralement quand un cycle de prospérité s'achève en Amérique du Nord, la récession qui suit est brutale. Il n'en a pas été de même cette fois. Les Etats-Unis ont vu baisser leur production nationale au dernier trimestre de l'année dernière (– 1,6 % en rythme annuel) et au premier trimestre de cette année (– 2,8 %). Officiellement, avec deux trimestres consécutifs de recul, le pays est en récession. En fait, la rupture est bien antérieure : elle remonte au deuxième trimestre 1989. A cette époque, la croissance américaine, qui dépassait 3 % l'an, a ralenti de moitié.

La décélération a donc été progressive, contrairement à ce qui s'était passé lors de la dernière récession : + 2 % en 1981, – 2,6 % en 1982. La reprise pourrait donc être progressive elle aussi. Quand se produira-t-elle ? Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont connu six récessions dont la durée a varié entre trois et quatre trimestres soit environ une dizaine de mois. Mais les deux dernières – celles de 1974-1975 et de 1981-1982 – ont été un peu plus longues : une douzaine de mois. Si la récession actuelle renouvelle les deux précédentes, la reprise ne se produirait pas avant la fin de cette année.

Dans la mesure où il faut une dizaine de mois pour que les effets bienfaisants d'un redémarrage se fassent sentir sur le chômage et le pouvoir d'achat, le timing serait parfait pour M. Bush. C'est en novembre 1992 qu'aura lieu l'élection présidentielle. On peut parier que beaucoup sera fait pour y arriver dans de bonnes conditions...

ALAIN VERNHOLES

Le « miracle » sri-lankais

Nouveau paradis des touristes, l'ancien Ceylan, ravagé par des insurrections depuis 1983 mène une politique libérale et continue d'être « l'enfant chéri » des bailleurs de fonds internationaux

COLOMBO

de notre envoyé spécial

Des avions entiers de touristes allemands, français et asiatiques se posent chaque jour sur l'aéroport de Colombo. Le hall d'arrivée offre un décor luxueux, façon Hongkong, et ses boutiques proposent une multitude de produits de marques occidentales, de l'ordinateur de poche dernier cri au robot mixeur. Quand on vient de l'Inde, Sri-Lanka, c'est l'Amérique ! Les touristes séjournent en général vingt-quatre heures dans la capitale, avant de descendre vers le sud, dans la région de Bentota. Les plages de sable fin frangées de cocotiers, la mer, le soleil, les crustacés et le sourire d'un personnel hôtelier assez efficace : le tout beaucoup moins cher (voyage compris) que bien des destinations exotiques.

De plus, depuis la fin de l'année 1990, on ne rencontre plus sur les routes du Sud de cadavres décapités ou (et) brûlés, qui décourageaient les candidats au bain de soleil tout en compromettant la balance des paiements. L'armée s'est livrée à un grand « nettoyage » de l'insurrection des militants extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple), comme en témoigne la présence des femmes, bien plus nombreuses que les hommes dans les villages. Bref, alors qu'une autre guerre fait rage dans le nord et l'est du pays contre les séparatistes tamouls, le Sud s'en tient dorénavant à sa vocation de carte postale. En 1990, le « boom » a repris : environ 300 000 entrées, soit une augmentation de plus de 65 % par rapport à l'année précédente, ce qui se traduit par un apport financier de 115 millions de dollars.

Cette année, en dépit d'un léger creux dans les mouvements aériens en raison de la guerre du Golfe, tous les espoirs sont permis : peut-être 380 000 visiteurs ! Les taux d'occupation des hôtels sont proches de 80 % (31 % en 1989). Les touristes, dont beaucoup partagent leur séjour dans la région par une semaine aux Maldives, peuvent aussi tenter leur chance sur les tapis verts. Sri-Lanka, toutes proportions gardées, est le Las Vegas de l'Asie du Sud. La clientèle est en partie locale, mais c'est davantage pour les citoyens de Taïwan, de Corée du Sud, Hongkong et surtout Singapour, que l'empire des casinos a été bâti. Cela s'est fait en quelques années, avec le soutien de certains « barons » de l'UNP (Parti national unifié), la formation au pouvoir.

Le chef de l'Etat, M. Ranasinghe Premadasa, incarne bien les contradictions de son pays. D'un côté, tout est fait pour transformer Sri-Lanka en réceptacle des investissements nationaux et étrangers.

Singapour comme modèle

Le modèle économique est, *grosso modo*, Singapour (la création de la Bourse de Colombo va dans ce sens), et pour atteindre cet objectif, le gouvernement a pris plusieurs mesures pour accentuer la libéralisation de l'économie. Le contrôle des changes est pour l'essentiel démantelé (autorisation de rapatrier des devises sans limitation de montant, sous réserve d'en faire la déclaration ; ouverture de comptes bancaires secrets numérotés), la politique d'importation est sans cesse assouplie (les quotas sont remplacés par une grille de tarifs), et la promotion des investissements étrangers fait l'objet d'une multitude de mesures incitatrices, notamment l'extension des zones franches.

Cette politique d'ouverture vers l'extérieur s'accompagne, dans les propos présidentiels, d'un discours parfois extrêmement conservateur : M. Premadasa est foncièrement un leader « populiste » tourné vers la tradition bouddhiste, et il pourfend volontiers les « élites » occidentalisées. Ses références sont le village, la religion et la discipline, un credo qui ne déplaît pas aux bailleurs de fonds occidentaux, notamment au Fonds monétaire international.

Le FMI est dans l'ensemble satisfait des progrès de son élève, bien qu'il souhaite que la politique de privatisation s'accélère. A Sri-Lanka, on appelle cela la *« peoplisation »*, ce qui signifie que les actions des entreprises publiques privatisées sont cédées à des individus et non à des groupes. Le chef de l'Etat craint cependant les retombées sociales de cette politique, dans un pays où le chômage touche près de 30 % de la population active.

Dans le sud de l'île, les racines du phénomène JVP sont notamment économiques, et si un coup d'arrêt a été porté au terrorisme, le problème du sous-développement économique de la région demeure entier. D'où notamment le projet – à la rentabilité incertaine – de créer une zone franche à Koggala, sur financements japonais. Celle-ci irait de pair avec la modernisation du port de Galle, celui de Colombo étant au bord de la saturation. Curieusement, la guerre contre le séparatisme tamoul affecte de façon marginale la bonne santé de l'économie sri-lankaise. Contrairement à ce que craignaient les milieux financiers, l'impact de la crise du Golfe (on parlait d'un déficit compris entre 100 millions et 200 millions de dollars) a été limité, en raison de plusieurs facteurs.

La baisse des envois de fonds des quelque 100 000 travailleurs sri-lankais installés au Koweït a été en partie comblée par une augmentation des remises de ceux installés dans d'autres pays du Proche-Orient, et le surcoût attendu de la facture pétrolière a été partiellement compensé par un relèvement de 40 % des prix publics.

Croissance du PIB

Plus important, les exportations de textile et de pierres précieuses ont enregistré de bons résultats, et celles de thé ont bénéficié de circonstances favorables. La perte du marché irakien (avec le Koweït, 15 % des exportations du thé sri-lankais) a été compensée à la fois par un doublement des quantités exportées en Iran (Téhéran en ayant probablement cédé une partie, de façon discrète, à Bagdad), un retour de l'URSS parmi les pays clients, enfin des cours mondiaux en hausse.

Cette combinaison de facteurs s'est traduite par des recettes d'exportation de près de 20 milliards de roupies, en augmentation de 45 % sur l'année précédente, pourtant elle aussi exceptionnelle : en 1990, Sri-Lanka avait produit 233 000 tonnes de thé, ravissant pour la première fois à l'Inde le titre de premier exportateur mondial. La plupart des indicateurs économiques de l'ancien Ceylan sont donc favorables : la croissance du produit intérieur brut, qui se situait à 2,3 % en 1989, a atteint 5 % en 1990. Les réserves de change, qui avaient chuté à trois semaines d'importations en août 1989, étaient estimées à plus de 500 millions de dollars en février 1991, soit plus de deux mois et demi d'importations. Enfin, la dette extérieure est passée de 5 milliards de dollars à 4,2 milliards, le service de la dette représentant moins de 20 % des recettes courantes.

L'inflation reste forte

Ces bons résultats, comme le rappelait récemment un éditorial du *Daily News*, risquent cependant de créer un dangereux climat d'euphorie : or, outre que le déficit budgétaire est encore important (de l'ordre de 54 milliards de roupies), et en augmentation constante (28 % par rapport aux prévisions), l'inflation reste forte (près de 30 % en 1990). Ce dérapage budgétaire est notamment dû à l'augmentation des crédits militaires, la guerre contre le séparatisme tamoul réclamant une plus grande sophistication des moyens dont dispose l'armée sri-lankaise, dont les effectifs ont très nettement augmenté depuis six mois. Sri-Lanka vient, en outre, de passer une importante commande d'armements à la Chine.

Ces dépenses sont cependant compensées par l'attitude favorable des bailleurs de fonds internationaux, bien que ceux-ci, pour la première fois, aient marqué leur préoccupation devant la très sérieuse détérioration de la situation des droits de l'homme. Le groupe d'aide qui s'est réuni à Paris en octobre 1990 a accordé 1 milliard de dollars d'assistance financière à Colombo, qui ne demandait que 850 millions de dollars. Cette sollicitude des pays pourvoyeurs de fonds, bien disposés par les orientations « libérales » du gouvernement, est sans doute l'aspect le plus surprenant de ce presque « miracle » économique sri-lankais. Pour effectuer un véritable « décollage » il manque cependant à ce petit pays de 17 millions d'habitants un « indicateur économique » bien difficile à atteindre : la paix civile.

LAURENT ZECCHINI

Devant le congrès des notaires

M. Charasse estime possible d'alléger les droits de succession

M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, a déclaré mercredi 8 mai, devant deux cents notaires réunis en congrès à Montpellier, qu'il était *« possible et souhaitable d'alléger les droits de succession »* par davantage d'abattements à la base, qui permettraient de *« recevoir un patrimoine minimum en franchise d'impôt ou avec une taxation limitée »*.

Le ministre a aussi évoqué *« le problème de l'impôt de Bourse, qui est actuellement un handicap incontestable pour le marché des actions à Paris »*, car *« il contribue notamment à la délocalisation à Londres d'une part importante des grosses transactions sur les valeurs françaises »*. M. Charasse a souhaité, sans autre précision, en *« réduire le poids »*, mais il a rappelé *« les contraintes budgétaires lourdes »*, cet impôt rapportant près de 4 milliards de francs par an.

[En évoquant la possibilité d'un relèvement à la base sur les droits de succession, M. Charasse fait probablement allusion – même s'il ne le précise pas – aux droits en ligne directe et entre époux. Dans ce cas, le code des impôts prévoit un abattement personnel de 275 000 francs. La nécessité d'un relèvement de cet abattement a souvent été évoquée. Mais outre qu'il est relativement coûteux en termes budgétaires, il profiterait aussi aux grosses successions, alors que la plupart des petites successions en ligne directe sont, dans la pratique, exonérées ou très faiblement imposées. Un rapport du Plan, « Inégalités 90 », avait, en revanche, souligné la lourdeur des droits dès le deuxième degré : frères et sœurs, parents éloignés et personnes étrangères.]

BOURSES

NEW-YORK, 8 mai ↑

Reprise

Wall Street s'est redressée en fin de séance pour clôturer en hausse, les investisseurs reprenant confiance après les résultats meilleurs que prévu de l'adjudication des bons du Trésor à 10 ans. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 930,90, en progrès de 13,41 points, soit un *gain de 0,46 %*. *Quelque* 157 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de 4 contre 3 : 860 contre 664. 538 titres sont restés inchangés.

LONDRES, 8 mai ↓

Repli

Les valeurs ont nettement baissé, mercredi, en fin de séance à la bourse de Londres, alors que l'indice était presque parvenu à annuler ses pertes initiales en milieu de journée. L'indice Footsie des cent valeurs *principales* a clôturé en baisse de 17,1 points à 2 523,4, soit un repli de 0,6 % alors qu'il ne perdait que 2,8 points à la mi-journée. Le *volume d'activité* s'est contracté à 365,9 millions de titres contre 435,5 millions la veille.

TOKYO, 9 mai ↑

Redressement

Après trois séances consécutives de baisse, la bourse de Tokyo a terminé celle de jeudi en hausse sensible. L'indice Nikkei s'est apprécié de 128,7 points à 26 436,5, *soit un gain de* 0,49 %. Quelque 350 millions de titres ont été échangés. La reprise de Wall Street et l'arrivée à terme des contrats sur options, ce jour, ainsi que la chasse aux bonnes affaires ont été des facteurs stimulants pour le marché.

Renforçant l'austérité

Le gouvernement néerlandais prévoit des économies budgétaires supplémentaires

LA HAYE

de notre correspondant

Dans le cadre de l'élaboration de la loi de finances pour 1992, le cabinet de coalition néerlandais (chrétiens démocrates et travaillistes) a décidé de porter de 17,5 à 21,1 milliards de florins (de 52,5 à 63,3 milliards de francs) le montant des économies budgétaires prévues d'ici à 1994, soit une hausse de 20,5 %.

Dès la publication à la mi-février du plan d'ajustement du gouvernement *(le Monde* du 21 février) le ministre des finances, M. Wim Kok, avait admis que les mesures, aussi draconiennes fussent-elles, étaient insuffisantes pour ramener le déficit budgétaire à 4,25 % du revenu national l'an prochain, et *a fortiori* à 3,75 % en 1994. Les ministres se sont donc mis d'accord, contraints et forcés mais sans déchirement grave, sur 3,6 milliards de florins d'économies additionnelles.

M. Kok, qui est aussi le chef de file d'un Parti travailliste en proie à un profond malaise, a convaincu ses collègues de ne pas recourir cette fois à l'arme de l'augmentation des prélèvements obligatoires (impôts, taxes fiscales et parafiscales, charges sociales). *En échange, il a accepté de* répercuter l'inflation sur les crédits ministériels dont il a tout de même obtenu une légère diminution globale pour 900 millions de florins. Le gros des économies résultera d'une mise en œuvre plus rapide du plan de février ainsi que de mesures nouvelles, telle l'augmentation des amendes ou la baisse de transferts vers les collectivités locales.

Ces décisions ponctuelles ne signifient pas la fin des soucis financiers du gouvernement de La Haye. Indépendamment de la réduction des dépenses de Sécurité sociale qu'il prépare pour cet été et qui n'est pas dénuée de risques politiques, il doit encore trouver au moins 3,5 milliards de francs pour combler le trou des finances publiques en 1994 à la hauteur souhaitée.

Il s'est néanmoins refusé à suivre les avis, jugés excessifs sinon alarmistes, des hauts fonctionnaires de la commission économique centrale et du président de la Banque centrale qui préconisaient d'économiser dès l'an prochain 5 et 9 milliards de florins, soit 15 et 27 milliards de francs.

CHRISTIAN CHARTIER

REPÈRES

ÉNERGIE

L'électricité écossaise sera totalement privatisée le 18 juin

Le gouvernement britannique a annoncé, mercredi 8 mai, que les deux compagnies qui assurent la production, le transport et la distribution du courant électrique en Ecosse, Scottish Power dans le Centre et le Sud, Scottish Hydro-electric au Nord, seront mises en Bourse en totalité le 18 juin. Le paiement des achats se fera en trois fois, le dernier versement n'intervenant qu'en avril 1993. Le versement initial minimal sera de 100 livres (1 000 francs) pour les abonnés, qui bénéficieront aussi de réductions sur leurs factures. Les autres paieront 300 livres et devront acheter un cocktail d'actions dont la composition, reflétant la taille respective des deux sociétés, sera fixée le 30 mai.

Pour le dernier exercice, Scottish Power a réalisé un bénéfice d'exploitation de 261 millions de *livres* pour un *chiffre d'affaires de* 1,25 milliard, Scottish Hydro-Electric un bénéfice de 121 millions sur 566 millions, avec des dettes représentant respectivement 51 % et 43 % de leurs fonds propres.

INFLATION

Forte hausse des prix en Allemagne au mois d'avril

En Allemagne, l'Office fédéral des statistiques a confirmé, mercredi 8 mai, une hausse des prix à la consommation de 0,5 % en avril par rapport à mars, dans la partie ouest du pays. Ce chiffre s'explique en partie par une forte *hausse* (+ 0,8 %) des prix alimentaires. En glissement annuel, la hausse des prix à la consommation s'établit à 2,8 % (2,7 % hors produits pétroliers), contre 2,2 % en mars dernier.

Une initiative de Nationwide

Baisse des taux du crédit hypothécaire en Grande-Bretagne

La deuxième société britannique de crédit immobilier, Nationwide Anglia Building Society, a procédé, mercredi 8 mai, à une réduction surprise de 0,7 % du taux de ses prêts hypothécaires, ramenant ses *tarifs pratiquement* au niveau des taux de base bancaire. En prenant cette initiative, Nationwide a anticipé une prochaine baisse des taux du crédit bancaire.

D'autre part, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman *Lamont*, a annoncé, mercredi 8 mai, que le Trésor britannique prévoyait une croissance annuelle de l'économie supérieure à 2,5 % en moyenne sur les cinq prochaines années. Dans le budget présenté en mars, le chancelier prévoyait déjà une croissance de 2 % entre l'été 1991 et l'été 1992.

EN BREF

□ **Mme Monique Bourven quitte le comité exécutif du Crédit national.** – Mme Monique Bourven a demandé à quitter ses fonctions au sein du comité exécutif du Crédit national, dont elle était membre depuis le 26 mars, tout en restant conseiller du président, M. Yves Lyon-Caen, a indiqué le Crédit national mardi 7 mai. Mme Bourven avait participé activement à la réorganisation des structures du Crédit national, qu'elle avait rejoint le 14 janvier en qualité de conseiller du président. Au Comité exécutif du Crédit national, Mme Bourven sera remplacée le 13 mai par M. Michel Paradis, un ancien du Crédit agricole, qui aura la responsabilité de la direction des marchés de capitaux.

□ **Mitsui rachète East Shore Chemical.** – Le groupe japonais Mitsui Toatsu Chemical Inc a annoncé, le mercredi 8 mai, qu'il allait racheté à la fin du mois de juin le fabricant de colorants américain East Shore Chemical au papetier Appleton Papers pour 40 millions de dollars (près de 235 millions de francs). Pour reprendre la firme américaine, Mitsui va constituer une *société dont il détiendra 60 % et sa* filiale Yamamoto Chemicals 40 %.

□ **Les Etats-Unis ouvrent tous leurs ports aux navires d'Europe de l'Est.** – Les Etats-Unis ont annoncé, le 8 mai, l'ouverture de tous leurs ports aux navires civils des pays anciennement communistes d'Europe de l'Est, dont douze qui étaient fermés jusqu'à présent pour raisons de sécurité nationale. Cette décision constitue *« un nouveau pas pour éliminer les restrictions de l'époque de la guerre froide et pour accueillir les pays d'Europe de l'Est dans la communauté internationale des pays démocratiques »*, a indiqué la Maison Blanche dans un communiqué.

Les douze ports considérés comme zones sensibles restent fermés aux navires soviétiques, et tous les ports américains sont interdits aux bateaux du Cambodge, de Cuba, d'Iran, d'Irak, de Libye, de Corée du Nord, de Syrie et du Vietnam. – *(AFP.)*

Les administrateurs provisoires de Polly Peck hostiles à la liquidation du groupe

Les administrateurs provisoires de *Polly Peck*, le conglomérat britannique des fruits et de l'électronique, les cabinets Coopers and Lybrand, Deloitte et Touche Ross, dans le rapport qu'ils doivent présenter aux créanciers le 24 mai, préconisent une remise sur pied méthodique du groupe, qui permettrait de rembourser 52 % de sa dette de 1,3 milliard de livres (13 milliards de francs) alors qu'une liquidation *rapide ne permettrait d'en recouvrer* qu'un cinquième.

Les administrateurs proposent de développer l'activité fruits (Del Monte) et le groupe électronique turc Vestel, et de rechercher un partenaire pour le fabricant de matériel hi-fi *japonais Sansui, en difficulté*. Ils suggèrent aussi de convertir des dettes en participations dans les sociétés de tourisme et de fruits au Proche-Orient, mais se montrent prudents sur ces sociétés, faute d'en connaître les comptes.

Le Monde-RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Jeudi 9 mai
en raison des fêtes
de l'Ascension
et vendredi 10 mai
en raison
d'une soirée football
il n'y a pas d'émission.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE
36.15 LEMONDE

ÉCONOMIE

Après quelque dix milliards de francs de pertes en 1990

Les Lloyd's s'engagent dans des réformes pour retrouver la confiance

La série noire des catastrophes, le faible niveau des primes d'assurance, les déboires survenus aux Etats-Unis font mal aux Lloyd's, premier marché mondial de l'assurance. Devant le mécontentement des membres associés, les fameux « noms » (names), les responsables de ce club vieux de trois siècles viennent de proposer un train de réformes destinées à rétablir la confiance.

LONDRES

correspondance

« *Ancien* « nom » *des Lloyd's, aujourd'hui ruiné... doit gagner sa vie. Marié. Prêt à voyager.* » Même l'opérateur le plus flegmatique du célèbre Lloyd's de Londres a dû être déconcerté par cette petite annonce de demande d'emploi parue récemment dans un quotidien londonien. La série noire des catastrophes, la déprime des primes d'assurance, les énormes indemnités versées aux Etats-Unis dans des affaires de pollution et une poignée de scandales financiers ont ébranlé le calme légendaire des 26 500 membres associés (les *names* ou « noms ») de ce marché unique au monde, fondé sur la responsabilité individuelle et le partage des risques.

Dans le siège high-tech de Leadenhall Street, la révolte gronde. Des membres, furieux des pertes des « syndicats » dont ils font partie, n'ont pas hésité à traîner devant les tribunaux les gestionnaires de ces groupes d'assurance souscripteurs. Plusieurs centaines d'investisseurs, qui connaissent des difficultés à satisfaire leurs engagements financiers, ont demandé l'assistance du comité d'entraide pour tenter d'éviter la banqueroute. Certains refusent même de payer leurs dettes. Du jamais vu dans la mesure où chaque *name* doit régler son dû sans ciller. Au nom de la devise de cette institution fondée il y a trois siècles par le cabaretier gallois Edward Lloyd : « *Fidentia* » (confiance).

« Une mer houleuse »

Le sanctuaire de l'assurance coule aujourd'hui des jours moroses : ses pertes, qui s'élevaient à 150 millions de livres (environ 1,5 milliard de francs) en 1988, devraient atteindre 1 milliard de livres en 1990 et davantage pour l'exercice en cours, prévoit la firme Chatset, expert du marché. Cette mauvaise performance devrait accélérer l'exode des « noms », dont le nombre est tombé de 32 000 en 1988 à 26 500 aujourd'hui, et provoquer de nombreuses faillites de « syndicats ». (Pour devenir un « nom », il faut disposer de 250 000 livres en liquidités).

« *Il n'y a pas de crise du Lloyd's. Nous traversons seulement une mer houleuse* » : tout en se voulant rassurant, M. David Coleridge, le nouveau président des Lloyd's, est conscient de l'urgence de réformes pour donner un peu d'air frais au marché. Le plan de restructuration qu'il vient de proposer veut mettre au rancart les vieilles pratiques du laisser-faire. Une procédure d'arbitrage doit permettre d'éviter les coûteux procès. Tout « syndicat » dont les pertes paraissent anormalement élevées sera l'objet d'une enquête indépendante.

Les salaires des souscripteurs (*underwriters*) acceptant les risques présentés par les courtiers exclusifs agissant au nom de leurs clients seront rendus publics. L'objectif de cet assainissement est d'éviter une vague de licenciements et de concentrations, préjudiciables à la réputation de ce fleuron dont la capacité d'assurance dépasse 11,4 milliards de livres

MARC ROCHE

Rolls-Royce va supprimer 6 000 emplois dans sa division aéronautique

Le groupe britannique Rolls-Royce a annoncé, mercredi 8 mai, qu'il devra supprimer 6 000 emplois, cette année, dans sa division aéronautique, soit le double de ce qu'il avait prévu en mars dernier. Le groupe a aussi précisé qu'il serait contraint de fermer progressivement ses ateliers de Leavesden, dans le sud de l'Angleterre, qui occupent 1 750 personnes à des fabrications de turbines d'hélicoptères. Enfin, Rolls-Royce gèlera les salaires de son personnel spécialisé dans l'aéronautique pour une durée de six mois.

Sir Ralph Robins, le « patron » de la division aéronautique de Rolls-Royce, qui emploie 34 000 personnes, a justifié ces décisions par la réduction des dépenses militaires, l'impact de la crise du Golfe sur les commandes à l'exportation, qui sont en baisse, et par la récession dans l'aviation civile.

Durant les six derniers mois, l'industrie britannique de l'aéronautique et de la défense a perdu 25 000 emplois si on ajoute à ce qui vient d'être annoncé par Rolls-Royce de précédents licenciements chez British Aerospace. Rolls-Royce espérait s'en tenir à des départs volontaires ou à des préretraites, mais seulement 1 400 de ses salariés ont accepté de quitter leur emploi.

COMMUNICATION

Un an après M. Yvon Toussaint, rédacteur en chef

Le directeur du « Soir » de Bruxelles démissionne

BRUXELLES

de notre correspondant

M. André de Béthune, directeur général du *Soir*, le plus grand quotidien francophone de Belgique avec un tirage moyen de 200 000 exemplaires et une audience de 520 000 lecteurs, a donné sa démission, a annoncé le 8 mai la société Rossel, éditrice du titre.

Expédiée en vingt-cinq lignes, dans la dernière édition du journal à la veille de l'Ascension, jour où la presse quotidienne ne paraît pas en Belgique, la nouvelle a surpris une rédaction passablement secouée depuis que M. Robert Hersant a acquis 42 % des parts du groupe à la faveur des divisions entre les successeurs du fondateur, Victor Rossel.

Selon le communiqué du conseil d'administration, M. de Béthune a « *considéré que les conditions d'exercice de ses fonctions n'étaient plus réunies* ». Un comité de gestion a été constitué sous l'autorité de M. Robert Hurbain, président du groupe Rossel. Celui-ci assure que « *ces dispositions ne modifient rien aux rôles respectifs des groupes d'actionnaires et laissent inchangée la conduite de la société, plus particulièrement du journal* le Soir *dont l'image, la vocation et l'indépendance seront entièrement sauvegardées* ».

« Logique commerciale »

En achetant une partie du capital de Rossel, M. Hersant ne s'est pas seulement implanté dans cette institution centenaire qu'est *le Soir*. Le groupe possède aussi *la Meuse* de Liège et *la Nouvelle Gazette* de Charleroi. Si ce dernier titre progresse, dans un pays où un habitant sur deux lit au moins un journal par jour, *le Soir* est en baisse relative, malgré des investissements considérables dans une nouvelle présentation et une imprimerie moderne. La crainte de certains journalistes est que le départ de M. de Béthune soit lié à « *une logique plus commerciale que jamais* »

Le démissionnaire s'était porté garant d'un minimum d'assurances, pour apaiser les craintes nées de l'entrée de M. Hersant dans la maison. Son départ intervient un an après celui de M. Yvon Toussaint, ancien rédacteur en chef, qui, malgré des déboires attribués à la mauvaise conjoncture pendant la crise du Golfe, n'a pas renoncé à son projet de créer un organe concurrent du *Soir*.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Alors que les abonnements décollent

Le câble dit non à la septième chaîne

« *Le spectre hertzien est suffisamment riche. Le véritable espace audiovisuel, c'est le câble.* » La position est ferme. Elle est signé collectivement par l'Association des villes câblées (AVICA), Cité Câble, Communication Développement, la Compagnie générale de vidéocommunication, la Lyonnaise Communications et Réseaux câblés de France. Par cette déclaration, tous les grands acteurs du secteur signifient au gouvernement qu'ils s'opposent à tout projet de septième chaîne hertzienne. Pas question de donner un réseau à la chaîne culturelle franco-allemande, comme Mme Catherine Tasca s'y est engagée devant le conseil des ministres. Pas question d'offrir des fréquences à la télévision musicale, comme M. Jack Lang l'a exigé en menaçant de déposer un projet de loi.

« *Nous ne sommes pas hostiles à la création de chaînes porteuses de l'image et du développement culturel de notre pays et de l'Europe*, précise M. Martial Gabillard, président de l'AVICA. *Mais nous mettons en cause le mode de diffusion choisi, incohérent pour ce type de programme et pour l'économie du câble.* » Les exploitants de réseaux veulent bien accueillir Euromusique et la SEPT franco-allemande dans leurs programmes. Mais ils ne veulent pas qu'une diffusion hertzienne de ces deux chaînes portent un coup d'arrêt à la progression du câble, comme ce fut le cas lors du lancement de la Cinq et de M6.

Elus locaux des villes câblés et exploitants souhaitent un peu de stabilité dans l'évolution du paysage audiovisuel, surtout au moment où les réseaux semblent sortir enfin de la préhistoire. Le câble français comptait au 31 mars 550 000 abonnés, deux fois plus qu'à la même époque l'an dernier. Le rythme d'abonnement est passé de 20 000 à 25 000 par mois, et on peut raisonnablement espérer approcher les 900 000 foyers à la fin de l'année.

Une prise de position unanime

Les partisans du câble estiment que ce chiffre est suffisant pour assurer, sans diffusion hertzienne, l'équilibre entre l'audience potentielle de la SEPT en France et en Allemagne, une parité exigée par le traité franco-allemand. Ils expliquent aussi que seul le câble peut transmettre la chaîne culturelle en D2 Mac, alors qu'une diffusion en SECAM par voie hertzienne serait incompatible avec l'enjeu industriel des nouvelles normes.

Une telle prise de position unanime est nouvelle chez les cablo-distributeurs, qui ont été longtemps divisés sur le sujet. Communication Développement et Lyonnaise Communications étaient actionnaires de Canal J qui a longtemps réclamé un réseau hertzien, en complément de sa diffusion sur le satellite, avant de jeter l'éponge. La Compagnie générale des eaux et Communication Développement soutenaient la candidature d'Euromusique à des fréquences sur Paris et certaines ville de province avant que la télévision musicale ne songe, elle aussi, à se replier sur le câble. Aujourd'hui, les gros exploitants de réseaux ont mis fin à ces rivalités en regroupant leurs investissement dans les chaînes thématiques. Ils sont sont donc prêts à défendre une position commune.

L'avertissement est lancé au gouvernement alors que ce dernier s'apprête à soumettre, le 15 mai au Sénat, une révision de la loi sur l'audiovisuel. Le texte du projet de loi devrait permettre de donner des fréquences à la SEPT et, peut-être, à la chaîne musicale si M. Lang met sa menace à exécution. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le ministre des postes et télécommunications ne cachent pas leur hostilité au lancement de cette septième chaîne. Ils viennent de trouver des alliés puissants dans la partie de bras de fer qui s'annonce.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le développement des émissions en langue française dans le monde

Le CIRTEF étudie le lancement de « Radio 5 Afrique » sur le modèle de TV5

Le Conseil International des Radios-Télévisions d'expression française (CIRTEF), fondé en 1978 à Montréal et qui regroupe 34 radios ou télévisions utilisant la langue française dans leurs programmes, a décidé d'étudier un projet de « Radio 5 Afrique ». Ce projet s'inspirerait de la télévision francophone TV5 Europe, qui diffuse par satellite un panel de programmes francophones fourni par les chaînes publiques françaises, belges, québécoises, etc.

Outre cette décision, la septième conférence générale du CIRTEF réunie du 4 au 8 mai à Rabat (Maroc) a annoncé le transfert de son siège de Genève à Bruxelles et a élu à sa présidence M. Mohamed Tricha, directeur général de la radio-télévision marocaine. Le CIRTEF a aussi accueilli de nouveaux membres : TV5 Europe, Radio Africa nº 1 (station basée au Gabon), 2M International (chaîne cryptée marocaine) et la fédération de télévisions communautaires et locales françaises Videotram.

En revanche, elle a enregistré la démission de trois sociétés françaises, la Société française de production (SFP), Télédiffusion de France (TDF) et l'Institut national de l'audiovisuel (INA), membres fondateurs du Conseil, qui se retirent du CIRTEF pour des raisons financières. Des démarches auprès des autorités françaises ont été engagées par le CIRTEF pour que ces trois organismes reviennent sur leur décision.

Enfin, les responsables de TV5 Europe ont rencontré des responsables du ministère marocain de l'information pour demander que ses programmes soient à nouveau diffusés au Maroc. La chaîne de télévision francophone n'est plus reçue que par des particuliers disposant d'antennes paraboliques, alors qu'elle pouvait auparavant être captée par des antennes UHF grâce à un système de réémetteurs dépendant des autorités marocaines. La diffusion de TV5 au Maroc a d'abord été interrompue à l'automne dernier, après la publication en France du livre de Gilles Perrault *Notre ami le roi* et la diffusion de l'émission « Caractères » avec l'auteur par TV5, puis, définitivement, lors de la crise du Golfe.

□ **La direction du *New York Times* veut supprimer deux cents emplois.** – La direction du plus prestigieux quotidien américain, *le New York Times*, a annoncé le 8 mai sa volonté de réduire de 200 le nombre de ses employés (un peu plus de 2 000). Cette décision est motivée par la baisse des ressources publicitaires qui affecte actuellement les médias américains. Le syndicat de la presse et la direction du *Times* ont conclu un accord portant sur 300 postes. Mais 1 850 emplois sont couverts par des contrats garantis par le syndicat, et 125 au maximum parmi ceux-ci devraient donc être supprimés ; 75 autres emplois, non couverts par cette garantie, subiront le même sort. Le journal a aussi proposé des départs volontaires indemnisés.

□ **A Berlin, NRJ va succéder à une radio alternative.** – La commission berlinoise de l'audiovisuel a accordé le 7 mai une autorisation d'émettre à Radio 2000, contrôlée par le réseau radiophonique français NRJ. Radio 2000, société en cours de création, succède à Radio 100, une radio alternative berlinoise, qui avait cessé d'émettre en mars, après un dépôt de bilan dû à un déficit financier. Les animateurs de Radio 100 avaient pourtant refusé de céder leur part à NRJ, estimant n'être pas sûrs que le réseau français ne modifierait pas fondamentalement la coloration politique de la station.

CARNET DU Monde

Naissances

– Marie-Anne et Franck MONTCHAMP,
Brice et Pierre-Henri,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Edouard,

le 4 mai 1991.

2, rue Faidherbe,
94130 Nogent-sur-Marne.

Décès

– M. et Mme Michel Castres Saint-Martin,
M. et Mme Jean Prada,
M. et Mme Jacques de Font-Reaulx,
M. et Mme Philippe Castres Saint-Martin,
M. et Mme Pascal Castres Saint-Martin,
Mme Marie Castres Saint-Martin,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gaston CASTRES SAINT-MARTIN,

rappelé à Dieu, le 6 mai 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 11 mai, à 11 heures, en l'église de Rieucros (Ariège), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Une messe sera dite à son intention à Paris, le samedi 25 mai, à 9 h 30, en l'église Saint-Joseph, 50, avenue Hoche.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

– M. et Mme Robert Maymard,
M. et Mme Daniel Barthel,
M. et Mme Jean-Pierre Maymard,
M. Claude Maymard,
M. et Mme Alain Sinet,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean MAYMARD,
directeur général honoraire des douanes,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 30 avril 1991, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Paris et à Sète, les 6 et 7 mai, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

122, avenue Daumesnil,
75012 Paris.

– Le docteur Olivier Monod,
M. et Mme Laurent Monod
et leurs enfants,
M. et Mme Jérôme Monod
et leurs enfants,
M. et Mme François Lavondes
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Becquelin
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Olivier MONOD,
née Yvonne BRUCE,

survenu à Paris, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Un service religieux sera célébré en l'église évangélique luthérienne des Billettes, 24, rue des Archives, à Paris-4e, le vendredi 10 mai 1991, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu à Lourmarin (Vaucluse), dans l'intimité familiale.

6, rue Aubriot,
75004 Paris.

– M. Roger-Gérard Schwartzenberg, député et maire de Villeneuve-Saint-Georges,
Le conseil municipal,
ont le regret de faire part du décès de

M. André SANCHEZ,
conseiller municipal délégué,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 6 mai 1991, à la suite d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu, le mardi 14 mai, à 10 heures, en l'église Notre-Dame de Créteil (Val-de-Marne).

– Saint-Etienne.

Mme Pierre Viallat,
M. et Mme Georges Masse
et leurs enfants,
Les familles Maisonny, Gential, Dumas,
Parents, alliés,
Et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre VIALLAT,

survenu le 7 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses funérailles auront lieu vendredi 10 mai, à 8 h 45, au temple, rue Elisée-Reclus, suivies de l'inhumation au Mazet-Saint-Voy, vers 10 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

« *Ce qui fait le charme de l'homme, c'est sa bonté.* »
(Proverbe.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– De la part des siens, il est demandé à tous ceux qui gardent le souvenir de

Roger GIRON,

une fidèle et particulière pensée pour le premier anniversaire de sa mort le 8 mai 1990.

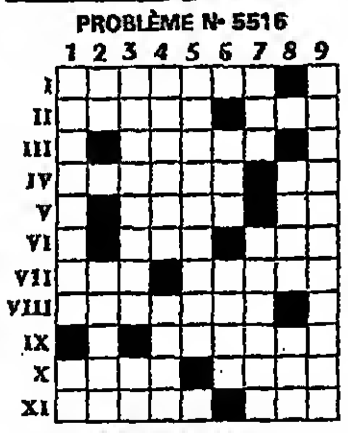
Communications diverses

– Conférence inaugurale du cycle « L'étranger dans le judaïsme », *dimanche 12 mai, 20 h 30, à l'Alliance* israélite universelle, 45, rue La Bruyère, Paris-9e.

« L'amour de l'étranger et le pari de non-réciprocité », par le Rav Léon Askenazi (Manitou) (P.A.F.).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5516



HORIZONTALEMENT

I. Qui nous en font donc voir. – II. N'est pas sans réagir quand on lui tape dessus. Qu'il est préférable de ne pas trop sortir. – III. Moyen de faire « partir ». – IV. N'a pas toujours d'ouvrage. Nota. – V. Est *réveillé depuis longtemps.* Passe sous des ponts. – VI. S'exprime à sa façon. Tel un mauvais coup. – VII. Se mouille. Motif de remplacement. – VIII. Causer une séparation. – IX. Source de crédit. – X. Pour ce qui est contre. Laurel, pour les intimes. – XI. Etrangère au dialogue. Loin de la lumière.

VERTICALEMENT

1. Nous prive d'un peu de nous-mêmes. Habitué des bonnes places. – 2. Lettre grecque. Champ de manœuvres. – 3. Font prendre du poids. Pronom. – 4. Très éloigné de toute action. Porte des tuniques. – 5. *Ne doivent pas perdre le* fil. – 6. Ceux qui la fréquentent *sont à bonne école. Sont de la partie.* – 7. Source de travail. Agents de la circulation. – 8. *Résulte* d'un très mauvais accueil. Un homme du passé. – 9. Etat de choses.

Solution du problème nº 5515

Horizontalement

I. Radiées. – II. Orienteur. – III. *Marne. Tri.* – IV. Haine. – V. Nie. Do. An. – VI. Compétent. – VII. Ala. – VIII. *Echotiers.* – IX. Réal. Raia. – X. En. Etêter. – *XI. Sente. Est.*

Verticalement

1. Romancières. – 2. Ara. Io. Cène. – 3. Dirham. *Ha !* – 4. Iéna. Piolat. – 5. Enéide. Té. – 6. Et. *Notaire.* – 7. Sèta. *Eléate.* – 8. *Ur.* Aneries. – 9. Priant. Sert.

GUY BROUTY

LOTO — MERCREDI 08 MAI 1991

19H55 : 5 – 6 – 10 – 34 – 39 – 48 — numéro complémentaire : 13

20H35 : 3 – 15 – 16 – 21 – 35 – 36 — numéro complémentaire : 39

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & Cie
43-20-74-52
MINITEL par le 11

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde SANS VISA

مكبرا من الاصل

Le Monde

AFFAIRES

Les géants sud-coréens sont contraints de se spécialiser

En Corée du Sud, le gouvernement veut que les grands groupes industriels – les chaebols – se concentrent sur trois secteurs définis. Une réforme nécessaire, mais qui s'annonce difficile

SÉOUL

de notre envoyé spécial

SUR le papier, la réforme pourrait être la plus importante décision de stratégie industrielle prise depuis que, dans les années 60, sous la houlette du président Park Chung-hee, les groupes industriels coréens *(chaebols)*, qui allaient être le moteur de la croissance nationale, se sont constitués en conglomérats. Sur le modèle de leurs homologues japonais – mais avec de sérieuses différences dans l'organisation, – les *chaebols* fabriquent tout : des nouilles instantanées aux ordinateurs. L'un d'eux, Daewoo, est ainsi présent «de A à Z» dans tous les secteurs, affirme la publicité du groupe. Désormais, le gouvernement entend que les *chaebols* se spécialisent et que chacun d'entre eux concentre ses efforts sur trois secteurs définis.

Ce projet de spécialisation s'inscrit dans une politique à long terme : faire passer l'économie coréenne d'une production axée sur les quantités à une production plus sophistiquée. A la suite des augmentations de salaires des quatre dernières années, les produits coréens ont perdu leur avantage comparatif en termes de prix. Talonnés par les pays d'Asie à plus faible coût de main-d'œuvre, mais sans avoir la qualité leur permettant de rivaliser avec les produits haut de gamme américains ou japonais, les Coréens régressent sur la plupart des marchés. Afin de regagner une compétitivité en terme, non cette fois de coût, mais de qualité, le gouvernement entend que les *chaebols* concentrent leurs efforts sur certains secteurs définis plutôt que de se livrer à une concurrence stérile. Raisonnement logique qui se heurte néanmoins à de sérieuses résistances.

Les *chaebols* avaient jusqu'au 20 avril pour faire connaître au gouvernement leur choix en matière de spécialisation. Ils l'ont fait. Mais en traînant les pieds. Essentiellement, semble-t-il, pour profiter des avantages dont le gouvernement a assorti sa proposition. Afin d'éviter une concentration excessive du pouvoir économique, les autorités ont dans le passé limité l'accès au crédit des *chaebols*, mais pour les sociétés qui auront été désignées au sein du groupe comme les entreprises «stratégiques», il n'y aura plus aucune restriction. Pour beaucoup, cette concession du gouvernement ouvre une brèche dans le quadrillage du crédit par laquelle les *chaebols* vont s'engouffrer pour financer non seulement leurs filiales privilégiées mais aussi l'ensemble du groupe.

Un bras de fer à l'issue incertaine

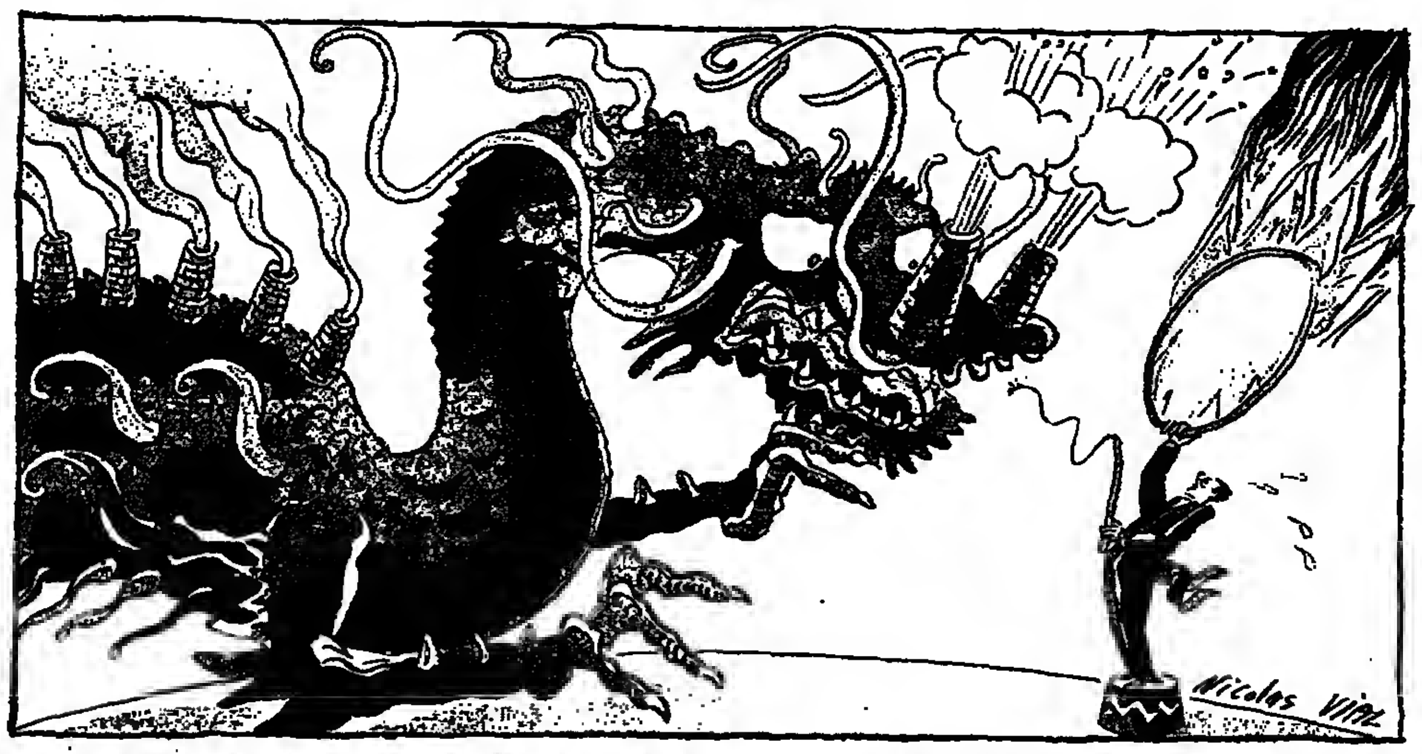
Qui l'emportera dans le bras de fer qui oppose le gouvernement aux conglomérats? *«Dans le passé récent, c'est toujours le gouvernement qui a finalement perdu face aux* chaebols*»*, estime Kim Jong-seok, chercheur de l'Institut de développement coréen. Ce scepticisme est partagé par ses homologues de l'institut de recherches Daewoo.

Il est loin d'être certain que cette réforme qui paraît nécessaire entrera facilement dans les faits. Le système politique coréen n'est plus celui qui prévalait du temps de Park Chung-hee et de Chun Too-whan et le gouvernement ne peut plus imposer sa volonté aux milieux d'affaires, comme il le faisait antérieurement.

Au milieu des années 60, Park Chung-hee opta pour le développement de l'industrie lourde, et les *chaebols* obtempérèrent, puis il décida que la Corée produirait des voitures, et Hyundai se mit à la tâche. Aujourd'hui, Chung Ju-yung, fondateur de Hyundai et président honoraire du groupe sur lequel il règne toujours en maître absolu, rechigne. L'homme qui il y a vingt ans répondit à Park le doigt sur la couture du pantalon a déclaré hautement à la suite de l'annonce du programme de spécialisation du gouvernement que chaque entreprise de son groupe avait une importance stratégique dans la politique de Hyundai.

La spécialisation des *chaebols* suscite un âpre débat dans les milieux d'affaires. *«Forcer les chaebols à se spécialiser, c'est comme leur demander d'acheter un billet de loterie»*, soulignait un récent rapport de la Fédération des industriels coréens (patronat).

Cette politique se heurte en fait à la culture d'entreprise des *chaebols*. A l'origine, les conglomérats coréens ont été fondés par des «maquignons» du commerce plus que des industriels, des hommes comme Chung Ju-yung, qui au lendemain de la guerre de Corée avait les mains dans la graisse et réparait les camions de l'armée américaine. Ces marchands se sont reconvertis dans l'industrie, forcés mais fortement soutenus par les autorités. Tout était à faire, et c'étaient des fonceurs. Bénéficiant de fonds spéciaux du temps de Park, ils ont étendu leurs ramifications dans toutes les directions. Les *chaebols* sont devenus d'énormes conglomérats et ont fait de la Corée la douzième nation exportatrice du monde.



Pour les patrons des *chaebols*, qui, à la grande différence des groupes nippons, sont d'abord des entreprises familiales et gérées comme telles, vendre une société ou opérer des regroupements (que nécessiterait la spécialisation) c'est comme entamer le capital-héritage familial. En outre, leur stratégie a toujours consisté à diversifier la production afin de répartir les risques. Ils se sont ainsi rués sur un marché nouveau dès que celui-ci s'avérait porteur : aussi n'y a-t-il pas moins de sept constructeurs automobiles en Corée...

94 % du PNB coréen

Il n'est pas facile de faire bouger les *chaebols* : leur puissance dans l'économie nationale est en effet considérable. Selon un rapport de la Banque de Corée, le chiffre d'affaires additionné des trente plus importants *chaebols* s'élevait en 1988 à 161 milliards de dollars, soit 94 % du PNB coréen. Rien que ceux des cinq premiers (Samsung, Hyundai, Lucky-Goldstar, Daewoo et Sunkyong) équivalaient à 61 % du PNB. En termes de production, les trente premiers *chaebols* représentent 16 % du PNB. Leur poids se fait sentir aussi ailleurs : ils détiennent 30 à 40 % du total des propriétés foncières de la Corée, soit directement, soit sous des noms d'emprunt.

Les *chaebols* sont néanmoins aussi vulnérables. Contrairement aux groupes japonais, ils n'ont pas de banques en leur sein et ce sont de gros emprunteurs : le rapport entre les dettes et le capital fixe est de 322 %. L'année dernière, les dix premiers *chaebols* ont absorbé 70 % du total des prêts bancaires.

«Pour la Corée, les chaebols *sont énormes*, estime Kim Jong-seok, *mais sur le plan mondial, ce sont des entreprises qui ne pèsent pas d'un grand poids. Prenez Samsung, sans doute le premier groupe coréen tant par une gestion moderne et son intégration que par la qualité de ses produits électroniques : personne à l'étranger ne le prend pour un vrai concurrent car sa production n'a pas le niveau international.»*

Un récent rapport du ministère de l'industrie et du commerce souligne la faiblesse internationale des *chaebols* en termes de productivité : un tiers de celle de Toyota dans le cas de Hyundai Motors. En ce qui concerne les téléviseurs, les Japonais vont deux fois plus vite avec trois fois moins de défauts de fabrication. Ce n'est qu'en matière de chantiers navals que les Coréens sont compétitifs sur le plan international.

Le bras de fer entre l'administration et les *chaebols* n'est pas nouveau. Au début des années 80, le gouvernement, qui avait plus de pouvoir qu'aujourd'hui, essaya, pour faire face à la récession, d'opérer une certaine division du travail entre les conglomérats, désignant à chacun un domaine privilégié. Au départ, les directives ont été suivies, puis rapidement les grands «barons» de l'économie ont fait à nouveau à leur guise. De même en 1990, le gouvernement chercha à contraindre les *chaebols* à vendre une partie de leurs avoirs fonciers : la ruée des groupes sur l'immobilier avait en effet fortement alimenté la spéculation foncière et créé des tensions sociales. Un an plus tard, les *chaebols* n'avaient toujours pratiquement rien fait.

Un gigantisme inadapté aux reconversions

D'une manière générale, les conglomérats ne sont pas populaires parmi les Coréens. La liaison étroite entre celles que l'on nomme les «familles royales», possédant les *chaebols*, et les régimes militaires, l'exploitation de main-d'œuvre à laquelle sont dues les prouesses des grands groupes, la spéculation foncière de ces dernières années et les politiques industrielles généralement agressives qui se traduisent, entre autres, par une pollution de plus en plus vivement ressentie, ont suscité l'hostilité de l'opinion publique.

Les économistes reprochent aux *chaebols* d'avoir massivement emprunté pour se livrer à la spéculation foncière et d'avoir cherché à élargir leur puissance par des acquisitions d'entreprises sans pour autant renforcer leur capacité concurrentielle. Les *chaebols* seraient plus soucieux de taille et de parts de marchés que de productivité. Leur gigantisme est en outre un facteur de rigidité inadapté aux reconversions rapides exigées par l'évolution du marché international. Rigidité qui tient à la taille mais aussi à des modes de gestion autoritaires et excessivement centralisés.

Les *chaebols* se défendent en faisant valoir que leur organisation en conglomérats diversifiés leur procure une base suffisamment large et stable pour se lancer dans les hautes technologies. Artisans de la croissance, les groupes semblent surtout mal s'accommoder d'une redistribution des rôles et accusent le gouvernement de dirigisme.

Obtempérant néanmoins, les *chaebols* ont défini les secteurs «stratégiques» : Samsung dans l'électronique, la pétrochimie et l'industrie lourde, Hyundai dans l'automobile, la pétrochimie et l'électronique, Lucky Goldstar dans la chimie, l'électronique et la pétrochimie, Daewoo, l'électronique, l'automobiles et le commerce... Les recoupements évidents de ces choix devraient logiquement conduire à des arbitrages qui seront ou bien douloureux ou bien ne seront pas faits si le gouvernement n'a pas suffisamment de poigne pour les imposer.

La restructuration industrielle qui se dessine sera sans doute d'autant plus difficile à mettre en œuvre que les fondateurs des groupes, ces capitaines d'industrie qui ont fait les paris antérieurs, sont aujourd'hui âgés et à la veille de la retraite. Il n'est pas certain que leurs fils ou gendres disposeront du même pouvoir ni du même charisme.

PHILIPPE PONS

Un pays en quête de nouvelles technologies

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Entre Osaka et Séoul, les avions du week-end sont toujours pleins. La plupart des passagers sont visiblement des salariés japonais. Autrefois, ils faisaient partie de quelques «sex tours» organisés en Corée. Désormais, nombre d'entre eux sont des ingénieurs qui se rendent individuellement à Séoul pour d'autres motifs : transmettre aux Coréens, moyennant rétribution, des techniques qu'ils appliquent quotidiennement dans leurs entreprises.

Cette pratique des «week-ends de travail au noir» est désormais répandue dans le Kansai (région d'Osaka), où se trouvent notamment de grands constructeurs de matériel électronique. Elle est en tout cas révélatrice de la quête technologique des Coréens. Tous les moyens sont bons, même l'espionnage industriel à la petite semaine, pour combler le retard et regagner une compétitivité largement perdue.

Le succès économique coréen, remarquable à plus d'un titre, s'est fait par une intégration par le haut : *assemblage, puis production* grâce à des techniques importées. Les entrepreneurs étaient trop occupés à fabriquer et à exporter pour penser véritablement à la recherche. La valeur ajoutée coréenne? Une main-d'œuvre bon marché.

Aujourd'hui, cet avantage comparatif a été annihilé par les augmentations de salaires (de l'ordre de 20 % au cours des quatre dernières années). L'ère de la Corée pays atelier est révolue. Coincés entre les produits des autres petites puissances économiques d'Asie et ceux des pays développés, les Coréens doivent monter en gamme : passer d'une industrie à main-d'œuvre intensive à une économie à capital intensif. Mais ils se heurtent au mur des technologies.

Après avoir bien accueilli les produits coréens, les consommateurs étrangers ont commencé à les bouder : non seulement leur prix n'est plus compétitif, mais encore leur qualité laisse à désirer sur des marchés où règnent, entre autres, les Japonais. Ces dernières années, les exportations de voitures ou de produits électroniques coréens ont considérablement diminué. Les productions coréennes ne trouvant souvent plus de créneaux, sinon ceux réservés aux produits de bas de gamme, et encore là sont-ils concurrencés par ceux des pays de l'Asie du Sud-Est, meilleur marché.

Programme de développement

Symptomatique de ce retard technologique, Hyundai, le principal constructeur automobile, vient de sortir le premier moteur (de petite cylindrée) entièrement coréen. Quant aux ordinateurs, les pièces essentielles viennent du Japon ou des Etats-Unis. Il est clair que la poursuite des performances économiques de la Corée du Sud dépendra de sa capacité à intégrer les nouvelles technologies. Or celles-ci se trouvent au Japon, aux Etats-Unis ou en Europe.

Les deux premiers pays, partenaires traditionnels des Coréens, sont réticents à faire des transferts de technologies de peur de les retrouver sur leur chemin. Les Européens le seraient sans doute moins, mais ils sont éloignés et beaucoup moins profondément insérés dans le tissu industriel. En ce qui concerne la France, outre quelques grands projets, sont notables depuis de longues années les efforts de l'APRODI (Association pour la promotion du développement industriel) dans la coopération industrielle entre PME des deux pays. Les Coréens semblent en outre fonder de grands espoirs (peut-être trop) sur une coopération technologique avec les Soviétiques.

Aujourd'hui, copier les Japonais n'est qu'un pis aller : lorsque le produit coréen arrive sur le marché, il est déjà dépassé par les nouveautés nippones, note Lee Kyung-tae, du Korean Institute of Economie and Technologie, organisme de recherche gouvernemental. Les Coréens se retrouvent donc essentiellement face à eux-mêmes. Pour sortir de l'impasse et relever le défi technologique, il leur faut de l'argent, une main-d'œuvre qualifiée et une expérience : en d'autres termes, du temps. Or ils sont pressés.

Récemment, le gouvernement a lancé un programme de développement technologique de 2,1 milliards de dollars sur cinq ans, dont la moitié est financée par le secteur privé. Mais le retard à combler est grand. Le centre de recherche de Taedok, à une centaine de kilomètres de Séoul, est encore quasi désert : il vient d'être achevé après avoir été en construction depuis dix ans. Taedok Science City avait pour modèle Silicon Valley, mais le projet a langui. Ce n'est que récemment, dans la précipitation de la nécessité, qu'il a été achevé.

Quant au total des dépenses en recherche et développement, il s'élèvera cette année à 5 milliards de dollars, montant qui est certes le double de ce qu'il était en 1987, mais qui ne représente que 1/15ᵉ des dépenses nippones en ce domaine.

Plus que de science pure, les Coréens ont besoin de technologies appliquées. Or, en ce domaine, ils se heurtent à des difficultés structurelles : *«Nous sommes dans une situation paradoxale*, estime Joo Duck-young, chef de la division des technologies à l'Académie des technologies industrielles, *il y a un millier de laboratoires de recherche privée dépendant des grands groupes industriels, une vingtaine d'institutions gouvernementales plus les laboratoires d'universités. Dans ces derniers, on ne fait que de la science pure en travaillant essentiellement sur des manuels américains. C'est là que se trouvent 58 % de nos docteurs en sciences, 18 % travaillent dans des instituts gouvernementaux et seulement 4 % se dirigent vers les laboratoires du secteur privé. Nous sommes en réalité confrontés à deux grands problèmes : l'orientation des chercheurs vers des technologies appliquées et la formation des ingénieurs. 33 % des diplômés du secondaire entrent à l'université, mais pour les autres (67 %) il n'existe pas suffisamment de collèges techniques.»*

C'est précisément pour remédier aux carences en technologies appliquées, notamment celles destinées aux PME, dont le retard est énorme, qu'a été créée l'Académie des technologies industrielles sous l'égide du ministère de l'industrie et du commerce. Elle ne sera pleinement opérationnelle que dans quatre ans. Disposant d'un budget de 30 millions de dollars, elle concentre ses activités sur l'électronique, la mécanique et les nouveaux matériaux.

Selon Joo Duck-young, il ne s'agit pas de chercher à rattraper les pays plus avancés, mais *«simplement à récupérer une compétitivité»*. Dans trois ou quatre ans, pense-t-il, la Corée devrait sortir de l'ornière.

Ph. P.

Marks & Spencer se met à la diète

Une première depuis sa fondation : le célèbre groupe britannique de distribution, victime de la récession, annonce des réductions d'effectifs et une baisse de ses bénéfices. La fin d'un mythe

LONDRES

correspondance

ON n'avait jamais vu cela depuis la fondation en 1894 du plus célèbre groupe britannique de distribution : Marks & Spencer licencie ! La raison de ce petit séisme qui vient de secouer St Michael House, le siège de l'entreprise fondée par Michael Marks et Thomas Spencer, chargé de gérer 679 magasins en Grande-Bretagne et dans le monde et plus de 75 000 personnes ? Des performances réduites provoquées par la récession qui frappe de plein fouet les ventes de détail au Royaume-Uni, en particulier le prêt-à-porter et l'ameublement. Symbole d'un style à l'anglaise, superstar de la Bourse et des analystes financiers, joyau du capitalisme « social » et institution du patrimoine national, Marks & Spencer traverse une mauvaise passe.

« C'est la fin d'un mythe, celui de l'entreprise paternaliste et familiale qui veille à tout et pousse la sollicitude jusqu'à garantir l'emploi à vie. Marks & Spencer est devenue une compagnie comme les autres qui se débarrasse du bois mort en période de crise », souligne Mark Hussan, spécialiste du secteur de la distribution auprès de la banque Warburg.

Marks & Spencer malade ! *Oh ! shocking*, le mot est sur toutes les lèvres des clients du flamboyant magasin de Marble Arch, le navire-amiral d'Oxford Street, la grande artère commerciale londonienne. Ici, l'Union Jack flotte à tous les rayons : vêtements classiques, pratiques et sans prétention, délices du prêt-à-manger haut de gamme, services financiers dignes d'une banque de la City, meubles sages où le *visiteur ressent spontanément* l'envie de se caler, articles de décoration aux couleurs pimpantes. Plus qu'un grand magasin, Marble Arch est une perle de la Couronne où les aristocrates de Mayfair se mêlent aux intellectuels de Hampstead et aux classes populaires de l'East End...

Sous sa bannière vert bouteille, la compagnie habille une Britannique sur trois, un Britannique sur cinq. Sa bannière « St Michael » soude les maillons de la chaîne à travers les classes. Grâce aux cachemires et aux scones « Marks & Spencer », l'Angleterre se sentirait-elle immortelle ?

Client roi

Marks & Spencer, c'est un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de livres (50 milliards de francs) en 1989-1990, des bénéfices avant impôts de 628 millions de livres. C'est la première chaîne de distribution du Royaume au niveau des profits et de la capitalisation boursière. Actuellement, l'habillement « pèse » pour 50 % dans les activités du groupe, la part de l'alimentation s'élevant à 40 %. Viennent après : l'ameublement, la décoration, la chaussure et la finance (le nombre de détenteurs de la carte de crédit maison s'élève à 2,7 millions).

Le succès de ce leader des grands magasins tient d'abord à l'excellent rapport qualité-prix de ses produits. Cet atout est le résultat d'un système unique de liens exclusifs avec des fournisseurs sélectionnés soumis à des contrôles de qualité draconiens. Gare à ceux qui ne respectent pas les normes prévues ! Le client est roi. Chacun peut se faire rembourser à condition de ne pas avoir utilisé l'article. Toute plainte est enregistrée et entraîne enquête automatique. Les fournisseurs tirent profit de la régularité des commandes et des volumes, l'absence d'intermédiaire permet des prix avantageux.

Ce qui rend la firme de Baker Street si particulière, c'est sa culture d'entreprise, grâce à laquelle ses employés lui vouent une passion qui semble tout à fait hors du goût du jour. On pense et on travaille Marks & Spencer. Les murs des bureaux très spartiates de St Michael House, sorte de temple-bunker blotti au cœur de la capitale, sont décorés de préceptes exaltants comme : *« Qu'avez-vous fait aujourd'hui pour les bénéfices de votre compagnie ? »*

Soins médicaux et dentaires gratuits, coiffeur et pédicure subventionnés, participation aux bénéfices, plans avantageux de retraite : la politique sociale exemplaire se conjugue à un mécénat artistique éclatant. La firme a des principes. Férue de morale et plaçant l'éthique au-dessus de toute chose, elle en conçoit une bonne conscience qui lui permet de mépriser ceux dont les motivations sont uniquement motivées par le tiroir-caisse.

Les salaires sont supérieurs à ceux des rivaux comme Sainsbury, Boots ou British Home Stores. Le taux d'absentéisme est l'un des plus faibles de l'industrie insulaire, la rotation du personnel est minimale. Il ne faudrait pas pour autant se figurer Marks & Spencer sous les seuls traits d'un philanthrope : les syndicats n'ont jamais réussi à s'implanter dans cette citadelle du paternalisme de bon ton. *« On n'est pas contre. Simplement, les employés n'en ressentent pas le besoin »*, insiste un porte-parole.

« Le succès commercial de Marks & Spencer est bâti sur cette solide organisation, pas sur le charisme ou la personnalité d'un seul », explique John Kay, professeur de management à la London Business School. Pas étonnant si ce « système » réaliste mais lourd qui ignore les « coups » ou le génie, a toujours fait rêver un monde financier traditionnellement dédaigneux à l'égard des besogneux des grandes surfaces. On conçoit donc la jubilation des arrière-petits-fils du fondateur, les Marks, Sieff et Sacher quand l'agence de notation new-yorkaise Standard & Poor's a décerné au confectionneur-épicier le « AAA » en raison de sa santé financière hors pair. Une première mondiale pour une chaîne de grands magasins !

Sainsbury numéro un

Aujourd'hui, la City doit déchanter. Touché par la mauvaise conjoncture, Marks & Spencer annonce des réductions d'effectifs, envisage de sabrer dans les *perks* (avantages en nature) et prévoit une baisse substantielle des bénéfices bruts pour l'exercice 1990-1991. *« C'est un tournant. La fin des années 80 avait marqué pour Marks & Spencer l'apogée d'une période faste, celle d'une expansion tous azimuts, d'une internationalisation rapide. Aujourd'hui, la vulnérabilité du groupe que l'on croyait à jamais immunisé contre les retournements conjoncturels apparaît au grand jour »*, note Joan d'Olier (County Nat West). Signe des temps, la chaîne Sainsbury est désormais le numéro un de la distribution sur le marché d'Albion.

De nombreux éléments sont défavorables au groupe. Par tradition, ses magasins sont concentrés dans les *high street*, les rues marchandes des grandes villes du royaume. Or les foyers d'expansion sont à la périphérie, moins touchée par la récession, qui a profité largement du boom de la décennie précédente. Et la pleine propriété des fonds de commerce et des terrains sur lesquels sont érigés les magasins rend onéreuse toute opération de redéploiement en banlieue.

« Marks & Spencer ont triomphé de Marx & Engels », disait Margaret Thatcher, qui reconnaissait : *« Mes dessous, je les achète évidemment chez Marks & Spencer, comme tout le monde... »* Ne jurant que par Marks & Spencer, la Dame de fer avait même utilisé le PDG de l'époque, Lord Rayner, pour mener sa croisade antibureaucratique. Paradoxalement, le triomphe des valeurs thatchériennes – individualisme, capitalisme populaire, accession à la propriété – a compliqué la tâche d'un distributeur dont le succès repose sur le consensus entre groupes sociaux.

Le piège du « rêve américain »

La nouvelle classe moyenne de ces îles cherche à échapper au marché de masse : tout vêtement ou intérieur doit refléter une personnalité ou un mode de vie. Pour tenter de capter la nouvelle clientèle « yuppie », tape-à-l'oeil et caviardisée, Marks & Spencer s'est lancé en 1988 dans la haute couture. Echec total et retour au traditionnel, solide et abordable.

Comme bien des groupes britanniques, Marks & Spencer s'est aussi fait piéger par le « rêve américain ». Motivé par la communauté de langue et l'admiration pour la libre entreprise reaganienne, il a payé ses acquisitions trop cher. La rentabilité de marques d'excellente notoriété comme le tailleur B.C.B.G. Brooks Brothers et celles de la chaîne de supermarchés Kings, ainsi que des hypermarchés canadiens D'Allaird's, a souffert de la contreperformance de l'économie nord-américaine. Richard Eassie, président de Verdict Research, consultant londonien spécialisé dans la distribution, fournit une autre explication à cette mésaventure : *« On ne sait pas pourquoi, mais à part quelques rares exceptions, comme Ikea et Benetton, un concept national de distribution s'exporte mal outre-Atlantique. »*

« Les principes n'ont pas changé, la politique commerciale s'adapte. » Complet strict, cravate passe-partout, le nouveau chairman, Richard Greenbury, entend sortir rapidement sa compagnie de l'ornière dans laquelle elle s'est embourbée. C'est un dirigeant maison, entré comme stagiaire à l'âge de seize ans, et qui a gravi tous les échelons du pouvoir en appliquant à la lettre les vertus cardinales de la « boîte » : le travail, la modestie, l'esprit d'équipe. *Le nouveau* « boss » est le deuxième patron étranger à la famille fondatrice, qui ne possède plus que deux strapontins sur quinze au conseil d'administration.

Développer le réseau à la périphérie des villes, créer des *convenient stores* à l'américaine et des magasins spécialisés *(sandwich shops...)*, revitaliser un top-management qui s'est assoupi... Pour réussir cette gageure, cet homme, qui conserve le ton et l'allure d'un cadre moyen, entend affirmer sa place en Europe. C'est en 1975 que la grande aventure continentale a commencé, avec l'ouverture du magasin du boulevard Haussmann, à Paris. Expérience concluante puisque Marks & Spencer possède actuellement quatorze magasins outre-Manche (dont neuf en France et bientôt onze). A l'aube du marché unique, vingt-cinq autres établissements doivent être implantés dans la CEE. Marks & Spencer développe ses comptoirs sur les terres lointaines d'Asie.

Une nouvelle guerre pour un fantassin devenu général d'une organisation qui, de l'avis général, demeure promise à une longue prospérité. Pris entre une tradition qu'il vénère et le désir d'être lui-même, Rick Greenbury doit osciller entre l'une et l'autre. On attendait la voie royale. C'est le parcours du combattant, pour ne pas faire mentir le précepte de Michael Marks : *« Ne demandez pas le prix : tout est à un penny. »*

MARC ROCHE

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Télex : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes en français et anglais au : 48 00 20 17
DROUOT RICHELIEU
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

*Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.*

LUNDI 13 MAI

S. 1 – Tableaux, bijoux, mobilier. ARCOLE (Mes OGER, DUMONT).
S. 2 – Succession de Mme X. Tableaux, bibelots, mobilier. – Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR et Me ARTUS et associés.
S. 4 – Tableaux, bijoux, argenterie, papiers peints. – Mes PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 14 – Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. – Mes AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16 – Meubles et objets d'art. – Me LOUDMER.

MARDI 14 MAI

*S. 1 – Tapis. – Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 7 – Ateliers A. REISS (1909-1989). Peintures et dessins. – Me DELORME.

MERCREDI 15 MAI

S. 4 – 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. – Mes ADER, PICARD, TAJAN. Sans catalogue.
S. 5 et 6 – 14 h 30. HAUTE EPOQUE. – Mes ADER, PICARD, TAJAN. M. Coquenpot, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
S. 8 – Disques, livres et objets de vitrine. PARIS AUCTION (Me CARDINET-KALCK).
S. 10 – Tableaux modernes. Sculptures. Arts décoratifs du 20e. – Mes DAUSSY, DE RICQLES et Mes COUTURIER, DE NICOLAY.
S. 12 – Mode. Jouets. – Me BONDU.
S. 14 – Meubles et objets d'art. – Me LOUDMER.

JEUDI 16 MAI

S. 1 et 7 – 14 h. Succession de M. X. Porcelaines de la Chine pour l'exportation des époques Ming et Qing. – Mes AUDAP, GODEAU, SOLANET et Me LANGLADE.

VENDREDI 17 MAI

S. 1 et 7 – Suite de la vente du 16 mai. – Mes AUDAP, GODEAU, SOLANET et Me LANGLADE.
S. 4 – 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. – Mes ADER, PICARD, TAJAN. Sans catalogue.
S. 6 – Tableaux, bibelots, mobilier. – Me BOISGIRARD.
S. 9 – 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. – Mes ADER, PICARD, TAJAN. Sans catalogue.
S. 11 – Objets d'art. Statuettes de chiens. Sièges et meubles de style. PARIS AUCTION. (Me CARDINET-KALCK).
S. 12 – Vêtements anciens et tissus. – Mes DAUSSY, DE RICQLES.
S. 13 – Gravures, tableaux modernes. – Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. Mme Cailac et M. Blanchet, experts.
S. 15 – Tableaux modernes. Art nouveau, art déco. – Mes RIBEYRE, BARON.
S. 16 – Bijoux. Dentelles et jouets. Tableaux. Bibelots. – Mes MILLON, ROBERT.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
ARTUS & Ass., 15, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-87-29.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DAUSSY, DE RICQLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009) 42-46-61-16.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION : DE CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, HOEBANX-COUTURIER, 23, rue Le Peletier (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

Neuf paradoxes dans l'air du temps

Avec leur ouvrage « Service compris » Philippe Bloch et Ralph Hababou ont côtoyé le succès. Dans la foulée, ils ont créé une entreprise et... réalisé un deuxième livre

ILS se disent amateurs de paradoxes. En fait, leur talent est plutôt de savoir bien mettre en valeur des pensées dès leur entrée dans l'air du temps. Il y a cinq ans, Philippe Bloch et Ralph Hababou, vingt-sept ans chacun (ils ont le même âge à dix jours près), publient leur premier livre, *Service compris*. Pour réussir, les entreprises doivent améliorer la qualité de leur service à tous les niveaux. Si de nombreux chefs d'entreprise en sont convaincus, rares sont ceux qui savent comment s'y prendre pour atteindre cet objectif. Les auteurs, dont l'expérience professionnelle est essentiellement limitée pour le premier à un poste d'éditeur au magazine *l'Expansion* et pour l'autre à quelques années passées chez IBM, ne manquent néanmoins pas de sens pratique.

Le livre arrive à point nommé, deux cent mille exemplaires partent comme des petits pains des étalages des libraires. Et les lecteurs en demandent davantage. Conséquence : les deux auteurs, qui s'étaient promis de ne jamais créer une société ensemble, lorsqu'ils étaient devenus amis sur les bancs de l'ESSEC, changent d'avis. Ils créent PBRH Conseil, une société de conseil et de formation pour aider à mettre leurs idées en pratique.

Idées dans le vent sur le métissage

Deuxième lancement, deuxième succès, quarante mille personnes ont profité de leur méthode. Leurs clients émanent des domaines les plus variés : Citroën, pour son réseau commercial, France Télécom, Apple, le parc Astérix, etc. La société emploie aujourd'hui treize personnes dont la tâche est en fait de former des animateurs (au nombre de quatre cent cinquante actuellement) qui transmettent la bonne parole dans leur propre entreprise.

Vente de brochures (comment utiliser le téléphone, améliorer la qualité de l'accueil, etc.), et d'affiches complètent l'activité ainsi que des prestations d'audit : ils ont ainsi mis au point pour Citroën un baromètre pour mesurer la satisfaction de ses clients. Le chiffre d'affaires de la société passe de 2 millions de francs en 1987 à 15 millions de francs en 1990, avec un résultat de 2 millions de francs.

Jamais deux sans trois. Les deux compères se lancent à présent dans une troisième aventure, avec un livre : *Dinosaures et caméléons, neuf paradoxes pour réussir dans un monde imprévisible* (1). Après le service, les auteurs ont un nouveau credo : le métissage. Là aussi, l'idée est dans le vent et les neuf têtes de chapitre permettent de rassembler les idées en cours chez tous les consultants en management. Métissage entre peuples : à l'heure où toute entreprise se doit d'être internationale pour réussir, il devient impératif de savoir communiquer entre interlocuteurs de différentes origines. Métissage culturel : l'heure est au mélange des talents. De plus en plus nombreuses sont les firmes qui embauchent des littéraires pour apporter un souffle différent aux cadres plus généralement recrutés dans des écoles d'ingénieurs ou de commerce, ou qui font des efforts pour améliorer la culture générale de leurs employés.

Métissage des spécialités. A l'instar de ce qui se passe dans les entreprises japonaises, les auteurs préconisent la mobilité d'un service de l'entreprise à un autre, pour former des équipes multicompétentes, et donc plus aptes au changement. Métissage hiérarchique en donnant du pouvoir à ses collaborateurs et en n'hésitant pas à faire participer à des réunions communes des personnes de rang hiérarchique différent. Le seul véritable paradoxe étant, peut-être, celui qui sert de titre au premier chapitre, *« Mieux servir ses clients en les faisant travailler »*, qui étend le métissage au mélange des genres entre clients et fournisseurs. Où l'on apprend qu'écouter les clients ne suffit plus et qu'il faut désormais les *« inclure dans chaque étape de la vie de l'entreprise »*.

ANNIE KAHN

(1) *Dinosaures et caméléons, neuf paradoxes pour réussir dans un monde imprévisible*, par Philippe Bloch et Ralph Hababou, éditions J.-C. Lattès, 377 pages, 139 francs.

Parfum de crabe franco-japonais

A Saint-Malo, une usine va tenter d'assouvir l'appétit nouveau des Français pour les bâtonnets de surimi

RENNES

de notre correspondant

La société Comapêche vient d'inaugurer à Saint-Malo son usine de fabrication de *kamaboko*, des bâtonnets de surimi (c'est-à-dire de la pulpe de poisson) aromatisé au crabe. L'usine est la première en Europe à posséder la maîtrise complète de l'ensemble des éléments constituant le produit. Pour un investissement de 28 millions de francs, la production (frais et surgelés) sera de 800 tonnes cette année, 1 500 tonnes l'an prochain, et 3 000 tonnes en 1993.

La pâte de surimi provient pour moitié de l'Alaska et pour moitié des navires-usines de l'armement de Comapêche. La consommation de bâtonnets de surimi a atteint 50 000 tonnes l'an dernier en Europe, dont 10 000 tonnes en France et affiche une progression annuelle de 15 %. Trois autres établissements industriels produisent des bâtonnets comparables en France : Surimer à Carentan, Fleury-Michon à Pouzauges (Vendée) et Protimer à La Rochelle.

L'usine Comaboko emploie vingt-sept personnes et prévoit d'atteindre un effectif de quatre-vingts personnes dans deux ans. Le capital est détenu par l'armement Comapêche (51 %), deux groupes japonais, Hokofishing (17 %) et Marubeni (17 %), la société Gel Ouest (9 %), filiale du groupe Even et l'Institut pour le développement des industries agroalimentaires (6 %).

CHRISTIAN TUAL

TABLES D'AFFAIRES

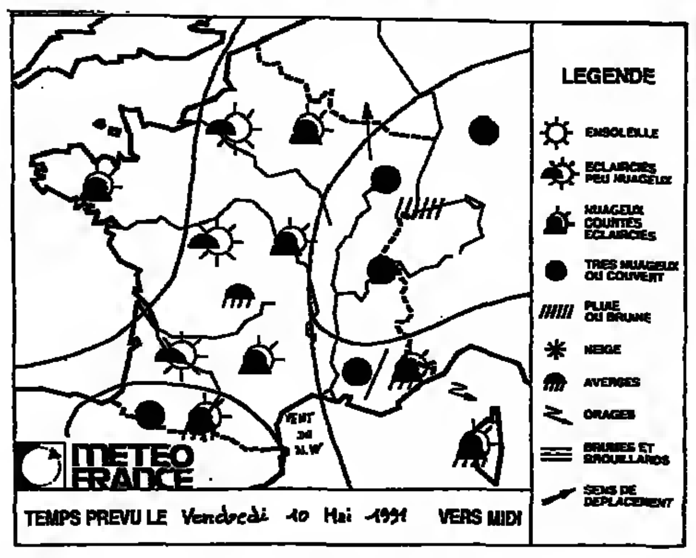
DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.
12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

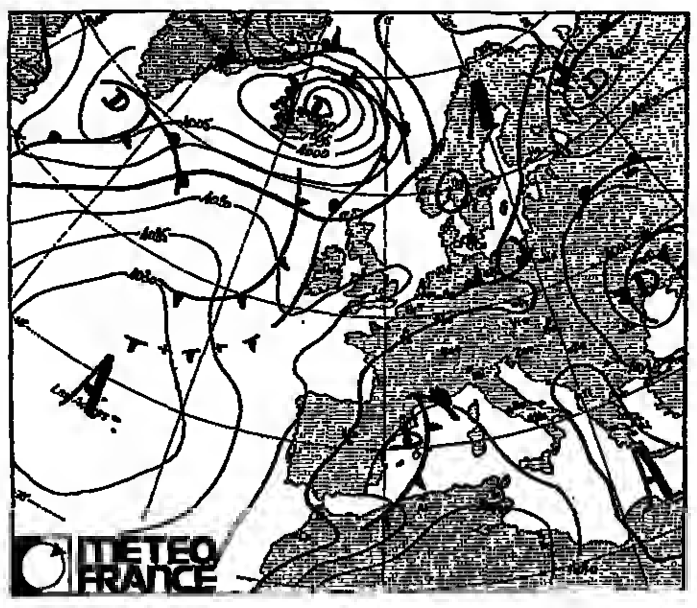
ALSACE A PARIS 43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6e T.l.j.
Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déj. Dîner. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. *Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts.* Pour groupes, nous consulter.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour la vendredi 10 mai 1991
Nuageux, pluies à l'Est, soleil à l'Ouest



SITUATION LE 9 MAI 1991 A 0 HEURE TU



Samedi 11 mai : temps humide sur le Nord et l'Est, éclaircies ailleurs. – De l'Alsace et des Vosges à la Bourgogne, au Jura ainsi que des Alpes à la Corse, le ciel sera encore bien nuageux avec de petites pluies éparses le matin. L'après-midi, de timides éclaircies laisseront passer quelques rayons de soleil.

De la Lorraine et des Ardennes à l'Ile-de-France, au Centre, au Massif central au Languedoc et au Roussillon ainsi que sur toutes les régions comprises entre la Loire et les Pyrénées, le temps sera brumeux le matin. Ensuite, éclaircies et nuages se partageront le ciel de façon équitable.

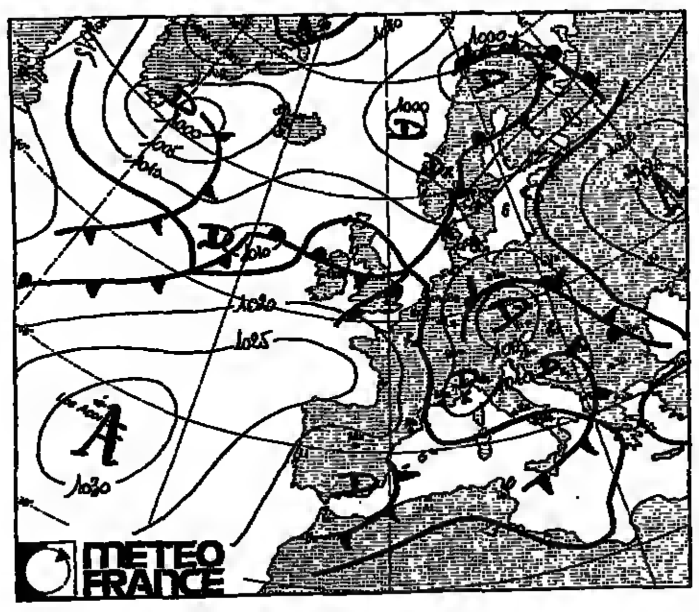
Sur la Bretagne, la Normandie et le Nord, après des éclaircies dans la matinée, le ciel se couvrira l'après-midi. Il pleuvra un peu en fin de journée sur le Nord et le Pas-de-Calais.

Le vent de Nord sera encore assez fort près de la Méditerranée.

Les températures du matin seront de 4 à 8 degrés, elles seront voisines de 10 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures seront de l'ordre de 15 degrés, 16 à 18 de l'Aquitaine à la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 11 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 9-05-91

Valeurs extrêmes relevées entre le 8-05-1991 à 18 heures TU et le 9-05-1991 à 8 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	17	16	C
BIARRITZ	11	8	B
BORDEAUX	13	8	A
BOURGES	13	7	B
BREST	12	8	N
CAEN	11	8	D
CHERBOURG	11	7	D
CLERMONT-FER.	13	8	P
DIJON	16	6	D
GRENOBLE	16	10	B
LILLE	12	7	D
LIMOGES	11	8	B
LYON	14	10	B
MARSEILLE	16	11	P
NANCY	16	6	D
NANTES	12	8	A
NICE	16	14	C
PARIS-MONTS	13	10	D
PAU	8	7	P
PERPIGNAN	10	6	O
RENNES	12	7	A
ST-ETIENNE	13	8	B
STRASBOURG	17	8	D
TOULOUSE	11	7	P
TOURS	12	7	C
POINTE-A-PITRE	31	23	D

ÉTRANGER			
ALGER	22	14	D
AMSTERDAM	13	3	D
ATHÈNES	21	16	D
BANGKOK	37	26	N
BARCELONE	9	7	P
BELGRADE	8	7	D
BERLIN	7	6	P
BRUXELLES	12	5	D
COPENHAGUE	11	4	D
DAKAR	23	19	D
DJERBA	23	18	D
GENÈVE	13	8	D
HONGKONG	27	22	P
ISTANBUL	19	14	N
JÉRUSALEM	33	22	N
LE CAIRE	41	20	D
LISBONNE	16	11	D
LONDRES	12	6	D
LOS ANGELES	24	15	C
LUXEMBOURG	15	8	–
MADRID	14	6	D
MARRAKECH	14	13	C
MEXICO	30	15	B
MILAN	17	9	D
MONTRÉAL	13	7	D
MOSCOU	14	8	P
NAIROBI	21	16	P
NEW-DELHI	40	27	D
NEW-YORK	19	13	N
OSLO	16	8	N
PALMA-DE-MAJ.	17	12	P
PÉKIN	21	20	D
RIO-DE-JANEIRO	24	20	N
ROME	17	11	P
SINGAPOUR	31	25	A
STOCKHOLM	14	4	N
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	23	17	P
TUNIS	23	16	D
VARSOVIE	13	8	C
VENISE	17	12	O
VIENNE	13	6	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES — PIERRE GEORGES

La vie en bleu

SERAIT-CE leur façon de voir la vie en bleu, de lutter contre ce mal ordinaire de vivre ? « La marche du siècle », sur FR 3, mercredi soir, est ainsi partie à la rencontre des quinze - vingt-quatre ans, adolescents encore, adultes déjà, pour tenter de les faire se regarder en leur miroir, le cinéma.

Les films cultes, les films mythes sont probablement vieux comme le cinéma et jeunes comme ces filles et garçons qui, sur le plateau, essayaient de répondre à l'impossible question : mais pourquoi donc *avez-vous tant aimé le Grand Bleu, le Cercle des poètes disparus, Un monde sans pitié, la Discrète ?* Pourquoi ces points de ponctuation flamboyants, ou selon, le mot d'un participant, ce cinéma « *toxicomanie contre le mal de vivre* » ?

Impossible quête en effet. Autant demander aux jeunes pourquoi ils le sont à ce point. Autant essayer de découvrir, avec la fausse naïveté des adultes, ou une mémoire oublieuse, que la jeunesse est précisément l'âge des passions et des rêves. Qu'une fille de vingt ans dise avoir vu neuf fois *le Grand Bleu* – « *Je n'ai pas vu ce film* comme un *film, j'étais comme dans un grand aquarium* », – qu'une autre ait *trouvé dans ce ventre de la mer, le* remède à ses angoisses sur la mort, qu'un troisième soit allé, après, boire du champagne au fond d'une piscine, ce n'était après tout que trois explications parmi mille autres possibles.

La vie est dure aux jeunes, chômage, concurrance, compétition, angoisses. « *La vie*, dira le critique de cinéma Serge Toubiana, *la réalité, la dureté de la vie, elle est ici, à la télévision, dans les reportages. Le cinéma, c'est le rêve.* » Ce cinéma qui transgresse, qui transcende, qui sublime, ce cinéma qui permet aux jeunes de faire leur éducation sentimentale prend ainsi sa revanche sur la vie, sur une société sans rêve, ni utopie.

Cela, ils l'ont tous dit, jeunes et adultes, consommateurs boulimiques et gens de cinéma, pour expliquer l'étrange et dévorante passion pour le « *Carpe diem* » du *Cercle des poètes disparus* ou pour « *l'amour point final, on n'a plus qu'à être amoureux comme des cons* » d'Hippo face à son *Monde sans pitié*. Ils ont tous dit que plus l'époque serait dure, plus le rêve serait grand, que puisque la vie ce n'est *pas du cinéma*, que le *cinéma ne* soit pas la vie.

Dans leur marche du siècle, les jeunes prennent des chemins de traverse qui ont le parfum de l'évasion et des petits relents de rousseauisme. Une recherche « *d'émotion pure* » constatera un *sociologue* sur le plateau. Cela peut aussi s'appeller le romantisme.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 9 mai

TF 1

20.45 Cinéma : Le Dernier Métro. ■■■
Film français de François Truffaut (1980). Avec Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Jean Poiret.
22.55 Soirée spéciale : Cannes 91.
0.30 Journal et Météo.
0.50 Série : Intrigues (rediff.).

A 2

20.45 ▶ Magazine : Envoyé spécial.
« Terre brûlée » (les hommes luttant contre le feu) ; « Silence, on double » (le doublage *des films étrangers*) ; « *Premier combat* » (les enfants thaïlandais pratiquant la boxe thaï illégalement).
22.00 Cinéma : Paris, Texas. ■■
Film américain de Wim Wenders (1984). Avec Harry Dean Stanton, Nastassja Kinski, Dean Stockwell.
0.20 Journal et Météo.
0.40 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3

20.40 Cinéma : Monsieur Hire. ■■
Film français de Patrice Leconte (1989). Avec Michel Blanc, Sandrine Bonnaire, André Wilms.
22.25 Journal et Météo.
22.35 Cinéma : Le Complot. ■■
Film franco-américain d'Agnieszka Holland (1987). Avec Christophe Lambert, Ed Harris, Joanne Whalley.
0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Le Prix de la passion. ■
Film américain de Leonard Nimoy (1988). Avec Diane Keaton, Liam Neeson, Jason Robards.
22.10 Flash d'informations.
22.12 Le Journal du Festival.
A Cannes.
22.20 Cinéma : Midnight Run. ■■
Film américain de Martin Brest (1988). Avec Robert De Niro, Charles Grodin, Yaphet Kotto (v.o.).
0.20 Cinéma : Vendredi 13, nº 7. □
Film américain de John Carl Buechler (1888).
1.45 Cinéma : Vacances à Ibiza. □
Film français, classé X, de Gérard Kikoïne (1981).

LA 5

20.50 Téléfilm : Harem, l'innocence perdue.
22.30 Magazine : Kargo.
Marco Polo.
Portrait fouillé d'un découvreur mythique.
23.30 Bruits de Cannes.
23.40 Magazine : A la cantonade.
23.55 Journal de la nuit.
0.05 Demain se décide aujourd'hui.

M 6

20.35 Téléfilm : Anestasia.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Magazine : Oazibao.
23.55 Sexy clip.

LA SEPT

16.30 Charles Trenet au Printemps de Bourges.
17.30 Téléfilm : Lieutenant Lorena.
18.40 Court métrage : Il est interdit de jouer dans la cour.
19.00 Documentaire : Vivre avec des troupeaux.
19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 22.55).
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
Actualités françaises et suédoises de la seconde guerre mondiale (v.o.).
21.00 Magazine : Avis de tempête.
23.00 Une leçon particulière de musique avec Pierre-Yves Artaud.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Agamemnon, d'après Yannis Ritsos.
21.30 Profils perdus. Roger Caillois.
22.40 Les nuits magnétiques. Gens du Marais (rediff.)
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Les têtes raides.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 21 et 22 mars à la *Philharmonie de Munich*) : *Klagegesang*, de Hartmann ; Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur op. 129, de Schumann ; Symphonie nº 3 en ré majeur op. 29, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Lorin Maazel ; sol. : Lynn Harrell, violoncelle.
23.07 Poussières d'étoiles.

Vendredi 10 mai

TF 1

19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Divertissement : La Bébête Show.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos et Tapis vert.
20.45 Variétés : Tous à la Une.
22.45 Soirée spéciale :
Mitterrand dix ans après.
A 23.45, débat animé par Michèle Cotta et Gérard Carreyrou.
0.45 Cannes 91.
0.55 Au trot.
1.00 Journal, Météo et Bourse.

A 2

18.35 Série : Alf (rediff.).
19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).
20.00 Journal et Météo.
20.45 Divertissement : Balthazar.
21.55 Magazine : Caractères.
Spécial polar. Invités : Serge Quadruppani *(Y)* ; Tony Hillerman *(Coyote attend)* ; H.R.F. Keating *(l'Inspecteur Ghote en Californie)* ; Patrick Raynal *(Arrêt d'urgence* et *Fenêtre sur femmes)* ; Howard Engel *(Benny Cooperman, détective privé* et *Un privé dans les Algonquins)* ; Didier Daeninckx *(le Facteur fatal)*.
23.10 Journal et Météo.
23.30 Cinéma : Amore. ■■■
Film italien de Roberto Rossellini (1947-1948). Avec Anna Magnani (v.o.).
2.00 Magnétosport : Lutte libre.
Championnat d'Europe (120 min).

FR 3

18.10 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.35 Magazine : Thalassa.
Thalasso business, de William Garit.
21.35 ▶ Téléfilm : Bing.
22.30 Journal et Météo.
22.55 ▶ Traverses.
Jamuna, les eaux du déluge, documentaire de Patrick Benquet et Vincent Tardieu.
23.45 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 20.30
18.30 Ça cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm : ***Vaincre à tout prix.***
22.20 Magazine : Exploits 2.
22.45 Flash d'informations.
22.48 Le Journal du Festival.
23.00 Cinéma : Liaison fatale. □
Film américain d'Adrian Lyne (1987).
0.55 Cinéma : Désorganisation de malfaiteurs. □
Film américain de Jim Kouf (1899).

LA 5

19.05 Jeu : La Ligne de chance.
19.40 Série : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Téléfilm : Une proie pas comme les autres.
22.30 Série : Capitaine Furillo.
23.20 Série : ***Hitchcock présente.***
23.45 Bruits de Cannes.
23.55 Journal de la nuit.
0.05 Demain se décide aujourd'hui.

M 6

19.00 Série : La Petite Maison ***dans la prairie.***
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Météo 6.
20.40 Téléfilm : Pas si fous, les flics de Midwatch.
22.20 Série : La Malédiction ***du loup-garou.***

22.45 Magazine : Vénus.
23.15 Magazine : ***La 6e Dimension.***
Thème : Qui es-tu, Tonton ?
23.45 Capital.
23.55 Six minutes d'informations.
0.00 Musique : Live.
Elton John en concert.

LA SEPT

18.55 Documentaire : Les Mémorables Max Ernst.
19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 22.30).
20.00 Documentaire : La Vie selon Lorang.
21.00 Téléfilm : Jeanne d'Arc.
22.35 Téléfilm : Lieutenant Lorena.
23.50 Court métrage : Les Pinsons.
0.10 Documentaire : Palettes.
L'Utopie orange vert pourpre.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.
21.30 Musique : Black and blue. Histoires du Trio. 1. Histoire du trio en jazz.
22.40 Les nuits magnétiques. Gens du Marais (rediff.).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Les têtes raides.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (émis de Sarrebruck) : Les Créatures de Prométhée, ouverture en ut majeur op. 43, Concerto pour piano et orchestre nº 4 en sol majeur op. 58, de Beethoven ; L'Arlésienne (extrait), de Bizet, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Emmanuel Krivine ; sol. : Oleg Maisenberg, piano.
23.07 Poussières d'étoiles. New Age. A 0.00, Poissons d'or, avec David Hykes, compositeur. A 1.30, Les poissons d'or du passé : Paysages et marines, de Koechlin.

Le Monde

L'anniversaire du 10 mai 1981

Le bilan de la décennie selon MM. Mauroy, Fabius et Rocard

MM. Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard, les trois premiers ministres socialistes de M. Mitterrand dressent un bilan de la décennie dans *Vendredi*, l'hebdomadaire du PS, qui publie cette semaine un numéro spécial pour le dixième anniversaire du 10 mai 1981 et la sortie de son numéro 100.

M. Mauroy, qui fut le premier à occuper l'hôtel Matignon de mai 1981 à juillet 1984, estime que la principale «*originalité*» de son gouvernement a été de «*faire passer les socialistes d'une culture d'opposition* (...) *à une culture de gouvernement*». «*Notre objectif*, explique-t-il, *était de devenir un grand parti de gouvernement et d'effectuer de grandes réformes sociales compatibles avec la gestion économique imposée par le contexte international.*» Il reconnaît toutefois que les socialistes ne sont «*pas suffisamment parvenus à changer la vie*».

M. Fabius, premier ministre de juillet 1984 à mars 1986, affirme lui aussi qu'un des éléments les plus marquants de cette période a été «*la démonstration de la capacité de la gauche à gérer l'économie en faisant progresser la justice sociale*».

«*La gauche*, déclare-t-il, *n'est plus une expérience, un produit de laboratoire séduisant mais fugace, destiné à gouverner au maximum trente mois tous les trente ans*», même si «*nous avons parfois du mal*, ajoute le président de l'Assemblée nationale, *à concilier la culture de gestion et la culture de révolte*».

Enfin, l'actuel premier ministre, M. Rocard, estime que la France «*a connu en dix ans une modernisation considérable*». «*Les Français*, dit-il, *ont acquis une culture économique qu'ils n'avaient pas auparavant et qui les rend à la fois lucides et très sévères à l'égard de tous les démagogues.*»

(Lire également pages 7 et 8.)

Incidents au centre commercial des Ulis (Essonne)

Trois vigiles blessés par une bande de jeunes

Une bande d'une trentaine de jeunes gens a agressé, mercredi 8 mai, à coups de battes de base-ball et de fusils, le personnel chargé de la sécurité du magasin Carrefour du centre commercial des Ulis (Essonne). Trois vigiles ont été blessés. Plusieurs vitrines et des automobiles ont été endommagées.

Alors que la nuit tombait et que la galerie marchande venait de fermer ses portes, plusieurs dizaines de jeunes, dont certains portaient une cagoule, se sont présentés, dans la soirée de mercredi 8 mai, à l'entrée du centre commercial, exigeant de pénétrer à l'intérieur. Les vigiles de l'hypermarché Carrefour qui, le matin même, avaient déjà eu maille à partir avec des adolescents, refusent et demandent à ces ultimes «clients» de quitter les lieux. Les jeunes gens, qui avaient dérobé des fusils à grenaille sur un stand de tir à la foire d'Orsay, ouvrent alors le feu sur les membres de la société de gardiennage. Trois vigiles sont blessés par plombs. L'un d'eux, atteint au dos et aux jambes, a été hospitalisé. Un autre sera violemment frappé d'un coup de batte de base-ball. Les jeunes gens s'enfuient et poursuivent leur violente équipée. Ils brisent les vitrines de cinq magasins et s'attaquent à coups de matraques aux voitures garées sur un parking. Pendant ce temps, juché à l'arrière d'un scooter, fusil en main, un des agresseurs tourne sans arrêt autour du centre commercial. Le calme reviendra dans la soirée après la mise en place d'un important dispositif policier. Les jeunes agresseurs ont tous été identifiés par l'antenne du SRPJ de Versailles chargée de l'enquête. Selon les témoignages de vigiles recueillis par notre correspondant, Patrick Desavie, il seraient «*des habitués du centre commercial*», et le contentieux né dans la journée entre un adolescent et un membre de la sécurité de l'hypermarché pourrait être à l'origine de cette «expédition punitive».

Dès le début du mois d'avril, certains commerçants avait fait part aux autorités de leurs craintes face à la détérioration du climat dans le centre, le premier à avoir utilisé des vigiles à cheval pour la surveillance de ses parkings. «*Certains individus sont armés (armes blanches et à feu) et cela peut engendrer des violences incontrôlables*», écrivait par exemple M. Michel Galmot, directeur du restaurant McDonald's des Ulis, au sous-préfet. Celui-ci, M. Jean Dusourd, devait organiser, dans la matinée de jeudi 9 mai, une réunion avec les policiers, les élus locaux et les commerçants.

□ **Sartrouville : 33 millions de francs pour la cité des Indes.** – Le conseil municipal de Sartrouville a adopté, mardi 7 mai, des mesures en faveur du quartier de la cité des Indes, qui avait été le théâtre de scènes d'émeutes le 26 mars dernier, après le meurtre d'un jeune homme par un vigile du centre commercial local. Ce programme de développement social mobilisera 33 millions de francs, avec une participation de 3 millions de la commune. Cet effort permettra notamment de créer une mission locale de l'emploi et de mener des actions de prévention de la délinquance.

□ **Ermont : inculpation des auteurs présumés de la rixe du 4 mai.** – Deux jeunes hommes soupçonnés d'être les auteurs de l'échauffourée du centre commercial d'Ermont (Val-d'Oise) qui, samedi 4 mai, avait fait sept blessés (*le Monde* du 9 mai), viennent d'être inculpés de coups et blessures, et écroués à la maison d'arrêt d'Osny. A propos de cette affaire, l'enquête de l'Inspection générale de la police, déclenchée après le dépôt de plainte pour «*défaut de surveillance*» par le représentant légal du troisième adolescent inculpé dans cette rixe, et qui s'est suicidé, met totalement hors de cause les policiers.

M. Bush ne s'opposera pas à une enquête sur l'affaire des otages de Téhéran

Le président George Bush a déclaré, mercredi 8 mai, qu'il ne s'opposerait pas à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les circonstances dans lesquelles les 52 otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran ont été libérés, en 1980.

Le chef de l'Etat a cependant qualifié de «*malfaisantes*» les accusations portées contre l'état-major électoral de Ronald Reagan, soupçonné de s'être entendu à l'époque avec l'Iran pour retarder la libération des otages (*le Monde* daté 5-6 mai). M. Bush – alors candidat à la vice-présidence des Etats-Unis – a de nouveau démenti avoir personnellement participé à une telle manœuvre.

La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants a recueilli, mercredi, le témoignage du président iranien de l'époque, M. Abol Hassan Bani Sadr, selon lequel un accord secret aurait été conclu entre Téhéran et les partisans de M. Reagan.

M. Bani Sadr a offert de produire des lettres et autres documents retraçant l'évolution des négociations, a indiqué un membre de la commission en soulignant que c'est la première fois que des preuves écrites sont proposées. – *(AFP, Reuter.)*

L'ESSENTIEL

DÉBATS

• Ingérence et aide humanitaire : Du pain et des jeux, par Xavier Emmanuelli • Eviter la surenchère, par Alain Destexhe • Le Kordofan autant que le Kurdistan, par Sylvie Brunel 2

ÉTRANGER

La crise yougoslave
Serbes et Croates, deux mondes, deux cultures 4

Les troubles en Afrique du Sud
MM. De Klerk et Mandela ont discuté des moyens de mettre fin à la violence 6

POLITIQUE

Les dix ans du 10 mai... 7-8

LIVRES ◆ IDÉES

• La seconde vie de Max Frisch • Comprendre Kant • D'autres mondes, par Nicole Zand • Le feuilleton de Michel Braudeau • Histoires littéraires par François Bott .... 9 à 15

SOCIÉTÉ

Protestantisme
L'unification des Eglises de France est proposée 16

CULTURE

Pénélope de Fauré à Nantes
L'antiquité au prisme de la Belle Époque 17

ÉCONOMIE

Le surprenant dynamisme du Sri-Lanka
Un tourisme florissant dans un pays en guerre 19

Allégement possible des droits de succession
M. Charasse envisage d'augmenter les «abattements à la base».... 20

COMMUNICATION

Controverse sur la septième chaîne
Les défenseurs du câble disent non à un nouveau réseau hertzien... 20

MONDE ◆ AFFAIRES

• Les géants sud-coréens contraints de se spécialiser • Marks & Spencer se met à la diète .... 21 à 22

Services

Abonnements 2
Carnet 20
Loto 20
Météorologie 23
Mots croisés 20
Radio-Télévision 23
Spectacles 18

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9 mai 1991 a été tiré à 340 223 exemplaires.

Quatrième semaine d'occupation

Conflit au point mort à l'usine Thomson de Brest

BREST

de notre correspondant

L'usine Thomson de Brest est entrée dans sa quatrième semaine d'occupation, à l'initiative de la CFDT. Depuis le 16 avril, les grilles de l'entreprise sont fermées aux 1 400 salariés. La direction s'est repliée dans un hôtel de la ville avec l'encadrement. De quatre cents à cinq cents personnes se relaient quotidiennement à l'intérieur des locaux sociaux. Le reste du personnel a été appelé par la direction à participer à des stages de formation.

Le conflit, qui semblait proche d'une issue en fin de semaine dernière, est à nouveau au point mort. Et une certaine lassitude semble se faire sentir. Une manifestation qui s'est déroulée dans les rues de Brest, mardi 7 mai, n'a rassemblé que cinq cents participants. Les grévistes y ont de nouveau arboré leur emblème : la Pointe de Bretagne de laquelle émerge le site de la Thomson comme le village d'Astérix.

En occupant une usine considérée comme le fleuron de la décentralisation, dans le Finistère, d'une grosse société nationale, la CFDT s'est engagée dans une épreuve de résistance contre des directives qui ne vont pas, selon elle, dans le sens de l'aménagement du territoire. 450 emplois ont déjà été supprimés entre 1985 et 1990 à la Thomson entre Brest et Morlaix. 192 nouveaux licenciements sont prévus d'ici un an, 264 sur trois ans. Le plan social proposé par la direction prévoit 135 départs en préretraite, 20 départs volontaires avec une prime de 150 000 francs et 109 congés de conversion. La CFDT réclame, en vain, un plus long étalement des 192 premiers licenciements.

Le syndicat multiplie les démarches pour amener un fléchissement patronal. Une délégation a rencontré, le 7 mai à Paris, M. Alain Bergounioux, conseiller pour les affaires sociales de M. Michel Rocard. Le discours de la CFDT porte à présent sur «*l'exclusion sociale*». «*Derrière les postes*, dit-elle, *ce sont d'abord des noms qui sont visés*». La direction répond que «*les choix pour les départs non volontaires ne résultent pas d'un arbitraire mais sont dictés par les contraintes économiques*». Un comité central d'entreprise est prévu le 13 mai. Le plan social devrait alors être mis en œuvre si un terrain d'entente n'est pas trouvé d'ici cette date.

GABRIEL SIMON

Pour réduire la masse des ordures ménagères

Le recyclage des emballages sera bientôt obligatoire en Allemagne

Les industriels et les commerçants allemands devront reprendre et recycler les emballages de leurs produits. Annoncée par le ministre de l'environnement, M. Klaus Toepfer qui l'a présentée comme devant marquer «*la fin de la société du gaspillage*», cette mesure prendra effet en trois temps et concernera, dès le 1er décembre prochain, les emballages destinés au transport des produits.

A partir du 1er avril 1992, les consommateurs pourront ne pas emporter les emballages extérieurs et les laisser au magasin qui aura l'obligation de les réutiliser ou de les recycler. Enfin, le 1er janvier 1993, un système de consigne obligatoire sera mis en place pour récupérer les bouteilles, flacons et boîtes jetables contenant les boissons, les lessives et les produits d'entretien. Le décret fixe un tarif de consigne très incitatif. Adopté il y a deux semaines par la Chambre haute, le nouveau texte vise à réduire de 12 millions de tonnes par an la masse des ordures ménagères allemandes, qui s'élève actuellement à 30 millions de tonnes chaque année dans l'ex-Allemagne de l'Ouest

HAÏTI : les cent jours du président Aristide

La démocratie à l'épreuve de la crise économique

Après cinq ans de transition démocratique où l'on se barricadait dès la tombée du jour, où les nuits étaient déchirées par les fusillades, la sécurité retrouvée est de l'avis de tous le plus grand succès du président Jean-Bertrand Aristide, le jeune prêtre au pouvoir depuis trois mois.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

La peur des *zinglendos*, les bandits qui terrorisaient la population, s'éloigne à mesure que le «*mariage entre le peuple et l'armée*» annoncé par le président Aristide se consolide. La mise à l'écart des officiers les plus compromis avec l'ancien régime duvaliériste, le désarmement des « chefs de section » – les supplétifs qui se comportaient souvent comme des tyranneaux dans les campagnes et qui sont désormais rattachés au ministère de la justice – et la formation d'un corps de police professionnel ont figuré parmi les priorités du père Aristide afin de prévenir un retour aux turbulences du passé. Le premier ministre, René Préval, un proche du président, affirme que le danger n'est pas totalement écarté. Des complots contre la sécurité de l'Etat sont périodiquement dénoncés, et le pouvoir craint que d'anciens duvaliéristes, dirigés par l'ex-général Williams Régala, ne préparent un mauvais coup depuis la République Dominicaine voisine.

Autre amélioration spectaculaire, l'électricité. De trois ou quatre heures par jour il y a trois mois, la fourniture de courant est passée à plus de douze heures, grâce à l'action efficace du jeune ministre des travaux publics, Frantz Vérella, chargé du dossier... et à l'agence de coopération américaine USAID, qui a débloqué 3 millions de dollars pour l'installation de groupes de secours. L'assainissement de la fonction publique et des entreprises d'Etat, qui étaient des nids de corruption, figurent également parmi les priorités du nouveau pouvoir. «*Entre les macoutes, les incompétents et ceux qui touchaient un chèque sans travailler, j'ai dû révoquer deux cent cinquante personnes sur les six cents que comptait le ministère à mon arrivée*», explique Marie-Laurence Lassègue, titulaire du portefeuille de l'information et de la culture. A l'Autorité portuaire nationale, le gouvernement n'a pas hésité à licencier quatre cents personnes, près de la moitié de l'effectif. Serge Gilles, sénateur socialiste du Plateau central et l'un des leaders de «*l'opposition constructive*», juge ces mesures «*courageuses*», tout en estimant que «*parfois ils sont allés plus loin que ce que demandait le FMI*».

Tenté par la démocratie directe

Néanmoins, de nombreuses critiques se font jour dans la classe politique, y compris au sein du mouvement Lavalas et du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD) qui avaient appuyé la candidature du père Aristide. René Théodore, le secrétaire général du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), accuse le pouvoir d'être «*autocratique*» et demande la démission du gouvernement Préval, souvent qualifié de «*gouvernement de copains et d'incompétents*». «*C'est vrai qu'il y a eu des gaffes inutiles, de l'improvisation et un manque de coordination interministérielle, mais souvenez-vous de la première année des socialistes en France*», plaide le père Antoine Adrien, un salésien que beaucoup considèrent comme l'éminence grise du nouveau pouvoir.

Le principal défi que doit affronter aujourd'hui le père Aristide se situe sur le terrain économique. Ravagé par trente ans de dictature et cinq ans de convulsions politiques, Haïti est dans un état de délabrement total. Tout est à faire, les routes, l'alphabétisation et la réforme agraire. Suite à une longue sécheresse, le département du Nord-Ouest est menacé par la famine, et la lutte contre la vie chère est devenue la principale revendication populaire. S'il est assuré du soutien des grands bailleurs de fonds – les Etats-Unis et la France se sont engagés à accroître leur aide, – le président Aristide a des rapports de plus en plus conflictuels avec les chefs d'entreprise, qui lui reprochent d'«*attiser les contradictions sociales*». Un emprunt lancé à la hâte et des manifestations de rue «*contre les bourgeois*» ont braqué les investisseurs nationaux. «*Nous demandons que les règles du jeu soient clairement définies*», répète Raymond Lafontant, le directeur de l'Association des industries d'Haïti (ADIH), qui espère engager le dialogue avec le gouvernement autour d'un Livre blanc que vient de publier le secteur privé.

Tenté par la démocratie directe, le père Aristide écoute tous les jours les émissions de radio «*ligne ouverte*». Il n'hésite pas à décrocher son combiné pour répondre, en direct, aux inquiétudes d'un auditeur. Personne ne conteste que sa popularité demeure immense chez les pauvres, la grande masse de la population. Face à l'impatience et aux états d'âme des intellectuels et des politiques, Claire, une modeste cuisinière, insiste : «*Il faut lui donner le temps, Titide a besoin de cinq ans pour refaire Haïti.*»

JEAN-MICHEL CAROIT

EN BREF

□ **Ciba-Geigy reconnaît avoir livré du DDT à la Tanzanie.** – Le groupe chimique suisse Ciba-Geigy a reconnu, mardi 7 mai, avoir livré à la Tanzanie de l'insecticide contenant du DDT. Le chimiste a ainsi violé le code moral de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture de l'ONU (OAA), ainsi que les directives de l'entreprise. En février 1990, elle s'était engagée à ne commercialiser dans les pays en voie de développement que des produits dont «*les substances actives ont été admises dans au moins un des pays de l'OCDE*», ce qui n'est pas le cas du DDT. Le chef de presse du groupe, M. Rolf Immler, a qualifié cette livraison d'«*automatisme malheureux*», imputable à «*la lourdeur administrative de Ciba-Geigy*».

□ **Accord entre Comau et Daifuku (robotique automobile).** – Comau Spa., filiale du groupe automobile Fiat, premier constructeur européen de robots pour l'industrie automobile, et Daifuku Ltd, première firme japonaise de robotique et de machines-outils, ont annoncé mercredi 8 mai un accord de coopération technique et commerciale pour l'automatisation de l'assemblage de voitures. La firme japonaise fournira à Comau sa technologie en matière de systèmes automatisés de transport de pièces détachées pour les lignes d'assemblage et Comau fera bénéficier Daifuku de son expérience en matière d'automatisation de la production elle-même, ainsi que de sa présence en Union soviétique et dans les pays de l'Est.

□ **Le chantier du tunnel du Grand Baelt arrêté.** – Le forage du tunnel du Grand Baelt, qui doit relier l'île de Seeland, où se trouve la capitale danoise Copenhague, à celle de Sproegue, a dû être arrêté à la suite de défaillances des engins de forage. 760 mètres seulement ont été creusés sur les 14 kilomètres des deux tunnels, alors que l'ensemble de la liaison fixe de 18 kilomètres reliant l'est du Danemark au continent européen devait être achevé en 1993 . Déjà, par suite d'un retard de treize mois, l'ouverture de la liaison ferroviaire a été reportée à 1994 et celle de la liaison routière à 1998. L'arrêt du chantier entraîne le licenciement de 500 personnes.

□ **ALLEMAGNE : condamnation du trésorier de la CDU.** – Le trésorier de l'Union chrétienne démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl, M. Walther Leisler Kiep, a été condamné, mercredi 8 mai, à payer une amende de 675 000 deutschemarks (2,3 millions de francs) pour avoir organisé, entre 1971 et 1981, le financement illégal de son parti. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : libération des journalistes enlevés par la guérilla colombienne.** – Les sept journalistes colombiens enlevés lundi 6 mai par la guérilla de l'armée de libération nationale (ELN) à Cartagena et Monteria (1 000 et 850 km au nord de Bogota), ont été libérés mercredi après être restés 72 heures aux mains de l'ELN. – *(AFP.)*

□ **PAKISTAN : deux Français condamnés à sept ans de prison, à cinq coups de fouet et à une amende pour trafic d'héroïne.** – Une Française et un Français, arrêtés en possession de 250 grammes d'héroïne il y a dix-huit mois à l'aéroport d'Islamabad, ont été condamnés à sept ans de prison, à cinq coups de fouet et à 5 000 roupies (200 dollars) d'amende chacun, a-t-on appris jeudi 9 mai de sources concordantes dans la capitale pakistanaise. Mme Dominique Godon, âgée de trente-neuf ans, et M. Patrick Barbier, trente-sept ans, domiciliés à Paris, avaient plaidé non coupable. – *(AFP.)*

ANNE-MARIE IDOUX
Meubles peints
CRÉATION-RESTAURATION
Imitation marbres
et pierres dures
TRAVAIL SOIGNÉ
pour DÉCORATEURS
et PARTICULIERS
Tél. : (1) 42-63-07-36.

هكذا من الأصل